L'Architecte, le Prince et la Démocratie est le premier ouvrage
nsemble sur le thème de la participation et de l'autogestion appli-
ées à l'architecture. Il ne s'agit donc pas seulement d'un essai théo-
ue et sociologique sur l'architecture, mais d'un livre politique qui
nscrit dans la pensée sociale de pointe.

Critique et historien de l'art, de l'architecture et de l'urbanisme,
tamment auteur de *L'Homme et les villes*, Michel Ragon établit ici
dossier complet du conflit entre architectes et usagers, c'est-à-dire
tre ceux qui font l'architecture et ceux qui la subissent.

C'est, dit-il, un phénomène nouveau que cette révolte populaire
ntre l'architecture élitique : révolte contre la "rénovation urbaine",
èves des loyers, luttes urbaines diverses, et parfois de très grande
pleur comme en Amérique latine, bidonvilles autogérés, comités de
artiers, comités de locataires, points de vue des "pavillonnaires",
:.

Les solutions ne peuvent naître que d'un dialogue entre archi-
ctes et usagers. Quant aux méthodes, Michel Ragon examine celles
oposées par des architectes : changement des techniques de cons-
ction de l'habitat collectif, mobilité, évolutivité... ; et par des muni-
palités (en France Grenoble, en Italie Bologne).

Cet ouvrage remarquable fait le point des idées et des expérien-
s les plus récentes, tant aux Etats-Unis qu'en Europe. Pamphlet,
ais aussi livre d'histoire, *L'Architecte, le Prince et la Démocratie* se
ace à l'avant-garde des recherches actuelles, et nous en donne la
sion la plus claire et la plus humaine.

3146 6

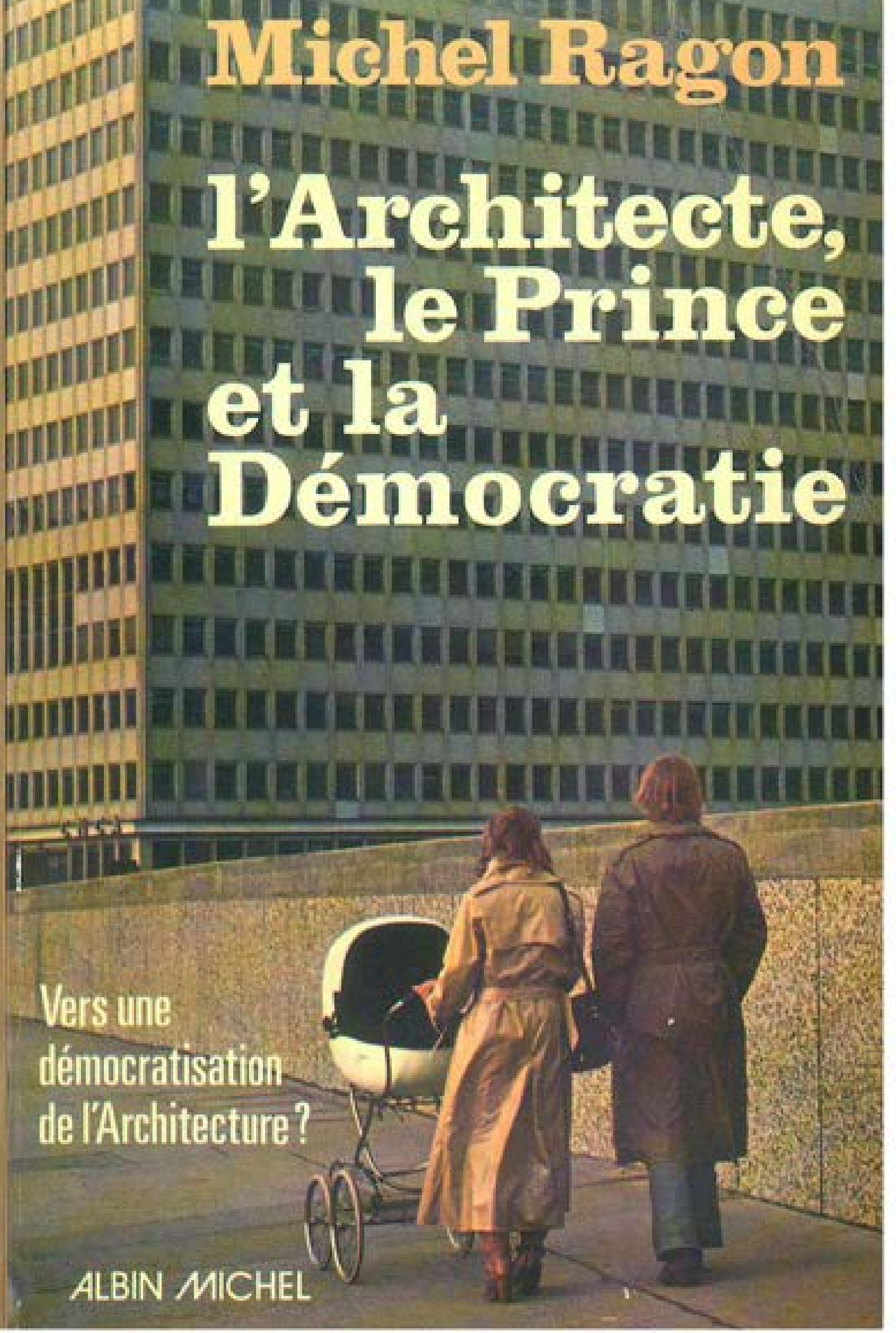
Photo [illegible]

ISBN 2-226-00443-2

l'Architecte, le Prince et la Démocratie

Michel Ragon

AM



Michel Ragon

l'Architecte, le Prince et la Démocratie

Vers une démocratisation de l'Architecture ?

ALBIN MICHEL

L'Architecte, le Prince
et la Démocratie

DU MÊME AUTEUR

URBANISME ET ARCHITECTURE :

Où vivrons-nous demain?, Robert Laffont, 1963.
La Cité de l'an 2000, Casterman, 1968.
Esthétique de l'architecture contemporaine, Griffon, Neuchâtel, 1968.
Les Erreurs monumentales, 1971, épuisé.
Histoire mondiale de l'architecte et de l'urbanisme modernes, 2 vol., Casterman, 1971-1972.
L'Homme et les villes, Albin Michel, 1975.

CRITIQUE D'ART ET HISTOIRE DE L'ART :

L'Aventure de l'art abstrait, 1956, *épuisé.*
Naissance d'un art nouveau, Albin Michel, 1963.
L'Expressionnisme, Rencontre, Lausanne, 1966.
25 ans d'art vivant, 1944-1969, Casterman, 1969.
L'Art, pour quoi faire?, Casterman, 1971.
Les Maîtres du dessin satirique, Pierre Horay, 1972.
Peinture Moderne, Casterman, 1974.
Peinture Contemporaine, Casterman, 1974.
L'Art abstrait. Tomes 3 et 4 en collab. avec Michel Seuphor, Aimé Maeght, 1973-1974.
Agam, Atlan, Barré, Calder, Dubuffet, Étienne-Martin, Fautrier, Guitet, Kemeny, Marta Pan, Poliakoff, Schneider, Soulages (monographies chez divers éditeurs).

LITTÉRATURE :

Drôles de métiers, roman, Albin Michel, 1953.
Drôles de voyages, roman, Albin Michel, 1954.
Une place au soleil, roman, Albin Michel, 1955.
Trompe l'œil, roman, Albin Michel, 1956.
L'Honorable Japon, récit, Albin Michel, 1959.
Les Américains, roman, Albin Michel, 1959.
Le Jeu de Dames, roman, Albin Michel, 1960.
Les Quatre Murs, roman, Albin Michel, 1966.
Nous sommes dix-sept, sous une lune très petite, roman, Albin Michel, 1968.
La Peau des choses, poésie, J.-R. Arnaud, 1968.
Histoire de la littérature prolétarienne en France, Albin Michel, 1974.
Bernard Clavel, étude et textes choisis, Seghers, 1975.

MICHEL RAGON

L'Architecte, le Prince et la Démocratie

AM

Albin Michel

© Éditions Albin Michel, 1977
22, rue Huyghens, 75014 Paris.

ISBN 2-226-00443-2

Sommaire

Introduction. Vers une démocratisation de l'architecture? 9

La démocratie apparaît une première fois en songe aux architectes 27

1. Progressisme et fonctionnalisme 29
2. Utopie, socialisme et tyrannie 39
3. H.L.M. et rénovation urbaine 45

Les dérapages marginaux ou La réplique des usagers .. 57

1. « L'utopie pavillonnaire » 59
2. Bidonville et autoconstruction ou comment autogérer sa misère 75
3. Architecture sans architectes, architecture spontanée, architecture marginale aux U.S.A. 89
4. « Habitants paysagistes » 99
5. « Pessac de Le Corbusier » 107
6. Une nouvelle forme de combat politique : les luttes urbaines 111

La démocratie apparaît une seconde fois en songe aux architectes 131

1. La tarte à la crème de la participation 133
2. La ville autogestionnaire 145

3. Méthodes architecturales de participation 151
4. Méthodes architecturales d'autogestion 171
5. Méthodes municipales de concertation 187
6. Méthodes d'initiation à la participation. (La vidéo, comme aide à l'information et à la création. La technique des itinéraires urbains.) 201
7. Méthodes de déviances. (Vers une récupération des luttes urbaines? L'ambiguïté de l'animation urbaine. La pédagogie des « jeux urbains ». La délation comme méthode de participation.) ... 207
8. Une architecture pour le monde pauvre 219

Conclusion en forme d'aphorismes. Résumé des propositions 229

Bibliographie 243

Introduction

Vers une démocratisation de l'architecture?

L'architecture est toujours le domaine réservé du prince. Si tous les citoyens sont requis pour désigner lequel des candidats à la présidence de la République est le meilleur, s'ils sont requis pour décider si oui ou non leur pays doit entrer dans le Marché commun, si la régionalisation doit succéder à la centralisation, bref pour un grand nombre de problèmes extrêmement complexes, extrêmement délicats, qui demandent des connaissances politiques, économiques et sociales considérables, on voit mal pourquoi les habitants d'une ville, d'un quartier, d'un immeuble, ne seraient pas consultés pour les plans d'architecture et d'urbanisme qui font partie de leur quotidienneté immédiate.

Craint-on que les usagers de l'architecture montrent un goût plus mauvais que celui des « spécialistes »? La chose paraît difficile. Lorsque l'on contemple ce que nos architectes et l'administration qui les écoute ou les dirige nous ont offert depuis vingt-cinq ans, il semble impossible que les usagers fassent pires. Mais, sauf exemples rarissimes et tout nouveaux, dont nous parlerons plus loin, la population n'est jamais conviée à participer à l'urbanisme et à l'architecture qui lui sont imposés. Et ce trait est quasiment universel, l'architecture dans les pays socialistes étant aussi élitiste et dirigiste que dans les pays capitalistes.

L'idée d'une participation des « usagers » de l'architecture au domaine bâti, qui se répand actuellement aussi bien dans les milieux marginaux contestataires que dans les milieux politiques de l'opposition et du pouvoir, et même dans les écoles d'architecture et les cabinets d'architectes, est si contraire à toute la tradition architecturale qu'elle risque d'être une mode éphémère, un jeu d'esthètes supplémentaire, voire l'occasion d'une récupération en règle de la seule idée vraiment révolutionnaire née dans le contexte de l'architecture contemporaine, récupération d'ailleurs amorcée et destinée, comme toutes les récupérations politiques, à transformer une bombe en pétard.

L'histoire de l'architecture, comme toutes les histoires de l'art, convie à la contemplation passive du chef-d'œuvre. Outre les monuments grandioses, les seules sources classiques de références pour l'habitat sont les palais et les villas. Quelle dégradation que notre habitat ordinaire comparé à ces merveilles! On reproche aux architectes contemporains « de ne plus savoir construire les Pyramides et le Parthénon ».

« Nous qui avons construit Chartres et Versailles, devrons-nous nous contenter de Sarcelles? »

Étrange aberration! Ceux qui ont construit, de leurs mains, Chartres et Versailles, habitaient dans de telles tanières qu'ils auraient cru, en voyant Sarcelles, à une image du paradis. Dans Vitruve, qui a servi de modèle aux architectes jusqu'à ce que Gropius et Le Corbusier le remplacent, l'habitat ordinaire, modeste, courant, n'est même pas envisagé, comme s'il était impensable que celui-ci relève de l'art de bâtir. Les gens ordinaires, contemporains de Philippe Auguste et de Louis XIV, n'avaient en réalité pas droit à l'architecture pour eux-mêmes. Et cette idée que l'architecture est faite par le prince et pour le prince (que ce prince soit d'État ou d'Église) restera sous-jacente dans toute l'histoire de l'architecture.

A tel point qu'un architecte idéologiquement démocrate comme Frank Lloyd Wright restait convaincu que depuis toujours et à jamais l'architecture est l'art de la classe dominante[1].

A tel point que l'histoire tout court est ponctuée d'incendies où, dans les révoltes populaires, les gens sans architecture brûlent l'architecture, signe du pouvoir : les beaux hôtels particuliers, objets de la colère populaire au XIV^e^ siècle, sont fréquemment saccagés et pillés, les châteaux brûlés dans les jacqueries paysannes, le vandalisme architectural quotidien lors de la Révolution française, l'hôtel de ville de Paris, dit « Château Haussmann », brûlé pendant la Commune.

En réalité, contrairement à ce que l'on pense communément, les architectes contemporains aimeraient bien construire des pyramides et des parthénons. « Messieurs, je vous plains, disait juste après la Seconde Guerre mondiale un des grands patrons de l'École des beaux-arts à ses étudiants de terminale, vous allez être obligés de construire des logements. »

Les logements pour l'homme ordinaire n'ayant jamais été inclus dans l'histoire de l'architecture, les architectes contemporains se sont en effet trouvés devant une tâche pour laquelle ils n'étaient pas du tout préparés et pour laquelle personne d'ailleurs n'était préparé. Donc, on a improvisé. On a adapté tant bien que mal les normes de la villa bourgeoise à la maison individuelle standardisée. On a micromisé la villa bourgeoise jusqu'à en faire un pavillon de banlieue, comme on a macromisé l'hôtel particulier jusqu'à en faire une unité d'habitation pour quinze cents personnes. Même l'architecture moderne, aussi passionnante soit-elle, lorsqu'elle invente le gratte-ciel, les voûtes autoportantes, les palais d'acier et de verre, les ponts métalliques suspendus, etc., ne vise en fait qu'à renouveler les formes visuelles ou même simplement le symbolisme des formes architecturales. L'architecture moderne a fait porter ses recherches sur les matériaux (acier, verre, béton armé, matière plastique), alors que le matériau principal de l'architecture était oublié : l'être

---

1. Selon Norris Kelly Smith, *F. L. Wright*, 1966.

humain obligé de se modeler, de se mouler, de s'insérer en long, en large, de biais, de guingois, dans les matériaux techniques de l'architecte.

Oui, ne nous y trompons pas, les architectes contemporains sont tout à fait capables de construire des pyramides, des parthénons, des cathédrales, des palais (d'ailleurs ils en construisent, sous d'autres formes. Voir Brasilia, Chandigarh, New York), mais ce qu'ils ne savent pas faire, ce n'est pas se mesurer avec les Sept Merveilles de l'Antiquité, c'est inventer une architecture de la vie quotidienne pour les hommes de leur temps, un habitat et une ville démocratiques qui ne soient pas l'Athènes de Périclès, mais la ville de Dupont, citoyen ordinaire.

La notion de ville pour tout le monde n'est aucunement préparée par la tradition architecturale. Mais, comme le dit Raymonde Moulin, « de même que l'école secondaire pour tous a fait craquer le système des lycées », de même l'idée de la ville pour tous ruine « une conception dans laquelle l'architecture était celle des monuments, des places, des avenues et des hôtels particuliers [1] ».

Nous sommes actuellement dans cet état de crise, de doute, de remise en question. La tradition architecturale ne craque pas encore, mais ses points d'attache se fissurent. Nous tenterons de décrire, dans ce livre, comment la démocratie est apparue pour la première fois en songe aux architectes, dès les débuts de l'industrialisation et, par là même, des grandes concentrations urbaines; comment le fonctionnalisme allié au progressisme fit faillite et comment, à la suite des dérapages marginaux (utopie populaire pavillonnaire, bidonvilles, architectures spontanées, luttes urbaines contre la « rénovation »), la démocratie est apparue une seconde fois en songe aux architectes sous le nom de « participation ». Tout comme le premier « songe » correspondait étroitement à l'idéologie progressiste dirigiste du XIXᵉ siècle (faire le bonheur des hommes grâce à la science et à la technique), le second « songe » est lié à la phase libérale du capitalisme (la participation) et à l'idéologie gauchiste antisocialiste autoritaire (l'autogestion).

L'architecture populaire, spontanée, vernaculaire, autochtone, indigène, « sans pedigree », anonyme, « sans architectes », devient le grand modèle. En un mot, on recherche comme référence pour une architecture démocratique, toute architecture ayant pu échapper au contrôle du prince : l'architecture rurale, le bidonville, l'architecture marginale; tout ce qui semble s'être construit d'une manière organique.

Cette utopie s'inscrit à la fois dans la violente réaction intellectuelle contre la division du travail (faites votre maison vous-même) et dans le mouvement écologique. L'autoconstruction va de pair avec l'autodéplacement (marche à pied), l'autarcie alimentaire (faire pousser ses légumes sans engrais chimiques, faire cuire son pain au feu de bois, élever des chèvres pour leur fromage), et vestimentaire (tisser ses vêtements).

Ivan Illich représente bien ce courant lorsqu'il écrit :

« En 1945, le tiers des ménages (du Massachusetts) habitait une maison qui était soit entièrement l'œuvre de ses occupants, soit bâtie sur leur plan et sous leur direction. En 1970, la proportion de telles maisons ne représentait plus que 11 % du total. Entre-temps, le logement était devenu le problème numéro un...

« La plupart des gens ne se sentent réellement chez eux que si une part significative de la valeur de leur maison est le fruit de leur propre labeur. Une politique conviviale s'attacherait d'abord à définir ce qu'il est impossible d'obtenir par soi-même quand on bâtit sa maison. En conséquence, elle assurerait à chacun l'accès à un minimum d'espace, d'eau, d'éléments préfabriqués, d'outils conviviaux allant de la perceuse au monte-charge et, probablement aussi, l'accès à un minimum de crédit. Une telle inversion de la politique actuelle donnerait à une société postindustrielle des logements modernes aussi séduisants pour ses membres que

---

[1] Raymonde Moulin, *Les Architectes*, Calmann-Lévy, 1973.

l'étaient, pour les anciens Mayas, les maisons qui sont encore la règle au Yucatan[1]. »

Nous voilà revenus à l'idéal de la maison aux volets verts de Jean-Jacques Rousseau. Mais nous oublions toujours que la campagne rêvée par Rousseau ressemblait plus au parc du duc de Montmorency qu'à celle des paysans de La Bruyère. Il me semble qu'Illich, prospectif dans les trois quarts de sa démonstration, déraille lorsqu'il parle des anciens Mayas puisque la seule architecture maya qui nous soit parvenue est, comme d'habitude, celle des princes et des prêtres : palais, temples, pyramides... Quant à exalter les maisons paysannes du Yucatan actuel, cela me semble jeu d'intellectuel. Elles sont belles dans leurs formes, dans leurs proportions, ces cabanes de branchages, de torchis, de chaume, mais qui d'entre nous accepterait d'y vivre dans un tel inconfort!

Tout comme sont belles de proportions et de matériaux les vieilles maisons paysannes européennes, les vieilles fermes encore debout. Mais quel nid de tuberculose ont-elles été, jusqu'à une date très proche. Les maisons paysannes, qui font aujourd'hui rêver les citadins, ont été certes autoconstruites, mais avec quelle fragilité. Pour quelques-unes qui subsistent, combien d'écroulées, de brûlées. Et quel entassement à l'intérieur, bêtes et humains n'étant seulement séparés que par des portes à claire-voie. Plusieurs familles paysannes grouillantes d'enfants vivaient souvent dans une petite fermette qui sert aujourd'hui de confortable résidence secondaire à un couple.

La dénonciation des taudis des villes par les philanthropes du XIX^e siècle a fait oublier que la condition de vie dans les campagnes n'y était pas meilleure, ni l'habitat plus sain. Victor Considérant écrit, en 1848 :

« Il faut voir la Champagne, la Bresse, le Nivernais, la Sologne, le Limousin, la Bretagne, et les voir de près. Là il

---

[1] Ivan Illich, *La Convivialité*, Seuil, 1973.

y a des chambres qui sont les cuisines et les salles à manger et la chambre à coucher pour tout le monde, père, mère, petits. Elles sont encore caves et greniers, écurie et basse-cour quelquefois. Le jour arrive par des ouvertures basses et étroites, l'air passe sous les portes de châssis déboîtés, il siffle à travers les vitraux noircis et cassés quand il y a des vitraux... car il y a des provinces entières dans lesquelles l'usage du verre est à peu près inconnu. C'est une lampe grasse et fumeuse qui éclaire à l'occasion, d'habitude c'est le feu. Puis le plancher... c'est de la terre inégale et humide, il y a çà et là des mares, vous marchez dedans, les enfants en bas âge y traînent[1]. »

Au moment où les monstruosités de la cité industrielle suscitaient, comme aujourd'hui, un mouvement intellectuel en faveur d'un désurbanisme et d'un utopique retour à la terre, Karl Marx mettait en garde ses contemporains contre l'illusion des « joies champêtres » dans une époque où toutes les structures traditionnelles étaient bouleversées. Et il soulignait à son tour que le logement des ouvriers agricoles n'était pas plus enviable que celui de l'ouvrier citadin :

« Il ne faut pas s'imaginer que l'ouvrier qui demeure sur le terrain qu'il cultive y trouve le logement que mérite sa vie laborieuse. Même sur les domaines princiers son cottage est souvent des plus misérables. Combien de propriétaires estiment qu'une étable est assez bonne pour des familles ouvrières, et qui ne dédaignent pas de tirer de sa location le plus d'argent possible! Ou bien c'est une cabane en ruine, avec une seule chambre à coucher, sans foyer, sans latrines, sans fenêtres, sans autre conduit d'eau que le fossé, sans jardin...[2] »

Pour avoir vécu mon enfance dans une famille paysanne, je suis toujours resté méfiant et sceptique lorsque j'entends vanter la maison rurale. Celles que j'ai connues alors n'étaient guère différentes des masures dont parle Considérant. Chez mon grand-père paternel la maison se divisait en deux, la moitié pour le bétail, la moitié pour la famille. De temps en temps, à la veillée, le cheval passait la tête par la porte de séparation qui ne fermait qu'à mi-hauteur. Pour avoir été enfumé, tout en grelottant, par les feux de cheminée, j'ai toujours conservé une aversion pour ce système de chauffage si prisé dans les résidences secondaires (mais on y a, aussi, le chauffage central, ce que l'on a tendance à oublier). Des pièces qui sont à la fois des cuisines, des salles à manger et des chambres à coucher, semblent étonner Considérant, pourtant dans mon enfance elles étaient encore monnaie courante. La lampe grasse et fumeuse, la terre battue en guise de plancher, j'ai connu tout ça. Mon père, ma sœur sont morts de tuberculose. Le premier à quarante-sept ans, la seconde à vingt-cinq ans. De tous mes cousins germains, paysans, il n'en reste plus qu'un seul, tous les autres sont morts à la tâche avant cinquante ans. L'aversion de ma mère pour la campagne, et pour la nature en général, m'agaçait souvent, mais comme elle s'explique!

---

[1] Victor Considérant, *Description du phalanstère et considérations sociales sur l'architectonique*, 1848.

[2] Karl Marx, *Le Capital*.

Cela pour souligner que si les paysans quittent la terre, ce n'est pas seulement parce que les cours des marchés agricoles sont bas. Si la vie était si idyllique à la campagne, ils s'y cramponneraient. Si les paysans qui prennent leur retraite se font construire un pavillon « moderne » après avoir vendu leur vieille ferme aux gens des villes, il doit bien y avoir une raison.

Pierre Jakez-Helias qui a vécu, lui aussi, une enfance paysanne, la donne, avec humour, cette raison[1] :

« Chacun envie ce qu'il n'a pas encore ou ce qu'il n'a plus. Les paysans pauvres en sont réduits à vendre leurs biens de famille parce qu'ils ne peuvent pas rester chez eux faute de travail. Et les citadins un peu à l'aise cherchent à se constituer un refuge à la campagne parce que la vie quotidienne en ville devient intenable. Si bien qu'à la limite du mouvement, s'il n'y a pas de révolution, tous les pauvres paysans seront parqués dans les H.L.M. des villes tandis que les bourgeois, les techniciens et technocrates, les chefs d'industrie, même les P.-D.G. de toutes sortes, les promoteurs de tours et même les hommes politiques résideront à la campagne, à la montagne ou sur les bords de mer dans les fermettes, les mas, les bastides, les burons aménagés par leurs soins avec tout le confort moderne. Et là, habillés de velours à côtes, ils s'occuperont à tondre, arroser, planter, écheniller des jardins sortis tout armés des revues de luxe. Car ce sont eux les nostalgiques et les *rétros,* non pas les paysans qui s'occuperont désormais à méditer leurs jacqueries dans les clapiers à béton. »

---

[1] Pierre Jakez-Helias, *Le Cheval d'orgueil,* Plon, 1975.

Bon, ces réserves faites sur les poncifs écologiques ou soi-disant écologiques, revenons aux architectes qui ne sont en aucun cas responsables des misères de l'architecture rurale ancienne puisque, nous l'avons vu, il s'agit d'une « architecture spontanée » populaire, mais qui ont bien d'autres péchés sur la conscience. Ce qui leur donne, actuellement, mauvaise conscience. Phénomène nouveau, l'architecte prend honte d'être un homme du pouvoir. Un certain nombre d'entre eux se trouvent même à l'origine des méthodes de concertation et de collaboration entre usagers et architectes, ou à l'origine des comités de quartier d'usagers critiquant les plans d'urbanisme du pouvoir. Nous verrons tout cela dans la troisième partie de ce livre. Auparavant, il nous faut situer cette très longue alliance de l'architecte et du pouvoir.

C'est en effet une constante, dans l'histoire de l'architecture, que la complaisance des architectes envers le pouvoir, quel qu'il soit. L'architecte est l'artiste chargé de magnifier le pouvoir, d'imposer à tous la présence quotidienne du prince par des monuments destinés à inspirer la crainte, le respect ou l'amour du monarque. On aurait pu penser que l'avènement de la démocratie ferait éclater cette structure féodale. Or, il n'en a rien été. Après avoir magnifié l'aristocratie et les gens d'église, la monarchie et la religion, l'architecte est passé sans complexes apparents à la glorification de la bourgeoisie et du capital. Qu'un autocrate arrive et il trouve aussitôt son « grand » architecte : Speer pour Hitler, Ioffan pour Staline.

Veut-on un exemple moins caricatural et plus récent? Eh bien, parlons de Niemeyer qui n'aurait pas été ce qu'il est s'il n'avait rencontré et séduit le puissant président de la République du Brésil, Kubitschek. Bernard de La Rochefoucauld cite cette anecdote où l'on croirait réentendre Michel-Ange et Jules II :

« Rappelons ici pour la petite histoire que l'architecte de Brasilia fut choisi et engagé à bord d'un avion, sur la foi d'un croquis qu'il crayonnait distraitement au dos d'une enveloppe. Enthousiasmé, il répondit à la proposition qui lui était faite : " Je vais vous faire une ville en forme d'aigle "[1]. »

S'il ne construit plus pour le prince, l'architecte se sent perdu. Il suffit de regarder avec quelle avidité un architecte qui proclamait vouloir œuvrer pour l'homme ordinaire, je parle de Le Corbusier, se jetait dans les bras de tout prince qui passait par là. Comme Charles Fourier attendait tous les jours, à midi, place du Palais-Royal, le financier qui lui permettait de réaliser son phalanstère (et qui ne vint jamais), Le Corbusier attendit toute sa vie que le pouvoir (qu'il appelait « l'Autorité ») lui permette de réaliser sa « ville radieuse ». Il crut d'abord le trouver en Staline, lorsqu'il construisit, de 1929 à 1936, la Maison des Syndicats à Moscou, puis dans Anatole de Monzie, Pétain, Dautry, Claudius-Petit, Malraux, et finalement Nehru qui sera le seul à lui confier la construction d'une ville : Chandigarh.

Ni Staline ni Pétain ne furent convaincus par les théories de Le Corbusier, et Malraux se contentera de lui organiser de grandioses obsèques. Cette quête du pouvoir par Le Corbusier a quelque chose à la fois d'irritant et de puéril. Mais qui, autre que le pouvoir (pouvoir politique ou pouvoir d'argent), a la faculté de décider du sort des villes, comme du module de l'habitat? Par le biais de l'urbanisme et de l'architecture, tout pouvoir exerce une tyrannie insidieuse. De Sumer à Brasilia, de Babylone à New York, toutes les idéologies étatiques se sont incarnées dans des volumes de brique, de pierre ou de métal. Et ces créations architecturales, toujours, ont étayé ou renforcé les idéologies dominantes. Tout monument glorifie le prince qui l'a fait naître.

Sans doute n'en sommes-nous plus à la tyrannie mégalomanique d'un Pierre le Grand à Saint-Pétersbourg ou d'un Louis XIV à Versailles, voulant l'un et l'autre édifier des architectures exprimant leur magnificence. Bien qu'encore, lorsque Kubitschek décide d'implanter la nouvelle capitale du Brésil loin de toute agglomération spontanée, et surtout loin de cette frange urbanisée le long de l'Atlantique qui pour les Brésiliens signifie la douceur de vivre, ne faisait-il pas acte de despotisme aussi grand que Pierre le Grand, décidé à arracher la Russie à l'Asie en lui ouvrant une fenêtre sur l'Europe par la création d'une capitale italianisante sur la Baltique? Lorsque Nehru choisissait Le Corbusier pour dessiner le plan de Chandigarh, capitale du Panjâb, et y construire les principaux édifices, ne passait-il pas outre la culture indienne pour imposer la vision géniale d'un artiste occidental? A l'architecte indien Mulkarj Anand qui se permettait de lui rappeler certains traits spécifiques des mœurs de son pays, Le Corbusier répondit avec sa superbe ordinaire : « Que signifient les coutumes indiennes aujourd'hui, si vous dites oui à la machine, aux pantalons et à la démocratie? »

Cela nous conduit à nous poser la question : doit-on rechercher le génie qui trouvera les solutions idéales pour la ville, ou bien les problèmes de l'architecture et de l'urbanisme sont-ils devenus trop complexes pour les laisser aux mains d'un seul homme, fût-il génial? Si l'artiste génial peut être sollicité pour construire des monuments dans la ville, par contre, la structure même de la ville, comme la structure de l'habitat, impose trop de connaissances diverses pour qu'un seul homme puisse suffire. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que l'architecte soit le plus qualifié pour repenser la ville. Ce créateur de formes conditionnées a une fâcheuse tendance à les poser n'importe où, et n'importe comment. Advienne que pourra! Lorsque Le Corbusier eut fini de dessiner les plans de ses appartements pour l'Unité d'habitation de Marseille, ne s'adressa-t-il pas à la C.G.T. (toujours la recherche de « l'Autorité ») en disant qu'il fallait « savoir les habiter » (les appartements) : « C'est pour vous, mais il faut enseigner à vos gens la discipline nécessaire. »

---

[1] Bernard de La Rochefoucauld, *L'Homme dans la ville, à la conquête de sa liberté*, Dunod, 1971.

C'était en effet, jusqu'à hier, une chose convenue que « les gens » ne savaient pas habiter l'architecture moderne. Perce maintenant une nouvelle idée : que les architectes ne savent pas concevoir une architecture pour « les gens ». Les architectes, l'administration, nous-mêmes, pensions hier que « les gens » devaient « apprendre à habiter ». Nous sommes quelques-uns aujourd'hui à penser que ce ne sont pas les gens qui doivent apprendre à habiter, mais les architectes qui doivent apprendre à construire pour « les gens ». Dans ce dialogue de sourds entre l'architecte qui propose un habitat idéal et « les gens » qui le trouvent affreux, incommode et absurde, il doit bien y avoir quelqu'un qui se trompe. Jusqu'à présent, on a dit : la masse se trompe, l'architecte sait. Et si c'était le contraire? Si le malade qui souffre avait raison contre le médecin qui lui dit qu'il n'a pas mal?

Pourquoi ne pas demander aux futures mères de famille qu'elles pondent des enfants cubiques, plus facilement adaptables à l'architecture moderne?

* *

Nous avons vu la traditionnelle alliance de l'architecture et du pouvoir, de l'architecte et du prince, nous allons voir maintenant comment l'architecte, après avoir aspiré à devenir lui-même un prince, se conduit comme tel.

Pour ce faire, ayons recours à l'excellente enquête de Raymonde Moulin[1] :

« Un changement radical en matière d'idées sur l'architecture, l'architecte et leur place dans la société coïncide avec la Renaissance », nous dit-elle. L'architecture, en même temps que la peinture et la sculpture, acquiert en effet le statut d'art libéral. Au Moyen Âge, les artistes appartenaient au monde du travail; à la Renaissance ils se différencient radicalement des travailleurs manuels en devenant fonctionnaires ou courtisans des princes.

« L'image de l'architecte qui s'élabore au début du Quattrocento, celle du savant (géomètre et ingénieur) et de l'humaniste (nourri de la tradition antique qu'il commente et critique), va trouver sa dimension sublime au début du XVIᵉ siècle, au moment où la culture italienne est dominée par la vulgarisation du nouveau platonisme. L'architecte vit dès lors à l'enseigne du génie... Le culte des maîtres des arts plastiques prend, en Italie et au XVIᵉ siècle, la forme d'une sorte de " déification " sociale. Avec Michel-Ange, artiste total, sculpteur, peintre et architecte, l'artiste devient pour la première fois " Le Divin ". Enfouie au plus profond de la conscience, cette nostalgie du " Divin " est-elle totalement absente de l'idéologie des architectes qui font l'objet de cet ouvrage[2]? »

L'architecte-artiste, suprême démiurge, savant, ingénieur, intellectuel, auteur d'un projet de création, homme du dessein et du dessin[3], commence à disparaître au XIXᵉ siècle, le capitalisme naissant misant plutôt sur l'homme de science que sur l'homme de l'art, c'est-à-dire en l'occurrence l'ingénieur. Ou plutôt le prince-architecte voit son pouvoir décliner au

---

[1] Raymonde Moulin, *op. cit.*
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

XIXᵉ siècle, tout en conservant la nostalgie de ses splendeurs passées. Lorsque, le 31 décembre 1940, profitant du corporatisme passéiste du gouvernement de Vichy, les architectes fondent l'Ordre des architectes qui interdira désormais à quiconque n'est pas diplômé par l'une des écoles reconnues à cette fin par l'État et à quiconque ne sera pas accepté par l'Ordre de porter le titre et d'exercer la profession d'architecte, ne pensaient-ils pas avec une mélancolie reconquérante au statut professionnel de l'architecte académicien, privilège royal de Louis XIV destiné à renforcer le prestige royal tout en attribuant un prestige particulier aux architectes élus?

Comme tous les princes, les architectes s'efforçaient de donner à leurs privilèges un statut héréditaire.

« 25 % des architectes diplômés sont fils, petits-fils ou gendres d'architectes; 63 % sont fils, petits-fils ou gendres d'une personne exerçant une profession du bâtiment. (...) La commande publique est telle que 90 % des jeunes qui veulent travailler n'ont aucune possibilité, sauf de travailler pour les patrons et sauf 10 % qui ont fait un très beau mariage ou sont fils d'architectes. (...) L'examen des chiffres d'affaires des architectes démontre à l'évidence que la part de construction à eux dévolue est répartie très inégalement : 9 % des architectes réalisent à eux seuls la moitié du chiffre d'affaires de la profession [1]. »

L'Ordre des architectes, l'hérédité donnée à la profession, la concentration des marchés dans quelques agences gigantesques ne doivent pas nous donner le change. Le prince-architecte est devenu aussi désuet dans la société contemporaine que le prince-évêque et que les quelques ducs qui survivent dans leurs châteaux Renaissance, entourés d'une campagne industrialisée.

Les architectes ne détiennent plus guère que « le monopole de la production du discours légitime sur l'architecture [2] », ce qui contribue bien sûr fortement à figer l'idéologie architecturale en étouffant le plus longtemps possible les idées « pernicieuses ». Ainsi a-t-il fallu plus de quinze ans pour que les idées d'un architecte comme Yona Friedman, qui prôna le premier en France l'intervention des usagers de l'architecture et l'autoplanification, commencent à recevoir quelque crédit dans le milieu architectural.

---

[1] Raymonde Moulin, *op. cit.*

[2] *Ibidem.*

Les architectes croient encore au « caprice du prince ». Les antichambres de ministres sont très courues, les directeurs de cabinets courtisés. On recherche des mécènes qui seront peut-être ce préfet ou ce maire. Avoir un préfet ou un maire dans sa poche, c'est le pouvoir récupéré et la puissance du démiurge revenu.

Illusion! Actuellement les architectes ayant le statut de profession libérale n'interviennent que dans 30 % de la construction. Depuis Napoléon 1ᵉʳ qui les détestait parce que, disait-il, « ils avaient ruiné Louis XIV », l'administration a misé sur les ingénieurs. Les grands bureaux d'études techniques formés d'ingénieurs, de dessinateurs, de sociologues, d'économistes, dénient même toute utilité à l'architecte. A la rigueur, certains lui donnent un rôle d' « artiste » pour dessiner une façade. Mais dans le contexte des bureaux d'études, l'architecte n'est plus guère qu'un « figurant » [1]. « La profession d'architecte, en tant que groupe social, ne détient aucun levier de commande par rapport à la production, hormis, faible et peu glorieuse part, une petite emprise sur la détection des terrains à bâtir [2]. » Encore les promoteurs sont-ils peu enthousiastes de cet os à ronger donné à l'architecte : « On risque de trouver une concierge qui vous amène une bonne affaire; l'architecte vous amène toujours une affaire compliquée [3]. »

L'évolution du capitalisme vers une accentuation de la division du travail ne pouvait que vaincre l'architecte chef d'orchestre. Les technocrates lui ont enlevé tout pouvoir de décision, les promoteurs l'ont avili au rôle d'exécutant de la planification du marketing, les ingénieurs lui ont ravi le rôle d'innovateur technique. Peu à peu, dans leur travail, l'accessoire a pris le pas sur l'essentiel.

---

[1] Raymonde Moulin, *op. cit.*

[2] *Ibidem.*

[3] *Ibidem.*

A part les patrons de grandes agences qui accaparent la plupart des commandes et se donnent ainsi l'illusion de jouer le rôle traditionnel de l'architecte démiurge, le désenchantement est grand dans la profession d'architecte. Si grand que l'idée, hier abominable, de renoncer au rôle de guide, de celui qui sait, pour se mettre au service des usagers, commence à faire son chemin. On a perdu définitivement la confiance du prince, faisons-nous une raison et embrassons la démocratie. A lire certaines revues d'architecture, la conversion est même tout à fait surprenante. Après avoir tout su, les architectes nous avouent qu'ils ne savent plus rien. Après avoir refusé d'entendre les timides objections de leurs clients, les architectes les sollicitent, les adjurent de leur dire où doit aller l'architecture. Certains, les plus jeunes, vont même jusqu'à réutiliser les mythes messianiques prolétariens. Seul le peuple sait, seul le goût du peuple est bon. Le pavillon de banlieue, abomination pour la génération de Le Corbusier, est réhabilité, le bidonville est prôné comme modèle d'aménagement de l'espace organique, « l'architecture sans architectes » est mise au pinacle cependant que Vitruve, Vignole et Le Corbusier sont jetés aux « poubelles de l'histoire ».

Ne tomberions-nous pas d'un excès dans l'autre et de la prétention conne à la démission imbécile? C'est ce que nous essaierons d'éclaircir. Mais toute idée neuve éclate de contradictions et l'idée que l'architecture puisse être conçue par tous et pour tous est aussi neuve et insolite que l'idée d'une maison collective et d'une ville tout entière faite pour coïncider avec le désir des masses et non avec le désir du pouvoir.

La démocratie apparaît une première fois en songe aux architectes

1

1.

Progressisme et fonctionnalisme

Le 27 novembre 1975, M. Robert Lion, délégué général des H.L.M., présentait un rapport au Conseil économique et social qui constitue le plus catégorique constat d'échec de la politique gouvernementale française en matière de logements.

« Les efforts considérables entrepris depuis la fin de la guerre, pour faire face à la pénurie de logements, ont abouti à un résultat affligeant, déclare M. Robert Lion. On s'est trompé; pour faire du social on a construit des logements bon marché tous chers à l'usage. » Et M. Robert Lion, estimant que deux millions deux cent mille logements contruits depuis 1950 créant des conditions d'habitabilité indignes du degré de civilisation auquel nous prétendons être parvenus, propose tout bonnement de les détruire. Rapport adopté par le Conseil économique et social par 147 voix contre 21 abstentions.

Cette architecture « impropre à la consommation » a été conçue et réalisée dans une perspective à la fois fonctionnaliste et démocratique. Elle a souvent remplacé à grands frais des vieux immeubles plus ou moins taudifiés qui, dans beaucoup de cas, auraient parfaitement pu être rénovés tout en conservant sur place une population qui fut expulsée vers de lointaines banlieues. Mais il fallait être moderne. Il fallait être fonctionnel. Il fallait rentabiliser. Résultat : la faillite.

Cette obsession de la modernité a été fort bien raillée par l'un des meilleurs architectes hollandais contemporains, Aldo van Eyck :

Les architectes « n'ont pas cessé de rabâcher que c'est si différent à notre époque, à tel point qu'ils ont complètement perdu de vue ce qui n'est pas différent, ce qui est essentiellement permanent [1] ».

Il est certain que toute la démarche de la génération des architectes fonctionnalistes a été conduite par l'idée de la différence, et qu'ils en ont peu à peu oublié toutes les notions de permanence, de continuité, considérées comme passéistes.

Le fonctionnalisme, on le sait, naît avec le capitalisme, dont il sera d'ailleurs un parfait serviteur. Il naît aussi d'une première idée de démocratisation de l'architecture, dans un esprit progressiste correspondant à la phase scientiste du monde industriel.

Lorsque la démocratie apparaît pour la première fois en songe aux architectes, au XVIIIe siècle, leur première idée est de construire des monuments à la démocratie. Au XIXe siècle ils élèveront des monuments au Progrès : palais des machines, halls des expositions universelles, gares de chemins de fer, bourses de commerce, etc. Claude-Nicolas Ledoux, sans doute le premier architecte de l'histoire qui se préoccupe de l'homme ordinaire, trace les plans d'une ville industrielle, les Salines d'Arc-et-Senans, dont le cœur est l'usine « fille et mère de l'industrie » qui doit conduire au bonheur par le travail et la vertu.

Les premiers architectes démocrates s'efforceront très sincèrement de faire le bonheur des hommes, devraient-ils les forcer à être heureux. Conservant une idée tout aristocratique de leur mission, de leur savoir, ils s'efforceront d'imaginer une architecture idéale pour un homme idéal. Et ils en oublieront une fois de plus l'homme ordinaire, à la fois simple et multiple, qu'ils s'efforceront néanmoins d'insérer de force dans leurs plans [2].

---

[1] In *Architectural Design*, déc. 1962.

[2] « Comme l'antique aubergiste grec, l'architecte de la Cité radieuse fait appel à la violence afin de plier les êtres humains aux dimensions inflexibles de son édifice monumental » Lewis Mumford, *The Marseille Folly*, 1964.

Le Corbusier, qui est devenu l'architecte du XXe siècle le plus célèbre du monde parce qu'il incarne, synthétise toutes les aspirations confuses de la génération fonctionnaliste qu'il sut schématiser avec la force du slogan, préconise une architecture répondant à l'idée que les besoins humains se limitent à peu de chose, qu'ils « sont très identiques entre tous les hommes, les hommes étant tous faits sur le même moule ». « Tous les hommes, renchérit-il, ont les mêmes besoins... nos muscles occupent les mêmes places et réalisent les mêmes fonctions. » Reprenant donc la théorie de « l'homme-machine », ébauchée par Descartes (« l'animal-machine ») et chère aux philosophes du siècle des Lumières (cf. La Mettrie), Le Corbusier en vient en toute logique à la notion de « machine à habiter », cellule idéale de « l'homme-machine ». Et s'il est exact que l'homme n'est vraiment qu'une « machine chimique », comme l'expliquera plus récemment avec une incompréhensible satisfaction le biologiste Jacques Monod, on ne trouve alors aucune raison pour ne pas construire à l'intention de cette « machine chimique », des « machines à habiter » et des « villes-machines » dans lesquelles des hommes parfaitement « conditionnés » ne pourraient que goûter un bonheur de rouage bien huilé.

La ville et l'architecture fonctionnalistes, que l'on trouve à l'état pur chez les utopistes de l'urbain, de Thomas More à Le Corbusier, en passant par Cabet, et dont nos grands ensembles sont une timide retombée, constituent des sortes de camps de dressage où l'on apprend la discipline aussi bien en circulant dans le maillage des lignes droites et orthogonales des rues (rues débarrassées de la futilité des magasins, eux-mêmes centralisés dans des lieux spéciaux) qu'en « apprenant à habiter » des logements types, pour un homme moyen type.

Les fonctionnalistes ne se sont jamais cachés de leur esprit tyrannique. Ils s'inséraient en effet tout naturellement dans la phase autoritaire du capitalisme, comme du socialisme. « L'attitude que prend l'architecte qui se veut *Gesamt-*

kunstler, écrit George Baird[1], est analogue à celle de Wagner vis-à-vis de son public. Pour lui, il va de soi qu'il est capable d'améliorer la vie des habitants de ses immeubles, pour lui, cette amélioration dépend d'une prise de conscience par l'occupant d'un changement de niveau (d'une élévation) spectaculaire de son environnement. Il est donc partisan d'une prédétermination " totale " de la relation que l'habitant aura de son environnement, de tous les points de vue possible... En résumé, l'architecte qui se veut *Gesamtkunstler* traite les autres comme s'ils étaient des enfants[2]; le théoricien du *conditionnement* comme s'ils étaient des objets. »

Enfants ou objets, tels sont bien en effet les usagers de l'architecture à la fois pour les architectes et le pouvoir depuis que l'un et l'autre ont commencé à se soucier d'eux. D'abord enfants puis, ensuite, de plus en plus objets.

Le Corbusier décrit très clairement les deux étapes qu'il attendait de l'Autorité pour pouvoir appliquer sa doctrine et son système :

« *Explication de la doctrine à l'opinion*, c'est-à-dire enseignement du public par la parole, par le journal, par la radio et le cinéma, et surtout par l'exemple visible et palpable. Le point préliminaire de cet enseignement peut s'intituler ainsi : *savoir habiter*...

« *Fixation de la doctrine par la loi*, une fois la preuve faite sur des exemples bâtis, et le peuple instruit de son devoir " d'habiter dignement "[3]. »

On notera les mots « savoir habiter », « fixation de la doctrine par la loi », « preuve faite », « peuple instruit de son devoir ». Quel programme et en pleine période pétainiste!

Bien avant Le Corbusier, Sullivan, leader de l'École de

---

[1] George Baird, « La Dimension amoureuse en architecture », in *Le Sens de la ville*, Seuil, 1972.

[2] André Gutton, dans son cours d'urbanisme à l'École des beaux-arts de Paris disait à ses étudiants : « Là, vous ne serez plus un médecin, mais un père. »

[3] Le Corbusier et François de Pierrefeu, *La Maison des hommes*, La Palatine, 1942.

Chicago, à la fin du XIX^e^ siècle, préconisait une architecture démocratique[1] :

« ...alors on pourra dire que nous sommes sur la voie royale qui mène à un art naturel et satisfaisant, à une architecture qui deviendra bientôt un des beaux-arts, au vrai, au meilleur sens du mot, à un art vivant parce que provenant du peuple, fait pour le peuple et par le peuple. »

Mais on ne voit guère trace de cette architecture démocratique dans l'œuvre de Sullivan, auteur des premiers gratte-ciel de Chicago, architecture monument encore et toujours. Sullivan s'élevait contre le féodalisme de l'architecture des buildings commerciaux dont il avait créé le prototype : « Ces buildings ne montrent aucun amour pour le pays, aucune affection pour le peuple... Ces buildings font vulgairement l'apologie du dollar. »

On ne voit pas très bien ce que Sullivan, qui est un peu à l'architecture américaine ce que Whitman est à sa poésie, voulait dire par « cet art vivant fait pour le peuple et par le peuple ». C'est en tout cas un slogan qui pourrait être repris aujourd'hui par les partisans de l'autoplanification et de l'autoconstruction.

Dans son anthologie, *L'Urbanisme, utopies et réalités*, Françoise Choay ne fait figurer à l'Index aucune fois le mot « participation », mais « contrainte » est cité dix-huit fois.

« Dans tous les cas, écrit-elle, le micro-langage de l'urbanisme est impératif et imprégnant. Non seulement l'habitant n'a pas participé à son élaboration : telle est, dans notre société, la situation des usagers devant la plupart des systèmes sémiologiques constitués. Mais davantage, il est privé de la liberté de réponse. L'urbaniste monologue et harangue; l'habitant est forcé d'écouter sans toujours comprendre. Bref, il est frustré de toute l'activité dialectique que devrait lui offrir l'établissement humain[2]. »

L'urbanisme du XX^e^ siècle, expression d'une volonté de rationalité, s'insère dans l'idéologie scientiste et progressiste du XX^e siècle. Que peut l'habitant, l'usager, contre la science et le progrès, que peut-il, sans cesse acculé au passéisme, s'il proteste, désigné du doigt comme « déviant », comme « marginal », s'il refuse l'idéal moderne conçu pour lui par des spécialistes?

---

[1] Sullivan, *Kindergarten chats and other writings*, 1901.

[2] Françoise Choay, *L'Urbanisme, utopies et réalités*, Seuil, 1965.

« Comment expliquer, dit Jacques Dreyfuss, que le phénomène d'habitat collectif que l'on observe dans les pays latins, les pays de l'Est et un grand nombre d'autres pays encore, et qui plus est au nom de l'urbanisme, est en contradiction avec les souhaits généralement exprimés par les heureux bénéficiaires? Lorsque les architectes des années 50 ne proposaient que des appartements avec cuisine incorporée au séjour (comme dans les Unités d'habitation Le Corbusier), ils obligeaient pratiquement les occupants à vivre dans celui-ci, ce dont précisément ils ne voulaient pas. Dans ce cas, d'ailleurs, l'objectif — faire disparaître des habitudes désuètes — était clairement affirmé. Apparemment, il s'agissait même de moraliser la gastronomie : à cause de son odeur, la soupe aux choux était interdite, en fait, sinon en droit[1]. »

Le souci du bien public est, on le sait, très souvent l'alibi d'une volonté de puissance qui se transforme vite, si elle est entravée, en intolérance. Et puisque les habitants-enfants ne comprennent pas ce qu'est leur bien, pour éviter l'expression de leur mécontentement, l'urbanisme devient clandestin. On évite de publier préalablement les projets, on évite tout débat sur la place publique, la presse elle-même est tenue à l'écart d'une discussion possible. Face au mécontentement de plus en plus grand de la population, aux protestations de la presse exprimant ce mécontentement, s'est élaboré un urbanisme du complot dans l'espoir que la population, mise devant le fait accompli, ne puisse faire autrement qu'obtempérer.

Non pas que nous croyons, comme l'avance Anatole Kopp[2], que le sabotage de notre cadre de vie ait été une action délibérée de la part des fonctionnalistes, et non une erreur; qu'il s'agisse de leur part « d'une recherche destinée à fournir aux spéculateurs fonciers et immobiliers un système favorable à leurs spéculations; à donner au pouvoir politique les instruments architecturaux et urbanistiques nécessaires à une politique répressive, ségrégationniste et réactionnaire »; que leurs idées en apparence « progressistes » n'auraient été qu'un « camouflage ». Non, nous ne croyons pas cela, bien que toutes les apparences en témoignent. Nous croyons que les architectes, dans leur ensemble, ont été à la fois naïfs et grugés. Mais il est bien vrai qu'ils ont donné, involontairement, de terribles armes coercitives au pouvoir. Ils ont fourni au pouvoir (aux pouvoirs) rien moins qu'une idéologie de la contrainte urbaine et de l'habitat carcéral.

Bernard de La Rochefoucauld explique bien ce processus[1] :

« Vivant dans la cité, l'homme voit l'exercice de sa liberté à peu près entravé par l'action de ses semblables. Un jour surgit un certain type de planificateur, soucieux de bien public et plein de bonne volonté, qui s'estime en mesure de proposer un ordre et une loi, voire tout un mode de vie. Le grand danger est que ce planificateur, amoureux de statistiques, se fige bientôt dans la conception du mode de vie de l'homme moyen et élimine de la cité tout ce qui se trouve à l'origine même de sa raison d'être, c'est-à-dire le potentiel de choix, de diversité et de changement. Cédant, consciemment ou non, à sa volonté de puissance, il prétendra, en grand prêtre détenteur d'une vérité révélée, savoir ce qu'il faut à ses semblables : le genre d'habitat, le type de culture, le mode de transport et même la manière d'utiliser les heures de loisir. »

L'un des drames de l'architecture moderne tient peut-être dans le fait que les architectes ont détenu, jusqu'à une date très récente, le monopole du discours architectural. Comme nous l'avons vu plus haut, c'était à peu près le seul privilège qui leur restait, et ils s'y accrochaient désespérément, foudroyant de leurs sarcasmes les sociologues qui commençaient à s'aventurer dans l'analyse de l'habitat et de la ville et avaient l'outrecuidance de donner la parole aux habitants.

---

[1] Jacques Dreyfuss, *La Ville disciplinaire*, Éd. Galilée, 1976.

[2] Anatole Kopp, « C'est la faute à Corbu... », in *Traverses*, n° 4 : « Fonctionnalismes en dérive », mai 1976.

[1] Bernard de La Rochefoucauld, *op. cit.*

C'est pourtant à des sociologues et à des psychologues que nous sommes redevables de l'actuelle remise en cause des notions aberrantes de l'architecture dite moderne : Henri Lefebvre et ses nombreux disciples, Chombart de Lauwe, Raymond et Haumont *(L'Habitat pavillonnaire)*, Hall *(La Dimension cachée)*, Abraham A. Moles *(Psychologie de l'espace)*. C'est à deux philosophes, Martin Heidegger et Bachelard, que l'on doit de considérer désormais l'espace à vivre comme une poétique. C'est aussi, soyons juste et nous leur consacrerons une importante partie de ce livre, à quelques architectes comme Yona Friedman en France (mais puisqu'il n'a rien construit, est-ce un architecte ou un écrivain de l'architecture?), Alexander et Chermayeff aux États-Unis (leur livre commun, *Community and Privacy*, où ils formulent la notion d'espaces publics et privés dans l'environnement urbain), Hassan Fathy (pour l'autoconstruction), Maurice Culot en Belgique (pour les comités de quartier) que nous sommes redevables d'une nouvelle pensée architecturale. Mais ces architectes n'ont cessé d'être combattus au sein de leur profession et, s'ils trouvent aujourd'hui une certaine audience, c'est en fonction de leurs écrits. Eux aussi sont des philosophes, des sociologues, des psychologues et des poètes.

Traditionnellement, l'architecte se soucie de l'art des volumes et des masses. Les psychologues dont nous parlons se sont souciés, eux, des réactions des gens qui peuplent ces volumes.

Pierre Francastel, auquel nous sommes aussi redevables de remarques pertinentes et acides sur le construit contemporain, soutenait que l'architecture par ailleurs fort belle des années 1920-1930, dans sa rigueur géométrique, ne découlait aucunement d'une nécessité fonctionnelle, mais de l'application d'un style historique international, celui issu du cubisme.

Certes l'architecture est un art, mais un art particulier. (D'ailleurs tout art est particulier.) C'est à la fois un art et une science. Et c'est un art à destination sociale. D'où le non-sens de concevoir une architecture comme une sculpture, sauf bien sûr s'il s'agit d'un monument. Rodin n'obligeait personne à vivre *dans* ses sculptures, ni même à les regarder. Construire un immeuble habitable en ne se souciant *que* d'esthétique est une erreur, comme c'est une erreur de construire un immeuble habitable *sans* se soucier d'esthétique. Mais ici, et nous rejoignons les fondements de la doctrine fonctionnaliste (pourquoi rejeter ce qui peut être bon en elle?), l'esthétique doit être sécrétée par la fonction. Or, répétons-le, si l'architecte a toujours su et sait toujours construire de magnifiques monuments destinés à nous émouvoir ou à nous étonner, par contre il ne sait pas ce que peut être un habitat collectif contemporain et, par là même, l'esthétique des habitats qu'il réalise est inexistante.

Ou, si elle existe, si elle s'impose avec force, comme dans le Grigny d'Émile Aillaud, elle devient coercitive. Mais Aillaud reste un des rares architectes contemporains qui osent encore se dire artistes (ce qui est tout à son honneur), qui se croient démiurges (les autres aussi, mais ils le cachent), et qui se refusent à toute concertation avec l'habitant :

« Il ne faut pas, écrit-il[1], quand on construit, demander le goût de l'habitant. L'art de l'individu est d'habiter un lieu, de s'y mouler comme un bernard-l'ermite dans une coquille, de le transformer; il n'est pas de l'inventer. Il ne faut pas faire ce que le Français demande ou croit demander. Ce n'est pas à lui de décider. »

A quoi répond un autre architecte, plus désabusé :

« On perd son temps à continuer de figer des notions abstraites dans des formes pauvrement organisées, de baptiser cela " environnement humain " et de siffler la " population " pour qu'elle vienne s'y installer [1]. »

---

[1] *Techniques et Architecture*, n° 307, déc. 1975.

On risque en effet que la « population », comme cela se produit à Grigny et ailleurs, siffle à son tour l'architecte.

---

[1] Aldo van Eyck, « L'Intérieur du temps », in *Le Sens de la ville*, Seuil, 1972.

2.

Utopie, socialisme et tyrannie

En réalité, dans sa première phase, au XIXᵉ siècle et dans les deux tiers du XXᵉ, c'est moins une pensée démocratique qui apparaît en architecture, qu'une pensée philanthropique. Nous avons dit qu'elle correspondait à la démarche intellectuelle du temps qui, s'appuyant sur la science, voyait l'avenir comme un progrès indéfini amenant inéluctablement plus d'égalité et de fraternité entre les hommes. S'appuyer sur la science était donc le premier devoir de l'architecte, et les architectes d'avant-garde se voudront moins artistes que techniciens, exaltant l'ingénieur et se donnant comme modèles les travaux de génie civil : ponts, silos à grain, avions, autos. Lorsque Le Corbusier pense à l'habitat idéal, c'est à la cabine de paquebot et au compartiment de wagon-lit qu'il se réfère.

Par là même, l'architecte s'insérait étroitement dans la société industrielle et travaillait à rechercher des formes conditionnant « les gens » à accepter cette société.

Mais où aurait-il trouvé une pensée autre? Tout concourait à démontrer que l'histoire allait dans ce sens. Tout : aussi bien le capitalisme, que le socialisme et que les utopistes.

Nous ne ferons ici que rappeler comment l'utopie et le socialisme autoritaire sont à l'origine de l'urbanisme autoritaire et concentrationnaire que nous vivons, priant le lecteur de se reporter à nos autres ouvrages [1].

---

[1] Michel Ragon, *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes*, t. 1; *Idéologies et pionniers*, Casterman, 1971 et *L'Homme et les villes*, chap. XV : « L'utopie socialiste », Albin Michel, 1975.

Saint-Simon, l'ancêtre des socialistes français, en élaborant une doctrine démontrant que la finalité de la société est la production, que pour que cette production soit totalement efficace il est nécessaire d'enrégimenter les ouvriers dans une « armée du travail », que la rentabilité et l'hygiène doivent devenir les mots clés de l'urbanisme, donnait à la révolution industrielle sa justification et à la bourgeoisie sa morale.

Que les premiers disciples de Saint-Simon aient été les élèves de la toute nouvelle École polytechnique, que les saint-simoniens aient été parmi les pionniers des chemins de fer et du canal de Suez, qu'ils aient été nombreux parmi les banquiers et autres technocrates du Second Empire, rien de plus normal.

Mais nos grands ensembles, nos villes nouvelles, la Cité radieuse de Le Corbusier, tout cela est contenu dans la pensée socialiste dite utopique, tout cela est contenu dans toute l'histoire de l'utopie, de Platon à Étienne Cabet, en passant par Thomas More et Charles Fourier. Notre société rationnelle s'est efforcée de réaliser l'utopie. Mais, si l'utopie est désaliénante dans l'imaginaire, elle devient oppressive dans la pratique.

Que nous montre l'Icarie de Cabet? Une ville en échiquier, ne comportant que des maisons identiques et des îlots semblables. La circulation des piétons et des véhicules est différenciée. La ville se compose de bâtiments industrialisés par la standardisation et couverts de toits-terrasses. Les appartements sont meublés avec du matériel fixe appliqué ou incrusté dans les murs.

Que nous décrit Charles Fourier? Une « unité d'habitation », qu'il appelle « phalanstère », qui est un habitat collectif pour la population ouvrière. Tout comme dans *L'Utopie* de More, la cuisine y est collective et les repas sont pris en réfectoire.

L'armée du travail enrégimentée, encasernée, avec réfectoires et dortoirs, nous la retrouvons au début de la révolution d'Octobre lorsque le parti bolchevik tentera de réaliser intégralement l'utopie socialiste. Il s'édifiera alors en Russie des « maisons communes » qui tendront à socialiser tous les éléments de la vie quotidienne. Comme le préconisaient Thomas More et Fourier, les repas y étaient pris en commun et l'on y couchait en dortoirs. Dans certaines « maisons communes » l'espace privé était conçu volontairement aussi exigu que possible afin d'imposer aux habitants une vie collective maximale. D'autres « maisons communes » ne comportaient aucun espace privé, hommes et femmes couchaient dans des dortoirs séparés, les couples ne se retrouvant dans des chambres de deux personnes que pour un nombre de nuits dosé « scientifiquement » afin que se renouvelle au mieux le cheptel humain. L'architecte Melnikov avait même préconisé l'emploi d'orchestres dans les dortoirs afin de favoriser un sommeil collectif euphorique et de couvrir les ronflements des dormeurs[1].

Il est bien évident que les architectes des « maisons communes », qui sont parmi les meilleurs de la période dite constructiviste en U.R.S.S., n'avaient pas conçu celles-ci pour affliger la population, mais au contraire pour lui donner le bonheur. Mais là encore l'idée du bonheur des architectes et celle « des gens » ne concordait pas. Les ouvriers russes manifestèrent une telle réprobation pour ce système de logement que l'expérience fut arrêtée en 1930.

Mais serait-ce vrai, comme le dit André Glucksmann[2], que « notre siècle produit et reproduit cette invention qui lui est propre : le camp de concentration? »

Il est en effet effarant de voir que la projection sur le sol, pour toutes les villes nouvelles qui ont été faites depuis la Seconde Guerre mondiale, reproduit le tracé du camp de concentration. Mais ce tracé existait déjà dans notre mémoire collective grâce à toutes ces créations de villes utopiques dont nous venons de parler. Ces villes utopiques elles-mêmes, dans leur perfection glacée, avec leurs citoyens en uniforme, leurs « marginaux » obligés d'effectuer les travaux répugnants, leur austérité, leurs interdits multiples, n'ont-elles pas servi de modèles aux architectes qui ont construit les camps de concentration?

---

[1] Anatole Kopp, *Ville et Révolution*, Anthropos, 1967, et *Changer la vie, changer la ville*, 10/18, 1975.

[2] André Glucksmann, *La Cuisinière et le Mangeur d'hommes*, Seuil, 1975.

Toujours l'idée du modèle, de l'éducation nécessaire, voire du dressage. « Apprendre à habiter », mot d'ordre des architectes aux futurs utilisateurs de leurs « cellules ». Ce modèle autoritaire, les architectes l'ont trouvé dans le capitalisme, mais, répétons-le, aussi bien, sinon plus, dans le socialisme. Lénine avait dit qu'après la révolution le système social communiste serait si simple que sa cuisinière pourrait diriger l'État. Mais sa cuisinière ayant eu du mal à ingurgiter la théorie léniniste, il a fallu repousser cette prise du pouvoir populaire, le temps d'éduquer la cuisinière. Tous les utopistes, de Platon à Cabet, ont pensé que la plèbe devait être, pour son bonheur, soumise au savoir des dirigeants philosophes. C'est ce qu'ont pensé aussi, finalement, Lénine, puis Staline. Contrairement à Tolstoï, Lénine avait peu de goût, finalement, pour « baiser le cul des moujiks ». La dictature du prolétariat sera repoussée aux calendes grecques. « Derrière Lénine, écrit Glucksmann[1], se dresse Hegel et toute une lourde tradition élitaire qui fait de chaque parole populaire l'expression d'une science irréductiblement confuse, opinion malheureuse que seuls les savants peuvent formuler " en vérité ". Et qui voit en chaque mouvement populaire un désordre devant être programmé de l'extérieur, c'est-à-dire d'en haut. »

Que peut-on faire avec cette plèbe immature dont Lukács nous dit qu'elle arrive « tout juste à la conscience de soi »? En 1920, Bertrand Russell, visitant la Russie soviétique, remarquait qu'elle « tendait à être organisée comme *La République* de Platon ».

Pourquoi les architectes auraient-ils cherché à dialoguer

---

[1] *Op. cit.*

avec « les gens » alors que toutes les formes de pouvoir parlaient d'éducation, d'immaturité, de programmation?

A son tour l'architecte, que ce soit ceux des « maisons communes », Gropius en Allemagne, Le Corbusier en France, se fait éducateur. Il programme. En U.R.S.S. les « maisons communes » doivent être des « condensateurs sociaux ». Tous les architectes modernes partent de l'idée confuse (mais bien dans leur temps et de leur temps) qu'une bonne architecture peut contribuer à faire de belles âmes, que « changer la ville c'est changer la vie », que modifier harmonieusement le cadre de vie conduira les hommes à une vie harmonieuse. Nous sommes toujours en plein platonisme.

Mais voilà que surgit une autre idéologie, celle-là dirigée contre le pouvoir, contre tout pouvoir. On la trouvait déjà chez Nietzsche : « Bientôt éclatera avec d'autant plus d'énergie le cri de ralliement opposé : Le moins d'État possible[1]. » On la trouvait déjà chez Marx : « La Commune ne fut pas une révolution contre une forme quelconque de pouvoir d'État, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Elle fut une révolution contre l'État comme tel, contre cet avorton monstrueux de la société; elle fut la résurrection de l'authentique vie sociale du peuple réalisée par le peuple[2]. »

En effet, la plèbe pense, parle, résiste et se révolte parfois. Cette expression populaire n'est jamais bien vue, sinon rétrospectivement, puisque étant une sorte d'atteinte aux privilèges des spécialistes. Il suffit de se souvenir des anathèmes jetés contre la littérature prolétarienne authentique (c'est-à-dire expression du peuple et non sur ou pour le peuple) aussi bien par les milieux intellectuels bourgeois que par les partis communistes, pour comprendre un peu mieux l'histoire de la cuisinière de Lénine renvoyée à ses fourneaux[3].

C'est à une révolte de la plèbe contre l'architecture élitique

---

[1] Nietzsche, *Humain, trop humain.*

[2] Cité par Glucksmann.

[3] Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne en France*, Albin Michel, 1974.

que nous assistons aujourd'hui et dont nous allons parler : révolte contre la « rénovation urbaine », « grève des loyers », luttes urbaines diverses et parfois de très grande ampleur, notamment en Amérique latine. C'est à une pensée de la plèbe, en contradiction totale avec celle des « spécialistes », à une prise de parole par la plèbe, que nous aurons recours : bidonvilles autogérés, comités de quartier, comités de locataires, point de vue des « pavillonnaires », etc.

Mais ce courant nouveau reste marginal et en contradiction totale avec l'idéologie du pouvoir, même si les partis politiques de gauche, certaines municipalités, même l'État bourgeois, tentent de le récupérer. En réalité, ce courant se place dans la perspective nietzschéenne et marxiste de l'abolition du pouvoir ou, en tout cas, de son dépérissement dont nous parlions plus haut. Comme le dit Henri Lefebvre, « le premier objectif assignable, c'est d'abord la *limitation* du pouvoir. Pour l'obtenir, la menace de sa totale destruction est indispensable [1] ».

Il est évident que, dans cette perspective d'une limitation du pouvoir central, tous les autres pouvoirs deviennent eux-mêmes limités et, dans le meilleur des cas, supprimés. Les architectes n'ont plus guère de pouvoir (le pouvoir qui leur était jadis donné a été accaparé par les promoteurs, les banques, les technocrates, les grandes entreprises de bâtiment) mais ce sont eux, néanmoins, qui dessinent les volumes habitables. Au point où ils en sont, qu'ont-ils à perdre de changer de maitres! Qu'ont-ils à perdre d'abandonner ce pouvoir théorique qui leur est laissé en miettes pour se mettre au service « des gens », des habitants du logement et de la ville, de commencer avec eux une collaboration inédite pour inventer l'habitat collectif de la ville nouvelle, vraiment nouvelle...

---

[1] Henri Lefebvre, *Le Droit à la ville*, t. 2 : *Espace et politique*, Anthropos, 1972.

3.

H.L.M. et rénovation urbaine

La philanthropie architecturale s'est concrétisée de deux manières : la création de cités ouvrières aboutissant à la fondation de l'Office des H.B.M. en 1889 (ancêtres de nos H.L.M. puisqu'il n'existe plus d'habitation à bon marché mais seulement des habitations à loyer modéré) et les opérations de rénovation urbaine.

Toutes les deux sont parties d'une excellente et très louable intention. Elles ont d'ailleurs été pendant longtemps très combattues par les milieux réactionnaires comme étant des preuves manifestes d'un esprit subversif. Lorsque l'on proposa à Napoléon Ier de construire dans la banlieue de Paris des maisons destinées uniquement aux ouvriers, ne répliqua-t-il pas : « L'idée de construire des cités ouvrières est évidemment une idée révolutionnaire; on l'a mise sans doute en avant pour avoir sous la main une population pauvre et compacte à lancer, à un signal donné, sur les nobles et les riches »? Un demi-siècle plus tard, Napoléon III, influencé nous l'avons dit par Saint-Simon, fit au contraire ouvrir une souscription pour construire une cité ouvrière dans chaque arrondissement de Paris. Mais l'opposition conservatrice menée par Thiers fut telle que les crédits manquèrent. Thiers reprenait d'ailleurs à peu près textuellement les propos de Napoléon Ier : « Les cités ouvrières ne peuvent que fournir des centres de population tout préparés pour les émeutes. Aussi bien la classe ouvrière peut s'en passer, puisqu'elle a vécu jusqu'alors sans se caserner dans des phalanstères. »

Néanmoins, Napoléon III imposa la création dans le quartier Rochechouart, à Paris, d'une cité ouvrière financée par la confiscation des biens de la famille d'Orléans. Pour l'Exposition universelle de 1855, il fit construire, près de l'avenue Rapp, des maisons modèles pour familles ouvrières. Enfin, pour encourager les industriels à créer des cités ouvrières, Napoléon III institua un prix, lors de l'Exposition universelle de 1867, destiné à récompenser les « établissements modèles où règnent, au plus haut degré, l'harmonie sociale et le bien-être des ouvriers ». C'est l'imprimerie Mame, à Tours, qui fut alors récompensée pour avoir construit des cités économiques et confortables. Un courant libéral et quelque peu paternaliste dans le patronat emboîtait le pas, et des cités ouvrières étaient construites à Mulhouse par l'industriel Dolfuss; à Siedlingen en Allemagne par Krupp, en 1868; à Port Sunlight en Grande-Bretagne en 1887.

Néanmoins, toutes ces initiatives demeurèrent exceptionnelles jusqu'à ce que la loi Jules Siegfried, en 1894, en France, oblige pour la première fois l'État à se préoccuper d'un habitat social.

Bien que l'entassement urbain dans des boîtes à loyer aussi insalubres qu'inconfortables soit vraisemblablement aussi ancien que les grandes villes (dans la Rome antique les *insulae* sont vingt-cinq fois plus nombreuses que les *domus* et elles ont parfois douze étages), la prise de conscience de la nécessité d'un habitat populaire ne commence qu'au XIXᵉ siècle. C'est en effet seulement au XIXᵉ siècle que s'exprime le besoin et la justice d'un logement sain pour tous. Auparavant, où trouve-t-on des revendications concernant le logement? Les seules exigences sont celles du pain et du travail, les seules révoltes proviennent du chômage ou de la famine. Lorsque l'on voit dans quelle exiguïté, dans quelle absence totale de confort, vivent les bourgeois du siècle de Louis XIV, on se demande où et comment pouvaient bien loger les ouvriers, les petits artisans, les pauvres.

Au XIXᵉ siècle, nombreuses sont les enquêtes qui nous montrent les populations ouvrières entassées dans les caves de Lille, de Roubaix, de Manchester. Les pauvres ont vraisemblablement toujours habité dans des caves, dans des greniers, dans des soupentes, sous des escaliers, comme les ouvriers agricoles logeaient à la campagne dans les écuries. « Pendant de longs siècles, une masse d'hommes, dont on a du mal à chiffrer même approximativement le nombre, a vécu " demeurant nulle part ", sans " feu ni lieu "... L'histoire des maisons habitées par les hommes ne se comprend totalement que confrontée à l'histoire des hommes qui n'eurent pas de maisons [1]. »

Progrès donc que les cités ouvrières, mais progrès impliquant une contrepartie aliénante. M. Dolfuss ou M. Krupp offrent une maison à leurs ouvriers, ce qui sort ces derniers de la litière de paille dans une cave ou de la cherté d'un taudis dans le centre-ville, mais en même temps l'ouvrier qui accepte ce cadeau perd toute liberté de revendication. Comment pourrait-il faire grève contre son patron qui est en même temps son logeur?

La prise en main par l'État de la question du logement populaire devait théoriquement empêcher le prolétariat de dépendre du patronat pour son logement. Il est certain que, là encore, les premiers H.B.M., aussi simplistes soient-ils, ont été une bénédiction pour maintes familles ouvrières. Malheureusement, aucune étude spéciale de la « culture du pauvre [2] », des habitudes ouvrières, de leurs désirs, de leurs besoins, ne fut entreprise préalablement à la construction de ces H.B.M. Les architectes n'imaginèrent rien de mieux que de reproduire le prototype des appartements bourgeois du Second Empire, mais en tout petit. Il ne semble venu à l'idée d'aucun d'entre eux que les logements ouvriers qu'on leur demandait de construire étaient conçus dans la perspective de servir de support aux deux valeurs clefs de l'ordre bourgeois : la famille et la propriété.

---

[1] Simone Roux, *La Maison dans l'Histoire*, Albin Michel, 1976.

[2] Richard Hoggart, *La Culture du pauvre*, Éd. de Minuit, 1970, éd. origin. anglaise, 1957.

Au premier congrès des H.B.M., en juin 1889, qui suscitera le vote de la loi concernant les immeubles collectifs, on s'aperçoit que les plans ne sont pas laissés au hasard. Les H.B.M. doivent être construits de manière à amenuiser la vie collective si riche, jadis, en milieu ouvrier, d'éviter les contacts entre locataires (tout le contraire d'un phalanstère ou d'une « maison commune ») et de placer les appartements sous la surveillance constante de la rue :

« Les plans seront conçus dans la pensée d'éviter toute occasion de se rencontrer entre locataires. Les paliers et les escaliers en pleine lumière doivent être considérés comme une prolongation de la voie publique. Il faut proscrire rigoureusement les corridors et couloirs quels qu'ils soient. »

Rien de plus différent que l'H.B.M. ou H.L.M. et le quartier populaire traditionnel. Salubrité ici, insalubrité là; confort contre inconfort. Mais en même temps perte d'identité. Sous le couvert d'une pseudo-socialisation, le rôle de l'H.L.M. consiste à faire passer un prolétariat truculent, instable, jouisseur s'il le peut, à la société petite-bourgeoise bureaucratique; de le faire passer de la « différence » au statut impersonnel; de le pousser dans une position de retrait et finalement de passivité sociale.

Même tour de passe-passe pour la « rénovation urbaine ». C'est en effet à la suite des rapports de Villermé, Guépin, Blanqui, etc., que fut votée, le 13 avril 1850, la première loi d'urbanisme en France interdisant la location de logements insalubres. Atteinte à la propriété suscitant de très vives protestations jusqu'à ce que Haussmann fasse comprendre à la bourgeoisie du Second Empire que rénovation équivalait à enrichissement. Et c'est sous le couvert de la loi sur les logements insalubres que Haussmann put raser la moitié de Paris.

Raser pour rénover, c'est-à-dire construire du neuf, des immeubles cossus là où se trouvaient des quartiers populaires, voire éliminer tout habitat dans une perspective somptueuse comme dans l'île de la Cité, et éliminer par là même la population pauvre du centre de Paris, obligée d'aller trouver refuge dans la banlieue proche puis de plus en plus lointaine. Et ce qui est vrai pour Paris l'est pour toutes les grandes villes. Par contagion, les villes moyennes ont suivi l'exemple. Et il n'est même, aujourd'hui, village qui se respecte qui ne parque sa population ouvrière dans quelque H.L.M. ou quelques pavillons situés un peu à l'écart, comme le sont le cimetière et l'ineffable zone industrielle.

Que le capital immobilier demandât à être rénové, nul doute. Établir un « casier sanitaire » des immeubles permettant de déceler un taux de tuberculose inquiétant dans des immeubles surpeuplés et sans hygiène, en général situés dans de mêmes secteurs, a permis de délimiter des « îlots insalubres » dont la démolition était fatale. Mais très vite « démolition » s'est accompagnée de « déportation ». On a rarement démoli un îlot insalubre pour en faire un îlot salubre à l'intention des gens qui se trouvaient là. Mais on en a profité pour édifier au même lieu des immeubles de bureaux ou des appartements de luxe. Les anciens occupants étaient priés de se débrouiller comme ils le pouvaient, c'est-à-dire de retrouver un autre taudis dans le centre, ou bien de s'inscrire sur une liste d'attente d'H.B.M.

Lorsque l'on sait que la démolition de l'îlot n° IV, dans le XIII^e arrondissement à Paris, a entraîné le gommage d'une zone où vivait la moitié de la population de l'arrondissement, que la presque totalité de cette population a dû s'éparpiller, se disperser à la recherche d'un logement, on comprend mieux quelles perturbations sociales gigantesques peut entraîner la rénovation sociale et quelles rancœurs, quelles révoltes, elle peut drainer.

Car, comme le dit Henri Coing, auteur d'un livre exemplaire sur ce phénomène [1], « la rénovation ne bouscule pas seulement des murs et des rues, elle affecte profondément un groupe humain, provoque ou accélère une mutation des structures locales et sociales; ses effets dépassent singulièrement le seul domaine de l'habitat. La réorganisation de l'espace géographique et social est provoquée par un agent externe, orientée vers une solution unique et impérative. Elle ne concerne pas des individus, mais le groupe tout entier, qui voit disparaître sous ses yeux le cadre de vie dont il avait reçu l'empreinte, qu'il avait modelé par sa vie sociale ».

---

[1] Henri Coing, *Rénovation urbaine et changement social*, Éd. ouvrières, 1966.

Dans leur esprit progressiste et scientiste hérité du XIXᵉ siècle, les architectes « modernes » n'ont jamais mis en doute que le remplacement des taudis par des immeubles modernes, voire le transfert de la population des taudis « ailleurs » et son remplacement par des « espaces verts », soit une bénédiction pour « les gens ».

Que lit-on dans la *Charte d'Athènes*[1], credo des architectes « modernes » et manifeste conçu par les plus notoires d'entre eux (Le Corbusier, Gropius, J. Sert, Mies van der Rohe, etc.)?

> « Dans les secteurs urbains comprimés, les conditions d'habitation sont néfastes, faute d'espace suffisamment attribué au logis, faute de surfaces vertes disponibles... État de choses aggravé encore par la présence d'une population au standard de vie très bas, incapable de prendre, par elle-même, des mesures défensives... Les îlots insalubres doivent être démolis et remplacés par des surfaces vertes... Il se peut, dans certains cas, que la démolition de maisons insalubres et de taudis autour de quelque monument de valeur historique détruise une ambiance séculaire. C'est chose regrettable mais inévitable. On profitera de la situation pour introduire des surfaces vertes... »

Nous retrouvons une fois de plus dans ce manifeste la conviction que la population pauvre est immature et que l'architecte doit se conduire à son égard comme un père. Plus,

---

[1] Le Corbusier, *La Charte d'Athènes des Ciam*, Éd. de Minuit, 1957. Rééd. Points-poche, Seuil.

ce mythe de l'espace vert urbain contribuera à faire des « villes nouvelles » un espace antiurbain caractérisé.

La sociologie urbaine est une discipline très récente. Si récente que, jusqu'aux travaux de Lefebvre, Chombart de Lauwe et plus récemment Coing, Ledrut, Raymond, Haumont, etc., les affirmations de la *Charte d'Athènes* n'étaient mises en doute par personne, sinon par quelques théoriciens de l'urbanisme, comme Gaston Bardet, rangés hâtivement dans la catégorie des réactionnaires incurables.

Or, dès que Henri Coing et son équipe étudièrent la rénovation urbaine dans le XIIIᵉ arrondissement, ils eurent une première surprise. La population concernée était particulièrement défavorisée, par son manque de ressources, par son absence de qualification professionnelle, par un cadre urbain déficient. « Il semble difficile de tracer plus sombre tableau, d'imaginer lieu de séjour moins attachant[1]. » Or, la plupart des familles interrogées, tout en reconnaissant que leur quartier était sale, vieux, insalubre, peu aéré, manquant de verdure, s'en déclaraient fort satisfaits et n'avaient qu'une crainte : l'expulsion.

> « Ce sentiment d'être chez soi, que les habitants du quartier éprouvent tant de mal à analyser, révèle peu à peu ses composantes : la puissance d'intégration du quartier nous semble d'abord en liaison étroite avec sa *polyvalence :* c'est dans la mesure où des personnes trouvent sur place satisfaction à tous leurs besoins, travail, approvisionnement, loisirs, relations, qu'une multitude de liens les attache au quartier[2]. »

Stabilité de la population, vie en autarcie dans son quartier (certains parlent « d'aller à Paris » lorsqu'ils quittent leur XIIIᵉ arrondissement), « fidélité du client à ses commerçants, du promeneur à son itinéraire familier[3] », nous retrouvons dans ces quartiers populaires parisiens, presque tous rasés aujourd'hui par la rénovation urbaine ou en voie de l'être, le modèle du village. Oswald Spengler l'avait bien remarqué :

---

[1] Henri Coing, *op. cit.*

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid.*

> « Chaque grande ville a conservé des coins où vivent, dans leurs ruelles comme aux champs, des fragments d'humanité presque ruraux et entretenant par-delà la rue des rapports presque villageois[1]. »

Mais raison de plus pour les détruire. Quel passéisme que ces villages en pleine ville! Quel passéisme que cette polyvalence entre le logement, le travail et le loisir! La ville moderne doit obéir aux mêmes lois de division que le travail.

Dans l'ilot n° IV un certain nombre de personnes furent relogées sur place dans des « logécos ». Mais, très vite, elles ne furent plus les mêmes. « L'ethnologie a dès longtemps constaté que les changements concernant l'habitat, traduction spatiale des rapports humains fondamentaux, suffisent à entraîner une mutation pour tout système culturel[2]. » Le départ des petits commerçants commença par faire tomber brusquement l'animation des rues. Le nombre de personnes âgées diminua, de même que les célibataires, les ménages sans enfant et les O.S.-manœuvres. Les hôtels meublés furent remplacés par des « foyers ».

Dans les opérations de rénovation urbaine, on constate trois étapes chez les gens qui réussissent à être relogés sur place dans des immeubles neufs. La première est faite d'hostilité contre le changement, la seconde est l'étape d'éblouissement lorsque l'on emménage dans le logement neuf (tout est nouveau : l'espace, la lumière à profusion, l'eau sur l'évier, les W.-C. à l'intérieur), la troisième est celle du désenchantement.

Désenchantement parce que le loyer est trop cher, qu'il faut faire des heures supplémentaires pour boucler son budget, que l'appartement neuf entraîne des désirs nouveaux coûteux, et que finalement le processus étant réussi de transformer une famille de culture populaire en famille petite-bourgeoise, cette famille qui se disait heureuse dans son taudis ne cesse de récriminer dans son appartement neuf. Elle le trouve mal fini, pas assez moderne, sans ascenseur, sans vide-ordures, se plaint de la disposition des pièces, du bruit des voisins, accuse le quartier de manquer de crèches, de stades, de piscines, de parking souterrain, etc.

On a voulu transformer une famille « primitive » en famille moderne, c'est réussi! Cette famille, désormais, courra elle-même dans le sens du progrès, dans le sens de la consommation, dans le sens des récriminations perpétuelles et tout à fait justifiées puisque, en effet, ni l'appartement ni la ville ne tiennent leur promesse de modernité.

Elle courra, mais dans quel essoufflement! Les contraintes financières ne cesseront de brider toutes les aspirations aiguisées par la publicité et les démarcheurs. L'accès d'une famille populaire dans un logement neuf signifie toujours le début d'une ère de privations. Privation sur la nourriture, sur les loisirs, parfois suppression du tabac, du copinage de bistrot. Et, en dernier lieu, perte de son authenticité, de ce qui lui restait de culture populaire.

Car le passage d'une architecture certes déplorable, mais où une vie particulière s'était développée, s'était incrustée, à une architecture « neutre », transforme tous les comportements. L'arasement du quartier et la déportation de toute une partie de la population rompent ou distendent les liens familiaux et amicaux. S'il se crée des liens nouveaux, ils se feront de manière différente. Mais, en fait, il s'en crée peu. L'ancienne vie communautaire est brisée et rien ne la remplace. On note même un refus de vouloir la remplacer. On n'a plus d'amis dans le voisinage, mais seulement dans le lieu de travail. On fait son marché une fois par semaine au centre commercial. Donc élimination aussi des relations de la rue. (« Nous n'avons jamais d'amis, ni dans le quartier ni dans l'immeuble, c'est un principe. » « Mes enfants n'ont pas de copains, et c'est bien comme ça[1].») Quel contraste avec le grouillement des courées, l'animation de la rue, la véhémence des rapports humains où les disputes alternaient avec les tournées au bistrot, les ribambelles de gosses dans les caniveaux... Il semblerait que cette population ne soit plus la même. En effet, l'architecture l'a changée. La cellule familiale s'est resserrée autour du poste de télévision. Elle est devenue spectatrice du monde.

---

[1] Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, Gallimard, 1948; voir particulièrement le chapitre « L'âme de la ville ».

[2] Henri Coing, *op. cit.*

« Ces ménages deviennent prisonniers de leur logement dans la mesure même où ils ont tout sacrifié pour lui... Constamment apparait la peur d'être repris par la communauté[2]. »

La « rénovation urbaine » est devenue systématique sous la V^e République. Elle s'insère dans la tendance à la tertiarisation de tous les centres-villes et de Paris en particulier (200 000 emplois supprimés dans l'industrie à Paris contre 300 000 emplois créés dans des bureaux). A la rénovation publique s'ajoute la rénovation privée, curieusement appelée « rénovation spontanée », la spontanéité étant le fait de rénovateurs-spéculateurs.

La rénovation urbaine, c'est le diktat du prince, aidé par l'architecte avec enthousiasme. Il suffit de se souvenir avec quel empressement les architectes ont répondu à l'appel du pouvoir en brandissant le slogan de la « reconquête de Paris ». Une « reconquête de Paris » qui ressemble beaucoup à celle conduite par le baron Haussmann, et dont Zola a donné un inoubliable tableau dans *La Curée*.

« Les rénovateurs jouent sur la loi du silence, les intéressés ne sont pas informés de leurs droits, les rumeurs tiennent lieu d'information. Peu de gens savent en fait ce qu'est la rénovation, elle reste pour chacun un problème individuel. Le sentiment d'impuissance de la population devant la rénovation

---

[1] Henri Coing, *op. cit.*

[2] *Ibid.*

trouve sa cause dans le caractère officiel des démarches d'expropriation, l'affichage à la mairie, les convocations au tribunal, l'établissement de la part de l'administration d'un état de fait, d'une situation de non-retour... Les habitants se trouvent devant une législation compliquée, un vocabulaire ésotérique, dans une conjoncture où les erreurs ne pardonnent pas. Dans ce climat d'insécurité, beaucoup de personnes partent et perdent ainsi leurs droits. D'autres font l'objet de pressions[1]. »

Et quelles pressions! Immeubles à l'abandon, courrier non distribué, gaz et électricité coupés, murage des fenêtres dans les logements vides, parfois escalier démoli, gravats introduits dans les logements en fracturant les plafonds. Il faut absolument décourager par tous les moyens les récalcitrants, parfois des petits vieux dans des chambres de bonne qui ont juré de mourir sur place plutôt que d'être expulsés en banlieue.

Nous verrons comment se sont organisés les habitants des vieux quartiers face à la « rénovation urbaine » et comment de nombreuses luttes ont été engagées, certaines victorieusement. Bien sûr, il peut paraître absurde de se féliciter d'une victoire contre la « rénovation urbaine ». Il est évident que les vieilles villes, les vieux quartiers doivent être « rénovés ». Mais ce que le pouvoir et les architectes ont appelé jusque-là « rénovation urbaine » était une imposture. La vétusté servait de prétexte à la liquidation et non à fournir un meilleur logement puisque certains locataires expropriés étaient tout bonnement relogés par les expulseurs dans d'autres logements vétustes. Le « logement social » lui-même est une tromperie dans la mesure où la rénovation des immeubles anciens peut parfaitement, dans la plupart des cas, se faire sur place. Mais « conservation et restauration » qui s'opposent à la mode de la

---

[1] Francis Godard – avec M. Castells, H. Delayre, C. Dessane, C. O'Callaghan –, *La Rénovation urbaine à Paris. Structure urbaine et logique de classe*, Mouton, 1973. Ce travail a été au point de départ de la pièce de théâtre *Les Marchands de ville*, écrite et réalisée par la troupe de l'Aquarium et jouée pour la première fois au T.N.P., salle Gémier, le 19 fév. 1972.

« rénovation » ne sont elles-mêmes valables socialement que si cette conservation n'est pas muséographique. Car la « restauration » peut être aussi bien source de bouleversements sociaux que la « rénovation ». Nous en avons un parfait exemple à Paris dans le quartier du Marais. A la tribune du Conseil de Paris, M^{me} Schwartzbard n'a-t-elle pas affirmé :

> « Faut-il rappeler qu'en ce qui concerne les Halles, les restaurations spéculatives portent actuellement sur environ quatre-vingts immeubles comportant à peu près un millier de logements et que plus de deux mille personnes ont été chassées de leur quartier [1]? Comment s'étonner qu'en ce qui concerne le secteur du Marais où les emplacements font aujourd'hui l'objet de transactions comme une simple marchandise, la population ait baissé de 23,5 % en quelques années? »

Comment s'étonner également que de 1962 à 1975 la population de Paris intra-muros ait baissé de 472 924 habitants, alors que la population de la banlieue augmentait de 1 967 507 habitants [2]?

---

[1] L'Union des Champeaux et le Comité d'Initiative pour l'Animation et l'Aménagement des Halles écrit : « 2 000 personnes ont dû quitter le quartier sous la pression des promoteurs privés qui y " restaurent " des immeubles. Le terme de " restauration spéculative " n'est pas abusif : les logements sont revendus, après travaux, à des prix de 4 000 à 6 500 francs le mètre carré qui excèdent très largement le prix d'acquisition et la valeur des travaux effectués et, bien entendu, les capacités financières de la population type du quartier. » *Neuf*, Bruxelles, janv.-févr. 1976.

[2] Résultats des recensements de 1962, 1968 et 1975.

Les dérapages marginaux ou La réplique des usagers

2

1.

« L'utopie pavillonnaire »

Nous allons examiner maintenant les dérapages qui se sont produits au sein de cette société scientiste, progressiste et fonctionnaliste, née au XIXᵉ siècle, dérapages marginaux affectant peu le discours architectural officiel, mais qui, depuis quelques années, commencent à faire problème. A tel point que l'addition de ces « dérapages » finit par constituer une sorte de contre-culture architecturale.

Nous savons que toutes les utopies urbaines ont prôné un habitat collectif destiné à favoriser une vie communautaire. Cette idée ne cessera de progresser auprès des architectes et des urbanistes et le grand ensemble lui-même sera considéré comme pouvant favoriser la naissance d'une personnalité collective. La *Charte d'Athènes* est formelle à cet égard : « Seules des constructions d'une certaine hauteur pourront satisfaire heureusement à ces aspirations légitimes (vue, air, insolation, proximité des installations collectives). » Les maisons individuelles des banlieues étaient condamnées sans recours : « Maisonnettes mal construites, baraques en planches, hangars où s'amalgament tant bien que mal les matériaux les plus imprévus... domaine des pauvres hères que ballottent les remous d'une vie sans discipline. »

Les anathèmes de Le Corbusier ont pu faire sourire lorsqu'il parlait de la maison de banlieue avec jardinet où les ouvriers subissent la « corvée supplémentaire, très grave », du jardinage qui, ajoute-t-il apparemment sans humour, leur déforme le corps, et où la maîtresse de maison subit le « martyre » de l'arrosage et de la destruction des escargots. Aujourd'hui où ces ouvriers sont enfermés dans les casernes-couvents des grands ensembles, enfants naturels de la Cité radieuse, beaucoup riront jaune.

Car l'idéologie antipavillonnaire des architectes modernes finit par gagner les pouvoirs publics, et, après la Seconde Guerre mondiale, on construisit deux fois plus de logements collectifs que de maisons individuelles. L'idéologie pavillonnaire était communément considérée comme passéiste, réactionnaire, petite-bourgeoise. Il était de bon ton de se moquer de la banlieue pavillonnaire, tant au point de vue esthétique qu'au point de vue éthique. Et l'on se refusait à voir que ces pavillons, que cette banlieue, projetaient dans l'imaginaire un mythe urbain (ou désurbain) intervenant en totale contradiction avec le mythe urbain fonctionnaliste. On ne s'apercevait pas que tous ces pavillons trop petits avec leurs jardins étriqués, leurs matériaux minables, constituaient autour des grandes villes l'image d'une frustration populaire. Rêves de pauvres, approches maladroites et miteuses de la villa bourgeoise, rien plus que ces pavillons ne montrait mieux le dialogue de sourds qui s'établissait entre les usagers de la ville à la recherche de leur cité idéale et les spécialistes (architectes et promoteurs publics et privés) à la recherche, eux aussi, d'une cité idéale mais foncièrement différente. Au rêve des pauvres, on n'a su répondre qu'en rasant au bulldozer « l'anarchie pavillonnaire » et en mettant tout le monde bien en rang dans les casernes des grands ensembles. On sait l'immense frustration qui s'en est suivie.

La première réaction contre cette unanimité, ce tir de barrage effectué sur cette manifestation de la « culture du pauvre » qu'est la banlieue pavillonnaire, est venue des États-Unis. On trouve en effet dans la monumentale histoire de l'urbanisme de Lewis Mumford, *La Cité à travers l'histoire* (édition américaine, 1961, française aux Éd. du Seuil, 1964) ce passage :

« La banlieue ressemblait à une sorte de musée des illusions... Ce milieu favorable aux jeux des enfants en adoptait les vues enfantines, sacrifiant la réalité à la recherche du plaisir... Dans le spirituel ouvrage qu'il écrivit pendant les années de guerre, *Les Châteaux du terroir (Castles the Ground),* J.W. Richards rend pleinement justice à cette mode de l'évasion et à ses heureux résultats : création de formes nées de la spontanéité du rêve : le brusque élan d'une poivrière, l'encorbellement d'une fenêtre, la saillie d'une tour, les lignes surprenantes d'une construction exotique, des îlots de rochers couverts de fleurs, épars sur le vert d'une pelouse; incursions vers des pays lointains ou des souvenirs historiques... On voyait reparaître ici avec candeur ce qu'interdisait la vie collective de la cité et l'exigence des conventions sociales — la réalisation des fantaisies imaginatives de la vie intérieure. »

Mais ce n'était là que point de vue d'historien et, finalement, aurait-on pu dire, d'esthète. Le premier travail scientifique publié sur la question date de 1966. C'est le résultat d'une enquête, en trois volumes, dirigée par Henri Lefebvre et son Institut de sociologie urbaine à la demande du C.R.U. (Centre de Recherche d'Urbanisme) sur « l'attitude des citadins à l'égard de l'habitat pavillonnaire ». Un livre intitulé *L'Habitat pavillonnaire* faisant la synthèse de ces trois volumes était publié la même année par le C.R.U., signé des quatre sociologues principaux auteurs de l'enquête (H. Raymond, N. Haumont, M.-G. Raymond, A. Haumont), et préfacé par Henri Lefebvre. Le C.R.U. publiait également une enquête de N. Haumont : *Les Pavillonnaires.*

Il pourra paraître étonnant que personne auparavant n'ait pensé à étudier pour quelle raison 80 % des Français de tous âges, conditions et catégories professionnelles souhaitaient vivre en pavillon, et pourquoi ce pourcentage s'élevait plus encore lorsque l'on interrogeait seulement les ouvriers et les catégories professionnelles aux revenus les plus bas. Le mérite de cette équipe de sociologues a d'abord été de ne pas mépriser les pavillonnaires, comme à l'accoutumée, mais de rechercher au contraire un sens à tout ce qui, chez eux, pouvait sembler insignifiant ou dérisoire.

L'enquête démontre clairement que ces « extravagances architecturales et horticoles », comme les appelait Blaise Cendrars, sont une sorte d'utopie de compensation au regard de la vie urbaine sursaturée et, plus encore, au regard des grands ensembles dès leur apparition. Le pavillon, c'est la laideur (du moins envisagé avec nos lunettes esthétiques, mais ceux qui les habitent les voient beaux), le désordre de la banlieue, une illusion du décor, un individualisme avec des traits petits-bourgeois ridicules, mais c'est aussi « un idéal qui comporte un désir de protection et d'isolement, un besoin d'identification et d'affirmation de soi, un besoin de contact avec la nature, en bref une exigence d'isolement » (H. Lefebvre). Qu'attendent du pavillon ceux qui l'habitent, ajoute Lefebvre, « rien de moins que le bonheur... Dans le pavillon, d'une façon sans doute mesquine, l'homme moderne " habite en poète ". Entendons par-là que son habitation est un peu son œuvre. L'espace dont il dispose pour l'organiser selon ses tendances et selon ses rythmes garde une certaine plasticité. Il se prête aux aménagements. Ce n'est pas le cas de l'espace fourni aux locataires et aux copropriétaires dans un ensemble; cet espace est rigide, dépourvu de souplesse, les aménagements y sont difficiles, souvent impossibles, presque toujours interdits. L'espace pavillonnaire permet une certaine appropriation par le groupe familial et par les individus de leurs conditions d'existence ».

Le monde pavillonnaire ne procède donc pas seulement de l'utopie mais de la pratique d'un certain mode de vie. Si ce mode de vie paraît archaïque en raison de la difficulté d'implantation d'équipements collectifs et de l'étendue des circulations quotidiennes en banlieue, ces travers ne sont pas une fatalité puisqu'ils ont été résolus depuis fort longtemps aux États-Unis et qu'ils sont désormais éliminés également en

France dans les nouveaux lotissements pavillonnaires parfaitement équipés et liaisonnés.

Dans cette pratique d'un certain mode de vie interviennent des notions d'espace impensables en logements collectifs : espaces de réserves (sous-sol, cave, grenier, débarras, placards), espaces non saturés à l'avance et dont les fonctions sont aléatoires, espaces pour le bricolage; possibilité de transformer, d'aménager et de donner une expansion à ces espaces; espace portion de nature, le jardin, où la fonction maternelle de surveillance des enfants est simple.

Un pavillon est impensable sans un jardin. Sur le rôle éminent du jardin pavillonnaire, nous parlerons plus loin (« Habitants paysagistes »).

Il ressort encore de cette enquête que « l'éthique du bonheur » du pavillonnaire, c'est surtout de se sentir chez soi. Les pavillonnaires sont donc en général propriétaires ou aspirent à l'être. Alors qu'un loyer est synonyme d'argent perdu, la propriété signifie argent placé et garantie pour la vieillesse. L'insécurité du système capitaliste suscite le goût de la propriété. Être inséré dans le système, même petitement, rassure. Ce qui ne veut pas dire que l'on exclut une vie plus libre où la capitalisation ne serait plus nécessaire, une retraite décente étant assurée. Rien n'interdit de penser que certains pavillonnaires rêvent au mythe collectiviste. L'idéologie pavillonnaire est plus en réaction contre le logement collectif que contre l'idéologie collectiviste. « Les formes de l'habitat n'ont aucune incidence sur la conscience politique des gens. Les analyses ont montré que dans la banlieue parisienne, entre quartiers pavillonnaires et grands ensembles, il n'y avait guère de différence sur le fond. Je peux vous citer dix municipalités communistes dont les bastions se situent dans les quartiers pavillonnaires[1]. »

Il n'en est pas moins vrai que de nombreux traits petits-bourgeois apparaissent chez les pavillonnaires. Le travail et la vertu s'y conjuguent avec l'économie et l'épargne. « La maison, ça attache les hommes, disent les épouses des pavillonnaires interrogées, ça les empêche d'aller au bistrot, ça les occupe... Lorsqu'ils rentrent, ils ont le jardin à arranger. » Il y a, chez le pavillonnaire, un côté lapin de chou satisfait de son sort qui, quoi qu'en dise A. Haumont, paraît mal s'accorder avec l'imprévu et l'aventure du militantisme politique, par exemple. D'ailleurs Engels avait bien vu le danger des premières cités ouvrières de maisons individuelles avec accession à la propriété :

---

[1] Antoine Haumont, « Univers concentrationnaire ou urbanisme socialiste », débat avec Michel Ragon et Ionel Schein, *Cahiers du Centre d'Études Socialistes*, nos 74-75, janv. 1968.

> « Que l'on déplore " l'abomination des temps présents " parce que les ouvriers ne possèdent plus leur maison, ou, comme les hobereaux, parce que la féodalité et les corporations ont été abolies; dans les deux cas il ne peut en résulter qu'une jérémiade réactionnaire, une lamentation sur l'avènement de ce qui est inévitable, historiquement nécessaire. Ce qui est réactionnaire, c'est de vouloir rétablir pour les ouvriers la possession individuelle de leur maison – une question que l'histoire a depuis longtemps liquidée; c'est de ne pouvoir imaginer la libération des travailleurs autrement qu'en faisant de chacun d'eux à nouveau le propriétaire de sa maison[1]. »

« Une question que l'histoire a depuis longtemps liquidée »? C'est vite dit. La liquidation s'est faite dans un tout autre sens que le croyait Engels puisque la propriété de la maison individuelle s'est au contraire extraordinairement propagée dans les couches populaires et que la copropriété, qu'Engels considérait comme inimaginable, a été une invention sournoise du néo-capitalisme si réussie qu'elle commence à être appliquée dans l'actuelle Russie marxiste.

Ce qui ne veut pas dire qu'Engels avait tort. Il pouvait raisonnablement penser que « pour créer la classe révolutionnaire moderne du prolétariat, il était indispensable que fût tranché le cordon ombilical qui rattachait au sol le travailleur du passé »; que « la grande industrie moderne qui a fait du travailleur rivé au sol un prolétaire ne possédant absolument rien, libéré de toutes les chaînes traditionnelles, *libre comme l'air* », a créé les conditions idéales permettant d'abolir l'exploitation de la classe ouvrière[1]. Mais il avait sous-estimé le pouvoir de transformation, d'adaptation et de récupération du capitalisme.

Marie-Geneviève Raymond, dans son étude historique des pavillons de 1830 à nos jours[2], démontre parfaitement comment une stratégie politique a produit une idéologie et l'a inoculée avec une telle efficacité dans le prolétariat que cette idéologie semble aujourd'hui appartenir à la « culture du pauvre ». « L'utopie pavillonnaire[3] », l'image du pavillon, « les valeurs » qu'il véhicule, tout cela a été lancé bien avant l'utilisation des techniques publicitaires actuelles. L'histoire du pavillon de banlieue est parallèle à l'histoire de l'industrialisation, parallèle à l'histoire du socialisme et parallèle à l'histoire de l'immeuble collectif moderne.

Jusqu'en 1830 l'usage d'une maison de campagne reste l'apanage de la noblesse et de la haute bourgeoisie. Mais après 1830 la bourgeoisie moyenne se met à rêver à la maison aux volets verts de J.-J. Rousseau. Autour des grandes villes se construisent des villas entourées de parcs qui seront le modèle culturel du pavillonnaire. Entre 1830 et 1860, les maisons de campagne se multiplient en effet de plus en plus près des villes, tout de suite après les remparts. En se multipliant, ces villas deviennent de plus en plus petites, avec des parcs de plus en plus étroits jusqu'à devenir des « pavillons » entourés d'un minuscule jardin.

---

[1] Friedrich Engels, « La Question du logement », articles écrits pour le *Volksstaat* de Leipzig, en 1872. Édités en brochure en 1887. Traduction française aux Éditions sociales.

[1] Friedrich Engels, *op. cit.*

[2] M.-G. Raymond, *L'Habitat pavillonnaire*, *op. cit.*

[3] Terme employé par les sociologues de *L'Habitat pavillonnaire*.

« Rien ne permet d'affirmer que les salariés, et en particulier, les ouvriers du milieu du XIX^e siècle, aspirent au pavillon plus qu'à un autre type de logement. Par contre, leurs employeurs font beaucoup pour la diffusion de ce modèle.

« Les premiers " pauvres " à s'installer hors des villes où les logements dans les immeubles collectifs sont immondes ne sont pas des ouvriers qui ne peuvent trop s'éloigner de leur travail, mais des retraités, des petits commerçants, des artisans. Après 1870, l'amélioration des transports, les emplois sur place par activités industrielles en banlieue, le terrain bon marché, suscitent des constructions populaires. D'abord au pied des fortifications puis aussi loin que les tramways et les chemins de fer le permettent... Ces constructions sont des constructions sauvages dans la mesure où elles se développent hors de toute réglementation : pas d'eau, pas d'égouts, pas d'évacuation des ordures[1]. »

Il y a une similitude entre ce premier déferlement sur la banlieue et les bidonvilles. On pourrait dire que cette banlieue « spontanée » est une sorte de bidonville en dur. On pourrait dire aussi que les habitants des bidonvilles, cent ans plus tard, seront des pauvres encore plus pauvres, dont les constructions ne seront plus une imitation « naïve » du petit Trianon, mais le produit de la récupération des tas d'ordures dans les décharges municipales.

L'histoire du pavillon démontre une stratégie des employeurs contre le fouriérisme, l'owenisme, le communisme de Cabet, bref toutes les propositions d'un habitat collectif socialiste devant, le croyaient leurs auteurs, contribuer à la régénération de la société. Les premiers logements patronaux pour les ouvriers étaient des habitations collectives, plus ou moins inspirées des modèles des socialistes, dans un esprit libéral. Mais ces premières réalisations furent si vivement critiquées, (on les appelait des « phalanstères communistes ») que très vite les patrons virèrent de cap et se mirent à construire des cités ouvrières composées de maisons individuelles avec jardins : Koechlin et Dollfuss à Mulhouse en 1840 et 1852, Schneider au Creusot en 1860.

---

[1] M.-G. Raymond, *op. cit.*

De 1855 à 1879, Le Play développera une théorie qui aura une grande influence et une parfaite efficacité. Elle est tout à fait à l'opposé de celle d'Engels et M.-G. Raymond l'appelle fort justement une « doctrine de déprolétarisation par l'habitat ». Le Play partait du principe que les deux fondements de la société traditionnelle sont la famille et la propriété et que la famille dans les classes pauvres ne serait sauvegardée qu'en assurant aux prolétaires la propriété d'une maison avec un jardin. La propriété, disait Le Play, donnera aux salariés « le respect de la morale et des cadres sociaux ».

Cette argumentation en faveur du logement individuel des ouvriers sera entendue lorsque, après 1870, les classes pauvres déferleront sur la banlieue, Paris « rénové » étant devenu une ville de riches et de classes moyennes. Les patrons catholiques libéraux qui auront fait accéder leurs salariés à la propriété pour « supprimer les tares de la vie moderne » seront cités en exemple. G. Picot, directeur des affaires criminelles au ministère de la Justice, déclarera en 1883 :

« En rendant l'ouvrier propriétaire, la Société Mulhousienne a rendu un grand service. Elle a fixé l'ouvrier nomade, l'a attaché à son pays, lui a fait comprendre le but de l'épargne, lui a donné, avec le goût de la propriété, l'habitude des efforts persévérants et féconds. »

Si l'idée s'impose d'une intervention de l'État en faveur du logement des ouvriers pour éviter une crise sociale, cette intervention se fera contre l'habitat collectif considéré comme socialiste, communiste, immoral. De la loi Siegfried en 1894 (à l'origine de la loi sur les H.L.M.) à la loi Loucheur en 1928, la maison individuelle ne cessera d'être privilégiée par l'obtention de crédits à faibles taux d'intérêt et à long terme. L'Office des H.L.M. favorisait en effet à ses débuts le pavillonnaire. Quant à la loi Loucheur elle envisageait la création, en cinq ans, de cent mille petits propriétaires.

Je revois encore dans mon enfance une femme « en cheveux », comme on disait en ce temps-là des femmes qui ne portaient pas de chapeau et qui, par là même, étaient considérées comme vulgaires. Néanmoins, ma mère me la montrait dans la rue avec une grande considération : elle bénéficiait de la loi Loucheur!

L'accession du prolétaire à la propriété était devenue si populaire que le parti communiste français, qui avait toujours auparavant suivi la ligne Engels (défendue plus tard par Guesde et Jaurès), votera la loi Loucheur tout en « dénonçant le caractère électoraliste et conciliateur de la législation pavillonnaire ».

Donc, entre 1894 et 1928, l'intervention de l'État assurera l'expansion du pavillonnaire qui permettait l'intégration des salariés dans la société bourgeoise. De 1928 à 1935, la construction des maisons individuelles sera intense, en même temps que se dégradaient les immeubles à loyer des villes, abandonnés aux intempéries par leurs propriétaires en raison de la taxation trop faible des loyers. Toute la banlieue de Paris, toutes les villes minières et manufacturières du Nord, devenaient entièrement pavillonnaires.

Contre ce déferlement, défi à tout urbanisme, intervint la doctrine des cités-jardins, proposant de mettre de l'ordre dans le pavillonnaire sans s'opposer à la maison individuelle. Puis, plus tard, surtout entre 1920 et 1930, les idées socialistes « utopiques » de l'habitat collectif, foyer de la vie collective, furent ressortis par les architectes « modernes » qui en firent même leur credo. Une véritable idéologie contre-pavillonnaire s'ensuivit, s'insurgeant à la fois contre les options du pouvoir et contre le désir des usagers « conditionnés » par ce pouvoir.

On sait que, après la Seconde Guerre mondiale, « l'industrie s'est emparée du bâtiment », comme le réclamait Le Corbusier, et que les promoteurs ont cru plus bénéfique de réaliser des logements en série et en hauteur, ce qui permettait de rentabiliser au maximum un terrain. Les architectes se sont jetés eux-mêmes, éblouis, dans la fabrication au kilomètre de logements identiques. Et l'État a suivi, aussi bien en pays capitalistes qu'en pays socialistes, s'apercevant en fait qu'encaserner des gens n'empêchait pas de les rendre propriétaires. Une mise en condition du logement collectif fut lancée, comme on l'avait fait jadis pour le pavillonnaire. Mise en condition qui semble en bonne voie puisque, si 82,6 % des personnes interrogées sont partisanes de la maison individuelle, 62 % des habitants des grands ensembles se déclarent satisfaits de leur logement [1].

Il n'en reste pas moins que les 38 % d'insatisfaits développent sur la base de leur frustration une « utopie pavillonnaire » qui prend là tout son sens.

* *

Prenons deux architectes contemporains qui ont à peu près le même âge, c'est-à-dire qu'ils sont nés dans les années 30 : Olivier Marc et Wladimir Mitrofanoff. Ils expriment au sujet du pavillonnaire des opinions absolument contradictoires qui reflètent bien la gêne et l'incohérence qui ont gagné les milieux intellectuels.

Olivier Marc écrit :

« Il est encore aujourd'hui une architecture qui me donne satisfaction si je passe outre sa petitesse : celle des pavillons de banlieue. Ils sont laids et bien souvent prétentieux, certes, mais chacun crée là son univers clairement manifesté, dans la dimension qu'octroie aujourd'hui la psyché collective. Et c'est seulement dans cette architecture spontanée, dans cette architecture sans architectes, jugée mauvaise par les esthètes, que l'on glane encore quelques signes de vie authentique.

---

[1] N. Haumont, *op. cit.*

Architecture de rêves, de ses rêves, c'est pour le retraité une image de paradis, de son paradis comme il l'entend et pas celui qu'on veut lui imposer.

« On y trouve, bien que étriqués, tous les grands symboles qui laissent parler l'âme humaine : le portail, le chemin soigneusement bordé de tessons de bouteille ou d'arceaux jaunes et rouges, le perron et son escalier, le jet d'eau au milieu de la pelouse centrale jaillissant le dimanche d'un baquet de plastique bleu, les animaux de faïence qui rappellent le paradis des origines[1]... »

Wladimir Mitrofanoff écrit :

« Certains critiques d'art et esthètes se complaisent à examiner les pavillons de banlieue comme des productions originales et significatives, et à leur trouver sans doute au deuxième degré des qualités architecturales. On assimile vite leurs constructeurs à ces habitants-bâtisseurs semblables à ceux qui édifièrent nos villages.

« Il faut y voir en réalité le plus médiocre produit de l'académisme directement issu du XIXe siècle. Copie, ou plutôt parodie pour néo-bourgeois, de modèles bourgeois inspirés par des " architectures " de la royauté décadente.

« Même si l'habitat pavillonnaire répond à une aspiration, il ne peut être synonyme d'architecture populaire[2]. »

Comme on le voit, tous les deux ont raison et tous les deux ont tort. Car le pavillon dont parle Olivier Marc est un pavillon d'hier, un pavillon en voie de disparition, presque muséographique. Et si le pavillon n'est pas à l'origine une création populaire (à propos, par qui ont été dessinés les pavillons de banlieue?), il est peu à peu entré dans la psyché populaire au point d'être devenu, n'en déplaise à Mitrofanoff, une sorte « d'architecture populaire ».

Nous disons pavillon d'hier, pavillon en voie de disparition. Il ne faut pas perdre de vue que des promoteurs, par le biais d'un matraquage publicitaire intense, sont actuellement en train de relancer une campagne pour la maison individuelle répondant à l'aspiration latente des populations encasernées. Or, ces nouveaux pavillons, tous identiques, qu'ils soient implantés en pays basque ou en Alsace, dans la plaine de la Beauce ou en Bourgogne, n'ont absolument plus rien de la fantaisie, du ludisme, du grain de folie du pavillonnaire d'avant-guerre. Leur implantation est, elle-même, « bien dessinée », dans des lotissements au cordeau. Pratiquement, rien n'est laissé à l'initiative du propriétaire qui achète clefs en main. Ce pavillon a le même confort qu'un appartement et il est raccordé aux services d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone. En réalité, c'est une sorte d'habitat collectif éparpillé, aussi rationnel que le grand ensemble, sorte de grand ensemble horizontal, surtout lorsqu'il s'agit de maisons jumelées. La rationalisation, la préfabrication, l'industrialisation du bâtiment ont récupéré à son tour le pavillonnaire.

Or, ce pavillon sans grâce, qui n'est ni laid ni beau, toujours le même sur sa butte de terre ensemencée de gazon (« Ils en sont si fiers, dit Reiser, qu'ils le mettent sur une butte »), qui souvent n'a pas le droit dans ses règlements de copropriété (car le sol, loti, reste en copropriété) à un potager, ni à des cordes à linge, mais seulement à du gazon et à des résineux qui semblent eux-mêmes préfabriqués, n'a plus rien de la poétique qu'Olivier Marc trouvait aux vieux pavillons de banlieue : pas de portail, pas de baquet de plastique bleu, et les animaux en faïence ne pourront être tolérés que s'ils sont discrets. En réalité, ces pavillons industrialisés sont des produits finis, au même titre que les appartements des grands ensembles. Et il ne ferait pas bon que leurs propriétaires s'amusent à vouloir y adjoindre des appentis.

Donc, au moment où l'on découvre le charme de l'habitat pavillonnaire, ce charme est déjà muséographique. La plupart des pavillons que nous vantent Lewis Mumford et Olivier Marc ont été rasés pour construire à leur place des grands ensembles.

---

[1] Olivier Marc, *Psychanalyse de la maison*, Seuil, 1972.

[2] Wladimir Mitrofanoff, « L'Habitat : un art populaire », revue *H*, nº 3, déc. 1975. A quels critiques d'art W. Mitrofanoff peut-il bien faire allusion? Je ne vois parmi les laudateurs du pavillonnaire qu'un historien, quelques sociologues, un designer-coloriste et un architecte devenu psychanalyste.

C'est un autre type de pavillon qui, lui, s'est échappé de la banlieue et part à la conquête de tout le territoire. On le voit partout. Il gagne le monde rural, les paysans ayant eux-mêmes de plus en plus tendance à faire construire un pavillon pour leur retraite[1].

Devant une telle généralisation du pavillon, il est difficile de parler d'archaïsme et, si l'on refuse de le considérer comme une réponse architecturale, comment ne pas admettre qu'il s'agit là d'une « réponse sociale[2] »? Si les habitants des immeubles collectifs reprochent aux urbanistes, comme le dit Françoise Choay[3], « La non-signifiance de l'environnement bâti et de ne plus savoir manier les signes », nul doute que « dans le pavillon, plus et mieux qu'ailleurs, l'habitant consomme des significations[4] » (H. Lefebvre).

Contrairement à l'isolement subi et détesté dans les grands ensembles, l'isolement pavillonnaire est vécu et revendiqué. Ce n'est plus un regret du monde rural, comme dans l'ancien pavillonnaire à potager de la région parisienne, comme dans la maison du mineur, puisque le monde rural actuel rêve aussi du pavillon. Quels sont les villages, blottis autour de leur clocher, sous leurs toits de tuiles ou d'ardoises, qui ne montrent, en plein champ ou de préférence au bord de la route la plus fréquentée, une enfilade de pavillons tous butés sur du gazon, avec leur même porte de garage en contrebas, leur même antenne de télévision au-dessus des toits de tuiles mécaniques, leurs parpaings enduits, leurs conifères nains, leur saule pleureur?

On a parlé, à propos de « l'utopie pavillonnaire », d'une vision anticipée de l'âge de la retraite, mais ne serait-elle pas aussi une sorte de poétique du loisir, s'opposant vigoureusement au monde du travail et à ses signes, signes qui se retrouvent désagréablement dans la plupart des immeubles collectifs qui ressemblent à des bureaux, voire à des usines.

Au contraire, le pavillon, aussi minable soit-il, répond au désir et au besoin profond de l'homme de s'identifier avec une maison. Besoin d'autant plus fort, nous l'avons vu, dans les catégories les plus pauvres de la population, que celles-ci descendent justement d'une lignée de gens qui n'ont jamais eu en propre de maison. D'où encore le goût pour le neuf qui donne l'illusion du « riche » et qui fait que certains paysans liquident « leurs vieilleries », comme ils disent, leur maison en pierre pour une maison en parpaing, leur mobilier en chêne pour du mobilier Formica.

Une maison est une matrice, « un lieu de paix, écrit Olivier Marc[1], de calme et de sécurité à l'image du ventre de la mère... un lieu où l'on ne risque pas l'agression, un lieu dont on soit l'âme. Passé la porte, s'étant assuré qu'elle est bien refermée derrière soi, c'est en soi-même que l'on entre alors ».

Le cabanon le plus rudimentaire, le pavillon le plus pauvre, donnent à leurs occupants cette poétique de l'habiter dont nous ont parlé Heidegger[2] et Bachelard[3]. Tant que les architectes modernes n'auront pas su répondre à cette fonction psychique dans le collectif, le pavillon aura plus de séduction que l'appartement. D'ailleurs ils le savent bien, eux qui très souvent ont réalisé leur meilleure œuvre dans la maison particulière qu'ils se sont construite pour eux-mêmes.

---

[1] Un nouveau phénomène en milieu rural, lié à la notion de logement produit de consommation, a été appelé *rurbanisation* : « Les rurbains s'opposent autant aux grands ensembles dont ils rejettent l'aspect inhumain qu'aux banlieues pavillonnaires dont l'individualisme traditionnel leur apparaît archaïque. Leur domaine est celui des parcelles isolées le long d'une route, celui des lotissements à la sortie d'un village, ou celui des " nouveaux villages " lancés par les promoteurs. » *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, par Gérard Bauer et J.-M. Roux, Seuil, 1976.

[2] M.-G. Raymond, *op. cit.*

[3] Françoise Choay, *Le Sens de la ville*, Seuil, 1972.

[4] *L'Habitat pavillonnaire*, *op. cit.*

---

[1] Olivier Marc, *op. cit.*

[2] Martin Heidegger, « Bâtir, habiter, penser » et « L'Homme habite en poète », in *Essais et Conférences*, Gallimard, 1958, éd. origin. allemande, 1954.

[3] Gaston Bachelard, *La Poétique de l'espace*, P.U.F., 1957.

2.

Bidonville et autoconstruction ou comment autogérer sa misère

Conjointement à l'éloge du « pavillonnaire » nous avons vu aussi apparaître, depuis une dizaine d'années, l'éloge de ce qui était auparavant considéré comme le rebut de la cité : le bidonville.

Le plus ancien de ces panégyriques se trouve sans doute dans une étude du psychiatre américain Léonard Duhl[1] :

« Les bidonvilles et autres agglomérations de ce type offrent, pour de nombreux groupes de population, des attraits dont aucun urbaniste n'a, à ce jour, trouvé d'équivalent. (...) Ils créent, dans ces bidonvilles, des versions urbaines de leurs villages; et ces agglomérations deviennent des communautés étroitement unies, d'une autre valeur sociale pour eux que les stériles ensembles d'habitations neufs qui ne correspondent à aucun de leurs besoins, même si on les y admettait... Se voir imposer les boîtes à sardines stérilisées des nouveaux ensembles d'habitation, être contraint de quitter leur univers à eux pour un monde menaçant et lointain est pour eux un trop grand traumatisme. Ils préféreront vraisemblablement un autre bidonville ou un autre îlot insalubre aux nouveaux ensembles et aux nouvelles cités-jardins qui sont tout ce que nous avons à leur offrir... »

---

[1] *Cities and Space : The Future Use of Urban Land*, 1963; traduit par Françoise Choay, *Urbanisme, utopies et réalités*, *op. cit.*

Puis, en 1970, dans le livre de l'architecte égyptien hassan Fathy : *Construire avec le peuple*[1] :

« Au moins ils seront mieux dans ces baraquements que dans leurs taudis.

« — Ce n'est pas vrai. Il y a plus de beauté et plus de dignité dans les bidonvilles que les réfugiés ont construit autour de Gaza que dans n'importe quelle lugubre installation faite par des organismes étrangers bénévoles... On peut trouver les mêmes témoignages d'imagination, d'invention et d'enthousiasme dans de nombreux bidonvilles, où les gens sans abri ont construit des choses ravissantes avec des vieilles caisses, des bidons et autres rebuts. Bien sûr, ce ne sont pas de bonnes constructions; il n'y a pas de canalisations, pas de rues pavées, les maisons prennent l'eau, elles sont bruyantes, surpeuplées et prennent feu facilement. Mais elles ont l'air humaines parce que leurs occupants, avec un sens artistique indomptable, les ont toutes faites différentes et ont profité de la seule possibilité de décoration (des toits de couleurs vives et des fleurs) et parce que les matériaux imposent une certaine harmonie générale. »

La création artistique dans (et par) le bidonville est une chose qui ne pouvait que séduire les esthètes en un temps où les artistes inondaient leurs galeries de déchets divers baptisés œuvres d'art (nouveau réalisme, pop art, art pauvre). Mais le regard jeté par un critique d'art sur le bidonville est foncièrement différent de celui du sociologue.

Écoutons par exemple Renée Gagnon nous parler des bidonvilles de Luanda, en Angola, dont elle a rapporté par ailleurs de splendides photos :

« Renouvelant le geste des Indiens d'Amérique du Nord qui surent transformer en habits d'apparat les vulgaires perles de verre, cadeaux des envoyés de l'Europe, l'homme noir choisit de récupérer les laissés-pour-compte, les résidus de la civilisation étrangère. Il les réunit, les accumule et, refusant leur fonction initiale, il les tord, les écrase, les martèle et les assemble sous forme de murs choisissant le plus souvent les solutions les plus longues et les plus délicates. Ainsi les barriques de vin désarticulées, les sommiers défoncés, les vanneries percées, les bidons écartelés, les écrous, la tôle de rebut, le carton, les affiches publicitaires, les capsules de bouteilles de bière, le papier même ressuscitent sous forme de maisons et de palissades pour enclore les cours intérieures. Palissades qui, sous l'écrasante lumière des tropiques, deviennent des bas-reliefs fabuleux animés de droites, d'obliques, de rosaces, d'éventails, de pointes hérissées, de courbes molles, drapés de chiffon, de plastique, de métal, exprimant le rythme profond de l'Africain : celui de la danse... Déchets qui dans les mains de l'Africain échappent à leur signification habituelle de misère, d'impossible solution, pour atteindre une dignité et une poésie étonnantes[1]. »

Le bouquet se trouve sans doute dans cette surprenante déclaration d'Émile Aillaud, l'architecte de « La Grande Borne » à Grigny, architecture esthète et contraignante s'il en est :

« Regardez les favellas du Brésil : il y a la misère, le désordre, la saleté, mais là-bas les gosses sont libres, ils courent partout, ils font ce qu'ils veulent. Les favellas sont plus civilisées que l'H.L.M.[2]. »

Que l'on puisse faire un éloge de l'organicité, de la flexibilité du bidonville; que l'on puisse y étudier en tout bénéfice pour l'architecture et l'urbanisme son spontanéisme, sa démarche aléatoire, éphémère, périssable, est une chose que nous n'avons d'ailleurs pas manqué de faire auprès de nos étudiants[3]. Mais les dangers sont grands de tomber dans

---

[1] Éd. Jérôme Martineau, 1970.

---

[1] Renée Gagnon, « Les Musseques de Luanda ou la Civilisation du déchet, version africaine », *Colloquio Artes*, nº 26, Lisbonne, févr. 1976.

[2] Rapporté par Raymonde Moulin, *op. cit.*

[3] Et de nos lecteurs. Cf. Michel Ragon, *Les Erreurs monumentales*, Hachette, 1971. (« Éloge de l'architecture organique des bidonvilles », p. 69. « Les aberrations du fonctionnalisme », p. 97. « Bidonvilles et rêves pavillonnaires », p. 47. Le problème de la revendication des usagers apparaît aussi dans ce livre.)

la contemplation esthétique du déchet ou dans le misérabilisme populiste.

Contrairement aux « pavillonnaires » qui ont déjà une longue histoire, les bidonvilles sont de formation récente. Celui de Casablanca ne date que de 1935, ceux de Lima de 1940, ceux d'Alger de 1950. C'est aussi vers 1950 que des bidonvilles apparaissent dans la région parisienne mais ils ne seront mentionnés officiellement qu'en 1955. Leur propagation sera extrêmement rapide. En 1965, *La Vie catholique* (du 30 juin) situe 89 bidonvilles dans la région parisienne, groupant 40 000 personnes. En 1966, le ministère de l'Intérieur en avoue 119 dans la région parisienne et en localise par ailleurs dans 45 localités. Le bidonville est un provisoire qui dure pour nombre de familles. En 1970, dans un des bidonvilles de Nanterre-La-Folie, 35 % des familles vivent là depuis plus de dix ans, 34 % depuis plus de huit ans, 26 % depuis plus de cinq ans.

Le bidonville apparaît alors comme un nouveau mode d'habitat et de peuplement, en marge de l'urbanisation rationnelle, qui affecte aussi bien les pays riches que les pays pauvres, mais qui prend dans les pays pauvres des proportions de raz de marée.

Alors que dans les pays industrialisés le bidonville s'incruste sur des terrains provisoirement désaffectés et vit toujours une existence clandestine et aléatoire, dans beaucoup de pays du Tiers Monde il s'affiche ouvertement et prend assez vite un statut légal jusqu'à constituer un nouveau quartier populaire.

C'est, au sens propre du terme, une invasion de pauvres qui se construisent eux-mêmes leur propre ville. Car ces bidonvilles atteignent souvent la dimension d'une ville importante. Ce caractère d'invasion se retrouve dans les noms donnés aux bidonvilles en Amérique Latine : *Colonias de invasion* au Chili, *Barrios de invasion* (quartier d'invasion) en Colombie, *Barrios piratas* en Colombie, *Barrios invasorès* au Mexique. On dit aussi, au Mexique, *Barrios paracaidistas* (quartiers parachutistes) ou *Colonias proletarias*.

Mais le terme général en Amérique latine est plutôt *Barrio marginal*, ce qui spécifie bien la non-intégration. Au Chili on parle aussi de *Callampa* (champignon) c'est-à-dire de quartiers qui apparaissent en une nuit, comme les champignons après la pluie. Plus particuliers sont les *Callejon de Azotea*, taudis urbains construits clandestinement sur les terrasses et les toitures des bâtiments modernes, petites chambres mal éclairées et louées très cher.

Ajoutons à ce lexique celui donné par Milton Santos[1] : « *Villas miserias* de Buenos Aires, *quebradas* de Caracas, *barriodas* de Lima, *raucherios* de Quito, *compounds* d'Afrique du Sud, *muleques* de Luanda, *kampongos* de Djakarta, *médinas* de Dakar et autres villes africaines. »

Que la conquête de terrains, leur construction, leur viabilité, soient un signe de créativité architecturale populaire dans le Tiers Monde, nul doute. Comme il est aussi un signe de la démission des « élites » devant les conséquences de l'industrialisation même primaire et de l'explosion démographique.

Par exemple, en 1959, cent mille habitants des bas-quartiers de Lima décident de construire un faubourg entier sur un terrain inoccupé, à dix-sept kilomètres de la ville. Pour ne pas être contrés par l'administration, ils s'organisent en secret, se divisent en quatre groupes avec un chef, font des plans avec des rues, places, écoles, églises. Dans la nuit du 22 décembre, ils se mettent en route avec leurs matériaux. Entre 22 et 24 heures, ils montent mille maisons selon leur plan. La police arrête l'opération à minuit. Cinq mille personnes réussissent à se maintenir et à former un nouveau quartier baptisé *Ciutad de Dios*.

Hassan Fathy, qui relate ce fait, ajoute : « Si cinq mille personnes peuvent elles-mêmes se loger en une nuit, dans une banlieue dont elles ont tracé les plans en dépit de l'opposition officielle, que ne feraient-elles pas avec un encouragement officiel? »

[1] Milton Santos, *Vue actuelle sur le problème des bidonvilles*, Informations géographiques, 1966.

Les bidonvilles n'ont été rendus possibles que par cette très vieille tolérance qui veut que toute maison édifiée entre le coucher du soleil et l'aube, sur un terrain public, soit ensuite indestructible[1]. En Turquie, le bidonville s'appelle d'ailleurs *Gece Kondu* (maison construite en une nuit).

Nous avons dit que, dans les pays du Tiers Monde, les bidonvilles devenaient souvent de véritables villes où, à l'autoconstruction des logements, s'ajoutait l'autogestion de la cité. Un très grand bidonville du faubourg de Mexico est ainsi autogéré et a fait l'émerveillement de Henri Lefebvre qui l'a visité, en 1975. Ces bidonvilles autogérés deviennent peu à peu des quartiers en dur et si les brimades policières y existent elles n'atteignent jamais l'ampleur de celles dont sont victimes les populations des bidonvilles des pays industrialisés.

Car si les gouvernants du Tiers Monde semblent assez bien s'accommoder de leurs bidonvilles, les autorités des pays riches ont toujours montré à leur égard une mauvaise conscience et même une honte ne pouvant qu'aboutir à leurs destructions.

Monique Hervo et Marie-Ange Charras[2] nous décrivent la « psychose du rasage » qui affecte le bidonville de Nanterre qu'elles ont étudié. Psychose entraînée par les recensements perpétuels dus à des fonctionnaires, à la police, voire aux enquête de la presse.

Le bidonville étant illégal, rien ne peut défendre ses habitants contre les brutalités policières, sinon le très grand nombre comme en Amérique latine.

« Quel recours a l'occupant d'une baraque lorsqu'un policier pénètre d'office chez lui, simplement " pour voir "? Ailleurs cela s'appellerait violation de domicile : au bidonville, on ne peut que se taire puisque c'est un toit " illégal ".

---

[1] « Dans les anciennes coutumes du Mâconnais, quand une famille parvenait à élever sur un terrain communal une maison en une nuit, du coucher au lever du soleil, à condition que le foyer soit allumé avant le jour, elle en devenait propriétaire. » Pierre Deffontaines, *L'Homme et sa maison*, Gallimard, 1972.

[2] Monique Hervo et Marie-Ange Charras, *Bidonvilles, l'enlisement*, Maspero, Cahiers Libres, 1971.

« Les hommes de la brigade des " démolisseurs " opèrent en général à trois, quatre, ou cinq. Chacun portant un outil, soit une masse, soit un arrache-clou, ils cheminent lentement, en " quadrillant " en quelque sorte le bidonville qui est sous leur surveillance. Il leur arrive trop souvent d'entrer dans une baraque sans avertissement préalable, voire en enfonçant la porte si celle-ci leur résiste, ou même en l'absence des occupants... Les habitants qui se trouvent alors par hasard dans les chemins, leur jettent des regards furtifs, guettant chez qui ils vont pénétrer. Tout cela se passe dans un complet silence, à moins qu'il ne leur plaise d'interpeller quelqu'un[1]. »

Les mêmes auteurs nous montrent la brigade des démolisseurs arrachant le toit d'une baraque où une Italienne et ses enfants venaient d'arriver d'Italie. Lorsque le mari, qui travaille depuis cinq ans en France, rentre le soir, il trouve sa femme évanouie dans la maison saccagée et n'a d'autre choix que de fuir dans un autre bidonville avec sa famille terrorisée.

Comment ne pas penser aux tournées des S.S. et des kapos dans les camps de concentration nazis? Les favellas brésiliennes sont peut-être plus « civilisées » que les H.L.M. françaises puisque Émile Aillaud le dit, mais la plupart des bidonvilles n'en sont pas moins un univers concentrationnaire assez atroce ou, dans le meilleur des cas, un ghetto.

Monique Hervo et Marie-Ange Charras nous montrent encore comment, aux brimades policières, s'ajoutent des moyens de pression variés pour asphyxier le bidonville et rendre la vie de plus en plus infernale à ses habitants : « fontaine desservant le bidonville, dont on coupe l'eau pendant plus ou moins longtemps ou que l'on ne se hâte point de réparer; amoncellement de tas de terre apportés et déposés tout près des baraques au risque d'entraîner des éboulements, et qui s'accompagnent d'un bouleversement du terrain, enterrant littéralement certains bidonvilles... destruction des commerces de première nécessité (épiceries)... interdiction signifiée par la police à des commerçants de l'extérieur de venir les approvisionner sur place ».

---

[1] Monique Hervo et Marie-Ange Charras, *op. cit.*

La vie dans les H.L.M. (y compris dans les H.L.M. construites par M. Aillaud) n'a rien d'exaltant. Mais dans les bidonvilles elle est particulièrement sordide. Et si les habitants des H.L.M. rêvent de pavillons, les habitants des bidonvilles rêvent des H.L.M.

La plupart des familles interrogées par Hervo et Charras étaient inscrites sur des listes d'H.L.M. depuis six ou dix ans. (« Chaque famille conserve ses différents numéros d'inscription aussi précieusement qu'un passeport ou une carte d'identité. ») Si 62 % des familles interrogées dans les grands ensembles se déclarent satisfaites de leurs logements, aucune, dans les bidonvilles, ne souhaite y rester. Toutes n'ont qu'une idée : la fuite, au plus tôt.

Tous se plaignent des rats, des ordures (à Nanterre-La-Folie les ordures n'avaient pas été ramassées depuis dix ans; parfois les habitants du bidonville payaient un conducteur de bulldozer qui poussait les ordures un peu plus loin), du manque d'eau potable (le bidonville a réinventé le porteur d'eau appointé). Alors que Chombart de Lauwe estime que 8 m^2 par personne est le niveau pathologique pour l'occupation d'un logement, le métrage moyen par habitant dans les bidonvilles de Nanterre en 1968 se situait autour de 3 m^2. Il était courant que trois personnes couchent dans un lit à une place. L'inétanchéité des toits, le froid subi l'hiver, la chaleur étouffante l'été sous les tôles, entraînent dans les bidonvilles un pourcentage de maladies devenu « impensable » dans les pays industrialisés : tuberculose, pneumonie, gastro-entérite. Ce chiffre à l'intention de M. Aillaud : la mortalité infantile est sept fois plus élevée dans les bidonvilles que dans les H.L.M.

Et cette spontanéité de l'habitat en bidonville, à laquelle nous avons nous-même tendance à croire, est-ce une réalité? Isabelle Herpin et Serge Santelli, dans une remarquable étude architecturale du bidonville, nous disent plutôt qu'il s'agit

d'une illusion, d'une impression reçue de l'extérieur[1]. Cet habitat « spontané » reste en fait prisonnier des archétypes culturels de ses habitants. « Un bidonville, nous disent-ils, est une référence spontanée à un modèle culturel et spatial préexistant... Le bidonville est une forme pathologique d'une protestation culturelle. Cette pathologie se manifeste par un traditionalisme souvent beaucoup plus rigide que dans la société d'origine... c'est une chose normale que la minorité raidisse sa position, par instinct de conservation, ce qui l'amène à désirer le ghetto pour elle-même. »

Dans le bidonville de travailleurs algériens qu'ils étudient à Nanterre, l'architecture, aussi bien que « l'urbanisme spontané », se réfère à la médina. Tous essaient de recréer l'espace fonctionnel algérien cour-cuisine.

Dans la postface que Serge Santelli a écrite pour l'édition de 1971, ses réserves s'amplifient :

« Dans le bidonville, existence et espace sont liés fortement, prisonniers l'un de l'autre. Le bidonville est pure historicité, pure culture (...) le bidonville est rigide, fixe, immobile... l'espace y est dominé et contraint par une Culture historicisée (...) Discours nationaliste, le bidonville raconte (...) un passé et une nostalgie... Le regard que l'architecte pose sur le bidonville ne peut être entièrement positif. (...) Comme attitude vis-à-vis de la ville, le bidonville ne peut être compris que négativement : l'absence de la rue, la prépondérance absolue de la maison, la rigidité de la signification font que le bidonville, s'il est marqué par une culture, en est surchargé et par là même ne possède pas les qualités architecturales que tout espace architectural devrait posséder. »

Rigidité, fixité, immobilisme, historicisme, nationalisme, voilà que le bidonville, présenté par Léonard Duhl, Hassan Fathy et Émile Aillaud comme modèle de contre-culture devient singulièrement réactionnaire. Ne voit-on pas pourtant dans le bidonville les habitants prendre eux-mêmes en mains leur habitat, voire l'aménagement de leur cité marginale, ne peut-on pas parler d'un des rares exemples d'autogestion de l'habitat?

---

[1] Isabelle Herpin et Serge Santelli, *Bidonvilles à Nanterre*, diplôme d'architecture U.P. 8, soutenu en 1968, publié en 1971 par l'institut de l'Environnement.

Je n'ai pu malheureusement me procurer des documents sur le fameux bidonville autogéré à Mexico qui souleva l'enthousiasme d'Henri Lefebvre. Mais d'autres grands bidonvilles apparemment autogérés montrent à l'examen de singulières tares.

Prenons par exemple le bidonville Zeytinbournou à Istanbul, étudié par l'architecte turc Stéphane Yerasimos [1].

Ce bidonville, commencé en 1947, comptait 106 000 habitants en 1965. Les premiers occupants s'étaient installés clandestinement sur des terrains vagues appartenant à l'État. Dès la seconde année, ces premiers occupants montraient une tendance à se considérer comme propriétaires du terrain et demandaient aux nouveaux venus d'acheter leur droit de construire. Une catégorie de leaders apparaissait, des « chefs de construction ».

« Ces personnes, nous dit Stéphane Yerasimos, accumulent la connaissance des métiers du bâtiment et celle de la persuasion des autorités locales. Ce sont des intermédiaires indispensables et obligatoires... A l'époque une baraque coûte le revenu annuel d'un ouvrier non qualifié... sans compter la somme servant à éloigner les représentants de l'ordre qui peuvent survenir à tout moment pendant la construction. Dans toutes ces transactions, le chef agit comme un élément régulateur. Il fixe les prix et, en assurant un revenu stable aux différents fonctionnaires, préserve le nouveau venu des surprises désagréables. Une partie seulement de ces chefs étaient des gens de métier qui se sont spécialisés dans la construction de bidonvilles. Pour le reste, ce sont les premiers arrivés qui ont appris le métier sur place en accaparant parallèlement le terrain et en s'habituant aux relations avec les autorités. Le chef, ayant bien établi son autorité, commence à construire et à vendre ou à louer directement aux nouveaux venus. Il possède toute une entreprise de construction, des ouvriers et des matériaux. Il arrive à être propriétaire de la plus grande partie du quartier, il devient le chef tout court, en remplaçant en ville dans son rôle autoritaire, protecteur et intermédiaire, le grand propriétaire terrien du village. Cette nouvelle situation fait sortir la construction de la clandestinité et amène une amélioration sensible de la qualité. Le dirigisme du système influe aussi sur le plan masse et l'urbanisme du quartier. »

Voilà comment, né d'une appropriation « sauvage » et commune d'un terrain public, d'une autoconstruction et d'une autogestion planificatrice, le bidonville réinvente l'architecte, le promoteur, l'agent immobilier, l'autorité et finalement l'urbaniste et la propriété privée.

Selon Charles Yoba, urbaniste au Congo-Brazzaville, le même processus s'opère dans les bidonvilles africains. Après un stade où les matériaux de récupération sont employés pour une construction « sauvage », apparaissent des constructions en briques de terre crue avec une chape de ciment et un toit en tôles et une procédure d'occupation du sol commence « avec les prétendus chefs de terre qui, pour l'occasion, s'improvisent lotisseurs. Ils distribuent, sans se soucier le moins du monde des pouvoirs publics, des parcelles à des prix souvent élevés... La forme du lotissement en damier est la plus répandue, parce qu'elle est la mieux connue, la moins coûteuse, et enfin celle que pratiquent les pouvoirs publics depuis la colonisation [1] ».

* *

Mais le problème du bidonville dans le Tiers Monde et dans les pays industrialisés diffère, ne serait-ce que dans la tendance des bidonvilles du Tiers Monde à devenir de véritables quartiers, voire de véritables villes taudifiées; alors que dans les pays riches le bidonville est une anomalie destinée à être résorbée.

---

[1] *Les Formes de croissance sous-intégrées*, secrétariat des Missions d'urbanisme et d'habitat, département de Géographie, université de Vincennes. Document n° 3, juin 1970.

[1] Stephane Yerasimos, *op. cit.*

La destruction des bidonvilles français a été, par exemple, ordonnée par le gouvernement Debré en 1964 et par le gouvernement Chaban-Delmas en 1970. Cette destruction fut saluée comme une victoire de la « société libérale avancée », mais elle correspond à l'acte chirurgical qui consisterait à enlever les furoncles d'un patient sans se soucier des causes de la maladie et sans la soigner.

Si bien qu'au fur et à mesure de la destruction des grands bidonvilles français sont apparus ce que l'administration appelle des « microbidonvilles », regroupant une dizaine de familles qui essaient de se faire oublier et, puisqu'elles ne sont pas trop visibles, donc pas trop choquantes, sont donc oubliées. Les autres, expulsées, vont peupler caves et greniers, entrepôts désaffectés, hôtels meublés des quartiers taudifiés dans la ville ancienne. Leur condition d'existence y est bien sûr pire qu'en bidonville où, au moins, ils pouvaient vivre selon leurs coutumes ethniques.

Car si le bidonville des pays du Tiers Monde devient tout bonnement l'habitat « naturel » des pauvres, des ruraux transplantés par le début d'industrialisation du pays, le bidonville des pays riches n'est que le résultat de l'arrivée massive de travailleurs étrangers pour lesquels aucune cité d'accueil n'a été prévue. D'où l'infamie de considérer ces habitants des bidonvilles comme des marginaux puisqu'ils n'ont pas d'autre choix. Avant l'arrivée des travailleurs étrangers il existait bien quelques bidonvilles en France, créés par des Français « marginaux », mais l'obligation faite aux étrangers de cohabiter avec eux les condamnait, eux aussi, à devenir des « marginaux ». Du moins tous les habitants des bidonvilles seront considérés et traités comme tels. Et puisque les bidonvilles ne comptaient en général que 10 % de Français associaux et 90 % d'étrangers inscrits sur les listes d'attente d'H.L.M., on parlera d'inadaptation étrangère. Mais inadaptation à quoi? N'était-ce pas la société française qui n'était pas adaptée à recevoir ces travailleurs étrangers dont elle avait le plus grand besoin pour son expansion industrielle?

Partant de cette idée encore une fois paternaliste de la marginalité et de l'insociabilité des occupants des bidonvilles, des équipes « socio-éducatives » furent créées pour « faciliter l'adaptation de la population des bidonvilles aux conditions de la vie normale ». Autrement dit, seule la vie dans les sociétés industrielles avancées est normale. Pour préparer les travailleurs étrangers et autres occupants des bidonvilles à cette vie normale, c'est-à-dire la vie en H.L.M., furent inventées des cités de transit partant une fois de plus de l'idée « d'apprendre à habiter ».

Ces cités de transit sont des sortes de purgatoires placés sur le chemin du paradis H.L.M.-grand ensemble[1]. Comme l'administration ouvre un dossier dans lequel sont portées les « erreurs de comportement » des locataires, comme les occupants des cités de transit vivent entre la peur d'être expulsés par le gardien ou le gérant et l'espoir d'accéder aux H.L.M. s'ils se « tiennent bien », on peut dire que l'habitant du bidonville transféré dans une cité de transit a échangé son univers concentrationnaire contre un univers carcéral.

Comme, de plus, le temps du purgatoire peut aller d'un à trois ans, « comme le relogement tarde, ces sous-groupes ethniques, à force de vivre ensemble, finissent par " sécréter " une culture relativement homogène[2] » (Roger Bastide).

---

[1] « Vivre dans un tel logement (de bidonville) c'est pour les Algériens et les Marocains affirmer l'infériorité de leur propre culture. Le modèle français réussit à s'imposer dans leur psychologie même comme une " valeur absolue " (mais non au stade du vécu, puisque leur propre modèle est perçu à travers tous ces essais de réorganisation inconsciente). Ayant assimilé notre mépris pour leur propre culture, ils savent qu' " ils vivent mal " (à la française) et en ont honte... Ils ont compris implicitement que continuer à vivre les valeurs de la civilisation maghrébine était une tare qu'ils devaient abandonner pour la seule promotion possible : la vie en H.L.M. » Herpin et Santelli, *op. cit.*

[2] Colette Pétonnet, *Ces gens-là*, Maspero, 1968. Préface de Roger Bastide. Cette magistrale étude sur une cité de transit de la région parisienne avait été précédée d'enquêtes très remarquables sur les bidonvilles maghrébins par Colette

Culture qui retardera leur insertion dans les H.L.M. dont ils ont tant rêvé et qui ont été conçues pour un homme standard né dans le cerveau des technocrates.

Si l'H.L.M. devient dans le bidonville une utopie hygiéniste, il n'en reste pas moins que, tout comme dans le cas des relogés victimes de la « rénovation urbaine », les habitants des bidonvilles qui « accèdent » à l'H.L.M., une fois l'heureuse, l'éblouissante surprise passée du grand espace, de l'eau courante, du chauffage, de l'étanchéité du toit, etc., s'enfonceront dans une sournoise frustration. La paix et la sécurité deviendront ennui et nostalgie de la cohue, du chaos, de la « chaleur humaine ».

Alors que faire? Eh bien, nous redonnerons pour conclure la parole à Léonard Duhl qui, dans son éloge du bidonville cité au début de ce chapitre, n'était pas dupe de l'ambiguïté de son propos :

« Ce n'est point à dire qu'il faille conserver les bidonvilles et les îlots insalubres des grandes villes, mais simplement qu'il faut trouver les moyens pour que les villes nouvelles puissent satisfaire les aspirations de toutes les couches de leur population. »

Pétonnet : « La ville vue en dessous » (*L'Année Sociologique*, vol. XXI, 1970; « L'Espace, distance et dimension dans une société musulmane », *L'Homme*, École Pratique des Hautes Études, vol. XII, Cahier 2, 1972).

3.

Architecture sans architectes, Architecture spontanée, Architecture marginale aux U.S.A.

La recherche d'une expression populaire authentique s'est opérée dans tous les domaines, excepté l'architecture. Du moins jusqu'à ce que, en 1964, Bernard Rudofsky se pose le premier la question de savoir s'il existait des architectes amateurs comme il existe des peintres, des sculpteurs et des écrivains du dimanche. Le titre de son livre publié par le Musée d'art moderne de New York constituait déjà une réponse insolente : *Architecture without architectes* (Architecture sans architectes). Jusqu'alors l'architecture avait toujours paru trop compliquée pour être abandonnée aux amateurs. Rudofsky disait au contraire : « L'architecture est une chose trop sérieuse pour qu'on l'abandonne aux seuls techniciens. »

Cet album rappelait d'abord les architectes à la modestie. Car finalement, en le feuilletant, on s'aperçoit que la plupart des techniques dont s'enorgueillisent les architectes et les ingénieurs d'avant-garde ont été utilisées depuis des siècles, voire des millénaires, par la coutume populaire. Aucune théorie sur la mobilité de l'architecture n'est allée plus loin que la mobilité des cases transportables à dos d'homme en Guinée et au Viêt-Nam. Les structures tendues et les techniques de climatisation préconisées par Frei Otto ont trouvé depuis longtemps leurs applications spontanées dans les tentes des nomades et la climatisation des souks. L'habitat flottant, envisagé pour l'an 2000, est utilisé depuis des lustres sur les fleuves chinois, et le fut jadis par les transporteurs de bois sur le Danube. Quant à l'habitat souterrain, les techniques populaires nous en donnent d'innombrables exemples.

Quoi d'étonnant à ce que, devant la faillite du fonctionnalisme, on se soit mis à rêver sur l'organicité spontanée du bidonville? Même si, comme nous venons de le voir, cette rêverie, si nous la raisonnons, se transforme vite en cauchemar.

Mais il y a encore plus spontané que les bidonvilles finalement, eux aussi, organisés. Ou, si l'on veut, disons que la spontanéité du bidonville ne résiste pas à la durée, que le bidonville, les années aidant, devient une sorte de grand ensemble bricolé.

Regardons ce que la spontanéité pure peut produire.

Lorsque les colons belges abandonnèrent précipitamment le Congo, dans les premiers temps mouvementés de l'indépendance du Zaïre, ils laissèrent sur place leurs automobiles parquées en grande quantité près du lac Albert. Les années passant, et le climat aidant, ce parking géant devint un cimetière à voitures. Puis, peu à peu, la population noire des environs vint s'installer dans ces coquilles de tôles qui, sans être découpées, sans être même transformées, devinrent des habitacles. Les coussins servirent de lits-banquettes, les rétroviseurs de miroirs, les malles arrière de poulaillers. Une fourgonnette fut transformée en bar et un autobus en salle de réunion. N'est-ce pas là une merveilleuse adaptation du produit de la civilisation industrielle au mode de vie d'une population rurale?

Jean Cayrol nous montre semblable récupération de lieux, affectés à d'autres usages par les clochards de son Bordeaux natal[1] :

« Près des docks, une vingtaine de Noirs avaient reconstitué, dans les orties et dans les chardons, un village africain. Ils avaient construit des petites huttes basses de manière à ne pas être repérés de loin...

« Certains cargos échoués dans les bassins des docks, le soir, reprenaient vie. On distinguait au crépuscule une file de clochards qui montaient sur la passerelle et s'installaient avec de la paille à l'intérieur du bateau...

« Ils trouvaient toujours sur leur route des gros tuyaux de ciment dans lesquels ils se faufilaient et faisaient leurs lits de paille et de chiffons à l'intérieur. Nous avons trouvé de ces couches au fond des barques de pêcheurs... »

---

[1] Jean Cayrol, *De l'espace humain*, Seuil, 1968.

Quant à Paul Virilio, il s'est attaché à démontrer que, « lors des grandes mutations, on assiste au transvasement d'un univers dans l'autre. (...) Lors de chaque grande crise, d'un cataclysme ou d'un quelconque traumatisme social, on assiste à une inflation des transgressions d'usage : telle église devient un garage, un entrepôt, telle école est utilisée comme lieu d'hébergement, ou comme chapelle ardente[1] ».

Et il nous donne une liste de ces « transgressions » :

« Les bunkers de la " Forteresse Europe " transformés en bungalows. Le stade de Colombes, à Paris, transformé en lieu du culte par les " Témoins de Jéhovah ". Le stade national de Santiago du Chili transformé en camp de concentration par la junte militaire. Les églises de Hongrie transformées en gymnases. Les grands magasins parisiens deviennent des hôpitaux en 14-18. Les stations de métro, des dortoirs, à Londres, pendant le Blitz, en 1939-1945. Les abris antiaériens des villes allemandes des fosses communes. Des autoroutes utilisées comme pistes d'aviation. Les gares des villes ferroviaires secondaires abandonnées et vendues par les domaines comme villas... »

Virilio nous dit par ailleurs que mai 68 a été moins l'effet d'une agression que d'une transgression. Et que, si l'on a parlé alors de « libération de la parole », il faudrait aussi parler à propos de mai 68 de « libération de l' " habiter " ».

---

[1] Paul Virilio, *L'Insécurité du territoire*, Stock, 1976.

« On a transgressé la fonction des bâtiments, *habité l'inhabituel*... Dormir dans un amphithéâtre (Sorbonne), déjeuner dans une loge (Odéon), installer des cuisines dans un bureau directorial, une nurserie dans une bibliothèque, une salle de jeux dans un hall de montage (usines Renault), s'asseoir au milieu des avenues, sur les rails, etc., ces actes ont tous un sens prémonitoire : par le dépassement du strict usage des lieux, ils submergent les limites du droit et annoncent la disparition d'un mode de vie... L'étonnant phénomène qui a soudainement vidé les rues et rempli les monuments a fait sauter les compartiments étanches de notre société. Il a révélé l'aliénation dissimulée dans les habitudes quotidiennes les plus ordinaires. En oubliant pour un temps les interdits, en habitant l'inhabitable, la population a commis un premier adultère vis-à-vis de l'appropriation spatiale qui l'isole et la séquestre.

« Tout cela explique la violente campagne de presse sur le " vandalisme de la pègre ", le pouvoir brandissant l'idéologie sanitaire, se métamorphosant en comité de salubrité publique parce que les masses ont découché, parce qu'elles viennent d'inventer l'antiweek-end [1]. »

Ces appropriations « sauvages » ne sont-elles pas en effet une réponse de la « masse » à l'ordre architectural imposé par le pouvoir et ses architectes? Et notamment une réponse des jeunes qui récusent à leur tour l'architecture de papa?

Cette réfutation par la jeunesse de l'architecture fonctionnaliste devait entraîner, aux États-Unis notamment, tout un courant dit d' « architecture marginale ».

L'architecture marginale aux États-Unis se présente à la fois sous l'aspect des « appropriations sauvages » semblables à celles dont nous parle Virilio et par la création d'habitats individuels ou collectifs conçus dans un esprit voisin de celui des communautés marginales du XIX^e^ siècle d'obédiences religieuses ou socialistes (owenistes, fouriéristes, icariennes, mormones, chekers, etc.).

---

[1] Paul Virilio, *op. cit.*

Squatterisations d'immeubles ou d'hôtels en voie de démolition, envahissement de vieilles usines, de casernes ou d'hôpitaux désaffectés, rachats d'églises ou d'entrepôts, le propos de ces jeunes est de trouver de grands espaces qui puissent leur permettre de vivre une vie collective originale, de créer en quelque sorte les « unités d'habitation » ou les « maisons communes » que les sociétés capitalistes et communistes ont esquissées mais qu'elles n'ont pas su réussir.

A San Francisco, en 1970, trois jeunes gens louent une usine désaffectée, la compartimentent en espaces et créent un habitat bon marché : Project One. L'ensemble fait 8 000 m^2, sur six niveaux, et chaque niveau est morcelé en soixante-dix espaces. Tous les locataires sont responsables de l'installation des cloisons et de l'aménagement intérieur. La gestion de l'immeuble est assurée en commun. Toutes les décisions sont prises par consensus, une fois par semaine. Une seule obligation : payer son loyer. Les occupants de ce « phalanstère » sont des étudiants, mais aussi des ingénieurs, des techniciens, des médecins, des avocats, des artistes et des organisations et associations diverses (club de karaté, syndicats, école expérimentale, services sociaux, ateliers collectifs).

Quelques mois plus tard, toujours à San Francisco, un autre espace fut subdivisé en quatre-vingts « lieux » pour 125 résidents. Il s'agit d'une ancienne usine de boîtes de conserve devenue Project Artaud et comprenant, outre les logements, une salle gigantesque pour des spectacles.

En 1972, à San Francisco encore, ouverture du Project Two, formant quarante espaces pour 60 résidents.

Les phénomènes d'autoconstruction aux États-Unis nous ont été révélés en France par un livre et par une exposition. Le livre, non traduit, a été diffusé en 1973 [1] et l'exposition eut lieu au Centre culturel américain puis au musée des Arts décoratifs à Paris, en novembre et décembre 1975.

---

[1] Art Boericke et Barry Shapiro, *Handmade Houses. A Guide to the Woodbucher's Arts*, Serimshaws Press, 1973. Diffusé en France par les Éditions du Chêne.

Art Boericke, l'ouvrier charpentier qui a écrit le livre : *Maisons de charpentiers amateurs américains*, constate que, depuis le début du XX^e siècle, la technologie ne cesse de nous promettre des maisons bon marché. Mais l'échéance de cette promesse est sans cesse remise. Ce que voyant, un certain nombre de gens ont décidé aux États-Unis de construire leurs maisons eux-mêmes.

« Je ne regrette pas, dit Art Boericke, d'avoir travaillé dans la corporation des charpentiers, des plombiers et des électriciens — loin de là. Je n'y serais pas resté pendant vingt ans s'il en avait été autrement. Cependant, je regrette le travail bâclé et sans imagination qu'il nous faut faire pour gagner notre vie dans ces métiers.

« Il y a huit ans, travaillant seulement dans mes week-ends, j'ai commencé à me construire une maison. Ce n'était pas une maison qu'une banque ou un entrepreneur moyen aurait jugée convenable ou revendable. C'était une maison faite de matériaux sauvés de chantiers de démolition ou de restauration, récupérés au marché aux puces ou dans les décharges publiques...

« Cinq ans plus tard, lorsque j'ai commencé à rechercher d'autres maisons construites dans les mêmes conditions que la mienne, j'ai dû admettre que l'ingéniosité de nombreux amateurs avait de loin dépassé la mienne propre. Car il ne faut pas s'y tromper, construire leur propre maison était devenu évangile pour des masses de jeunes enthousiastes. »

L'exposition *Architectures marginales aux USA* faisait le point sur ces réalisations architecturales de communautés ou de personnes marginales à divers titres et qui ont reçu de nombreuses qualifications : architecture douce, architecture écologique, architecture sauvage, etc. Toutes ont en commun d'être faites sans architectes et de tendre à créer une nouvelle poésie de l'espace vécu, comme d'appliquer de nouvelles pratiques de l'acte de bâtir.

C'est à partir de 1965 que des « communes » d'esprit libertaire et écologique apparaissent dans les vastes États du sud-ouest des États-Unis : Arizona, Californie, Colorado, Nouveau-Mexique. Elles se nomment Lama, Drop City, Taos, New Buffalo, Manera, Nueva, Tawapa. Certaines ont disparu, d'autres abandonnées par leurs fondateurs ont été récupérées par de nouveaux groupes. Le livre de Rudofsky, paru en 1964, contribua certainement beaucoup à la création de cette « architecture sans architectes ». Si bien que les premières maisons autoconstruites s'inspiraient de l'architecture populaire des villages indiens et des maisons en rondins des pionniers. Puis la publication des travaux sur les dômes géodésiques de Buckminster Fuller devait entraîner la réalisation d'un grand nombre de dômes en bois, en métal, en bardeaux, notamment à Drop City. De l'architecture populaire, des « charpentiers amateurs », l'architecture marginale américaine alla de plus en plus vers une sophistication intellectuelle. L'autoconstruction est d'ailleurs suspecte lorsque l'on voit qu'un grand nombre d'étudiants des écoles d'architecture et certains de leurs professeurs autoconstruisent. Peut-on encore parler alors d'architecture sans architectes? Et est-ce « transgresser l'éthique de la société industrielle » que d'employer la technologie avancée des dômes géodésiques et plus encore le bois lamellé-collé et la matière plastique pulsée par un appareillage fort coûteux?

Bien sûr les dômes de Drop City sont exclusivement constitués de matériaux de récupération, notamment de portières et de carrosseries provenant de cimetières de voitures, mais Drop City n'en est pas moins le produit « esthétique » d'artistes et d'architectes insatisfaits.

La « marginalité » américaine est faite de défis et d'humour, ce qui est fort sympathique. Certains jeunes Américains aménagent par exemple des bus scolaires déclassés, des fourgonnettes, des camions Ford, des minibus Volkswagen et les transforment en maisons roulantes. Précisons que ces maisons roulantes ont, grâce à un bricolage insensé, l'aspect de la « maison mon rêve » des classes moyennes américaines dont elles constituent une comique caricature.

Mais on peut dire aussi qu'il s'agit là d'une caricature, faite par des intellectuels, de l'habitat pavillonnaire américain fort populaire.

En Orégon et dans les îles Hawaii s'est développé depuis 1967 un habitat dans les arbres. Il s'agit de cabanes de bambous, d'osier, de palmes, installées dans de grands arbres. Habitat « écologique » s'il en est, mais les occupants qui jouent au sauvage ne s'obligent à y vivre que quelques mois, parfois quelques années.

Habitat arboricole, mais aussi habitat lacustre. A quelques kilomètres de San Francisco, dans la baie de Sausalito, des constructions sur pilotis, des bateaux, des pontons, ont été aménagés dans un très grand luxe d'imagination.

Si cette architecture « sauvage », réalisée avec les déchets d'une société de très grosse consommation, est bien de l'architecture spontanée, par contre comment lui reconnaître une authenticité populaire? Architecture de contre-culture, certes, mais par une démarche intellectuelle, résultat de la fuite dans les bois et les prairies d'une jeunesse étudiante récusant la société industrielle.

Par le fait même que cette contestation soit une contestation intellectuelle, elle a été prise assez vite au sérieux par les milieux architecturaux américains, les universités, voire le prince lui-même.

L'industrie automobile a tenté de récupérer l'idée des maisons roulantes en créant le Daystar. Des « charpentiers amateurs américains » est né un mouvement architectural baptisé « natural design ». La réutilisation à d'autres fins des immeubles abandonnés a influencé certaines autorités municipales qui désormais procèdent au recyclage des bâtiments anciens. Enfin « l'architecture écologique » des marginaux utilisant l'énergie solaire, l'énergie éolienne, le recyclage des déchets, a servi de modèle aux architectes qui, actuellement, tentent de revaloriser les énergies gratuites et les matériaux de construction « naturels » (bois, pierre). Enfin, par leur pratique de l'autoconstruction, ils ont mis l'accent sur les rapports directs entre usagers et habitat, même si dans leur cas ce sont souvent des usagers bien préparés à cette aventure. Ils auront servi de « modèles », ce qui n'est pas médiocre. Ils nous auront démontré que l'on peut mettre en accord ses idées et son habitat. Mais encore faut-il, pour cela, disposer d'un pays où l'étendue du territoire permet toutes les expériences marginales puisqu'elles ne gênent en rien les activités de la société ordinaire, un pays suffisamment libéral et traditionnellement individualiste pour autoriser toutes les transgressions et les récupérer ensuite au profit de ses « cadres ».

4.

« Habitants paysagistes »

Après cette digression américaine et intellectuelle, revenons en France et examinons un instant l'un des traits spécifiques de la culture populaire, ou de la culture traditionnelle tout court : le jardin.

Pour Olivier Marc, « il n'existe pas en nous de maison sans jardin... Le jardin fait partie de notre " maison du dedans " et partout aujourd'hui son absence est ressentie comme un manque; n'est-ce pas ce que nous révèlent les balcons fleuris, les jardinières aux fenêtres et les plantes d'appartement, jardins réduits à la dimension d'un pot de fleurs [1] ? ».

Que le balcon des immeubles collectifs soit ressenti comme un substitut du jardin, qu'il serve aussi d'espace de transition entre l'appartement et la rue, ressort clairement dans l'enquête d'Henri Coing [2] : « Parmi les avantages des logements neufs, ces familles citent le plus souvent le balcon : " Je ne voudrais plus jamais déménager à cause de mon balcon... Sur mon balcon je me sens chez moi et en dehors en même temps. " »

« Les habitants paysagistes », c'est le nom donné par Bernard Lassus aux créateurs de jardins imagés, jardins fantastiques, jardins oniriques, que l'on peut voir au hasard des banlieues ou des campagnes, devant des maisons très modestes, voire pauvres. Ce chapitre est donc un additif à celui que nous

---

1. Olivier Marc, *op. cit.*
2. Henri Coing, *op. cit.*

avons consacré à « l'utopie pavillonnaire ». A « l'utopie pavillonnaire » s'ajoute en effet parfois « l'utopie jardinière ».

Coloriste, designer, professeur à l'École nationale supérieure des beaux-arts à Paris, Bernard Lassus étudiait en 1961 la coloration spontanée des maisons corses, quand il remarqua, dans les jardins de certaines maisons fort banales, des sculptures ou aménagements insolites. Il lui vint à l'esprit que l'exemple fameux du facteur Cheval, construisant pierre à pierre un « palais » fabuleux dans le jardin de sa maisonnette, était peut-être moins exceptionnel qu'on ne le pensait. Il se mit alors, avec une équipe, à prospecter d'une manière systématique des zones d'habitat pavillonnaire dans la région parisienne et dans le nord et l'est de la France. Le résultat, qu'il a concrétisé par deux films et de nombreuses expositions[1], est tout à fait surprenant.

Nous voyons que certains habitants de maisonnettes tout à fait médiocres, souvent préfabriquées, réagissent contre la pauvreté « techniciste » de leur environnement par un contre-environnement d'une imagination délirante. La plupart du temps, ce phénomène se produit entre la clôture du jardin et l'entrée de la maison. Il y a donc une volonté évidente, chez ces habitants, de créer une zone affabulatrice entre la rue et leur maison, c'est-à-dire entre les autres et leur moi.

A cet instant, il faut dire quelques mots de la clôture, cette clôture des pavillonnaires qui a été la risée des planificateurs épris de plaines gazonnées. Bernard Lassus en vient à la réhabiliter :

« On a jeté beaucoup d'anathèmes sur les clôtures; il me semble pourtant qu'elles sont intéressantes puisqu'elles préparent l'entrée de la maison; elles organisent le passage de moins à plus intérieur ou à l'inverse de moins à plus extérieur. Ainsi la maison commence à la clôture et l'habitant évite la

---

[1] Bernard Lassus, *Paysages quotidiens, de l'ambiance au démesurable*, catalogue de l'exposition au musée des Arts décoratifs à Paris, janv.-mars 1975. Bernard Lassus, *Une poétique du paysage : le démesurable*, brochure réalisée pour la conférence des Nations unies à Vancouver, 1976.

confrontation brutale entre deux situations : intérieur et extérieur... On s'arrête beaucoup trop à l'aspect " défense de la propriété " que présente la clôture. En fait les choses me paraissent bien plus complexes[1]. »

Dans son enquête sur les pavillonnaires, Nicole Haumont consacre tout un chapitre à la clôture. « La clôture, dit-elle, c'est ce que l'habitant d'un pavillon aménage en premier lieu... La clôture achève le pavillon; sans elle, l'un des avantages essentiels du pavillon – s'enfermer, s'entourer – disparaît... Si la clôture achève le pavillon, elle n'est pas pour autant, à ce niveau, un instrument de la propriété privée; elle a essentiellement pour objet de séparer le pavillon de l'espace environnant... La clôture est l'existence matérielle du chez soi[2]. »

Clôturer son jardin est l'expression de cette constante biologique que les hommes partagent avec les animaux : le marquage du territoire. Le terrain privé étant ainsi séparé du territoire collectif, le pavillonnaire place devant le pavillon ce qui est public et derrière ce qui est privé. Le devant sera donc consacré à l'esthétique et le derrière au fonctionnel. Concrètement, on mettra devant le pavillon le jardin à fleurs et derrière le potager, les cordes à linge, les baraques à outils, etc. C'est bien sûr dans le jardin du devant qu'interviennent, avec plus de folie que les autres, les « habitants paysagistes ».

On trouve une esquisse de la théorie de Lassus chez Lewis Mumford[3] (« Ce besoin profond qu'éprouve chacun d'imprimer la marque de ses goûts personnels sur ce qui fait partie de son proche environnement, ne serait-ce qu'un modeste jardin... en réaction contre la contrainte de travaux utilitaires et monotones, les fantaisies les plus intimes et les plus folles avaient une chance de pouvoir s'exprimer ») et dans l'enquête des Raymond-Haumont[1]. (« Mais dans cette profusion de formes miteuses, dans cette anarchie de pacotille obstinément installée en marge du gigantisme urbain, tout nous révèle aussi un aspect étonnant du pouvoir de l'homme sur son espace : celui de faire surgir, littéralement d'un mouchoir de poche, un monde bien complet, bien à lui. »)

---

[1] B. Lassus, « Les Habitants face aux structures dans la création du paysage urbain », conférence à l'École nationale des Ponts et Chaussées, le 27 janv. 1970. Publiée dans *Bulldoc*, n^os 25-26, janv.-févr. 1970.

[2] N. Haumont, *op. cit.*

[3] L. Mumford, *op. cit.*

Dans la perspective des recherches de l'insolite faites par les surréalistes, il existe aussi un album qui anticipe sur notre propos : *Les Inspirés et leurs demeures*[2]. Mais il n'en reste pas moins que c'est à Lassus que revient le mérite d'avoir accompli une recherche systématique des « demeures inspirées » qui nous permet de voir qu'il ne s'agit pas là de phénomènes individuels mais d'une démarche collective exprimant une attitude de refus, de rejet, face à l'environnement des « spécialistes ».

Lassus insiste en effet sur le fait qu'il ne s'agit pas de cas exceptionnels, « ce sont des cas courants ».

Que se passe-t-il donc entre la clôture et la façade de cet habitat pavillonnaire? Cette zone devient un paysage extrêmement élaboré. Un espace imaginaire est souvent suscité par la miniaturisation d'arbustes taillés ou par l'introduction d'objets dépaysants, eux-mêmes miniaturés : phares, moulins à vent, bateau sur le toit, cerf de béton, etc. Certains sols de jardins, exagérément cimentés et dallés, accusent un désert minéral qui semble une sorte de protestation contre l'univers potager des autres maisonnettes adjacentes. Ou bien c'est le végétal qui envahit tout : clôtures-haies inondées de chèvrefeuille et de glycine, plantes grimpantes sur les façades et les arbres. Là, c'est donc au contraire le rêve de la forêt vierge qui intervient.

Des retombées de la culture académique sont fort visibles et même soulignées : tortue et lièvre en béton illustrant la fable de La Fontaine, mini-parc imitant les jardins du château de Versailles. Retombées aussi de la culture industrielle : arbres en béton peint, capsules de bouteilles en plastique enfilées en collier et ornant des arbres comme des fruits artificiels. Mais, tout comme chez le douanier Rousseau, cette imagerie tient surtout de la carte postale, voire du cinéma. Popeye, Mickey, Blanche-Neige et les Sept Nains, sont des personnages maladroitement reproduits qui hantent nombre de pelouses.

Il n'est pas indifférent de souligner que, dans le nord de la France, un certain nombre de ces « habitants paysagistes » sont des ouvriers des mines. Et la proportion considérable de mineurs « architectes paysagistes » doit être rapprochée de ce que, parmi les écrivains prolétariens contemporains de langue française, la proportion d'ouvriers mineurs est considérable[1]. L'un des métiers les plus réprouvés, les plus dangereux, suscite donc un nombre important d'artistes populaires. De l'enfer de la mine sort l'affabulation, le rêve, qui se concrétise en poèmes ou en « espaces imaginaires » sculptés ou peints. Tout comme, de l'enfer de l'asile psychiatrique, des malades se libèrent de ce que Michel Foucault a appelé « le Grand Renfermement » en exprimant enfin, par le dessin ou l'écrit (pudiquement appelés « œuvres de malades mentaux »), ce rêve qui, confronté à leur quotidienneté, leur avait donné ce que les psychiatres appellent une névrose.

Un de ces ouvriers mineurs s'était appliqué à construire, sur le rond-point de son village, toute une petite féerie de pierres peintes représentant Blanche-Neige et les Sept Nains. Mais la municipalité fit détruire cette « fantaisie » au nom du « bon goût ». Lorsque l'on voit ce qu'est l'architecture réalisée par des spécialistes pour les mineurs de l'est et du nord de la France, cet alignement interminable de maisons noires, toutes semblables, avec leurs cours sordides et leurs jardins potagers minables, on comprend que, dès que le rêve apparaît, on le

---

[1] H. Raymond, N. Haumont, M.-G. Haumont, A. Haumont, *op. cit.*

[2] Éditions du Temps, Paris, 1962. Photos de Gilles Ehrmann. Préface d'André Breton.

[1] Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne en France*, Albin Michel, 1974.

détruise. Plus encore que dans tout autre environnement, le rêve est ici insurrectionnel, même s'il ne se sert, pour s'exprimer, que de l'image anodine des personnages de Disney. On voit aussi comment, dans ce cas comme dans tant d'autres, le « bon goût » est synonyme d'ordre public. Ce « bon goût », souvent prétexte à la répression.

Dans la même région, un autre mineur avait construit dans son jardin une tour Eiffel de trois mètres cinquante de haut, plus tout un environnement d'animaux en bois, d'objets découpés dans des vieux pneus ou imaginés à partir d'objets industriels (par exemple une tortue faite d'un saladier en matière pastique). Ayant posé sa candidature à un concours de maisons fleuries, ce mineur se vit reprocher sa tour Eiffel et ses animaux sculptés et on lui conseilla (toujours au nom du « bon goût ») de détruire son œuvre et d'aménager un jardin avec des massifs et des pelouses.

Dans la région parisienne un employé de chemin de fer a créé devant sa maison un « environnement » qui mérite d'être particulièrement remarqué puisqu'il comprend une mini-cathédrale (qui lui demanda deux ans de travail), une noce avec tous ses personnages (un an et demi de travail), un moulin à vent, un monument aux morts, une chasse à courre, etc. Toutes ces sculptures sont faites avec des cailloux ou des pierres ramassées parce que leurs formes correspondaient à l'objet rêvé.

Mais cet artiste populaire ne s'est pas contenté d'un environnement minéral. Il l'a voulu, de plus, sonore et animé.

« Tous les dimanches après-midi, nous dit Bernard Lassus, M. Landreau, employé à la S.N.C.F., et son ami Chesnais, agent technique électricien, offrent un spectacle à tous ceux qui, après le repos dominical autour de trois heures, arrivent en famille avec leurs amis, s'arrêtent au bord de la route, descendent de leur voiture et, du trottoir, sans pénétrer dans le jardin, admirent, parmi beaucoup d'autres, les scènes que nous venons d'énumérer.

« De son garage, il surveille l'arrivée des voitures et, dès que les visiteurs descendent, il déclenche des haut-parleurs qui diffusent des bandes qu'il a lui-même enregistrées pour illustrer les différentes scènes (par exemple pour la scène de la chasse à courre, il s'est en particulier rendu dans un chenil).

« En même temps, les personnages principaux des diverses scènes se mettent en mouvement, véritables automates : le danseur et la danseuse tournent, le violoniste manie l'archet.

« Les visites succédant aux visites, la notoriété de cette réalisation a dépassé maintenant, depuis plusieurs années, les limites du quartier et, de plus en plus nombreux, les visiteurs accourent. »

Gratuité de la démarche, rôle prédominant donné au rêve, désir de créer un environnement total autour de leur habitat dont ils camouflent ainsi l'insignifiance et la laideur, voilà quelques traits des « habitants paysagistes ». S'ils le peuvent, ils transforment aussi leur maison en cabane, en tonnelle, en grotte. Il y a donc là, comme chez les « marginaux américains », une utopie écologique sous-jacente.

5.

« Pessac de Le Corbusier »

Autre pièce versée au dossier du conflit entre architectes et usagers de l'architecture : la cité ouvrière construite en 1926 à Pessac, près de Bordeaux, par Le Corbusier.

Ces soixante-dix maisons, vendues sous bénéfice de la loi Loucheur, constituent la première réalisation importante de Le Corbusier. C'est un industriel bordelais, Henry Frugès, qui, après avoir lu dans la revue *L'Esprit nouveau* les articles polémiques de Le Corbusier, fut à tel point enthousiaste qu'il demanda à l'architecte de mettre en application ses théories en réalisant une petite cité ouvrière destinée à fixer une main-d'œuvre à tendance migratoire.

Le Corbusier construisit, dans l'enthousiasme que l'on imagine, l'une des réalisations les plus révolutionnaires de l'époque et qui correspondait en tout point à la pensée et à l'image progressiste du temps.

Maisons cubiques élevées sur pilotis, toits-terrasses, fenêtres en longueur, polychromie, angle droit, tout le répertoire architectural « moderne » est appliqué rigoureusement. L'ensemble montre une parfaite cohérence. Nul doute que Le Corbusier se soit appliqué là à mettre au point ce qu'il pensait être le plus adapté, le plus conforme à la population ouvrière et le prototype même de l'habitat individuel de l'avenir.

Or, qu'en est-il aujourd'hui? L'architecte Philippe Boudon eut l'idée, en 1969, d'aller voir ce qu'était devenue cette cité modèle et d'interroger ses habitants [1].

---

[1] Philippe Boudon, *Pessac de Le Corbusier*, préface d'Henri Lefebvre, Dunod, 1969.

Énorme surprise! Quarante ans après, cette cité ouvrière ultra-moderne ressemblait à un ensemble pavillonnaire plutôt crasseux, sans que aucune des maisons de Le Corbusier n'ait été démolie. Simplement, le mimétisme pavillonnaire s'était sournoisement insinué en chacune de ces « villas ». Ajoutant à l'image cubiste-fonctionnaliste de Le Corbusier leur propre image (ou plutôt celle diffusée par les magazines immobiliers), les habitants avaient refermé les patios, recouvert les toits-terrasses de toitures à deux pentes, comblé les espaces vides, effacé les couleurs, raccourci les fenêtres en longueur pour en faire des fenêtres en hauteur, ajouté nombre de cabanes et appentis. De plus, le manque d'entretien amenait une telle dégradation des façades que l'ensemble montrait un aspect fort délabré.

En un mot, de ces maisons « exceptionnelles », les habitants avaient lentement fait des maisons « comme les autres ».

La réaction normale eût été, jadis, dans les milieux intellectuels, de stigmatiser ces habitants « indignes » qui ne voulaient pas « apprendre à habiter » et se permettaient l'outrecuidance de saloper un chef-d'œuvre.

L'architecte Philippe Boudon fit tout le contraire. Il essaya de comprendre. Son enquête sociologique, tout comme celle des « pavillonnaires » dont nous avons parlé plus haut, éclaire bien des aspects de l'habiter populaire. Mais il justifie aussi, dans une certaine mesure, la construction corbusienne.

Qu'il y ait eu conflit, et conflit aigu, entre les intentions d'un architecte (plus d'un industriel, plus de l'État qui favorisa l'opération jusqu'à faire une entorse à la loi Loucheur en sa faveur) et les réactions des habitants, nul doute. D'une « machine à habiter » rigoureuse, les usagers se sont acharnés à faire un « chez soi » conforme à l'habitat « ordinaire ».

Il faut dire que, lorsqu'ils se sont installés dans ces maisons insolites, les habitants ont dû subir les railleries de toute la population bordelaise. Anticipant sur le sobriquet donné à l'Unité d'habitation de Marseille (« la maison du fada »), la cité Frugès fut baptisée « le rigolarium », puis « la cité du Maroc » ou « le quartier du Sultan ». D'où la désagréable sensation pour les habitants d'être placés en marge, de devoir habiter dans des maisons que personne d'autre ne voudrait, de faire rigoler. D'où la tentation de masquer ce qui fait rire, de camoufler les toits-terrasses et les pilotis surtout objet de risées.

Ceci se confirmerait par le fait que la dizaine de maisons construites par Le Corbusier en 1920 à Lège, près du bassin d'Arcachon, toujours commanditées par M. Frugès (et qui furent d'ailleurs à l'origine de Pessac), maisons qui se trouvent dans un milieu rural, ont été transformées par leurs habitants suivant non pas l'optique pavillonnaire, mais un mimétisme campagnard qui les fait ressembler aujourd'hui à des fermes.

Mais ce désir de ne pas se faire remarquer, d'être « comme les autres », très profond dans la mentalité populaire, n'est pas suffisant pour expliquer un tel acharnement à transformer complètement l'habitat proposé par l'architecte. Il faut bien croire que cet habitat ne convenait pas aux gens pour lesquels il fut fait. Mais avait-il été vraiment pensé pour « ces gens »? N'avait-il pas été pensé pour un habitant idéal, utopique? N'était-ce pas là une architecture-objet pour un habitant-objet? Quelle idée d'imposer un toit-terrasse, par exemple, dans une région si pluvieuse!

La conclusion, impensable voilà peu d'années, était donc que l'habitant avait raison et que l'architecte avait tort. Le Corbusier, lui-même, placé devant le résultat de Pessac quarante ans après, se montrait beau joueur, disant : « Vous savez, c'est toujours la vie qui a raison, l'architecte qui a tort. » Ce qui ne l'empêchait pas de recommencer à jouer les oracles à Chandigarh et d'aboutir à un même conflit avec les habitants. Edward T. Hall nous dit en effet :

« Même les grands édifices construits par Le Corbusier à Chandigarh, capitale du Panjâb, ont dû être modifiés par les résidents pour les rendre habitables. Les Indiens ont muré les loggias de Le Corbusier pour les transformer en cuisines[1]. »

---

[1] Edward T. Hall, *La Dimension cachée*, Seuil, 1971.

Mais, chez Philippe Boudon, l'architecte s'ajoute au sociologue pour constater que Pessac est moins un échec que l'on peut être tenté de le croire à priori. « Considérer Pessac comme un échec reviendrait à affirmer que certains besoins de l'habitant n'ont pas été satisfaits. Or, Pessac semble, au contraire, avoir joué le rôle de révélateur de ces besoins, précisément dans la mesure où il a permis aux habitants de les satisfaire. »

Le type d'architecture réalisé en effet à Pessac par Le Corbusier, s'il se plaçait aux antipodes des vœux des usagers, restait néanmoins suffisamment souple pour leur permettre de modifier l'organisation de l'espace, voire d'augmenter les espaces couverts sans modifier la structure de base. « Il produisit, dit Henri Lefebvre, un espace relativement plastique, modifiable. Et qu'ont fait les habitants? Au lieu de s'introduire dans ce réceptacle, de s'y adapter passivement, ils ont habité activement... Ils ont montré en quoi consiste l'habiter : en une activité. Ils ont œuvré, modifié, ajouté à tout ce qui leur était offert. »

Autrement dit, ces habitants ont été les pionniers du dialogue usagers-architectes que nous préconisons dans ce livre, et pionniers de la contestation de l'espace imposé par l'architecte aux usagers de l'architecture. Quant à l'échec de Le Corbusier, il n'était pas total puisque les modifications apportées par les habitants à l'architecture sans en détruire la structure, prouvaient que l'architecture de Le Corbusier était déjà, bien qu'empiriquement, évolutive. D'ailleurs, nous verrons dans la troisième partie de ce livre : « Méthodes architecturales de participation », que Le Corbusier, tout à ses débuts, pensa associer l'usager à la réalisation de l'œuvre construite. Intuition géniale qu'il abandonna malheureusement par la suite, mais dont les habitants de Pessac ont inconsciemment bénéficié.

6.

Une nouvelle forme de combat politique : les luttes urbaines

Faute de dialogue entre l'architecte et l'usager nous n'en sommes plus à l'incompréhension, au divorce, mais à la lutte ouverte. Partout dans le monde capitaliste[1] des luttes urbaines sont engagées dont l'enjeu est le refus de la « rénovation urbaine » telle qu'elle est pratiquée, le refus de la vie urbaine telle qu'elle est subie, la contestation d'un mode d'habiter imposée par le prince et l'architecte son serviteur. Mais disons tout de suite qu'un très grand nombre de ces luttes urbaines ont été suscitées par des architectes contestataires, que ces luttes populaires sont le plus souvent guidées par des intellectuels et que leur spontanéisme y est relatif, le « populaire » jouant son rôle habituel de gros des troupes dans toutes les révolutions. Néanmoins, si « le peuple » est poussé au cul par des intellectuels il faut dire que ces mêmes intellectuels ont été eux-mêmes entraînés à l'action par une agitation populaire confuse, par un mécontentement diffus, par un antagonisme de plus en plus grand entre ceux qui font l'architecture et ceux qui la subissent. Je ne crois pas qu'il existe dans l'histoire un autre exemple de jacquerie d'une telle ampleur dont la raison ait été l'architecture et l'urbanisme;

---

[1] Ce qui ne veut pas dire que dans les pays socialistes les usagers d'une architecture et d'un urbanisme tout à fait conformes à ceux des pays capitalistes, à peu de différence près, soient, eux, satisfaits. Si l'on n'y voit pas de luttes urbaines c'est que le prince n'y accepte aucune contestation. Bon moyen de faire croire que tout le monde est satisfait.

ni qu'il existe d'antécédents à la révolte d'une fraction des architectes contre le prince (le prince étant en l'occurrence la technocratie d'État).

Les luttes urbaines ne sont pas encore prises vraiment au sérieux. Elles passent au second plan, derrière les luttes électorales, syndicales, voire écologiques. Pourtant, par le fait même qu'elles sont internationales, par le fait même qu'elles sont incessantes, par le fait même que les associations d'usagers se multiplient, elles risquent un jour de prédominer largement les luttes électorales et de devenir une nouvelle puissance syndicale, voire révolutionnaire.

L'abondance des documents que nous avons recueillis sur les luttes urbaines pourrait donner lieu à la réalisation d'un gros livre. Nous serons donc obligés d'être succinct, et de renvoyer nos lecteurs à la documentation principale publiée [1].

En Europe, les luttes urbaines se sont surtout concrétisées en deux points chauds : Bruxelles et l'Italie du nord.

Depuis l'Exposition universelle de 1958, la ville de Bruxelles subit une « rénovation » particulièrement exemplaire. C'est-à-dire que, peu à peu, le centre de la ville a été vidé de sa vie populaire au profit d'immeubles de bureaux et de voies de grande circulation. Nous verrons (3ᵉ partie : « Méthodes architecturales de participation ») que la collaboration entre un atelier d'urbanisme chargé d'étudier des contre-projets et les comités d'usagers a donné des résultats positifs à Bruxelles, Il existe une centaine de comités d'habitants à Bruxelles, record européen et sans doute mondial. La plupart d'entre eux se sont fédérés dans l'association Inter-Environnement qui s'emploie à développer une vision globale de l'aménagement bruxellois. Le premier quartier bruxellois où la réaction des habitants fit échec aux projets du pouvoir est celui des Marolles. Les Marolliens ont en effet obtenu que leur quartier soit rénové d'après leurs propres idées.

Les luttes urbaines en Italie sont moins « raisonnées », plus « sauvages ». Elles s'inscrivent dans le grand mouvement ouvrier d'autogestion et d'action directe dont elles ne constituent néanmoins qu'une branche mineure. Les deux pôles d'action sont le logement et les services (services sociaux, transports en commun). A Milan, Turin, Rome, Naples, dans les quartiers populaires, les grèves de loyer ou l'autoréduction des loyers, les occupations de locaux vides, les oppositions aux expulsions, ont suscité de nombreuses bagarres avec la police. Mais les mouvements spontanés se sont institutionnalisés grâce à ces luttes et il s'est formé des unions de locataires ou des groupes de choc comme à Turin Lotta Continua organisateur d'occupations de locaux et le Groupe Lénine organisateur de grèves et d'autoréductions de loyers.

A Milan, le 31 mars 1974, à l'appel du collectif théâtral La Commune, cinq mille travailleurs, ménagères et étudiants « se réunissent devant la Palazzina et, partant du principe que c'est à la population de décider de l'utilisation des espaces et bâtiments municipaux, ils votent l'appropriation de la Palazzina... Le collectif théâtral La Commune, dirigé par Dario Fo, a pris l'initiative de remettre en état la Palazzina avec l'appui de tout le quartier de la ville; ainsi s'est constitué le comité d'Occupation [1] ».

D'un bâtiment qui menaçait ruine, le comité a fait un « Centre de vie associative populaire » : école de théâtre populaire ouverte aux jeunes travailleurs et étudiants et dirigée par Dario Fo; collectifs de production artistique; spectacles pour les enfants; films et montages audio-visuels; expositions d'art, rencontres, conférences, débats; crèche; bulletin d'information.

---

[1] Les premiers articles paraissent dans la revue *Espaces et Sociétés* publiée par Anthropos à partir de nov. 1970. Au comité de cette revue : Henri Lefebvre (encore et toujours), A. Kopp, R. Ledrut, Manuel Castells, etc. En 1972, Manuel Castells publie dans la Petite Collection Maspero *Luttes urbaines et Pouvoir politique*. Depuis le deuxième trimestre 1975 une revue se consacre pratiquement aux luttes urbaines : *Place*. Consulter aussi le numéro spécial de *l'Art vivant*, consacré à *La Ville*, nº 56, mars-avril 1975.

[1] « Un an d'appropriation populaire de la Palazzina de Milan », revue *Place*, nº 2, 4ᵉ trimestre 1975. Voir aussi l'article d'Andreina Daolio : « Les luttes urbaines en Italie », *Espaces et Sociétés*, nº 15, avril 1975.

Enfin, la réfection de la bâtisse a été réalisée par des ouvriers et des étudiants dans leur temps libre : réfection des toits, canalisations, plâtrage, enduit des murs, évacuation des plâtras.

Tout autre est la « rénovation populaire » de Bologne, souvent citée en exemple, puisqu'il s'agit là d'un plan soutenu par la municipalité communiste de la ville et qu'il y existe donc une coordination entre les comités de quartier et les bureaux communaux. Néanmoins, ce sont les « assemblées de citoyens » qui discutent, acceptent ou modifient les propositions et hypothèses de la municipalité et des architectes. Nous retrouvons là l'esprit d'organisation de Bruxelles mais approuvé par une municipalité et non en lutte contre elle. L'un des points essentiels de la rénovation « populaire » de Bologne est, bien sûr, la réévaluation du patrimoine architectural existant *à partir* du centre historique en y maintenant la population, même la plus pauvre, ainsi que les petits artisans. Le problème auquel s'attaque Bologne n'est pas mince et l'on comprend qu'il exerce une grande fascination sur les milieux de gauche : récupérer un centre historique comme un tout global, tout en refusant le pastiche, la ville-musée; assainir sans expulser, moderniser sans casser le tissu urbain traditionnel.

En France, les luttes urbaines, bien que nombreuses, sont assez mal connues parce que non structurées comme à Bruxelles et peu politisées contrairement à l'Italie. De temps en temps, quelques luttes sporadiques spectaculaires attirent l'attention de la presse sur ce problème, mais sans que l'on en dégage un sens politique global. Les luttes pour les pavillons Baltard aux Halles, pour la Cité fleurie, contre l'autoroute sur la rive gauche de la Seine, ont assez vite viré dans le folklore. Les luttes urbaines existent pourtant en France et certaines ne sont pas du tout folkloriques. Par exemple il existe un mouvement d'occupation de maisons vides qui fut très populaire aussitôt après la Seconde Guerre mondiale où l'administration le tolérait, voire l'aidait par la réquisition d'appartements inoccupés, et qui culmina vers 1952 où il profita de l'appui de l'abbé Pierre et d'André Marty. On peut dire que la squatterisation et la contestation des loyers sont les premiers types de luttes urbaines, radicalistes, illégalistes et sporadiquement populaires et massives.

Elles sont même centenaires puisque c'est après 1871 (c'est-à-dire après la « rénovation urbaine » d'Haussmann sous le Second Empire) que le propriétaire et son sbire le concierge apparaissent comme les ennemis de classe à abattre. Le propriétaire c'est « Monsieur Vautour » et le concierge « Monsieur Pipelet ». En 1881 paraît le premier « organe de la défense des locataires » : *L'Anti-Concierge,* journal dirigé par Jules Jouy et le dessinateur Sapeck. Sept numéros paraissent jusqu'à janvier 1883. Monsieur Pipelet y est constamment dénoncé.

En 1882, un « comité exécutif des Justiciers du Peuple » affiche dans les rues de Paris une mise à l'index des propriétaires particulièrement durs et les maisons incriminées sont menacées de bombes. Un autre groupe parisien, La Haine, proclame : « Travailleurs, reprenons notre bien, reprenons le fruit de nos sueurs. Ne payons plus cet impôt inique, le Terme... S'il s'en trouve que l'on expulse, qu'ils résistent par la force! Si nous sommes contraints de céder, incendions les palais de nos maîtres. »

La Ligue des Antipropriétaires organise des bandes pour les déménagements à la cloche de bois et fournit une rubrique régulière dans le *Père Peinard* d'Émile Pouget. Elle publie aussi le *Chant de la ligue des antiproprios.* Les chansons sur ce thème abondent d'ailleurs à « la belle époque » *(sic).* Eugène Pottier lui-même, l'auteur de *L'Internationale,* compose *Logements insalubres :*

« Voici le 8, le jour du terme :
Nous n'avons pas le premier sou.
Mais j'attends Vautour de pied ferme,
Qu'il vienne et je lui tords le cou. »

Kropotkine, en 1886, a préconisé la gratuité du logement et la plupart des ligues antipropriétaires sont d'obédience anarchiste. On prête même à Ravachol ces dernières paroles :

> *« Si tu veux être heureux*
> *Nom de Dieu!*
> *Pends ton propriétaire. »*

Mais il n'y a pas que les anarchistes qui s'élèvent contre le loyer considéré comme un impôt. Tout le mouvement ouvrier considère alors que l'expropriation est nécessaire pour résoudre le problème social. S'appuyant sur Engels (qui dans ce domaine parle comme Kropotkine), les leaders du parti socialiste français, Jules Guesde et Lafargue, préconisent la taxation des propriétaires qui doit précéder leur expropriation : « En attendant que nous soyons en mesure d'enlever aux propriétaires ce qu'ils appellent leur propriété, il n'y a qu'un moyen terme qui ne soit pas une trahison : c'est d'enlever à ces propriétaires, sous forme de réduction de loyer, le plus que nous pourrons du revenu qu'ils tirent de ces propriétés [1]. »

Nous savons que ce mouvement populaire et politique contre l'idée même du loyer a provoqué, après la Seconde Guerre mondiale, une taxation des loyers entraînant l'abandon des immeubles par les propriétaires, à leur décrépitude. Et qu'après la Seconde Guerre mondiale l'astuce de la copropriété a contraint un grand nombre de locataires à autofinancer la restauration de leurs immeubles.

Mais tout le monde n'est pas copropriétaire. Et ce sont les nouveaux pauvres, c'est-à-dire les travailleurs étrangers, qui ont repris aujourd'hui l'action de la grève des loyers (grève des loyers à la Sonacotra en 1976 [2]). Mais par le fait même que ces actions ne sont plus guère produites que par des travailleurs étrangers, des jeunes ou un sous-prolétariat

français, les squatterisations n'entraînent guère d'adhésions sinon de milieux gauchistes qui transforment certaines maisons occupées en « maisons du peuple » ou organisent des « fêtes sauvages » dans la rue destinées à attirer l'attention sur ce problème, voire à entraîner l'adhésion « des masses » plutôt rétives. Buffets improvisés, fanfares, théâtre de rue (la troupe de l'Aquarium joue *Marchands de ville* sur des terrains vagues), tout cela tombe encore dans le folklore : ce qui est presque toujours le résultat lorsque des intellectuels, en général jeunes bourgeois pleins de bonnes intentions, s'emparent ou tentent de s'emparer de manifestations populaires spontanées.

Aux occupations de logements vides s'ajoutent des occupations symboliques de squares (« pas de parking, des espaces verts »), de locaux dans les Facultés ou dans les quartiers pour des « crèches sauvages », de rues par les vélos contre les autos (manifs des « Amis de la terre » de la Concorde au Bois de Boulogne en passant par Montparnasse et la Bastille : « Pour avoir pignons sur rue, une seule solution : la Velorution »), voire de routes (un dimanche de juillet 1971 l'association de défense des riverains de l'Aérodrome de Toussus-le-Noble s'oppose à l'extension de l'aérodrome par un défilé de voitures qui bloque les routes touristiques de la région sud de Versailles).

Le mouvement d'occupation des logements et locaux vides a pris beaucoup plus d'ampleur en Italie, en Allemagne, en Hollande et au Danemark qu'en France. En 1970, des familles ouvrières provenant du sud de l'Italie ont envahi à Rome et à Milan des quartiers entiers au cœur des deux villes. En Allemagne, des jeunes accaparent des locaux vides pour y vivre en communauté. A Amsterdam et à Copenhague, des quartiers entiers occupés ou en grèves de loyers depuis plusieurs années sont devenus les ghettos de la jeunesse marginale [1].

---

[1] Cité dans : Roger H. Guerrand, *Les Origines du logement social en France*, Éd. ouvrières, 1967.

[2] Sur le Comité de coordination des 47 foyers Sonacotra en grève, voir l'article dans la revue *Place*, n° 4, 2ᵉ trim. 1976.

[1] Eddy Cherki, « Le mouvement d'occupation de maisons vides en France », *Espaces et Sociétés*, n° 9, juill. 1973.

En France, les luttes urbaines se polarisent surtout autour des problèmes de « rénovation » des quartiers anciens et des expulsions qui s'ensuivent [1]...

L'association des comités de défense des locataires (A.C.D.L.) de Paris, née après mai 68 dans le V^{e} arrondissement, s'est fixée comme objectif : « La conquête du droit pour chacun de pouvoir vivre dans le quartier auquel il est attaché. » Elle a deux mots d'ordre : « Vous vous battez pour vos salaires, battez-vous pour vos loyers! Vous vous battez pour votre emploi, battez-vous aussi pour votre logement. » Des comités d'immeubles sont à la base des luttes de l'A.C.D.L.

Après sept années d'efforts l'A.C.D.L. est arrivée à une première concrétisation de ses buts dans ce que la *Tribune socialiste* a appelé « le Lip des locataires [2] ».

Les habitants de l'ancienne caserne des Gardes françaises, rue Tournefort et rue Mouffetard, « ont contraint la Société immobilière du Panthéon, liée au puissant groupe financier de la Compagnie Européenne de Banque, à signer des accords qui, à une échelle encore modeste, permettent bien de parler cependant d'une affaire Lip du logement.

« Pour la première fois, une société promotrice privée a dû s'engager, dans une déclaration publique, à réaliser une " opération-tiroir " permettant de maintenir sur place ceux des habitants qui le désirent... Ce sont les habitants qui ont choisi eux-mêmes leur établissement futur et leur voisinage. De plus, avec l'assistance d'architectes militants, ils disposeront d'un droit de regard sur l'exécution des travaux. »

Mais un tel résultat a sans doute été possible en raison du soutien exceptionnel apporté par toutes les organisations de gauche « officielles » aux locataires de la rue Tournefort. A l'automne 1974, le P.C.F., le P.S., le P.S.U., la C.F.D.T., la C.G.T. créaient en effet un comité de soutien qui a puissamment aidé l'A.C.D.L. De plus l'A.C.D.L. avait pu démontrer et faire admettre à l'administration que le promoteur s'était livré à un ensemble de manœuvres frauduleuses : « relogements proposés dans des immeubles à démolir, lettres de remerciements de locataires aux promoteurs écrites sous sa dictée ou de sa propre main, prétention exposée devant l'administration à avoir assuré le relogement de locataires en fait décédés ».

---

[1] Jean Ceaux, « Rénovation urbaine et stratégie de classe », *Espaces et Sociétés*, n^{os} 13-14, oct. 1974-janv. 1975.

[2] *Tribune socialiste*, 21 juin 1975.

Avant la constitution de comités de défense, les locataires menacés d'expulsion étaient en butte aux brimades les plus insensées : fenêtres arrachées sans préavis sous prétexte de ravalement, chambres transformées en dépotoirs à gravats ou en chantiers à ciment, électricité et gaz coupés, courrier retourné à l'envoyeur, ciment versé dans les tuyauteries de vidange, escalier démoli, porte murée, videurs à gages terrorisant les vieillards, tous les moyens étaient bons pour que les locataires qui s'accrochaient à leur logement, à leur quartier, « acceptent » enfin de partir « à l'amiable ».

Depuis la constitution des comités de défense, les choses sont moins faciles. Le problème des promoteurs consistait à opérer silencieusement, sans faire de vagues. Le problème des comités de défense est au contraire de faire beaucoup de bruit. Les télégrammes, comme celui ci-dessous, émanant de l'amicale des locataires du 60, rue Monsieur-le-Prince à Paris, envoyés généreusement aux journaux et aux administrations, sont le type même de réaction qui donne des cauchemars aux promoteurs et marchands de biens :

« Nous locataires nous opposons à tout arrangement amiable entre Préfecture Paris et promoteur. Stop. Dénonçons toutes tentatives visant à dissimuler infractions code urbanisme et règlements sécurité. Stop. Exigeons sanctions pénales exemplaires. Stop. A défaut dénonçons publiquement scandale et portons plainte. Stop. Copie secrétaire État Logement [1]. »

Inter-Comité du Marais; « Vercingétorix contre tous les

---

[1] « Tir groupé rue Monsieur-le-Prince », par François Dupuis, *Le Nouvel Observateur*, 2 févr. 1976.

Césars[1] » (neuf mois de résistance des habitants de la rue Vercingétorix, XIVe arr. avec le soutien du P.S., P.S.U., C.F.D.T.); comité de défense du Quartier de la Croix-Rousse à Lyon[2]; « Atelier populaire d'urbanisme » créé en 1973 à Roubaix par les associations familiales du Quartier de l'Alma-Gare promis à la rénovation urbaine depuis douze ans (« pour susciter une force populaire, capable d'obliger les " rénovateurs " à tenir compte des besoins, des désirs et de la volonté de la population », 1er mai 1974 relogement-squattage des maisons en bon état vides, blocage du paiement des loyers par les locataires des maisons insalubres, terrain vague investi par les enfants le 1er mai 1975 pour en faire un terrain de sport[3]); autorénovation par les habitants eux-mêmes du Quartier Saint-Laurent à Grenoble.

Ajoutons encore deux points forts puisqu'il s'agit de deux agglomérations industrielles de pointe : Fos et Dunkerque. A Fos, la C.F.D.T. a fait du logement un problème syndical prioritaire. Elle conteste l'exclusion de l'usager du processus de production du logement : « On construit et on cherche des gens pour habiter après, sans savoir ce qu'ils veulent. »

Manuel Castells et Francis Godard ont consacré tout un ouvrage aux luttes urbaines à Dunkerque[4] qui portent à la fois sur les loyers d'H.L.M., les équipements et les transports. Mais leur conclusion est assez pessimiste en raison de la non-coordination des luttes ouvrières et des luttes urbaines :

« L'intervention sur les problèmes urbains est conçue comme une chose extérieure. Le domaine de la vie hors travail semble alors constituer une sphère autonome de la vie privée et du repliement sur la vie familiale. Dans ce cas, on s'en remet aux associations de locataires ou d'usagers pour mener des luttes sociales. »

Or, ces associations sont souvent prises en charge par des petits cadres ou des agents de maîtrise. Comme elles le sont ailleurs par des militants gauchistes. Nous verrons (3e Partie : *Méthodes de déviance*) que les comités d'usagers sont actuellement en proie à toutes les récupérations et que ceci n'est pas sans danger pour leur vertu spontanéiste, comme pour leur qualité autogestionnaire.

Mais, néanmoins, voir qu'une aussi importante organisation syndicale que la C.F.D.T. prenne conscience à Fos de la nécessité d'intégrer l'usager dans le processus de la construction du logement est enthousiasmant. De même, n'est-ce pas le signe d'une véritable révolution dans la conscience des liens affectifs qui unissent l'habitant à sa ville que de voir la Fédération internationale des Quartiers anciens *(Civitas Nostra)* axer son Congrès de Fribourg, en juin 1975, sur le thème : démocratiser l'urbanisme dans les centres-villes. Concrétisant le mot d'ordre lancé par cette fédération dès 1968 : « Les hommes passent avant les pierres », de nombreux animateurs d'associations ont présenté leurs expériences de démocratisation urbaine. Bruxelles et Bologne ont été bien sûr au cœur des débats (« Bologne... expérience de participation et de réhabilitation de centre historique la plus intéressante d'Europe »). Mais aussi Namur (association Namur 1980), Nancy (quartiers de la ville vieille et de la cathédrale), Lyon (Union des comités d'intérêts locaux et de la renaissance du Vieux Lyon).

Autre danger des comités d'usagers : qu'ils restent seulement des comités de « défense » et qu'ils apparaissent ainsi (ou deviennent) seulement passéistes. On a peu vu jusqu'à présent de comités d'usagers se préoccuper d'architecture prospective.

---

[1] *Place*, n° 3, 1er trim. 1976.

[2] *Ibid.*

[3] *Tribune socialiste*, 28 déc. 1975.

[4] Manuel Castells et Francis Godard, *Monopolville, l'entreprise, l'État, l'urbain*, Mouton, 1974. Manuel Castells dirige un séminaire de sociologie urbaine à l'École Pratique des Hautes Études, où il est maître-assistant et Francis Godard est attaché de recherches au C.N.R.S.

* *

En Amérique du Nord (Canada et États-Unis), les luttes urbaines sont assez semblables à celles qui se déroulent en Europe. Mais en Amérique latine leur ampleur, leur violence, leur conjonction avec un désir populaire d'appropriation du sol soulignent que les luttes urbaines prendront des voies fort différentes dans les pays industrialisés et dans les pays du Tiers Monde. Il n'est pas impossible que, dans les pays industrialisés, elles se résorbent, si des conjonctures de « participation » ou d'autogestion se concrétisent. Mais dans les pays du Tiers Monde, le caractère révolutionnaire de ces luttes est plus profond, plus radical.

Au Canada et aux États-Unis, leur manifestation est néanmoins plus violente qu'en Europe par le fait même que deux minorités sont liées à ces luttes : les Québécois à Montréal et les Noirs dans les villes yankees.

C'est à partir de 1963 que se développent au Québec, et particulièrement à Montréal, des « comités de citoyens »[1]; 75 % des Montréalais sont alors locataires, 25 % des logements sont insalubres, quinze mille logements n'ont pas d'eau chaude, les incendies sont nombreux (au moins dix par semaine causés par des poêles défectueux ou des fils électriques dénudés). Néanmoins les hausses de loyer atteignent parfois 30 % par an.

Une opération de rénovation urbaine, visiblement nécessaire, débouche comme à l'accoutumée non pas sur la « rénovation », mais le rasage. Deux mille logements sont détruits chaque année pour les remplacer par des immeubles de luxe.

Devant ce saccage et les expulsions qui s'ensuivent, des animateurs sociaux et des prêtres forment avec des chômeurs, des assistés sociaux et des travailleurs des « comités de citoyens », cependant que s'organisent des associations de locataires. La rénovation du vieux quartier de la Petite-Bourgogne suscite par exemple, dès 1965, la création de neuf associations locales qui organisent des assemblées et des manifestations de rues, dont un chahut monstre lorsque le Premier ministre du Canada a l'imprudence de visiter le quartier en février 1969.

Le F.R.A.P. (Front d'Action Politique) s'est même constitué en 1970 sur la base d'un regroupement des principaux comités de citoyens et son projet initial était de construire un parti populaire à partir des expériences de luttes urbaines. Innovation remarquable. Sans doute reverrons-nous d'autres projets politiques semblables et il n'est pas impossible que certains réussissent. Au Québec, le moins que l'on puisse dire est que l'enfant se présente mal, les options politiques autonomistes et les luttes syndicales sur les salaires venant en priorité.

Aux États-Unis, la « rénovation urbaine » est un souci constant qui apparaît tant dans les discours de la Maison-Blanche que par des chroniques régulières dans la presse. Le président Johnson en fit même l'une des bases de son projet de « Great Society ». Dès 1949 une loi se proposait de fournir « un foyer décent et un environnement convenable pour chaque famille américaine ». Mais, en 1960, un quart de la population américaine vivait dans un habitat condamné par la loi de 1949. Pire, la « rénovation urbaine » avait aggravé la pénurie de logements bon marché et renforcé la ségrégation raciale. Comment? Si la loi de 1949 permettait aux autorités locale la démolition des slums * et la reconstruction de centres urbains, le terrain une fois équipé était vendu à des promoteurs privés qui consacraient 30 % du programme à des fins non résidentielles. Une loi de 1968 tentait bien de pallier cet inconvénient en favorisant la construction de logements à prix modérés. Mais seulement 41 850 logements bon marché étaient mis en chantier alors que 400 000 logements avaient été démolis. On assistait donc à une transformation architecturale et sociale des zones urbaines où des appartements de luxe, des équipements socio-culturels, des ensembles commerciaux, des centres d'affaires remplissaient les slums des centres-villes. Par ailleurs, 70 % des logements concernés par la « rénovation urbaine » étant occupés par des Noirs, la ségrégation sortait renforcée puisque les expulsés ne trouvaient d'autre solution que d'aller s'entasser dans les ghettos noirs existants.

---

[1] Manuel Castells, *La Question urbaine*, Maspero, 1972, et *Luttes urbaines*, Maspero, 1972; « Luttes dans le logement et luttes du peuple au Québec à Montréal », *Place*, n° 4, 2e trim. 1976.

* Taudis.

En 1972, la « rénovation urbaine » déplaçait aux U.S.A. trois millions huit cent mille personnes. Un processus de banlieurisation des grandes métropoles ne cessait de s'accentuer depuis 1949 et l'on estimait en 1960 que 48 % de la population des régions métropolitaines vivait hors du noyau central. Dans l'ancien noyau, pratiquement abandonné par les classes moyennes, de vastes zones taudifiées devenaient l'habitat des minorités raciales et des Blancs qui avaient manqué le train de la société de consommation.

En conséquence, deux formes de luttes urbaines apparaissaient aux États-Unis. Les privilégiés, c'est-à-dire les intellectuels, les étudiants, condamnaient globalement les villes en tant que telles, considérées comme un milieu artificiel. D'où le vaste mouvement « écologique » qui renoue avec la pensée de Jefferson et de Thoreau, de F.L. Wright et de Lewis Mumford et qui se concrétise aussi bien par l'éparpillement pavillonnaire des classes moyennes que par « l'architecture marginale » des intellectuels dont nous avons parlé plus haut. Retour à la nature, refus de l'industrialisation et de toute idéologie technocratique, conviction que l'ère de l'abondance est arrivée et qu'il n'y a plus qu'à cueillir les fruits du progrès. C'est l'idéologie, l'utopie du riche. Celle du pauvre est fort différente. Noirs, Portoricains, n'ont que mépris pour cet idéal « écologique ». Leurs revendications portent sur leur condition de vie dans les ghettos. Ils demandent des logements modernisés, des terrains de jeux pour leurs enfants, une réduction des loyers, moins de brimades policières, pas de discrimination raciale. Les émeutes dans les ghettos noirs, en 1967, ont eu souvent l'habitat pour prétexte. A tel point que, en beaucoup d'endroits, les habitants mettaient eux-mêmes le feu à leurs taudis. Contestation radicale et éloquente s'il en est. Mais la démolition des ghettos noirs, prévue dans les plans de « rénovation urbaine » suscitait aussi des affrontements contre la police, la population noire réagissant alors de la même manière que les populations pauvres européennes craignant de voir éliminée leur cohésion sociale. N'oublions jamais que rénover les vieux quartiers, que ce soit en Europe ou en Amérique du Nord, c'est vouloir rénover la vie des habitants des taudis et faire avec des asociaux des « progressistes ». Mais en réalité, depuis Haussmann, la « rénovation urbaine » déplace les problèmes dans l'espace sans les résoudre. Ce qui n'empêche, comme le dit Manuel Castells, que « le mythe de la rénovation urbaine est un des piliers de l'idéologie technocratique de la réforme sociale[1] ».

En Amérique latine, nous sommes encore loin de la « rénovation urbaine » et, à plus forte raison, des croisades « écologiques ». Les luttes urbaines aussi bien au Pérou, au Venezuela, en Colombie, qu'au Chili (jusqu'à Allende) prennent le caractère de luttes de classes très violentes.

Ces luttes urbaines, avant tout luttes pour le logement de gens « qui n'ont jamais eu de maisons », aboutissent provisoirement à la formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique latine ou, si l'on préfère, de contre-villes.

En Colombie[2], une « Centrale nationale pour le logement » regroupe des milliers de familles dans les principales villes. Fonctionnant sur la base de sections reliées à un ou plusieurs centres, elle est à l'origine de la plupart des nouveaux quartiers d'occupation spontanée en Colombie. Des associations de ce type existent dans la plupart des pays d'Amérique latine.

---

[1] Manuel Castells, « La rénovation urbaine aux États-Unis », in *Espaces et Sociétés*, n° 1, nov. 1970, et *Luttes urbaines*, Maspero, 1972.

[2] Ramiro Cordona Guttierrez, « L'Urbanisation sauvage en Colombie », *Espaces et Sociétés*, n° 3.

Ce sont elles qui organisent les envahissements de terrains, qui font face aux besoins des nouveaux quartiers de bidonvilles ainsi constitués et qui continuent ensuite à représenter les intérêts des « envahisseurs » face aux autorités. Ces associations finissent parfois par être intégrées aux pouvoirs municipaux ou nationaux, mais elles sont souvent aussi illégales et violemment combattues. Les invasions de terrain se font toujours par surprise, mais conduites par des groupes importants et fort bien organisés.

Le mouvement des *pobladores*, au Chili, est à ce titre significatif.

D'abord se produisirent au Chili, comme partout en Amérique latine, des invasions de terrains où les squatters construisaient hâtivement des logis en une nuit, sous la menace de la répression policière. C'est ainsi que les habitants d'un taudis surpeuplé envahissaient en 1957 les terrains de la Feria qui devinrent en 1970 une véritable ville autoconstruite et autogérée de cent mille habitants : le Secteur Guérillero Manuel Rodriguez.

Cette autoconstruction spontanée poussa la démocratie chrétienne, en 1964, à lancer l'opération *Sitio* qui consistait à donner des terrains publics aux habitants chassés des bidonvilles et à leur fournir des matériaux de construction pour qu'ils réalisent eux-mêmes leurs logements. Mais loin de résorber le problème des luttes urbaines cette sorte d'approbation gouvernementale des *pobladores* ne fit que les accentuer. Entre 1964 et 1969 les invasions de terrain devinrent si massives qu'elles mirent en péril la politique foncière du gouvernement qui se voyait par ailleurs la cible des groupes immobiliers, les terrains occupés appartenant souvent à des particuliers. Les interventions répressives furent donc de plus en plus fréquentes et les constructions de nouveaux campements se soldèrent souvent par l'expulsion des *pobladores* par des brigades policières spéciales. Jusqu'à ce que, le 9 mars 1969, à Puerto Montt, dans le sud du pays, des carabineros tirent à la mitraillette sur soixante-dix familles installées dans un terrain vague sous la protection du parti socialiste. Neuf morts, plusieurs dizaines de blessés. Le parti socialiste, s'emparant de cet « incident », la démocratie chrétienne n'osa plus ensuite pratiquer une répression systématique des occupations illégales.

Mais en 1969-1970, cette tolérance déclencha un déferlement d'occupations de terrains en même temps qu'une structuration de la lutte urbaine qui passait du spontanéisme à la récupération par les partis politiques de gauche.

Alors que le mouvement des *pobladores* résultait des comités de sans-logis et de squatters qui occupaient illégalement des terrains urbains en y construisant des bidonvilles, le *comite Sin Casa* (Comité sans maison) était une organisation politique formée sur une entente locale ou professionnelle. Plusieurs comités Sin Casa se regroupaient sur la base d'un accord quant à un lieu d'occupation et un groupe d'action prenait la responsabilité de préparatifs secrets afin de surprendre la police. De même, les *campamentos* représentaient des unités d'habitation sauvages issues d'une occupation de terrain. Mais contrairement aux bidonvilles *(callampas)*, les *campamentos* « ne résultaient pas d'une occupation lente, mais d'une invasion massive, concertée, sur une base organisée au préalable par concertations de plusieurs comités de sans logis... Ces invasions sont presque toujours dirigées par une force politique[1] ».

« Le scénario était presque à peu près le même. On commençait par organiser des " comités de sans-logis " qui se regroupaient donc bien avant d'installer un campement. Ces comités étaient divisés en autant de branches qu'il y avait de tendances politiques — essentiellement en démocrates-chrétiens, socialistes, communistes et gauchistes. Ensuite on choisissait un terrain appartenant généralement au domaine public, si possible à l'Université ou à l'Église. Le moment venu, la mobilisation se faisait en une seule nuit — par surprise, et l'occupation se faisait très souvent en présence de députés et conseillers municipaux favorables qui engageaient des pourparlers avec les forces répressives aussitôt accourues. Le mouvement ainsi organisé a pris une telle ampleur que même la démocratie chrétienne a commencé à organiser des occupations et campements illégaux, pour ne pas perdre complètement l'influence acquise auprès des sans-logis[1]. »

---

[1] *Espaces et Sociétés*, n^os^ 6-7.

Le M.I.R., organisation gauchiste, structure huit campements à Santiago et y exerce une campagne d'éducation politique des occupants : alphabétisation, interdiction de boissons alcooliques et silence total après 23 heures. En même temps sont organisées des milices populaires pour défendre les campements.

La situation d'illégalité oblige en effet les campements à établir des milices d'autodéfense contre « l'extérieur » et de répression de la délinquance à l'intérieur. Elle organise même la justice rendue par un leader. « S'il y a eu des expériences où les coupables devaient apprendre des textes révolutionnaires et réfléchir sur leur application, on trouve aussi des cas de répression physique ou d'internement[2]. » Les chômeurs sont payés par le campement pour des services collectifs : gardiennage, nettoyage. On organise aussi des « brigades de travailleurs » pour construire des logements. Les prix dans les boutiques du campement sont contrôlés. L'alcoolisme est partout sévèrement réprimé.

Comme on le voit, les bidonvilles noyautés par les partis politiques perdaient toute leur spontanéité et réinventaient la police, l'armée, la magistrature et la vertu. Lorsque Allende arriva au pouvoir, les « luttes urbaines » récupérées par les partis politiques de gauche, voire de droite, n'étaient plus qu'un prétexte. Pourtant 300 000 personnes vivaient en campement à Santiago au début de 1971. Allende demanda que s'arrêtent les mouvements d'invasion de terrains, élaborant hâtivement un plan urbain prévoyant le déplacement et le regroupement de plusieurs campements existants.

L'hiver 1971 l'Unité populaire lança une opération de constructions de baraquements standardisés à laquelle les *pobladores* furent en général hostiles, réclamant des maisons individuelles et se considérant comme punis lorsqu'on les logeait dans des blocs d'habitation. « On demande d'être séparés des voisins et que la maison soit dans un enclos[1]. » Mécontents des lenteurs bureaucratiques du gouvernement socialiste et du mauvais fonctionnement des services publics, les *pobladores* se livraient à d'autres formes d'action sous le gouvernement Allende : occupations d'hôpitaux et de bureaux administratifs, ordures déversées dans les salons d'honneur des mairies.

Qu'est-il advenu des *pobladores* depuis la dictature de la junte militaire? Rendues à leur stricte vocation architecturale et urbanistique par l'annihilation de toute forme d'expression politique de gauche, nul doute qu'au Chili, comme dans tous les autres pays d'Amérique latine, les luttes urbaines continuent.

---

[1] Manuel Castells, *La Question urbaine*, Maspero, 1972.

[2] *Espaces et Sociétés*, n^{os} 6-7.

[1] Manuel Castells, *Luttes urbaines*, Maspero, 1972.

La démocratie apparaît une seconde fois en songe aux architectes

3

1.

La tarte à la crème de la participation

Utopie pavillonnaire, bidonvilles, architecture sans architectes, architecture spontanée, architectures marginales, obstructions apportées à la « rénovation urbaine », luttes diverses pour l'habitat et la ville contre l'administration et contre les architectes, autant de « dérapages marginaux » qui ont fini par donner à réfléchir. Tant et si bien que tout à coup la démocratie apparaît une seconde fois aux architectes (et en même temps au prince) sous la forme de la participation de l'usager au domaine construit.

Cette nouvelle « utopie » s'insère en France dans l'idéologie gaulliste et post-gaulliste de la « participation » qui s'insère elle-même dans le mouvement international du capitalisme libéral. Cependant que, à sa gauche, la « participation » est débordée par l'autogestion. Participation de l'usager à l'architecture? Autogestion de l'architecture et de la ville par l'habitant, autoconstruction? Nous arrivons maintenant à des propositions de méthodes. Nous arrivons peut-être à une véritable révolution dans l'architecture. En tout cas, pour la première fois, l'idée d'une architecture réellement démocratique apparaît.

L'étrange, c'est l'hostilité unanime que cette idée rencontra lorsqu'elle fut formulée pour la première fois par un architecte, Yona Friedman – il est vrai qu'une telle idée, venant d'un architecte apparaissait comme une trahison –, et le raz de marée participateur qui a soudain saisi, depuis 1968, les différents corps constitués intéressés.

Avant 1968, on ne trouve guère avec Yona Friedman qu'un sociologue et un psychiatre qui formulent une telle hérésie. Le sociologue c'est P.-H. Chombart de Lauwe. Il publie en effet dès octobre-novembre 1953, dans la revue *Esprit*, « Dialogue avec le public. Scandale du logement et espoirs de l'urbanisme » :

« Jusqu'ici, en France, les plans de logement ou de villes s'adressent plus aux milieux bourgeois qui possèdent l'argent et la puissance qu'aux classes laborieuses subissant le cadre qui leur est imposé. Bien entendu, on élabore beaucoup de plans d'habitations collectives, de cités, d'appartements pour les familles ouvrières. Mais combien sont faits pour les familles ouvrières telles qu'on les imagine ou telles qu'on voudrait les voir? »

Ce texte prémonitoire, antérieur à ceux de Friedman qui datent de 1958, n'est qu'une interrogation. Interrogation qui, bien sûr, ne trouva aucune réponse, ni auprès du prince ni auprès de l'architecte, l'un et l'autre n'ayant alors d'yeux et d'oreilles que pour la « rénovation urbaine » et les grands ensembles.

En 1961, à l'École des Hautes Études, Chombart de Lauwe reprenait son idée et, cette fois-ci, l'explicitait : « Dialogue avec les architectes. »

« Dans quelle mesure le dialogue entre les bâtisseurs et les utilisateurs, entre ceux qui s'intéressent à la construction, depuis l'architecte jusqu'au représentant des pouvoirs publics en passant par les organismes de gérance, peut-il s'instaurer? Dans quelle mesure est-ce que l'ensemble de ceux qui ont construit et qui administrent les bâtiments ou les cités, peuvent-ils entrer en liaison directe avec les utilisateurs, dans quelle mesure peuvent-ils se comprendre? Ici se pose le problème de la libre expression des utilisateurs. Nous l'avons dit à plusieurs reprises, les administrateurs ont souvent à l'esprit un modèle idéal de l'utilisateur qui est l'homme tranquille, ne disant jamais rien, acceptant tout ce qu'on lui propose, toujours content. Il nous semble, nous, que c'est l'homme le plus dangereux, comme l'eau qui dort, car une libre expression des critiques nous paraît absolument nécessaire, à condition que ces critiques ne soient pas vaines ni vides. Il faudrait donc trouver des moyens d'expression qui permettent aux utilisateurs de faire valoir leurs points de vue progressivement, en allant beaucoup plus loin, de prendre en charge leur destin dans une discussion efficace avec ceux qui sont chargés d'organiser. »

Texte capital, mais qui l'a alors entendu, qui l'a lu [1]? La seule réponse vint de Yona Friedman dans la réédition de son manifeste, *L'Architecture mobile* [2], en juillet 1962 :

« A notre époque, l'architecture et l'urbanisme sont en pleine transformation. L'architecte perd de son importance (ou il *doit* en perdre) pour laisser plus d'initiative aux habitants. Les architectes ne doivent plus faire des maisons pour l'homme moyen, parce que cet homme moyen n'existe pas... La seule chose que les architectes peuvent faire, ce sont des structures qui laissent le maximum de liberté à chaque personnalité individuelle pour les utiliser à sa guise et suivant sa volonté. C'est une abdication nécessaire de l'architecte devant l'habitant... »

Ce propos de Friedman lui a valu l'hostilité générale de toute la profession. Il est un des rares architectes français qui, trente ans après son diplôme, n'ait toujours rien construit.

Le psychiatre dont nous parlions plus haut, c'est Alexander Mitscherlich. Tout comme Chombart de Lauwe, il s'interroge et s'étonne à propos de l'absence de dialogue avec l'habitant dans Hook, nouvelle ville anglaise :

« Les architectes du London Country Council ont réuni des spécialistes pour mettre au point des principes de planification, pour fixer les modalités d'utilisation du sol et le tracé des routes. Des fonctionnaires du cadastre, des ingénieurs des Ponts et Chaussées, des architectes paysagistes font évidemment partie de l'équipe. Un économiste, un statisticien, un sociologue sont également présents. Mais qui représente les futurs habitants de Hook?

---

[1] Ces deux textes ont été placés en annexe à la réédition, en 1970, de *Des hommes et des villes*, par P.-H. Chombart de Lauwe, Payot.

[2] Les deux premières éditions de *L'Architecture mobile*, en 1958 et en 1962, ont été faites par Y. Friedman lui-même, à tirage très limité et polycopié. La première édition publique de *L'Architecture mobile* date de 1970, Casterman-Poche, collection M.O. dirigée par Michel Ragon.

« Il est tout de même permis de se poser la question au spectacle de nos villes boursouflées, car elles nous révèlent où aboutit la planification en l'absence du " planifié "[1]. »

Nous l'avons dit, c'est dans le contexte de l'agitation des idées et de leur remise en question en 1968 que l'hypothèse de la participation de l'habitant à la chose construite fut enfin prise au sérieux.

Henri Lefebvre, qui a toujours montré beaucoup d'hostilité à Yona Friedman, reprend presque mot pour mot les slogans de *L'Architecture mobile :*

« La ville idéale comporterait l'obsolescence de l'espace : changement accéléré des demeures, emplacements, espaces préparés. Ce serait la ville éphémère, œuvre perpétuelle des habitants, eux-mêmes mobiles et mobilisés pour/par cette œuvre[2]. »

Toujours dans *Le Droit à la ville,* Henri Lefebvre parle du « droit à *l'œuvre* (à l'activité *participante*) ».

La même année, un autre sociologue dont l'action sera très mêlée à celle de Lefebvre, Raymond Ledrut, parle très longuement des problèmes de participation de l'habitant dans son essai de *Sociologie urbaine*[3].

En 1968 encore, nous trouvons dans l'essai de Jean Cayrol, *De l'espace humain :*

« Que la naissance d'une cité ne soit pas faite à l'insu de ses habitants, mais qu'ils participent, qu'ils en suivent le grandissement irrésistible, qu'ils soient responsables de son résultat, bon ou mauvais[1]. »

En 1969 entre en scène un architecte, mais cette fois-ci un architecte grand constructeur, prix de Rome, réalisateur avec son frère Luc de nombreux grands ensembles : Xavier Arsène-Henry. Non seulement il préconise une participation de l'habitant dans son ouvrage *Notre ville*[2], mais encore il tentera de la mettre en pratique :

« Une génération de *notables,* écrit-il, d'élus et de fonctionnaires, particulièrement dans les grandes villes, a fait de l'urbanisme en secret, ou pratiqué la non-information. Les architectes n'échappent pas à cette critique...

« La paperasserie, la bureaucratie, la tracasserie administrative, ont trouvé là un terrain de prolifération exceptionnel, dont toute participation de la part des utilisateurs ne pouvait qu'être exclue...

« On peut participer à la vie de sa cité, en acceptant de prendre part à sa gestion, que ce soit au niveau de son immeuble, de sa résidence, de son quartier ou de sa ville...

« Un architecte-urbain ne doit jamais oublier que c'est sur le chantier, au milieu des ouvriers, c'est dans les comités de quartier au milieu des habitants, c'est dans le groupement de commerçants et autres cellules de base, qu'il prendra conscience des conséquences de sa propre participation à l'œuvre commune. »

Et l'idée de la participation continue à gagner tous les milieux intellectuels. L'économiste Alfred Sauvy déclare en 1970 :

« L'individu doit avoir une part de responsabilité non seulement dans son choix, mais dans son aménagement intérieur. Un fonctionnaire de la construction, auquel on proposait naguère de consulter les futurs habitants, répondit : " A aucun prix, ils n'y connaissent rien! " Dans cette phrase lugubre, se dessine sinon toute la science politique, du moins toute une conception du gouvernement des hommes, qui appelle tôt ou tard soit le mécontentement général, l'insurrection, soit la propagande anesthésiante [1]. »

---

[1] Alexander Mitscherlich, *Psychanalyse et urbanisme,* éd. allemande, 1965, éd. française, Gallimard, 1970.

[2] Henri Lefebvre, *Le Droit à la ville,* vol. I, Anthropos, 1968.

[3] Raymond Ledrut, *Sociologie urbaine,* P.U.F., 1968, rééd. 1973.

[1] Jean Cayrol, *op. cit.*

[2] Xavier Arsène-Henry, *Notre ville,* Mame, 1969.

Serait-ce la crainte d'un « mécontentement général », voire d'une « insurrection » amorcée par les luttes urbaines? toujours est-il qu'à partir de 1974 les membres du gouvernement français prennent une option catégorique pour la participation de l'habitant au domaine construit.

Dans sa conférence de presse du 17 septembre 1974, M. Robert Galley, alors ministre de l'Équipement, précise :

« Une condition indispensable dans une société libérale : l'information et la participation du public... Dans une société d'information et de communication, les enjeux, les choix, les problèmes touchant aussi directement à la vie des gens que l'urbanisme ne peuvent être traités correctement que si les autorités qui en sont légitimement chargées acceptent délibérément de se soumettre à un contrôle permanent de l'opinion... forme moderne et authentique de la démocratie...

« J'espère aussi que les élus qui jouent un rôle majeur dans leur élaboration (des P.O.S. – Plans d'occupation des sols) pourront mieux percevoir que la population est sensible à d'autres points de vue que ceux qui sont le plus souvent exprimés auprès d'eux, ceux des propriétaires de terrains désireux d'en tirer le plus grand profit. »

Puis, l'année suivante, c'est M. Paul Granet, alors secrétaire d'État auprès du Premier ministre, puis ministre de l'Environnement, qui publie un livre dont le titre a un accent lefebvrien : *Changer la ville* [2] *:*

« Le citadin, dit-il, doit être associé à la croissance ou aux modifications de la ville qui l'accueille. Mais comment bâtir une ville sans connaître le visage de ses futurs habitants?... En organisant des réunions, en reconnaissant les associations de défense, en mettant en place des conseils provisoirement informels? Sans doute; encore que la plupart de ces formules favorisent l'activisme de certaines minorités politiques, au détriment de la masse des habitants. »

Néanmoins, dans les vingt-quatre propositions placées en fin de son livre et qui constituent son programme, Paul Granet place en numéro un : « La ville de demain doit être conçue pour la participation. »

Option qui est confirmée, toujours en 1975, par le président de la République lui-même :

« Vous savez l'importance que j'accorde à la qualité de la vie parmi les grands objectifs d'action du gouvernement et les perspectives de changement de la société. Les progrès en ce domaine dépendent autant de la participation effective des citoyens que de l'action législative et réglementaire.

« Je vous demande d'engager très rapidement une réflexion sur les moyens concrets d'accroître la participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie [1]. »

De la petite brochure polycopiée de Yona Friedman en 1958 à la prise de position du président de la République, on croit rêver! On rêve en effet. Car malgré les recommandations du prince, malgré l'approbation de certains architectes, malgré l'appui de certains (de rares) élus municipaux, le problème de la participation de l'habitant au domaine construit reste vague, les expériences faites dans ce domaine ne sortent pas du domaine de l'expérimentation, les applications sont peu connues et exceptionnelles.

En réalité, les milieux gouvernementaux ont pris très tôt conscience qu'il y avait là un problème, mais se sont heurtés aussi bien à l'immobilisme de leur administration qu'à l'hostilité des architectes en place. Dès 1960 en France, le ministre de la Construction condamnait « l'urbanisme octroyé » et préconisait l'association de la population à la conception et à la mise en œuvre de l'urbanisme. Dès 1962, en Belgique, une loi faisait obligation d'associer les habitants à la procédure de décision urbaine :

---

[1] Alfred Sauvy, *Le Socialisme en liberté*, Denoël, 1970.

[2] Paul Granet, *Changer la ville*, Grasset, 1975.

---

[1] Valéry Giscard d'Estaing, lettre à M. Jacques Chirac publiée dans *Le Monde*, le 27 févr. 1975.

« Conscient que l'habitant pris entre le pouvoir politique et le pouvoir d'argent risquait d'être la victime de l'urbanisation plutôt que le bénéficiaire, le législateur imagina d'associer étroitement ce dernier au processus de décision selon une procédure précise et garantie par la loi : l'enquête publique. Soucieux de l'efficacité de cette enquête, le législateur en spécifia les modalités : publicité dans différents journaux, affichage public, consultation des plans à la maison communale.

« La réalité fut tout autre, le pouvoir communal mit tout en œuvre pour rendre la procédure d'enquête inefficace : ouverture de l'enquête pendant les mois de juillet et d'août, affichage des avis d'enquête dans des lieux non fréquentés, publication discrète des avis dans les journaux, conditions d'accueil des habitants à la commune détestables, parfois même chantage à l'expulsion, à l'expropriation [1]. »

C'est de cette contradiction entre la loi et les faits que naquirent à Bruxelles ces comités d'usagers aussi actifs qu'efficaces.

La contradiction entre la loi et les faits suscite également en France nombre d'associations, de colloques. En voici deux, qui datent de 1976 :

L'Association française pour l'urbanisme, dont l'un des vice-présidents est l'urbaniste bien connu Robert Auzelle, se propose « d'être, en matière d'urbanisme, le trait d'union entre la population, les responsables de l'élaboration des plans, les collectivités et pouvoirs publics, les enseignants et les chercheurs. (...) Comment aménager le pouvoir urbain pour mieux l'adapter aux réalités et lui faire prendre, avec la participation de la population, une plus claire conscience des objectifs de développement ».

Le G.R.E.P. (Groupe de recherche d'éducation pour la promotion) a formé un groupe de travail sur « l'apprentissage et le devenir de la démocratie locale : vie associative, animation, participation, rôle des élus et des techniciens, luttes urbaines ».

---

[1] *Bulletin d'information des Archives de l'architecture moderne*, Bruxelles, n° 5, févr. 1976.

D'autre part, Civitas Nostra, dont nous avons déjà parlé plus haut, a pris dans son congrès de 1975 une position vraiment révolutionnaire surtout au regard de sa mission première :

« Pour restituer la ville à ses habitants, nos associations doivent refuser de se laisser enfermer dans nos quartiers anciens ou nos secteurs sauvegardés comme dans des " réserves culturelles ", qui servent souvent d'alibis... Par contre Civitas Nostra propose que nos associations passent à l'offensive en provoquant, par des expériences originales, la création d'un véritable espace démocratique facilitant de nouvelles formes de la vie urbaine... Pour engager le processus de démocratisation de l'urbanisme, nos associations doivent démontrer en termes accessibles que l'urbanisme n'est pas seulement l'affaire des techniciens et des élus, mais celle de tous. »

* *

Le principe de la participation serait-il acquis qu'il resterait à l'appliquer. Outre les hostilités des corps constitués hostiles à tout changement qui risquerait de mettre en question leurs privilèges, bien d'autres obstacles apparaissent. Des sociologues aussi « démocrates » qu'Henri Coing et Raymond Ledrut ne cachent pas leur pessimisme quant à une participation dans le contexte de notre actuelle société.

Tout d'abord, si des éléments actifs ont engagé des « luttes urbaines », ont formé des « comités d'usagers », il s'agit le plus souvent de minorités. Nous avons vu que ces minorités sont parfois noyautées par des mouvements politiques électoralistes ou gauchistes et détournées de leur spontanéisme initial. Et ne le seraient-elles pas que, si elles demeurent minorités, elles risquent de devenir à leur tour intermédiaires entre la population et le pouvoir.

Une participation active ne peut exister que par la mise au point de structures nécessaires à cette participation comprenant notamment une information détaillée et claire des projets d'urbanisme envisagés et une culture architecturale plus générale commençant dès l'école et se poursuivant toute la vie par la télévision, la radio, le cinéma, la presse, le livre. Nous en sommes loin! Si bien qu'Henri Coing avoue : « demander aux gens leur avis, c'est fréquemment s'apercevoir qu'ils ne savent que dire... Les souhaits spontanés (...) cachent souvent des aspirations plus complexes et susceptibles d'évolution, qui interdisent de les transposer immédiatement en propositions d'aménagement. (...) La crainte rend l'action des habitants défensive, négative[1] ».

L'habitant non préparé à « participer » considère d'ailleurs en général que cette participation est irréaliste, que de toute manière on ne tiendra pas compte de son avis. Et lorsqu'il accepte de donner son avis, il ne peut en général que se référer à ce qu'il connaît. D'où le caractère passéiste de beaucoup de réponses.

On sait qu'un certain nombre de « penseurs de gauche » considèrent qu'il n'existe pas de culture populaire, pas de culture spécifiquement prolétarienne, et qu'un mode d'information qui prétendrait s'appuyer sur la parole « du peuple » ne ferait que restituer les images de l'idéologie bourgeoise dominante. Ce n'est ni tout à fait faux ni tout à fait vrai. Le croire serait approuver Jean-Jacques Rousseau lorsqu'il parle dans *Le Contrat social* de cette « multitude aveugle qui souvent ne sait ce qu'elle veut, parce qu'elle sait rarement ce qui lui est bon ». Le croire serait approuver Lénine qui, après avoir affirmé qu'après la révolution « chaque cuisinière serait en mesure de gouverner l'État », laissa la cuisinière à sa cuisine en lui conseillant de lire *Le Capital*.

L'étonnant n'est pas que les usagers de l'architecture et de la ville aient quelque difficulté à « participer », à exprimer leurs souhaits, mais qu'ils commencent à le faire malgré une

---

[1] Henri Coing, *op. cit.*

quasi-absence d'informations en ce qui concerne l'architecture et une carence totale de culture architecturale.

Information, consultation, sont les préalables à toute participation. Xavier Arsène-Henry citait certains de ces préalables : les huit chaînes de télévision qui, chaque jour, à Los Angeles, consacrent une émission au plan d'urbanisme de la ville : « Tout citoyen peut s'inscrire pour venir développer ses réactions, ses idées, ses suggestions devant l'écran, et les auteurs du plan sont là pour donner des explications et enregistrer les souhaits. » Un architecte d'un *country council* anglais qui consacre une soirée par mois à une séance publique où il informe les habitants de sa ville de l'évolution de la cité : « La salle est comble chaque fois. » Le plan d'urbanisme des villes suédoises affiché dans les rues avec, à côté, une boîte à idées : « Une commission composée d'habitants, d'administratifs et d'urbanistes se réunissait régulièrement pour examiner les suggestions et les remarques[1]. »

Information qui, dans les villes nouvelles notamment, pourrait parfaitement être faite par des chaînes particulières de télévision sur câbles.

Mais il ne suffit pas seulement d'informer, faut-il encore que cette information soit reçue, perçue, réfléchie. Pour ce faire, des équipements collectifs sont nécessaires. M. Paul Granet fait à ce sujet trois recommandations : « doter très vite les nouveaux quartiers ou les villes nouvelles d'installations de réunion (salles de conférences); prévoir la possibilité, après les premières consultations, de modifier l'architecture et l'urbanisme en fonction des indications recueillies; créer des comités d'accueil, obtenir la participation des premiers habitants pour l'extension et la promotion de leur ville... Les équipements collectifs devront être remis aux utilisateurs qui les géreront. C'est ce que propose l'équipe du " Nouveau contrat social ", avec la mise en œuvre d'une politique contractuelle des équipements collectifs publics : " Qu'il s'agisse du choix de l'emplacement d'une crèche, d'un stade, d'une piscine, d'un hôpital, de leur réalisation et de leur gestion, qu'il s'agisse du tracé d'une déviation ou de la gestion d'une cité d'H.L.M., il est possible de considérer comme interlocuteur valable l'association des usagers de cet équipement. Nous proposons que la commune, le département passent avec les associations des contrats de programme. Les équipements qui doivent rester la propriété de la collectivité seraient mis à la disposition des associations " (Claude Tannery)[1] ».

---

[1] Xavier Arsène-Henry, *op. cit.*

On voit le danger de cette politique contractuelle destinée en fait à éliminer toute contestation « sauvage » en privilégiant des « interlocuteurs valables » qui risquent d'être ou bien des notables traditionnels ou bien des militants politiques professionnels ou semi-professionnels.

La demande de participation n'émane-t-elle pas le plus souvent des classes moyennes qui aspirent à prendre la relève des notables et à affirmer leur culture techniciste? Les équipements collectifs ne risquent-ils pas de devenir, avec leurs animateurs sociaux, des ghettos de la participation?

Ceux qui répondent par l'affirmative à ces craintes repoussent la participation et proposent l'autogestion.

---

[1] Paul Granet, *op. cit.*

2.

La ville autogestionnaire

L'autogestion yougoslave, la participation française, la cogestion allemande, sont parfois placées sur le même plan dans un optimisme technocratique de « libéralisme avancé ».

Rien de commun pourtant entre la participation et l'autogestion, si ce n'est que la participation est l'acte premier qui peut conduire à l'autogestion, qu'une participation qui se satisfait de son système est une autogestion tombée en panne.

En réalité la Yougoslavie est le seul pays où l'autogestion se pratique sur une large échelle. Pour la faciliter, le parti communiste yougoslave est allé jusqu'à affaiblir volontairement son pouvoir en renvoyant à la vie économique les trois quarts de ses permanents.

Dans son livre qui fait un bilan de l'autogestion yougoslave, Milejko Drulovic[1] ne dit rien de l'autogestion du domaine bâti. Mais c'est une constante dans tous les ouvrages consacrés à l'autogestion. Si l'autogestion du travail y est toujours largement commentée, par contre l'autogestion de l'architecture, de la ville, est oubliée.

Marx a bien préconisé « l'autonomie des producteurs[2] », mais les usagers de l'architecture sont-ils des producteurs d'architecture? Pour l'instant, non. Producteurs d'espace? En réalité nous sommes de plus en plus gros consommateurs d'espace, sans jouer un rôle déterminant dans la production des espaces qui, justement, nous échappe.

---

[1] Milejko Drulovic, *L'Autogestion à l'épreuve*, préface de Michel Rocard, Fayard, 1973.

[2] Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.

Le 16 mai 1968, la C.F.D.T. déclarait : « A la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer les structures démocratiques à base d'autogestion. »

Pour la première fois, une centrale syndicaliste française proposait l'autogestion comme forme d'organisation sociale. Un parti politique enchaînait aussitôt : le P.S.U.

Lors de son congrès de mai 1970, la C.F.D.T. proposait, par la voix d'André Jeanson (« Perspectives et Stratégie ») et par des rapports annexes (« Planification et autogestion », « Démocratisation de l'entreprise dans une perspective de transformation sociale et d'autogestion », « Contre les inégalités et les ségrégations »), de définir en priorité l'adaptation et l'action immédiate de ses militants « en fonction d'une perspective d'autogestion encore simplement esquissée ».

Quant au P.S.U., à l'occasion de son 8ᵉ congrès national à Toulouse, les 9, 10 et 11 décembre 1972, il publiait un manifeste préfacé par Michel Rocard avec ce slogan : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain. » Dans le texte du manifeste le mot « contrôler » est remplacé par « prendre en main ».

Parmi les formes préconisées d'autogestion, le P.S.U. précise : « Des conseils de quartier, de résidents, de villages permettront d'assurer des pouvoirs locaux réels, libérés des tutelles qui pèsent actuellement sur ce que l'on appelle les " collectivités locales ". Désignés par les habitants, ils se coordonneront avec les conseils de producteurs pour définir les politiques de logement, de transport, de vie culturelle. »

Le P.S.U. est donc en France le premier parti politique qui tente de récupérer les comités d'usagers et qui, même, à l'exemple du F.R.A.P. québécois, tente de faire des luttes urbaines un programme électoral. On trouve en effet dans son manifeste des slogans empruntés en général aux livres d'Henri Lefebvre ou à la revue *Espaces et Sociétés* : « Changer la vie, c'est aussi changer la ville », « Pour transformer la vie, il faut contrôler la ville », « Lutter pour un contrôle populaire sur la ville ».

Mais ne nous leurrons pas, tout cela, dans le programme du P.S.U., reste vague et ne se détache guère des thèmes gauchistes habituels.

D'ailleurs bientôt se réclameront de l'autogestion non seulement le P.S.U. et la C.F.D.T., mais aussi certains trotskystes, certains marxistes, le parti socialiste et finalement le Programme commun. Malgré de très vives réserves du parti communiste. Georges Séguy, leader de la C.G.T., n'a-t-il pas déclaré : « L'autogestion est une idée creuse »? Mais, à une attaque semblable d'Andrieu, Yvon Bourdet répondait :

« Andrieu donne à penser que, si les capitalistes toléraient un début d'autogestion, ce serait la preuve que l'autogestion n'est pas dangereuse pour eux, qu'elle n'est qu'un faux semblant. Andrieu ne se rend pas bien compte que cet " argument " vaut tout aussi bien contre la prétendue tolérance patronale en ce qui concerne les syndicats et le P.C.F. lui-même [1]. »

Par sa position contre l'autogestion la fédération anarchiste rejoint (pour une fois) les positions du parti communiste. On ne gère pas sa misère, dit la F.A., et l'autogestion n'est viable qu'après la révolution faite.

Les protagonistes de l'autogestion sont bien sensibles à ces réserves puisque, ce qu'ils demandent, au sein du système capitaliste, c'est seulement le droit de « contrôle ». L'autogestion, dit Daniel Chauvey, a « comme objectif premier le déconditionnement, la désaliénation des êtres humains [2] ».

Bien que Daniel Chauvey ne dise pas un mot sur l'autogestion du domaine construit, son livre étant pratiquement consacré à l'autogestion dans l'entreprise (à part un bref chapitre sur l'autogestion de l'enseignement dont les idées sont empruntées à Georges Lapassade), on peut appliquer à notre sujet un certain nombre des propositions avancées. Par exemple, le « déconditionnement » des êtres humains à des systèmes architecturaux périmés dans notre vie moderne, et leur « désaliénation » d'une architecture pratiquement axée sur la consommation et non la production d'espaces. Par exemple que le contrôle urbain doit précéder l'autogestion du domaine bâti. Par exemple que le facteur temps est fondamental pour participer « à l'autogouvernement de l'entreprise », qu'il faut « un temps de *non-travail* pour organiser le travail ». Ce facteur temps est également capital pour l'autogestion de l'espace. Ce n'est qu'en dégageant la population de la ségrégation du travail manuel et du travail intellectuel que l'on peut espérer aboutir à une « liberté créatrice » et à un temps de « non-travail » qui soit un temps d'activité intellectuelle.

---

[1] Revue *Autogestion et Socialisme*, nᵒˢ 22-23, janv.-mars 1973.

[2] Daniel Chauvey, *Autogestion*, préface d'Edmond Maire, Seuil, 1970.

Car il ne peut être question d'autogestion de l'architecture et de l'urbanisme dans le contexte actuel des horaires de travail. A la rigueur, peut-on trouver le temps et l'énergie nécessaires pour le contrôle urbain. La participation elle-même ne pourra être effective qu'avec un temps spécialement affecté à cette activité de contrôle et de création.

Lorsque l'on sait quelles contraintes implique la seule autogestion des immeubles en copropriété, et combien peu nombreux sont les copropriétaires qui jouent un rôle déterminant dans les assemblées générales, l'autogestion ne peut être tenue pour une chose simple au risque de demeurer une utopie.

Aux difficultés de maintenir l'intéressement et la mobilisation des masses, s'ajoutent les dangers des déviations corporatistes ou technocratiques. En Yougoslavie, les organes autogestionnés ne sont-ils pas souvent manipulés par les cadres les plus qualifiés et la démocratie dans l'entreprise n'est-elle pas plus souvent formelle que réelle?

Le groupe Échange et Projets animé par Jacques Delors (l'un des rares groupes politiques qui s'attache à étudier les problèmes de l'autogestion de l'espace) pense, contrairement aux groupuscules gauchistes qui tentent justement d'agir sur le sous-prolétariat, que « l'autogestion est une franche utopie » pour les « sans grade... le plus grand nombre, la masse de tous ceux qui ne possèdent d'avoir que leurs bras, qui n'ont de savoir qu'un minimum vital, et qui ne connaissent du pouvoir que sa contrainte... Que peut un ménage sans bien ni attache, chassé de sa ville par une opération de rénovation urbaine?... Que peut vouloir un jeune ménage endetté jusqu'à la retraite le lendemain du jour de la naissance de son premier enfant[1]? ».

La mentalité autogestionnaire est peu développée, poursuit Échange et Projets, et ne s'exprime guère que dans les milieux marginaux. « En ne permettant pas au peuple une formation permanente dans une perspective de dignité et de promotion collective du milieu, le pouvoir lui rend difficile la maîtrise de son destin et lui interdit de formuler et de proposer ses idées propres, sa culture propre, sa Sociabilité propre... Tout se passe comme si toujours, partout, on se méfiait de chacun et de tous. Les Entreprises, les Administrations, les Institutions Sociales, les Groupes Économiques, tout cela tend à fonctionner comme autant de machines, pour soi-même, sans raison, parce que leur arrêt ou un autre fonctionnement est tout simplement inimaginable[2]. »

Pourtant l'autogestion existe. Même si des exemples comme Lip sont voués à l'échec par le fait même qu'ils veulent s'exprimer dans un contexte capitaliste qui, s'il les laissait réussir, risquerait d'apparaître comme non indispensable. Car le fait même de leur concrétisation véhicule une utopie désaliénante.

Ateliers autogérés, associations de locataires, associations de copropriétaires, comités de quartier, communautés rurales, « autant d'inventeurs de l'autogestion » nous dit encore Échange et Projets qui cite comme preuves :

« Un groupe de consommateurs qui, à Rennes, obtient de la direction d'un hypermarché qu'elle accepte de vendre de l'eau minérale sous emballage de verre au lieu des bouteilles en matières plastiques dangereuses et polluantes.

« Un groupe constitué à Rodez sur la base des problèmes de médecine et de Sécurité sociale et qui avance l'idée de créer une maison médicale de quartier et un office de diffusion d'un savoir médical élémentaire.

---

[1] « Autogestion de la vie quotidienne », *Échange et Projets*, n° 6, 1975.
[2] *Ibid.*

« Des habitants de Juvisy qui mettent en débat un Plan d'occupation des sols avant que l'administration n'ait établi le sien.

« Des clubs de consommateurs qui enseignent aux ménagères les connaissances élémentaires qui peuvent leur permettre de tenir tête aux commerçants.

« Aussi longtemps que les gens nourriront le projet de s'élever seuls dans la hiérarchie sociale, conclut Échange et Projets, les esprits seront rebelles à l'autogestion. Il faut aussi que soit remis en cause le pouvoir de tous ceux, experts, technocrates, savants spécialistes, etc., qui prétendent ou qui admettent savoir pour les autres ce qu'ils sont, ce qui leur faut, ce qu'ils peuvent. Il est temps de s'apercevoir que les ignorants savent plus qu'on ne croit et les faux savants moins qu'on ne pense. C'est bien entendu une petite révolution intellectuelle. Elle n'aboutira pas sans lutte. »

3.

Méthodes architecturales de participation

La démocratie apparait une nouvelle fois en songe aux architectes dans la décennie 1960-1970. A certains architectes, rares, que nous allons nommer. La démocratie apparait donc, cette fois-ci, sous la forme de la participation des usagers au domaine construit.

Cette prise de conscience de la nécessité d'un dialogue entre utilisateurs et réalisateurs a-t-elle été le fruit de l'illumination de quelques architectes inspirés ou bien la conséquence des « luttes urbaines »? La révolte contre l'architecte démiurge lié au pouvoir vient-elle du milieu architectural lui-même ou a-t-elle été suscitée par le mécontentement populaire? Autrement dit, les architectes dont nous allons parler ont-ils pris le train en marche ou ont-ils été les mécaniciens révoltés de la locomotive?

Il semble bien qu'une minorité d'usagers et une minorité d'architectes ont accompli une démarche concomitante. Si Yona Friedman a joué pendant longtemps un rôle isolé en France, dans une désapprobation quasi générale, un mouvement de démocratisation de l'architecture existait néanmoins aux États-Unis dès les années 60. Mouvement si peu connu en Europe que Raymonde Moulin pouvait écrire en 1973[1] : « Il faudrait vraiment une assistance architecturale gratuite comme il y a une assistance judiciaire », alors qu'aux États-

---

[1] *Les Architectes*, *op. cit.*

Unis cette assistance existait depuis une dizaine d'années sous le nom d'*advocacy planning*.

L'*advocacy planning* est une pratique d'assistance architecturale bénévole dans les ghettos et les quartiers pauvres des U.S.A. Le plus ancien témoignage que nous ayons pu trouver sur cette pratique date de 1965. Mais il définit déjà toutes les formes de « participation » architecturale. Il s'agit d'un article de Paul Davidoff, juriste, professeur de planification urbaine à l'Hunter College de l'université d'urbanisme de New York [1].

Dans la plupart des cas, nous dit Davidoff, les citoyens ne font que *réagir* aux programmes au lieu de *proposer* leurs conceptions des objectifs à atteindre. D'où la nécessité de planificateurs-avocats se mettant au service des citoyens pour exposer à l'administration leurs souhaits dans un langage technique que seule l'administration peut admettre de discuter. A cette planification par plaidoyer *(advocacy in planning)*, Paul Davidoff préfère ce qu'il appelle la *plural planning* (planification pluraliste). Le « plan unitaire », dit-il, décourage les citoyens de participer à la planification. Il faut y opposer des plans alternatifs venant de groupes extérieurs à l'administration et informer le public des alternatives ouvertes. Ainsi pourra être stimulée la planification urbaine.

« Si le processus de planification, écrit Davidoff, doit encourager l'administration démocratique de la ville, il devra fonctionner de façon à faire participer les citoyens à ce processus, au lieu de les exclure. Faire participer les citoyens ne veut pas seulement dire que le citoyen doit être entendu. Cela veut également dire qu'il puisse être bien informé quant aux raisons profondes des propositions de planification et qu'il puisse répondre dans le langage technique des planificateurs professionnels. »

A l'*advocacy planning* et à la *plural planning*, Davidoff ajoute une troisième possibilité : « Ce sont les associations

---

[1] Paul Davidoff, « Planification pluraliste et planification par plaidoyer », *Journal of American Institute of Planners*, nov. 1965. Traduction I. Diener pour l'Institut de l'Environnement à Paris.

formées spontanément pour s'opposer à un projet de politique. L'exemple d'un tel groupe est une association de quartier pour combattre un plan de rénovation, un changement de zone ou une proposition d'implantation d'un équipement public. De telles associations sont susceptibles de développer des contre-plans. »

« Le fait, conclut Davidoff, que les organisations de citoyens n'aient pas joué un rôle positif dans l'élaboration des plans est, dans une certaine mesure, d'une part le résultat du rôle plus important que jouent les bureaucrates de l'administration dans la société et, d'autre part, de la faiblesse historique de l'engagement politique au niveau municipal. C'est une honte pour notre société qu'il faille " organiser " la " participation des citoyens ". Dans une démocratie éclairée une telle participation devrait être la norme. »

Mais qui paiera la planification pluraliste? « La misère d'une association relativement pauvre cherchant à proposer un plan ressemble un peu à la situation d'un client indigent à la recherche de l'aide juridique. » Davidoff pense que les fondations privées ou le gouvernement fédéral pourront aider l'*advocacy planning* ou la *plural planning*. C'est ce qui s'est en effet produit, mais en même temps ces deux systèmes de démocratisation de l'architecture ont été détournés de leur spontanéité première et, comme on dit, « récupérés par le système ».

Toujours est-il que cet article de Paul Davidoff synthétise bien la démarche des planificateurs américains « radicaux » qui, au milieu des années 60, veulent briser le carcan de leurs expertises et faire participer les usagers aux décisions de la planification. Les modes de participation varient suivant l'importance de la radicalisation des planificateurs et vont de la simple consultation démocratique des plans à l'occupation des locaux des agences d'urbanisme que l'on désire influencer.

Mais curieusement les méthodes de participation de l'usager au domaine construit ne se sont vraiment développées aux

États-Unis, comme en Europe, qu'à partir de 1968. L'*advocacy planning* s'est surtout concrétisé à New York où quelques architectes se sont mis au service des minorités pour leur permettre de concevoir des équipements urbains : parcs de récréation, jardins d'enfants, garderies, rénovation de quartiers... Ainsi des architectes issus pour la plupart de l'université de Columbia ont formé un groupe, Urban Deadline, qui a entrepris depuis 1968 de faire réaliser par une population hétéroclite du sud-est de Manhattan un « espace urbain de plein air ».

Toutefois l'*advocacy planning* semble être arrivée aux États-Unis dans une impasse en raison de la difficulté de maintenir un dialogue non paternaliste entre habitants et architectes, et de la reprise en compte des idées révolutionnaires de l'*advocacy planning* par des agences officielles d'urbanisme.

Plus prospectives sont les théories de Nikolaas Habraken, architecte d'origine néerlandaise, professeur d'architecture au Massachusetts Institute of Technology, dont l'action aux États-Unis est parallèle à celle de Yona Friedman en France. Tout comme Friedman en 1961, Habraken propose que l'architecte réalise une superstructure fixe, qu'il appelle « support », à l'intérieur de laquelle les habitants peuvent construire leurs logements selon leurs désirs, des « unités détachables » leur étant fournies : éléments de murs et de façades, cellules sanitaires, placards, etc.

Parti des États-Unis, le mouvement d'*advocacy planning* et de *plural planning* a gagné l'Europe. On le retrouve à Madrid où de jeunes architectes et urbanistes ont formé l'*Équipe de Urbanismo y arquitectura* qui aide les Asociaciones des Vecinos (associations de locataires) à résoudre leurs problèmes. On le retrouve à Glasgow où un service architectural communautaire *(Assist)* travaille avec des groupes bénévoles à la rénovation de logements populaires. En 1973 fut créé en Grande-Bretagne le S.C.A.T. (Shelter Community Actions Team) destiné à fournir des services d'urbanisme et d'architecture aux groupes d'action et aux associations de locataires dans les zones d'habitat ouvrier. Bénéficiant de l'aide financière du Shelter, organisation britannique d'amélioration de l'habitat, le S.C.A.T. peut offrir sans honoraires ses services aux associations.

Dans la même perspective, il existe de nombreux groupes d'action travaillant à la rénovation urbaine à Amsterdam en collaboration avec les habitants. Notamment le *Bouwes wat anders* fondé en avril 1975 par un groupe d'étudiants en urbanisme pour combattre le développement des grands hôtels. Le *Bouwes wat anders* offre ses services bénévoles aux groupes de locataires ou autres habitants d'Amsterdam.

Enfin nous avons vu qu'à Bruxelles, de jeunes architectes issus de l'École de la Cambre ont fondé en 1968 l'A.R.A.U. (Atelier de Recherche et d'Action Urbaine), association de volontaires qui regroupait en 1975 quatre cents membres de professions et de situations sociales diverses. A l'origine de l'A.R.A.U. se trouve un comité de quartier, le comité des Marolles, premier lieu où la réaction des habitants a fait échec aux projets de l'État d'y construire des tours de bureaux. Les Marolliens ont obtenu que leur quartier soit rénové d'après leurs propres idées.

L'A.R.A.U. est un groupe de pression qui informe l'opinion publique des projets d'urbanisme belges. Une conférence de presse met d'abord en garde les citoyens contre ce qui se prépare en secret ou dans une semi-clandestinité comme c'est en général le cas des projets d'urbanisme officiels. Un comité d'habitants est ensuite formé dans le quartier visé, s'il n'en existe pas déjà. Puis une seconde conférence de presse propose une alternative au projet officiel. Ce contre-projet est discuté, critiqué et amendé par le comité d'habitants. Ce comité pourra ensuite aller trouver les pouvoirs publics en disant : « Votre projet on n'en veut pas, nous en avons un autre. » « Et comme il arrive avec un projet tout à fait cohérent au point de vue urbanistique, il est difficile aux pouvoirs publics de dire : " Allez au diable, vous n'y connaissez rien! " Ils sont obligés d'en tenir compte. C'est toute une tactique qui a donné des résultats assez étonnants[1]. »

« En associant étroitement les comités d'habitants aux décisions en matière d'urbanisme, on en améliore la qualité, la preuve en a été donnée ces dernières années à Bruxelles. Que ce soit dans le quartier des Marolles, aux Sablons ou dans la Vallée du Maelbeek, tous les plans élaborés en collaboration avec les comités de quartier sont indiscutablement supérieurs à ceux étudiés dans le secret des bureaux d'études et des administrations[2]. »

* *

De l'*advocacy planning* à l'A.R.A.U. apparait donc un personnage clef : l'architecte-conseil. Expliquons-nous : les architectes-conseils ont toujours existé, mais ils conseillaient le prince. La nouveauté ce sont les architectes-conseils des usagers groupés en collectifs.

Il est bien évident que le rôle de ces architectes-conseils ne sera vraiment positif qu'en dépassant le stade de l'avocat de la défense. Il est évident aussi que tant que les usagers ne comprendront pas le langage technique des utilisateurs un certain paternalisme subsistera entre l'usager « assisté » et l'architecte-conseil. C'est pour pallier ce danger que la plupart des architectes conscients de la nécessité de créer une architecture et un urbanisme démocratiques sont à la recherche d'un code ou de techniques simples.

Les techniques architecturales permettant à l'usager de participer à la créativité du bâti peuvent actuellement se diviser en deux catégories : FLEXIBILITÉ et ÉVOLUTIVITÉ.

FLEXIBILITÉ. L'architecte construit un espace vide que l'habitant peut aménager à sa convenance.

C'est, disons, la technique la plus élémentaire pour une démocratisation de l'architecture. Mais elle n'est pas si simple

---

[1] « Entretien avec Maurice Culot », *Art vivant*, n° 56, mars 1975.

[2] *Bulletin d'information des Archives de l'architecture moderne*, n° 5, févr. 1976.

qu'elle paraît, à partir du moment où l'on élabore un habitat collectif. Contrairement à une opinion qui sera bientôt admise par l'histoire, ce n'est ni Friedman, ni Habraken, qui sont à l'origine de cette technique, mais Le Corbusier. En 1914, à la suite des premières dévastations de la guerre en Flandre, Le Corbusier rechercha une méthode pour une reconstruction rapide et mit au point un projet de maison standardisée qu'il baptisa Dom-ino. Le Corbusier y soulignait la possibilité de dissocier l'ossature (un squelette en béton armé conçu par l'architecte et industrialisé) de l'aménagement intérieur (laissé à l'initiative de l'habitant). Le système poteau-dalle, préconisé ensuite sans discontinuer par Le Corbusier, peut permettre l'indépendance de l'architecture par rapport à la structure; les cloisons intérieures, non porteuses, n'étant pas nécessairement superposées d'étage à étage.

Le « plan libre », prôné par Le Corbusier, est donc le premier degré de la flexibilité. L'espace est flexible puisque l'organisation interne du logement n'est plus tributaire de cloisons de soutènement. Par là même les cloisons peuvent être mobiles, démontables. Seuls les points d'eau et les gaines techniques doivent être groupés et fixes.

Par son système Dom-ino, Le Corbusier se situait cinquante ans en avance sur l'évolution de l'architecture. Si en avance, qu'il recula ensuite et abandonna son idée première de l'aménagement intérieur laissé à l'initiative de l'habitant, pour devenir de plus en plus l'architecte démiurge de style michelangélien que l'on sait.

Le premier programme de logements évolutifs a été réalisé en France en 1967 par les frères Arsène-Henry.

Ayant résolu les problèmes d'ordre technique et administratif, Luc et Xavier Arsène-Henry tentèrent leur expérience dans un immeuble de la Z.U.P. qu'ils construisaient à Montereau, en Seine-et-Marne, approuvés par l'office d'H.L.M. Un architecte associé, Bernard Schoeller, fut chargé de la réalisation de l'opération.

Technique retenue : la mise en œuvre de planchers de béton armé à grande portée dégageant de tous refends ou poteaux intermédiaires les surfaces des futurs logements; celles-ci pouvant aller de 40 à 120 m^2. Une trame quadrillée permettant le plus grand nombre possible de combinaisons de distribution était ensuite recherchée. Le module de 0,90 m fut choisi comme plus grand commun diviseur de tous les volumes de l'appartement. En fonction de cette trame de 0,90 m les habitants pouvaient décider non seulement du cloisonnement de leur appartement, mais aussi de l'implantation des panneaux de façades : baies vitrées fixes ou ouvrantes, panneaux opaques isolants dont la couleur était laissée à leur choix. Le hasard amenait ainsi une diversité de coloration sur la façade, ce qui rejoint les recherches de nombreux artistes contemporains pour une esthétique de l'aléatoire.

Les architectes dessinèrent dix hypothèses de distributions de pièces. Mais, à la suite des séances de travail entre les architectes et les futurs habitants, aucun de ces dix schémas ne fut réalisé et aucun des plans dessinés par les occupants de l'immeuble de Surville-Montereau n'est semblable. « Les combinaisons de quelques-uns de ces plans sont inimaginables pour un architecte déformé par une vision trop rationnelle de l'organisation des volumes », dit Luc Arsène-Henry[1], qui ajoute que le rôle de l'architecte demeure fondamental pour éclairer, informer, proposer des solutions, tout en n'imposant jamais sa solution. Il joue en quelque sorte un rôle de catalyseur.

« Chaque acquéreur, ou chaque locataire, ajoute Luc Arsène-Henry, peut déterminer à sa guise son cadre de vie personnel et le transformer ultérieurement pour l'adapter à de nouvelles exigences... Sur un canevas tramé représentant la surface délimitée de son futur appartement et sur lequel sont indiqués les éléments fixes d'équipement, il compose et trace les distributions déterminant les espaces dont il rêve. Il devient le créateur du décor de son cadre de vie intime. Il participe ainsi à la construction de son propre habitat, fait à sa mesure. »

Dans la même perspective que « l'habitat à la carte » des frères Arsène-Henry, citons le procédé G.E.A.I. (architectes Lods, Depondt, Beauclair), mis la première fois en application en 1968 pour les immeubles de la Grand-Mare à Rouen. Un grand plateau libre permet un cloisonnement mobile, la flexibilité résidant dans l'organisation des volumes autour de la cage d'escalier. Mais la participation des habitants n'y est pas organisée.

Même handicap technique dans le procédé G.E.A.I. que dans le procédé Arsène-Henry : l'emplacement fixe des pièces humides, les colonnes de fluides et les conduits d'aération ayant une place définie au départ.

L'architecte G. Maurios a déposé en 1966 un brevet d'invention concernant la distribution horizontale et verticale des fluides dans un immeuble qui permet d'éviter cette fixité. Dans l'immeuble qu'il a réalisé suivant sa méthode au Val d'Yerres (région parisienne), apparaît une structure composée de trois éléments en béton armé, préfabriqués en usine, structure creuse formant un réseau tridirectionnel de gaines. Deux poteaux sur quatre sont équipés en plomberie et les deux autres réservés à la ventilation. Ce système permet une flexibilité totale des logements dont l'emplacement n'est plus déterminé par l'emplacement des appareils sanitaires.

Après la réalisation du gros œuvre, le futur habitant choisit le nombre d'unités de 15 m^2 × 3 m^2 qu'il désire acquérir. Le second œuvre est donc fait en accord avec le futur habitant qui détermine la répartition des surfaces habitables, tant en ce qui concerne les cloisons intérieures que les séparations de la façade. Tout comme dans le procédé Arsène-Henry, des cloisons sèches sont posées après le revêtement du sol et fixées par des vérins. Donc démontables pour des aménagements ultérieurs.

Mais si ces cloisons légères ont la vertu d'être facilement déplaçables, elles présentent en même temps l'inconvénient de laisser passer les bruits. Si les habitants de l'immeuble de Montereau ont apprécié l'isolement phonique entre logements, ils se sont plaints par contre des cloisons intérieures trop légères. Mais peut-on avoir des cloisons lourdes et mobiles? Peut-on imaginer des immeubles dont les volumes eux-mêmes seront flexibles? Habraken écrivait en 1968 qu'un support ne doit pas être neutre « mais provocant, suggestif, créateur ». Le hollandais Constant, dont le projet de ville ludique, *New Babylon,* s'est élaboré à partir de 1959 (ses recherches d'une architecture évolutive sont donc contemporaines de celles de Friedman et de Habraken), pense que la mobilité des aménagements intérieurs dans une structure porteuse est la condition indispensable pour la création et la récréation permanente dans un milieu urbain qui ne sera plus celui de l'*Homo faber*, mais de l'*Homo ludens.*

---

[1] « Le Logement à la carte. Expérience et réalisation », par Luc Arsène-Henry. Débat sous la présidence de Michel Ragon. *Annales de l'Institut technique du bâtiment et des travaux publics*, n^{os} 295-296, juill.-août 1972.

Consulter aussi : « La ville : programme ou projet », par Xavier Arsène-Henry, revue *Études*, févr. 1975; *Notre ville*, par Xavier Arsène-Henry, Mame, 1969.

De la flexibilité, nous passons donc avec Constant, comme avec Friedman, à la notion d'ÉVOLUTIVITÉ.

Mais si la flexibilité a suscité quelques procédés techniques assez simples (simplicité qui devient néanmoins complexité, voire casse-tête chinois, lorsque l'on passe d'un immeuble comme celui de Montereau à de grandes unités d'habitations), l'ÉVOLUTIVITÉ demeure encore théorique.

Constant insiste sur le fait que ses plans et maquettes ne sont pas de simples constructions architectoniques et qu'il s'agit d'un essai d'aménagement de l'espace dans l'intention de donner la plus grande liberté possible aux « new-babyloniens »; que les milieux très variés qui forment une vie urbaine doivent pouvoir se composer et se décomposer continuellement; que l'activité ludique qui se généralisera dans l'avenir et remplacera le travail évitera à la société l'homogénéisation sclérosante — tout cela reste du domaine des intentions. On a reproché à « l'habitat à la carte » des frères Arsène-Henry de n'être guère révolutionnaire et qu'après tout, déplacer une cloison de plâtre, qui, elle, a des qualités phoniques, n'est pas une telle histoire! Il est bien vrai que, si les « luttes urbaines » devaient simplement aboutir à un système de cloisons mobiles, ce serait une montagne accouchant d'une souris. Mais le système Arsène-Henry, le système Maurios, pour ne parler que de ceux-là, présentent l'avantage d'un code technique, facilement lisible. Ils ont l'inestimable avantage de ne pas repousser dans un avenir hypothétique, comme le fait Constant, la participation des citoyens au domaine construit, mais de lui montrer déjà que cette participation est possible, techniquement possible. C'est une méthode non plus pour « apprendre à habiter », mais pour apprendre à participer.

Constant ne se leurre d'ailleurs pas sur ses propositions :

« Mon projet, dit-il, sert surtout de provocation. J'ai essayé de décrire un nouveau type de culture, à partir de la relativité de l'acte créateur individuel. On peut bien s'imaginer qu'une relation dialectique entre les actes créateurs d'un nombre illimité de personnes pourrait constituer la base d'une culture collective et composite, dans laquelle chaque intervention serait à la fois thèse et antithèse dans une chaine ininterrompue d'interventions. »

La *New Babylon* de Constant, tout comme le mouvement situationniste auquel il participa activement, tout comme le groupe des *provos* hollandais sur lequel il a peut-être exercé une influence, et avec lequel il fut en tout cas lié, est un phénomène de contre-culture. Ajoutons que Constant (qui n'est pas un architecte professionnel, mais un peintre) a certainement exercé une influence sur la pensée « révolution urbaine » de Henri Lefebvre. Lefebvre, en tout cas, qui boude Friedman, ne tarit pas d'éloges sur Constant.

Provocation également que *l'architecture insurrectionnelle* prônée par l'architecte français Chanéac.

« Lorsque je contemple un grand ensemble, écrit Chanéac en 1968, j'ai envie de donner à ses habitants les moyens de réaliser leurs rêves et leurs besoins du moment en mettant à leur disposition ou en leur donnant les moyens techniques pour réaliser clandestinement des " cellules parasites ". Ils pourraient agrandir leur appartement à l'aide de cellules ventouses, fixées sur les façades. Les enfants pourraient recréer l'univers poétique des greniers d'autrefois en implantant des cellules sur les terrasses des immeubles. Des chambres d'amis apparaîtraient sur les pelouses. On assisterait à l'explosion d'une architecture insurrectionnelle. »

Une première manifestation d'architecture parasite « insurrectionnelle » s'est faite à Genève le 11 décembre 1970. Ce jour-là, en effet, un ami de Chanéac, Marcel Lachat, habitant dans un immeuble de type H.L.M. un appartement trop petit pour sa famille et n'ayant obtenu aucune réponse à ses demandes de relogement, fixa dans la nuit, à la fenêtre de son logement, une bulle en matière plastique qui lui fournit ainsi une pièce supplémentaire. La stupéfaction fut si grande à Genève qu'en un seul dimanche trois mille personnes vinrent visiter cette installation parasitaire, en démontrant, par le même coup, la solidité. Est-il utile de préciser que Marcel Lachat fut très rapidement relogé par la municipalité dans un plus grand logement et la cellule-pirate démontée par les services de « sécurité ».

Comme il existe une littérature, une peinture et même une musique d'après mai 1968, il existe aussi, on le voit, une architecture (en tout cas une pensée architecturale) soixante-huitarde.

Regardons par exemple les treize projets internationaux exposés et discutés lors de la semaine organisée à Cannes en 1969 par « Construction et Humanisme ». Les exposants font eux-mêmes cette constatation désabusée : « L'urbanisme et l'architecture, domaine de base de notre vie de tous les jours, sont devenus la chasse gardée de technocrates n'ayant pas, ou presque pas, de contacts réels avec les utilisateurs de leur production. »

Regardons les quatorze projets présentés à Cannes par le même organisme en 1970 pour le grand prix international d'Architecture et d'Urbanisme : presque la moitié (six exactement) présentaient la caractéristique de faire intervenir l'utilisateur dans la création de son environnement.

A la suite de cette « Rencontre » à Cannes en 1970, Pascal

Hausermann, Chanéac, Antti Lovag, Quarmby, etc., fondèrent l'Association Habitat Évolutif dont le dessein était de proposer des cellules industrialisées à des clients qui les choisiraient et les implanteraient selon leurs propres goûts. Par là même, Habitat Évolutif cherchait à produire un impact direct sur les usagers. Les cellules proposées se limitaient toutes à un habitat minimal, d'une part pour les rendre accessibles au plus grand nombre par un faible investissement de base, d'autre part pour inciter les usagers à trouver rapidement eux-mêmes des solutions d'agrandissements. Agrandissements immédiatement possibles en ajoutant des cellules industrialisées facilement adaptables, suivant différents systèmes de ventouses, de colliers, ou encore en construisant eux-mêmes les adjonctions avec les matériaux mis à leur disposition par les architectes. Ces habitats minimaux ont de plus la propriété de comporter des solutions d'extension sans toucher l'habitat premier. Ils sont donc toujours habitables, les raccords de fluide entre l'habitat minimal et l'agrandissement étant eux-mêmes à la portée de n'importe quel bricoleur.

Autre équipe française, l'Atelier 3, animé par l'architecte Philippe Vuarnesson dont la D.G.R.S.T. publia la recherche en 1970[1].

L'objet de cette recherche était de « créer, à l'aide des outils de production existants, un habitat différent, libéré de sa rigidité traditionnelle » et d'accorder à chaque occupant la liberté « d'organiser l'espace de son logement selon ses goûts, ses moyens, sa personnalité ».

« Il semble nécessaire, poursuit l'Atelier 3, de s'attacher d'abord à résoudre les nuisances fondamentales telles que le froid, l'humidité, les odeurs, les bruits, et laisser ensuite aux habitants une certaine latitude pour accorder leurs logis à leurs propres résonances, leurs fantasmes même...

« La première notion dont il convient de tenir compte, dans l'élaboration d'une recherche sur l'habitat, correspond à des tendances qui se trouvent résumées par les termes " aménageables " et " personnalisables ". Besoin de liberté face aux appartements standard où le papier peint est la seule ressource de l'expression personnelle... »

---

[1] Atelier 3, « Recherche pour un habitat personnalisé à structures traditionnelles et équipements industrialisés ». Philippe Vuarnesson, directeur de la recherche. Publication D.G.R.S.T., 1970.

L'Atelier 3 a le mérite de s'attacher dans sa recherche à la création d'un espace de transition construit en milieu urbain, entre le logement et son environnement. Nous avons vu que ces espaces de transition étaient fortement exprimés dans toutes les constructions où intervient un certain spontanéisme : pavillonnaires, bidonvilles. Le jardin merveilleux des « habitants paysagistes » relève de ce besoin d'un espace de transition entre le public et le privé, tout comme la clôture, tout comme le balcon[1] (balcon qui est souvent le substitut étroit du jardin que l'on n'a pas).

« Ces espaces, écrit Philippe Vuarnesson, seraient des sortes d'extérieurs privés, prolongements horizontaux du logement vers le dehors. On peut voir dans les balcons et les loggias les expressions embryonnaires de tels espaces... Lieux ambivalents, à la fois abris contre les vents trop forts, les soleils trop violents, les vues trop lointaines, les regards indiscrets, et au contraire points de contact avec les éléments physiques. »

Les structures-supports proposées par l'Atelier 3, destinées à accueillir l'habitat (volumes logement + espaces de transition), se placent dans la perspective des théories et plans de Yona Friedman, Habraken et Constant. On en revient toujours là.

* *

Donc la participation allait son bonhomme de chemin jusqu'à ce qu'Alexander s'en mêle. Disons qu'elle allait son bonhomme de chemin, cette participation de l'usager au domaine construit, à la même allure que la participation du travailleur au monde du travail, que la participation du citoyen à la vie politique. On en parlait beaucoup, on en faisait peu. On finissait d'ailleurs par en parler tellement que cela dispensait de la faire puisque chacun feignait de la croire communément appliquée.

Or, Alexander s'en mêla et tout le monde s'aperçut que la participation de l'habitant à l'architecture restait un mythe.

Christopher Alexander, professeur d'architecture à l'université de Berkeley depuis 1963, est un des plus célèbres théoriciens de l'architecture contemporaine. On le connaissait notamment pour ses recherches mathématiques appliquées à l'architecture et à l'urbanisme et par ses positions scientistes quant à la ville considérée comme un objet et quant à l'architecte assimilé à un *designer*.

Or, Alexander publie en 1976 un livre dont le titre laisse penser qu'il s'agit d'un manifeste : *Une expérience d'urbanisme démocratique*[1].

De quoi s'agit-il? Eh bien, tout simplement d'un revirement exemplaire. Alexander renie les prétentions scientistes de l'urbanisme, renonce à l'hégémonie du spécialiste et préconise de rendre « aux gens » le pouvoir de décision dont ils ont été dépossédés. Comment? Eh bien, en élaborant un langage architectural qui puisse faciliter le dialogue entre réalisateurs et usagers. Ce langage est constitué de modèles *(patterns)* auxquels on puisse se référer pour constituer un choix. Alexander propose en quelque sorte de constituer un catalogue d'exemples architecturaux permettant à l'usager, une fois initié au code architectural, de participer à la conception aussi bien des maisons, que des immeubles d'habitation, des quartiers et de la ville tout entière.

Fort bien, et cette méthode n'est guère différente de celle proposée depuis longtemps déjà par Yona Friedman, comme nous le verrons dans notre prochain chapitre. Mais où la proposition d'Alexander est surprenante c'est lorsqu'il donne comme « expérience d'urbanisme démocratique » l'opération d'architecture et d'urbanisme qu'il a menée à l'université d'Oregon en collaboration avec les étudiants et les professeurs. Voilà en effet des usagers bien particuliers et, somme toute, préparés au dialogue[1].

---

[1] Les promoteurs immobiliers le savent bien qui axent leur publicité sur les espaces de transition, particulièrement soignés (l'entrée de l'immeuble où le marbre « compense » les carreaux de plâtre des appartements), les loggias, balcons, terrasses, bacs à fleurs. N'oublions pas que si la psychologie et la sociologie nous ont fait prendre conscience des désirs et des besoins de l'usager, ce sont aussi par ailleurs ces sciences humaines qui font le bonheur du marketing.

[1] Christopher Alexander, *Une expérience d'urbanisme démocratique*, Seuil, 1976. Il faut dire que le titre de l'édition américaine, en 1975, est beaucoup moins provocant : *The Oregon Experiment*.

Réductions d'horaires de cours pour les professeurs qui participent, crédits universitaires pour les étudiants, toutes les conditions idéales sont réunies pour que l'expérience réussisse. N'est-on pas par ailleurs entre gens du même monde? Et Alexander ajoute avec une certaine naïveté (hé! hé! l'architecte scientiste qui réapparaît!) : « Nous pensons que toute collectivité désireuse d'adopter un système de modèles, trouvera plus commode de commencer par utiliser notre propre système de modèles. »

Aussi, rien d'étonnant à ce que Christopher Alexander ait été la cible, dès la publication de son livre en France, non seulement des ennemis de la participation ou de l'autogestion des usagers, mais de ceux qui la préconisent.

L'architecte belge Pierre Puttemans est sévère :

« Jeu d'illusions, il ne donne de la démocratie et de la participation qu'une image d'Épinal, tout en conservant à l'architecte, en arrière-plan, un rôle non de coordination mais de domination par le biais d'une organisation bureaucratique très finement élaborée... Le livre d'Alexander se réduit à n'être qu'un recueil de recettes, l'analyse socio-politique en étant totalement absente[2]. »

Et Puttemans souligne combien l'exemple d'un urbanisme en milieu universitaire est limité du fait des caractéristiques propres à ce milieu : absence de spéculation foncière; rotation d'une partie de la population très rapide, donnant à la participation un caractère de responsabilité relative, voire de ludisme; possibilité de participation et de discussions aux réunions beaucoup plus forte que dans n'importe quel autre milieu; besoins spaciaux de la communauté universitaire précis, donc aisés à programmer; coût des diverses opérations facile à évaluer; absence de problèmes sociaux aigus tels que taudification, sous-prolétariat; facilité du contrôle de l'environnement et de l'élimination des pollutions; absence de fonctions urbaines difficiles à digérer : gares, zones industrielles, nœuds routiers, etc.

La revue *Architecture* est allée jusqu'à consacrer plusieurs pages au livre sous le titre : « Feu! sur Alexander[1]. »

Jean Zeitoun, responsable du centre de Mathématiques, de Méthodologie et d'Informatique de l'institut de l'Environnement, qui regrette certainement l'abandon du scientisme par Alexander, s'étonne évidemment du cadre d'intervention choisi, mais souligne la continuité de la pensée hiérarchisante et systématique du professeur de Berkeley.

Quant à la revue *Place*, son point de vue est, on ne s'en étonnera pas, beaucoup plus acerbe :

« On lui retire (à l'architecte) son pouvoir direct sur la conception formelle, mais on lui donne la possibilité d'être le pivot qui systématise et redistribue... Il définit les critères formels qui vont guider et sanctionner la libre conception des usagers... Alexander confère aux architectes une âme nouvelle qui devrait leur permettre de renouveler leur statut et d'assurer encore le rôle qu'ils ont assumé dans l'histoire contemporaine : celui de spécialiste... On ne redistribue pas démocratiquement un pouvoir. »

* *

Au vrai, il en est pour l'architecture et pour l'urbanisme comme de tous les arts et de toutes les sciences. Depuis la mort de

---

[1] L'architecte belge Lucien Kroll a procédé, en 1974, a une participation semblable pour le campus médical de l'université catholique de Louvain à Woluwé, Bruxelles.

[2] « L'urbanisme et la démocratie », par P. Puttemans, revue *Neuf*, Bruxelles, mars-avril 1976.

[1] « Feu! sur Alexander », revue *Architecture*, n° 396, avril 1976.

Dieu, depuis que le prince ne règne plus de droit divin, l'architecture longtemps asservie aux religions et aux monarques (et combien de chefs-d'œuvre cet asservissement ne nous a-t-il pas donnés!) se cherche d'autres maîtres. Après avoir cru le trouver dans la science, elle lorgne maintenant du côté de l'habitant.

Mais quel habitant? Une fois éliminés les bourgeois parce que oppresseurs, les classes moyennes parce que inféodées au système, les petits-bourgeois parce que petits-bourgeois, on se retrouve avec le messianisme du prolétariat sur les bras au moment même où le parti communiste lui-même n'y croit plus.

Alors on va encore plus loin : on interroge les enfants. Nous lisons dans la brochure de la S.I.E.U.E. [1] (Société d'ingéniérie et d'études d'Urbanisme et d'Écologie) publiée en 1975 par l'architecte Jean Maneval : « La S.I.E.U.E. met actuellement en place un procédé d'exploration du *vécu :* dans deux écoles primaires, une école de la vieille ville et une école d'un quartier récent périphérique, on a demandé aux élèves de dix ans à quinze ans de dessiner (et rédiger) leur vision de la ville. Ce test permettra, espère-t-on, de dévoiler les réactions les moins *déformées* par la culture. »

Pas déformés par la culture audio-visuelle, cinématographique, publicitaire, cartoonesque, familiale et écolière, les enfants de dix à quinze ans! Mais, cher Jean Maneval rien n'est plus conformiste qu'un enfant! Il suffit de regarder n'importe quel dessin d'enfant pour s'en apercevoir. Il est vrai qu'il est aussi de bon ton de s'extasier devant les dessins d'enfants!

Pour une première expérience de participation réussie à Montereau (frères Arsène-Henry), il faut bien dire que la plupart des autres propositions de participation (y compris la seconde des frères Arsène-Henry, rue des Pyrénées à Paris) ont été un échec. Mais n'était-il pas fatal que dans un premier temps l'habitant utiliserait peu la liberté qui lui est accordée? N'était-il pas fatal que les habitants auraient une tendance à reproduire l'image type du logement qui est celui de la société dans laquelle ils vivent?

L'architecte, comme le prince, après avoir avoué leur incapacité d'inventer un logement populaire et une ville moderne, auraient mauvaise grâce de reprocher à l'usager de ne pas avoir de génie.

---

[1] Au programme de la S.I.E.U.E. : « Le problème n'est pas de satisfaire des besoins d'urbanisme ou d'architecture passéistes ou " modernes ", mais plus simplement de créer un environnement correspondant aux aspirations découvertes chez les habitants. » De même la ville nouvelle de Vaudreuil, en Normandie, dont on ne cesse de nous vanter les mérites (futurs), se donne deux vocations : supprimer les nuisances, faire participer les futurs habitants à la conception de la ville nouvelle.

4.

Méthodes architecturales d'autogestion

Si la « participation » est un échec, disent certains (de plus en plus nombreux chez les jeunes architectes), c'est qu'elle est entachée de compromissions, de paternalisme. Allons jusqu'au bout de notre raisonnement et abdiquons toute prétention scientiste vis-à-vis de l'habitant. Laissons-le autogérer la ville, autoconstruire son logement.

L'influence de Yona Friedman sur ce courant de pensée est indéniable. Même si elle n'est pas toujours avouée. Même si elle n'est pas toujours directement perçue. Depuis 1958, Friedman est l'homme d'une idée, sans cesse reprise, explicitée, approfondie : l'inutilité de l'architecte dans sa forme actuelle et la vérité à rechercher du côté de l'habitant. D'autres architectes ont élaboré des systèmes de participation de l'usager au domaine construit plus précis que les siens. Mais en même temps plus limités, plus « technicistes ». Au fil des ans, Friedman apparaît comme de moins en moins architecte et de plus en plus philosophe. Il se préoccupe moins de construire que d'écrire, de conférencer, d'enseigner. Il veut convaincre. Comme tous les hommes à idées fixes, il porte en lui un certain messianisme. Pour moi qui le fréquente assidûment depuis une quinzaine d'années, qui ai beaucoup écrit sur lui[1], qui sait donc quelles inimitiés, même quelles haines, ses écrits ont suscitées, le fait qu'on le prenne aujourd'hui au sérieux tient du miracle ou du conte de fées.

---

[1] C'est par les livres de Michel Ragon que Yona Friedman a été connu d'un public dépassant le cadre de dix spécialistes : *Où vivrons-nous demain?*, R. Laffont, 1965; *Les Visionnaires de l'architecture*, R. Laffont, 1965; *Les Cités de l'avenir*,

Reprendre les publications de Friedman, du début à aujourd'hui, c'est s'apercevoir de l'évolution lente d'une idée devenue aujourd'hui presque commune.

En effet, dans la première édition polycopiée de *L'Architecture mobile*[1] c'est surtout les notions de mobilité qui sont développées. La participation de l'usager n'y apparaît encore que timidement :

« Il est certain que la profession d'architecte a tendance à se désintégrer. Les éléments industriels des bâtiments seront fatalement dessinés par " l'industrial designer ", leur assemblage et aménagement sera le fait de l'usager (l'habitant, sur lequel les architectes ironisent si souvent) et l'ensemble des groupements d'habitations, les villes, seront l'œuvre des experts techniques de la vie communale. »

Mais dans la seconde édition[2], le saut est fait :

« A notre époque, l'architecture et l'urbanisme sont en pleine transformation. L'architecte perd de son importance (ou il *doit* en perdre) pour laisser plus d'initiative aux habitants. Les architectes ne doivent plus faire des maisons pour l'homme moyen parce que cet homme moyen n'existe pas. Les architectes ne peuvent pas faire des maisons pour des millions d'individus, parce qu'ils ne les connaissent pas. La seule chose que les architectes peuvent faire, ce sont des structures qui laissent le maximum de liberté à chaque personnalité individuelle pour les utiliser à sa guise et suivant sa volonté.

« C'est une abdication nécessaire de l'architecte devant l'habitant. La nouvelle formule est : il n'y a plus d'architectes;

Encyclopédie Planète, 1966; *La Cité de l'an 2000*, Casterman, 1968. C'est encore avec Yona Friedman que Michel Ragon fonda le G.I.A.P. (Groupe International d'Architecture Prospective), en 1965, dont la répercussion internationale devait être immense. C'est enfin Michel Ragon qui publia dans sa collection de poche M. O. aux Éditions Casterman la première édition grand public de *L'Architecture mobile* de Friedman. (Note de l'Éd.)

[1] Chez l'auteur, 1958.

[2] Chez l'auteur, 1962.

il n'y a que des habitants, mais quelques habitants ont des connaissances techniques plus étendues que les autres... L'architecture nouvelle crée avant tout des structures utiles; utiles non d'un point de vue isolé, mais utiles pour tous. De cette utilité, c'est l'utilisateur qui doit décider. L'initiative personnelle de l'utilisateur (habitant) est ce facteur qui nous mènera vers un nouveau langage des formes. »

Comme on le voit, dès 1962, au moment où commencent timidement aux États-Unis les expériences d'*advocacy planning*, l'habitant est, chez Friedman, sacralisé. Et dans la première édition publique de *L'Architecture mobile*[1], c'est bien d'une autogestion de l'urbanisme qu'il s'agit, affirmée dans le sous-titre même du livre : « Vers une cité conçue par ses habitants. »

La pensée de Friedman va donc de la démocratisation de l'architecture à l'autoplanification.

Texte de 1960 :

« L'architecture mobile a pour but de rendre possible à l'habitant individuel le fait de former son environnement personnel suivant sa volonté et de se libérer ainsi de la tutelle de l'architecte. »

Textes de 1963 :

« L'habitat de l'avenir proche doit être un habitat *variable*. La variation appropriée pourra être choisie par chaque habitant lui-même, pour lui-même. Les architectes (ou les urbanistes : les deux métiers se confondent de plus en plus) seront chargés, avant tout, d'établir les " infrastructures " assurant l'acheminement des moyens de confort vers les habitations (individualisées par l'habitant lui-même). L'architecte agira avant tout, en tant que conseiller de l'industriel ou de l'habitant, en secondant ce dernier dans son choix. »

« Par suite de l'apparition du " grand nombre " nous (architectes et planificateurs), nous sommes parvenus à un tel état de manque d'information quant aux préférences et au choix de l'utilisateur que, suivant les concepts classiques de notre discipline, notre travail devient impossible et que nous devrions immédiatement " plier bagage et fermer boutique ". »

---

[1] Yona Friedman, *L'Architecture mobile*, Casterman-Poche, 1970.

Après avoir préconisé comme clef de l'architecture nouvelle « la séparation *complète* entre l'infrastructure inchangeable et rigide et les " remplissages " hautement individualisés », après avoir défini des règles, un code (comme par ailleurs Habraken et plus récemment Alexander), Friedman s'éloigne dès 1968 de cet « aspect mécanistique de l'architecture à venir » pour une autre solution, « qui est celle de l'esthétique de la composition due au hasard : ce n'est plus l'idée de la beauté de l'architecte qui compte, pas plus que celle de tel ou tel habitant (à l'exception de son domaine particulier, dans son appartement), mais un ensemble aléatoire résultant de *tous* les goûts particuliers de tous les *habitants*... Je pourrais mettre en parallèle l'architecture d'aujourd'hui avec une parade militaire, c'est-à-dire une foule organisée suivant la pensée d'un chef, et l'architecture que je préconise avec la foule spontanée d'une fête ».

Pour plus de facilité, je diviserais la démarche de Yona Friedman en trois étapes :

1. 1958 — Principe de la *mobilité*. Recherches des solutions techniques : infrastructures non déterminées et non déterminantes.
2. 1963 — Recherche d'une axiomatique appropriée aux problèmes de l'aménagement de l'espace. Idée d'un langage pour l'autoplanificateur accessible à l'homme de la rue.
3. 1972 — Manuels d'enseignement (et d'encouragement) à l'autoplanification pour les enfants et pour les non-initiés.

En réalité Friedman se propose une double éducation : celle de l'architecte et celle de l'utilisateur.

« L'acte de choisir — laissé au client — est compliqué. Avant toute chose cet acte présuppose qu'il existe une *liste complète de tout choix possible* que le client puisse faire. Choisir c'est alors préférer une solution déterminée à l'intérieur du répertoire existant (liste complète). La nouvelle tâche de l'architecte sera donc d'offrir à son client un répertoire complet et de lui présenter ce répertoire de façon à ce que le client puisse le comprendre et l'interpréter suivant ses besoins et ses goûts.

« L'utilisateur lui-même peut être préparé facilement à savoir se servir du catalogue qui lui est présenté par l'architecte... C'est un savoir qui peut être enseigné dès *l'école primaire*. (...) Des exercices aussi simples (relation entre la dynamique des groupes et l'organisation des volumes dans l'espace) peuvent déjà préparer une architecture " autodécidée ". »

Il ne s'agit plus là « d'apprendre à habiter », mais d'apprendre « à devenir un habitant ». Apprendre aussi que toute décision individuelle implique des conséquences pour la vie du groupe. Et qu'il incombe donc à l'architecte « d'avertir chaque utilisateur " individuel " des conséquences de son acte de choix pour le groupe et d'avertir le groupe des conséquences entraînées pour chaque acte de choix individuel ».

L'autoconstruction, l'autoplanification impliquent une autorégulation.

Invité à l'Exposition universelle d'Osaka, en 1970, Yona Friedman imagina de démontrer d'une manière simple ces phénomènes possibles d'autorégulation en inventant une machine à écrire imprimant des plants qu'il baptisa *flatwriter*.

Les touches de cette machine à écrire à mémoire magnétique indiquaient, au lieu de lettres, toutes « les configurations possibles de trois volumes, les différentes formes possibles de chacun de ces volumes (tout ceci déterminé en fonction de l'utilisation d'éléments de stock actuellement préfabriqués), les différentes unités sanitaires (bain, W. C., cuisine, etc.) et les différentes positions que ces dernières peuvent prendre... Toute personne visitant l'exposition aura le droit de " jouer " avec ce clavier et de composer " l'appartement de ses rêves ". La machine *ne décidera pas* (pas plus qu'une machine à écrire ne décide), elle *dessinera* à chacun *son* plan et il pourra l'emporter avec lui.

« Chaque personne qui se composera un appartement avec cette machine contribuera en même temps à la création d'une ville. Cette ville (imaginaire) sera le résultat de la juxtaposition et superposition de tous les appartements individuellement choisis; pratiquement la ville sera composée (ou plutôt enregistrée) par un ordinateur (qui suivra certaines règles de composition inspirées des règlements urbains). Cet ordinateur *montrera visuellement* (en plan masse) la ville qui se composera petit à petit en fonction des visiteurs de l'exposition maniant le *flatwriter*. Cette visualisation se fera par l'intermédiaire d'écrans cathodiques placés au-dessus du *flatwriter*[1]. »

A la thèse de l'architecture mobile,
à la technique de l'infrastructure spatiale,
à l'outil autoplanificateur (le *flatwriter*),

Yona Friedman a ajouté un LANGAGE : les manuels d'autoplanification.

Quatre manuels ont été jusqu'à présent publiés :

1. *C'est mon manuel, car je veux savoir dessiner ma maison.* Manuel d'autoplanification architecturale[2].
2. *Comment vivre entre les autres sans être chef et sans être esclave.* Autoplanification sociologique[3].
3. *Votre ville est à vous, sachez comment la conserver.* Autoplanification urbaine[4].
4. *Comment habiter la terre.* Autoplanification de l'Environnement[5].

A ce matériel déjà imposant, il faut ajouter d'autres publications de Friedman : *Pour l'architecture scientifique*[6]. *Où va l'architecture?*[1], *Utopies réalisables*[2], *Une utopie réalisée*[3].

---

[1] Tous les textes de Y. Friedman qui précèdent sont extraits de *L'Architecture mobile*, Casterman-Poche.

[2] Chez l'auteur.

[3] J.-J. Pauvert, 1974.

[4] Conseil de l'Europe, direction de l'Environnement et des Pouvoirs locaux.

[5] Conférence des Nations unies sur les Établissements humains, à Vancouver, 1976.

[6] P. Belfond, 1971.

Tous les manuels sont publiés dans l'esprit des bandes dessinées afin d'en faciliter la compréhension. « L'utopie réalisée », c'est la première commande reçue par Friedman, en 1974, sur la base de l'autoplanification architecturale.

Il s'agit d'une étude de réalisation commandée par la Compagnie C.D.C. (Dubonnet-Byrrh), à Paris. Au lieu de détruire les anciens entrepôts de la firme pour réaliser un ensemble neuf de bâtiments administratifs, comme cela se fait communément, Friedman s'est astreint à conserver l'ossature existante, mise à nu, et qu'il destinait à supporter un ensemble de pavillons légers, séparés entre eux par des jardins suspendus à chaque étage. L'aménagement et la distribution des pavillons ont été conçus et dessinés par les utilisateurs futurs, c'est-à-dire le personnel. Ces pavillons pourraient être transformés ou aménagés différemment chaque fois que les utilisateurs le désireraient. « L'autoplanification réalisée par le personnel de la compagnie, dit Yona Friedman, a été entièrement laissée à son initiative. Il n'y a pas eu d'expert pour poser des questions aux futurs occupants du bâtiment, expert qui aurait ensuite interprété les désirs des futurs utilisateurs. L'expert (l'architecte) était seulement technicien-conseil. »

Malheureusement, si « l'utopie » a été réalisée au stade de la conception par les usagers, elle n'est pas allée jusqu'à celui, plus décisif et plus probant, de la construction, de la viabilité et de l'habitabilité dans la vie quotidienne.

Pour Yona Friedman, en tout cas, pas d'ambiguïté : le rôle décisif dans l'avenir de l'architecture appartient à l'usager. Reste à l'architecte l'emploi de conseiller technique. Pas de messianisme architectural du prolétariat, ou « des pauvres », ou des marginaux, mais un messianisme de l'usager, de l'habitant, des « gens ». Et s'il n'est pas question en général dans ses textes d'autogestion, c'est bien à l'autogestion du patrimoine à construire et construit qu'il songe lorsqu'il parle d'autoplanification.

---

[1] Brochure de l'Institut de l'Environnement, Paris.

[2] 10/18, 1975.

[3] Catalogue de l'exposition Y. Friedman au musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 1975.

Ces idées, nous l'avons dit, se développent comme un raz de marée dans le milieu architectural international. Prises au sérieux après mai 1968, dans l'emballement général autogestionnaire, elles ont subi une certaine régression concomitante à la reprise en main des pouvoirs traditionnels, puis sont réapparues avec force dans les milieux étudiants et jeunes architectes en 1975.

« Étudiants et usagers, même combat! » proclame un tract des étudiants architectes en grève du U.P. 1 à Paris.

« Votre quartier vous appartient, prenez-le », lance un « groupe d'architectes qui (ont) en commun l'idée que c'est la manière dont les gens vivent qui doit déterminer les espaces, donc l'architecture, et non l'inverse[1] » à propos de l'opération de rénovation urbaine La Roquette à Paris. Ce groupe d'intervention pour l'appropriation populaire de l'espace s'est baptisé G.I.A.P.E.

Le 31 mars 1976 paraît dans *Le Monde* le manifeste de 76 jeunes architectes qui contestent les représentants de leur profession :

« Ne laissez pas faire ceux qui décident pour vous.

« Comme nous tous, vous vous interrogez sur votre mode de vie — le temps perdu dans les voitures ou les wagons bondés du travail — et sur votre cadre de vie — les grands ensembles de banlieue, les grandes surfaces marchandes. Ceci n'est pas inéluctable. Cette évolution dépend de vous. Plus que jamais, parlez, exprimez-vous! Ne laissez pas faire automatiquement ceux qui décident pour vous! »

Devenu le Mouvement Mars 76 et interrogé par la revue *La Ville*[2], ces architectes précisent :

---

[1] *Place*, nº 1, Paris, été 1975.

[2] *La Ville*, nº 19, Paris, juin-juill. 1976.

« Mars 76 se propose de redéfinir une politique d'aménagement de l'espace, par le moyen d'une structure permanente de concertation entre habitants, spécialistes et administration.

« Nous proposons :

« D'associer réglementairement, dans les opérations déjà engagées ou réalisées, les habitants à la transformation des équipements et des aménagements extérieurs pour toute action à postériori sur les espaces bâtis;

« De relancer les formules juridiques favorisant l'association des habitants aux projets d'architecture : coopératives, castor;

« D'utiliser les listes d'attente H.L.M. et les comités d'entreprises pour connaitre les futurs habitants d'un quartier avant de construire;

« De multiplier les locaux ouverts au public informant sur les études et les projets;

« De recourir à la procédure de référendum local chaque fois que se posera un choix fondamental pour le quartier ou la ville; etc. »

Des groupes de jeunes architectes et d'étudiants se sont également formés pour aider à la conception et à la réalisation de rénovation de vieux logements « en créant des coopératives d'habitation où les locataires pourront faire l'apprentissage de la gestion collective sans illusion d'avoir trouvé la solution aux problèmes urbains[1] ».

Dans l'Isère, un groupe de jeunes architectes a par ailleurs tenté une expérience d'architecture populaire en collectif à prix coûtant. A Marseille, le comité de liaison Aide et Résorption des Bidonvilles préconise l'aménagement de « cités-camping » en logements individuels construits avec la participation des habitants, les pouvoirs publics se bornant à réaliser la viabilité de ces camps. On voit aussi des jeunes construire leurs Maisons de jeunes, des travailleurs aménager leurs locaux de travail, des adultes réaliser des maisons pour vieillards, des consommateurs concevoir et organiser leur zone commerciale.

---

[1] *Place*, nº 4, Paris, printemps 1976.

Irons-nous jusqu'aux conséquences ultimes de ce mouvement : tout le monde, une fois par semaine, ayant le droit (et le devoir) de prendre une truelle, un marteau, un fer à souder et de participer à l'acte bâti!

Certains le souhaitent, invoquant l'exemple fameux des cathédrales « construites par le peuple ». Hélas! pour leur raisonnement, les cathédrales ont toutes été conçues par des architectes et construites par des maîtres maçons avec l'aide parfois volontaire (mais plus souvent forcée) de paysans et tâcherons corvéables.

Mais laissons là ces sempiternelles cathédrales qui sont des monuments (admirables!) et ne peuvent en aucun cas servir d'exemple à notre propos.

Écoutons plutôt ce que dit un architecte italien, Giancarlo de Carlo. A l'interrogation : « L'architecte a-t-il vraiment besoin du prince? », il répond [1] :

« Le pouvoir est depuis toujours le vrai client de l'artiste. Ce dernier a toujours été à la recherche d'un " prince ". Il le recherche dans l'organisation capitaliste, ou bureaucratique, dans les partis de droite ou de gauche, car il ne peut se passer de l'idée que l'architecture doit viser aux " events " exceptionnels que seule une autorité puissante est capable d'organiser. »

Interrogé sur l'habileté « réelle, manuelle et conceptuelle » des utilisateurs à construire leur propre maison, « comme ce fut le cas dans les sociétés traditionnelles », Giancarlo de Carlo répond :

« Il y a encore aujourd'hui nombre de gens dans le monde qui construisent directement leur maison. Surtout dans les pays qu'on appelle sous-développés, les gens ont encore une habileté réelle de bâtir d'après un certain nombre de modèles locaux. Il faut également prendre en compte ce qu'on appelle le " squattering "; de plus en plus fréquent, même dans les pays qu'on appelle développés, où il prend la forme non pas de construction mais de transformation; ce qui est un aspect particulier de la création architecturale spontanée... Mais ce qui donne de très bons résultats au niveau des unités ne donne pas des situations acceptables au niveau de leur groupement. L'assemblage d'unités spontanées manque toujours d'infrastructure dont on ne peut plus se passer dans la vie contemporaine. Dans ce domaine l'œuvre de l'architecte est indispensable. Il s'agit de donner un tronc et des branches à un arbre sur lequel les feuilles doivent pouvoir pousser librement. Il reste vrai que, dans les sociétés occidentales, la majorité des gens ne participe plus à la construction de leur logis. Dans ce cas, l'architecte devrait élaborer ses projets en incluant les utilisateurs; c'est-à-dire qu'il devrait renoncer au droit usurpé de décider de ce qui est bon et mauvais, et par-là conditionner les futurs habitants... L'architecture n'est pas seulement une affaire d'architectes. »

Nous en revenons donc toujours au système Habraken-Friedman : la superstructure est l'affaire de l'architecte, mais l'infrastructure doit être laissée à la libre initiative de l'usager avec, éventuellement, la collaboration technique d'un architecte-conseil.

Mais, comme nous l'avons déjà vu, le rôle de l'architecte-conseil n'est guère facilité par ce phénomène d'aliénation de l'utilisateur que décrit fort bien Giancarlo de Carlo :

« Il ne suffit pas de parler aux gens pour qu'ils vous disent ce qui est juste, c'est-à-dire ce qui correspond à leurs besoins réels. Lorsqu'ils sont sollicités au sujet de leur maison, ils répondent souvent par des images toutes faites, véhiculées par les mass-media. Il faut tenir compte que dans la société contemporaine le niveau d'aliénation des utilisateurs n'est pas moins haut que celui de l'architecte [1]. »

---

[1] Interview de Giancarlo de Carlo, par P. Korosec-Serfaty, revue *Neuf*, nº 57, sept.-oct. 1975.

[1] On pourrait rapprocher ce propos de celui de Jean-Luc Godard, s'adressant au public cinématographique : « J'ai toujours fait vos trucs. Et comme ce sont les

Giancarlo de Carlo a lui-même appliqué un principe de participation dans un quartier d'habitations ouvrières qu'il a réalisé pour une aciérie à Terni, au nord-est de Rome. Il nous dit que tout d'abord « les utilisateurs se montraient très humbles et qu'il était très difficile de leur faire accepter des solutions qui leur paraissent correspondre à une image de luxe ».

Cette constatation de la difficulté de faire participer nous la retrouvons dans le groupe français Arcane :

« Aborder les habitants, les conduire à s'exprimer, obtenir d'eux un consensus sur les parties communes est (...) une bien délicate entreprise. (...) Nos propositions de concertation avec les habitants n'ont jusqu'à présent, et dans la plupart des cas, pas bénéficié d'un grand enthousiasme. »

Le groupe Arcane, formé de jeunes architectes issus de U.P. 6 (Ansart, Cabanat, Crouau, Naud, Saint-Macary) fut lauréat du P.A.N. (Programme architecture nouvelle) au ministère de l'Aménagement et s'est vu confier quatre opérations de rénovation basées sur la participation des usagers à Beauvais, Lille, Rouen et Lorient.

N'est-il pas symptomatique d'un nouvel état d'esprit que de voir le ministère qui avait encouragé et lancé la politique des grands ensembles approuver un projet qui, en fait, ne propose aucune autre innovation architecturale qu'une critique de ces grands ensembles et des solutions d'améliorations, de rénovation décidée avec l'accord des habitants et reflétant leurs désirs? Sous le titre « Rénovation Inverse », le groupe Arcane se propose en quelque sorte de susciter au sein des H.L.M. une architecture sauvage et d'aider à sa réalisation.

S'inspirant techniquement des recherches d'habitat évolutif de Habraken, le groupe Arcane a aussi mis au point avec l'aide d'une sociologue, D. Bourde, une « stratégie », afin que la population concernée « parvienne à une prise de conscience, à une attitude critique face à son habitat ».

---

vôtres, je les fais mal. J'ai toujours fait à la place des autres parce que les autres ne font rien. » *Nouvelles littéraires*, 26 août 1976.

Cette « méthodologie d'action » comporte une assez inquiétante surveillance : « des ateliers collectifs, encadrés d'animateurs spécialisés qui s'efforceront de donner à la population une formation pratique et leur permettra une certaine forme d'action individuelle et collective. Cette stratégie d'action a deux objectifs : promouvoir et laisser s'exprimer une certaine forme d' " art populaire ", jusqu'à présent réprimée par les valeurs dominantes du " bon goût bourgeois "... L'intégration des habitants au processus devrait constituer pour eux, pensons-nous, un événement tel qu'il devienne le premier élément d'une mémoire collective, indispensable à toute cohésion sociale[1] ».

La réponse ne s'est pas fait attendre. La revue *Place* consacra quatre pages au groupe Arcane sous le titre : « Rénovation inverse. Rénovation perverse[2] » :

« On voit poindre ici une nouvelle idéologie : celle de la pédagogie de l'habitat, dernière étape du processus d'infantilisation de la classe dominée... Aucun architecte ne peut prétendre, sans modifier le système actuel, faire une rénovation inverse (au sens de rénovation inverse à la logique capitaliste de promotion immobilière, de logements des travailleurs, mais aussi inverse à la division capitaliste du travail et à la coupure production/usage du logement et de l'espace). Cela pose le problème de la place et de la responsabilité de l'architecte, et c'est bien ce point qu'il importe de clarifier à propos du projet Arcane. Il est vrai que tout travailleur, architecte y compris, doit vendre sa force de travail. Il est vrai que ce ne sont pas les architectes qui dominent la production du logement et qu'en conséquence, on ne saurait les tenir pour personnellement coupables de toutes les " infamies " (" infamie " de se vendre au promoteur, " infamie " de construire de mauvais logements). Mais il est également vrai qu'il faut sortir de l'innocence à bon compte que donne une position strictement corporatiste : je ne suis qu'un architecte, je ne peux rien à la politique du logement, je dégage donc toute responsabilité politique et n'accepte de critiques que sur la qualité technique de mon travail. »

---

[1] « La Rénovation Inverse », revue *Techniques et Architecture*, n° 307, déc. 1975. Voir aussi *Plan Construction*, documents n° 4, mai 1975, et *Le Monde*, 15 mai 1975.

[2] *Place*, n° 3, 1er trim. 1976, et n° 4, 2e trim. 1976.

Qu'est donc cette intransigeante revue *Place* que nous avons citée à plusieurs reprises? Le premier numéro, paru au cours du deuxième trimestre 1975, indique que tous les rédacteurs, anonymes, sont « directement impliqués dans la production de l'espace, le plus souvent comme professionnels ». La revue porte en sous-titre : « Peuple — Espace — Pouvoir. » C'est donc très clairement exprimé l'objectif de rendre (ou de donner pour la première fois) le pouvoir au peuple sur l'espace à vivre.

La lutte pour le contrôle de l'espace, pour « un usage populaire de l'espace », pour l'appropriation de l'espace par le peuple, les luttes urbaines, les comités d'usagers, tout cela constitue la raison d'être de *Place*, la première revue sans doute créée par des architectes qui ne parle pas d'architecture mais de lutte des classes pour l'appropriation de l'espace.

« Nous voulons partir de l'usage social et des luttes sociales pour reconstruire notre pratique, pour participer à notre place à la prise de pouvoir populaire. Rompre avec l'isolement de notre définition sociale et construire notre position, ce sera donc d'abord participer aux luttes du peuple et apprendre auprès de lui. »

Dans une même perspective gauchiste nous trouvons en Hollande un architecte « provo », Piet Blom. Piet Blom, ancien élève d'Aldo van Eyck, fut lié au mouvement situationniste (dont nous avons vu que l'un de ses premiers animateurs avait été le Hollandais Constant) et membre du groupe provo. On sait que l'un des buts du mouvement situationniste était de *provo*quer une situation pour redonner une dimension poétique au quotidien. Même technique dans le mouvement provo. Les gens ne s'expriment pas, dit Piet Blom, parce qu'ils sont prisonniers de contraintes financières et sociales. Ils sont devenus

passifs. Il faut proposer des solutions inhabituelles, choquantes, farfelues, pour *provo*quer des réactions. Piet Blom préconise l'autoconstruction et, pour la provoquer, il crée un terrain viabilisé destiné à l'architecture spontanée des habitants pour qu'ils participent progressivement à la création architecturale.

« La meilleure chose, dit-il, serait de poser des canalisations de gaz dans les champs, les gens apporteraient leurs lits, puis leurs tentes, et pourraient se faire la cuisine... Chacun devrait être charpentier, menuisier, construire sa propre maison... Les architectes et les urbanistes ne devraient fournir que les infrastructures. Ainsi équipé (gaz, électricité, structures porteuses, rues), le terrain serait livré à l'autoconstruction avec comme régulateur le contrôle des intérêts collectifs sur les intérêts individuels et inversement [1]. »

Dans cette perspective, Piet Blom a étudié un projet de rénovation du quartier ouvrier Jordaan à Amsterdam en réunissant les habitants en conseils de quartier et proposé une « forêt d'habitations » à Helmond et des « habitations-kasbah » à Hengelo (Pays-Bas).

---

[1] *Architecture d'aujourd'hui*, n° 177, janv.-févr. 1975.

5.

Méthodes municipales de concertation

Le pouvoir municipal serait-il en voie d'être dépassé par les comités de quartier et associations diverses se préoccupant de l'autogestion de leur ville? Oui, puisque les comités de quartier, les luttes urbaines, ne seraient pas nécessaires si le pouvoir municipal jouait son véritable rôle démocratique. Elles n'existent, elles ne se sont imposées qu'à la suite de la carence du pouvoir municipal.

Car une commune, une petite commune surtout, est théoriquement autogestionnaire. Une vieille retombée de l'autonomie des premières villes franches a permis de sauvegarder tant bien que mal un pouvoir municipal qui se défie et parfois défie le pouvoir de l'État central. Mais la démocratie municipale ne serait-elle pas devenue, elle aussi, une fiction? Les maires ne sont pas les élus du peuple mais des conseillers municipaux, et ce conseil municipal, une fois élu, décide de tout sans plus se référer aux électeurs (du moins en France). Il est investi d'un pouvoir à temps, quasi dictatorial. De plus, les élus sont presque toujours des notables, par le seul fait que ces derniers constituent la population la plus fixe. L'étude de Le Roy Ladurie sur le village occitan de *Montaillou*[1] en donne un exemple éloquent puisque la même famille Clergue, qui domine le village au XIVᵉ siècle, malgré l'Inquisition qui la ravage, les jacqueries, la révolution de 1789 et la suite, se trouve toujours en bonne place au XX^e^.

---

[1] Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan, de 1294 à 1324*, Gallimard, 1975.

Raymond Ledrut souligne ce phénomène[1] :

« Pour qu'il y ait participation et intégration collective, il faudrait que tous les habitants éprouvent également leur appartenance à la ville et en tirent le sens d'un intérêt commun... Or, ce sentiment d'appartenance ne semble pas général dans nos villes actuelles – surtout dans les grandes villes – et il est souvent très faible parmi ceux qui l'éprouvent... Il y a diverses raisons à cela. La mobilité géographique est parmi les plus importantes... Le noyau stable géographiquement se réduit parfois à 60 % de la population active, pour une période de huit ans... L'enracinement de la collectivité locale donne aux groupes les plus stables un rôle et un pouvoir considérables dans les affaires publiques (médecins, avocats, artisans, commerçants). »

Ce manque d'intégration se traduit fatalement par des tensions et une méfiance réciproque entre citoyens et élus. « Les habitants déclarent qu'ils ne peuvent pas entrer dans le jeu, et les magistrats municipaux leur reprochent de ne rien faire pour y entrer... Les responsables politiques affirment de leur côté que les mécontents ne comprennent rien, ne sont pas coopératifs et ne pensent qu'à leurs petits intérêts particuliers. Pour eux, les " vulgaires " habitants de la ville sont mesquins : ils ne voient que leur bout de rue[2]. »

Si l'on peut reprocher aux élus de s'être accaparé tous les pouvoirs de décision, il est vrai que la majorité des habitants des grandes villes ne paraît guère intéressée par les affaires locales, sauf aux périodes électorales, et encore le nombre d'abstentions dans les votes est-il considérable. Cette désaffection des citoyens, vis-à-vis des affaires publiques, augmente au fur et à mesure que nous examinons la vie municipale dans des cités de plus en plus grandes[3]. Le grand nombre de

migrants dans les villes denses, l'afflux de personnes d'origines rurales, sans parler des travailleurs étrangers qui n'ont pas le droit de vote, tout cela contribue à une vie collective restreinte. Comment la démocratie municipale pourrait-elle fonctionner si le sentiment d'appartenance à une collectivité est faible? Comment le sentiment d'appartenir à une collectivité pourrait-il être fort si la ville dans laquelle on vit n'est pas considérée comme sa ville, si l'on pense n'y séjourner que provisoirement? Abandonnant le pouvoir aux élus, les citoyens cessent d'être citoyens pour devenir habitants ou, pire, « usagers ». L'emploi de ce terme techniciste d'usager est bien significatif. On a l'usage d'un appartement comme on a l'usage d'un réfrigérateur. On est usager de la ville comme on est usager de l'autoroute ou du chemin de fer.

Car si ce livre est consacré à l'avènement d'une nouvelle forme de démocratie urbaine, il faut bien dire que celle-ci n'émane pour l'instant que de petits groupes, voire de groupuscules. Sauf en Amérique latine où elles sont parfois mouvements de masses, les luttes urbaines demeurent en Europe luttes de francs-tireurs. Mais ces luttes, ces comités de quartier, ces associations de défense, prouvent que, si la vie collective diminue dans les villes, cela n'implique pas que la vie sociale observe une réduction parallèle. Le désir d'un contrôle social par des citoyens lucides est d'autant plus fort que la démocratie est abandonnée par d'autres. La minorité agissante est en fait à la recherche de nouvelles formes de vie sociale. Et si certaines municipalités les redoutent, voient en elles abus de pouvoir, concurrence sur le plan des compétences, ce sont pourtant ces minorités qui, seules, peuvent éviter la faillite de la démocratie municipale. L'absence de participation est un phénomène qui devrait paraître plus inquiétant aux élus que le désir de participer à la vie de la cité, en la contrôlant, voire en l'autogérant.

---

[1] R. Ledrut, *Sociologie urbaine*, *op. cit.*

[2] *Ibid.*

[3] « En règle générale, dans notre pays du moins, 10 % des habitants d'une ville s'intéressent activement à sa vie et concourent à son animation. 10 % critiquent ce qui se fait et 80 % sont de simples consommateurs. » Jean Boireau, « Evry Animation », revue *Pour*, nº 45, déc. 1975.

Certaines municipalités conscientes de ce fait cherchent à tout prix à dialoguer avec les associations d'usagers. Elles savent bien que prises en étau entre les représentants de l'administration centrale et la poussée des groupes « incontrôlés », leur pouvoir est remis en question. Une bonne gestion ne suffit plus. Ceux qui ont délégué leur pouvoir en votant n'ont pas forcément abdiqué tout pouvoir.

D'où l'actuelle apparition d'un contre-pouvoir sous forme d'associations.

Nous trouvons dans les conclusions des Rencontres européennes de Cergy-Pontoise organisées par les étudiants de l'E.S.S.E.C. sur le thème « L'homme et la ville en Europe », en février 1976 :

« Restaurer la citoyenneté locale, c'est cesser de faire des individus des éternels " assistés ". (...) Il faudra donner aux associations (locales) les moyens d'exister, c'est-à-dire des moyens humains (permettre l'existence de " permanents ", assurant la continuation de l'action de l'association, par la création d'un véritable statut des associations et des associés). (...) Il faudra donc donner aux associations des moyens d'exister, c'est-à-dire de leur permettre de collaborer à la gestion d'un service, ou de gérer totalement un service local. »

L'Américain Melvin Weber a publié un article fameux : « The non city age », dans lequel il cherchait à démontrer que la ville, hier productrice de relations sociales locales et de cohésion sociale, n'avait plus aujourd'hui de raison d'être puisqu'elle ne produisait plus ces relations et cette cohésion. Relations sociales qui existent toujours dans la société moderne, mais sous la forme d'associations, d'institutions, d'organismes divers, formant des multitudes de solidarités privées. Le pouvoir traditionnel, concluait-il, va trouver sa contrepartie dans des associations de consommateurs, d'utilisateurs, et redonner par là même un équilibre à la société.

Ce nouveau pouvoir des associations, le groupe politique Échange et Projets, animé en France par Jacques Delors, en a fait l'objet d'une étude :

« Il existe un Centre national du patronat français et des centrales syndicales. Il n'existe pas encore de Centre national des associations, mais seulement des regroupements par affinités idéologiques ou politiques... rapprochant les associations d'une catégorie avec les administrations concernées.

« Un tel Centre national devient pourtant une nécessité impérieuse. Il n'est de démocratie que formelle. Ceux qui pensent que l'existence d'associations indépendantes du pouvoir n'est nécessaire que dans la mesure où eux-mêmes ne sont pas au pouvoir commettent un grave contresens. C'est parce qu'il y a des pouvoirs que les associations doivent pouvoir exister et présenter un front uni pour défendre leur existence même en tant qu'association. Il ne s'agit pas de créer un organisme contraignant, donnant des directives de contenu ou centralisant les subventions pour en assurer la redistribution, pas plus qu'il ne s'agit de recréer des corporations ou un conseil de l'Ordre. Il s'agit simplement de la défense d'un genre permettant la libre prolifération des espèces[1]. »

Suggestion de permanents dans la Rencontre E.S.S.E.C., centralisation des associations, voilà qui nous éloigne du spontanéisme de certains comités de quartier ou de certaines associations de locataires. L'ange bureaucratique s'avance pour nous prendre sous son aile.

Un psycho-sociologue, René Kaës, avait déjà parlé voilà fort longtemps, bien avant que ça ne devienne la mode, du difficile dialogue, de la difficile action des associations d'usagers en milieu municipal[2] :

« La croissance des grandes agglomérations devrait susciter la création de structures administratives et civiques nouvelles. En effet, la distance matérielle et psychologique qui sépare les nouveaux habitants des élus locaux augmente au fur et à mesure que les grands ensembles se développent et posent des problèmes inconnus jusqu'alors. La situation " d'usager-client " dans lequel est strictement tenu le citoyen lui donne, en outre, et d'une manière très générale, de moins en moins l'occasion de s'exprimer et de prendre des responsabilités dans la vie locale. »

---

[1] Le problème des associations a d'abord été étudié en France, à partir de 1967, par le G.R.E.P. (Groupe de recherche et d'éducation pour la promotion). Sa revue *Pour* publia en 1973 le résultat de ses réflexions. En 1974, Échange et Projets publie une étude (à laquelle participe Paul Harvois du G.R.E.P.) : *Pour un nouveau pouvoir de l'association*, d'où nous avons tiré le passage ci-dessus.

[2] René Kaës, *Vivre dans les Grands Ensembles*, Éd. ouvrières, 1963.

Se groupent-ils en associations ou en syndicats, leurs rapports avec les élus locaux est presque toujours du seul domaine de la revendication. Que celle-ci soit utile et prioritaire, nul doute; mais s'y limiter donne aux associations d'habitants le même travers que celui reproché aux municipalités : ne travailler que pour le court terme.

René Kaës pose aussi deux problèmes : celui de la compétence et celui de la représentativité.

« Les constructeurs, les administrations, les services publics reprochent souvent aux animateurs d'être insuffisamment informés des problèmes juridiques, techniques, économiques et administratifs de la construction des grands ensembles. Le dialogue est dès lors difficile qui cherche à s'établir entre des techniciens débordés, eux-mêmes souvent mal informés de la situation concrète des habitants, et des représentants d'usagers peu formés à une efficace discussion. A ces animateurs, il est beaucoup demandé : le bénévolat, du temps libre, la connaissance profonde de questions techniques et pratiques. Les animateurs s'usent vite; ils veulent quelquefois obtenir une satisfaction immédiate au détriment de réalisations futures plus adéquates. Les détenants des pouvoirs le savent...

« Le problème de la *représentativité* des groupements, associations et syndicats de locataires ne manque pas de se poser. Aucun pouvoir n'est reconnu à ces organismes : la jurisprudence ne reconnaît pas à une association de locataires le droit d'agir en justice en son nom propre. Elle considère que l'ensemble des locataires n'ont que des droits individuels, et pas d'intérêts collectifs... Aucun critère ne permet encore de juger strictement du caractère représentatif d'une association. Pour les grandes centrales syndicales ouvrières, le problème de la représentativité a été résolu par l'histoire[1]. »

Verrons-nous, de la même manière, être reconnu, par la force de l'élan historique, un *syndicalisme de l'habitat?*

Tous ces groupes de défense (comités de quartier, associations de locataires, associations de propriétaires et de copropriétaires, etc.) n'indiquent-ils pas qu'un syndicalisme de l'habitat cherche à se former, à s'exprimer, à engager un dialogue avec d'autres groupes? D'où l'utilité d'une association d'associations, d'une confédération, comme cela existe d'ailleurs à Bruxelles où l'A.R.A.U. et la fédération des cent conseils de quartier peuvent, en raison de leur force « syndicale », poser le problème de la « réorganisation des pouvoirs locaux en termes de participation démocratique des habitants à la vie urbaine ».

Exemple de syndicalisme de l'habitat : l'Union locale nantaise de la Confédération générale du logement qui, lors de son congrès constitutif, en avril 1962, regroupait l'Union des syndicats des locataires H.L.M., l'Union des usagers de l'accession à la propriété et des propriétaires occupant leur logement, ainsi que l'Association nantaise d'action pour le logement (mal-logés).

L'Union nantaise de la C.G.L. s'est d'abord proposé de jeter les bases d'une action syndicale du logement dans les grands ensembles. Ensuite de former des animateurs et des syndicalistes. « Cette préoccupation s'inscrit dans les objectifs que la Confédération générale du logement se donnait, quatre années auparavant : être un véritable syndicalisme du logement, c'est-à-dire garantir à chacun, quels que soient ses ressources et ses besoins familiaux, un logement qui lui permette de vivre et de s'épanouir normalement. Cette option implique une participation et un contrôle des familles à toutes les instances où s'élaborent les conditions de leur habitat[2]. »

La C.G.L. est très consciente de la déviance toujours possible d'un syndicat vers le corporatisme. D'où son insistance sur la nécessité d'être le mieux informé possible et de créer des militants aussi convaincus et aussi « cultivés » que ceux du syndicalisme ouvrier.

---

[1] René Kaës, *op. cit.*

[2] *Ibid.*

« Nous avons pu constater, écrivent les syndicalistes nantais, que des militants partaient en flèche sur un certain nombre de problèmes très concrets et limités, mais s'essoufflaient rapidement quand ils ne quittaient pas définitivement la C.G.L. En outre, le nombre croissant des adhérents impose non seulement de trouver des militants, mais de former ceux-ci à l'action syndicale du logement. Si nous ne nous préoccupons pas efficacement de cette formation, nous risquons de voir l'existence de la C.G.L. liée uniquement à des poses de blooms, à des problèmes de chauffage, de séchoirs ou d'espaces verts. C'est le risque du syndicalisme corporatif borné à la satisfaction de besoins immédiats et visibles. Pour donner des perspectives plus larges et efficaces à l'action syndicale, il convient de définir les problèmes d'ensemble et d'avenir du logement[1]. »

La nécessité d'un syndicalisme du logement, disposant de militants s'étant donné un bagage technique suffisant pour discuter avec les représentants de l'administration, est d'autant plus indispensable que ces bureaucrates ou techniciens (ou ces techniciens bureaucrates) se refusent à mettre sur la place publique les problèmes intéressant l'architecture et l'urbanisme sous prétexte que les habitants n'ont pas la compétence pour comprendre ces problèmes, qu'ils ne sont pas « raisonnables » ni « désintéressés ». En un mot ceux qui ont délégué leurs pouvoirs aux élus municipaux doivent faire confiance à ceux-ci, et une bonne gestion est une gestion dont on ne parle pas. Cette idée techniciste de la gestion est évidemment aux antipodes de l'autogestion vers laquelle doit tendre tout syndicalisme de l'habitat. Le drame c'est que les élus ont bien une vision de la ville, de l'architecture, du logement, mais que cette vision est fatalement liée à leur culture, à leur classe. Vision du noyau stable des notables qui s'oppose irréductiblement à la vision, aux visions complexes et multiples, d'une population plus générale, mouvante, comme l'avaient compris dès la fin des années 50 Yona Friedman et Constant.

---

[1] René Kaës, *op. cit.*

Lorsque les habitants réussissent à ébaucher un syndicalisme de l'habitat, les résultats sont probants. Deux grands ensembles de la Région parisienne, Sarcelles et Massy, passèrent ainsi de la cité-dortoir à l'approche de ce que peut être une ville. Lentement, mais d'une manière continue, les habitants de ces deux grands ensembles prirent en main l'espace « impossible » où ils avaient été parachutés et en firent le cadre urbain que les urbanistes n'avaient su inventer. Si Sarcelles n'est plus le prototype de l'erreur architecturale qu'il fut à ses débuts, entraînant cette expression de « sarcellite » qui devait désigner le grand ensemble considéré comme une maladie urbaine, c'est que les associations d'habitants de Sarcelles ont imposé aux architectes une « révision déchirante » de leurs principes, arraché au pouvoir des équipements et élu finalement une municipalité qui exprimait vraiment la vie collective nouvelle d'une ville nouvelle.

On a vu aussi à La Rochelle des habitants faire des propositions par quartiers et débattre en public les moyens de parvenir à intéresser la ville tout entière.

Cette naissance d'un syndicalisme du logement n'est pas sans inquiéter, nous l'avons vu, à la fois les « élus » et les techniciens (urbanistes et architectes). Si bien que lorsque la ville d'Angers organisa, à l'automne 1974, l'opération « Habiter c'est vivre », avec le concours à la fois du Fonds d'intervention culturelle du secrétariat à la Culture, de l'Agence d'urbanisme de la région angevine, de l'Association pour la recherche et l'animation socioculturelle à Angers, etc., elle « oublia » d'associer les syndicats au travail préparatoire. Or les syndicats angevins avaient déjà mis en place des commissions de travail sur les problèmes d'urbanisme. D'où sans doute l'échec de cette opération qui se voulait spectaculaire.

Son but : « montrer qu'une véritable politique de l'habitat passe nécessairement par une intervention directe des habitants... Informer tous les publics sur l'habitat... Sensibiliser les habitants aux problèmes de cadre de vie (d'une part en les laissant s'exprimer sur leur habitat, leur quartier, leur commune; d'autre part en les faisant participer à la création de l'opération,... ».

« En fait, avouent les organisateurs, rien de tout cela n'a émergé. Les promoteurs, soit par manque de disponibilité, ou impréparation, soit par leur rôle d'administrateurs ou de gestionnaires plus que d'agents créateurs d'une voie sociale, soit par crainte d'affronter les " usagers " et donc d'être " remis en cause ", n'ont pas saisi l'occasion d'un dialogue fructueux nourri des multiples informations dont ils disposent. (...) Avec les promoteurs le dialogue n'a pas eu lieu, avec les architectes non plus. (...) Nous n'avons pas connu de face à face (dialogue qui aurait pu être riche d'enseignements) entre le promoteur d'une cité, son architecte et ses habitants (est-ce même possible en France?)[1]. »

Expérience, on le voit, qui se termine par le plus grand pessimisme.

Mais une participation réelle, concrète, active, de la population à l'habitat et à la ville est-elle possible sans la création d'une nouvelle démocratie municipale et d'une véritable démocratie nationale?

C'est ce que semblent comprendre enfin les partis politiques. Le Programme commun de la gauche a consacré un chapitre (1^re^ partie, chap. 3) à « l'urbanisme, le logement, les équipements collectifs ». On peut y lire :

« Les Assemblées élues (de l'Assemblée nationale au conseil municipal) auront la responsabilité effective de l'urbanisme. En organisant un débat démocratique constant avec la population, elles assureront la définition collective des plans d'urbanisme, en y associant les syndicats et les associations

---

[1] « Opération Habiter c'est vivre, en Anjou », sept. 73-nov. 74. Association architecture et construction. Dossier de brochures.

intéressées... La rénovation des logements anciens sera encouragée et devra bénéficier aux couches populaires. Le droit au relogement sur place sera de règle générale... Les associations de locataires et leurs délégués seront reconnus[1]. »

Il n'est pas question d'un syndicat spécifique de l'habitat et il est probable que les partis politiques se méfieront toujours d'un mouvement issu d'un spontanéisme des masses. Les déclarations antiautogestionnaires du P.C.F. en sont une preuve. Comme, plus encore, les déclarations du responsable de l'architecture auprès du Comité central du P.C.F., Jean Giard : lors d'un colloque qu'il présidait, il fut précisé que « si la réalisation architecturale doit être de plus en plus collective, il ne faut pas oublier qu'en dernier ressort l'architecte a ses propres décisions de créateur à prendre, de même que l'élu ses propres responsabilités à assumer »... Par ailleurs, fut soulignée la difficulté pour les usagers de s'engager davantage en raison de leur manque de temps et de moyens financiers. Un participant rappelait que sur 1500 associations d'usagers invitées à un colloque, 20 seulement avaient donné signe de vie[2].

Par contre, dans un rapport de Dominique Taddéi, secrétaire national à l'action culturelle du P.S., nous lisons :

« L'amélioration des conditions de travail, de transport, de vie, l'abaissement de la durée du travail, permettront aux citoyens de participer à la création et à l'animation de leur cadre de vie : une politique nouvelle à l'égard des collectivités locales leur donnant les moyens d'une authentique décentralisation.(...)

« Afin de permettre à chaque citoyen de participer à la définition et à la gestion de son cadre de vie et notamment à la démarche architecturale, il sera mis en place une réelle politique de sensibilisation et de formation aux problèmes du cadre de vie. Cette politique s'appliquera sans discontinuité depuis les classes maternelles jusqu'à la formation professionnelle ainsi que dans tous les organismes concernant la formation permanente des citoyens (presse, télévision, etc.).

---

[1] P.S., P.C., Mouvement des Radicaux de gauche, *Programme commun de gouvernement*, Flammarion, 1973.

[2] *La Ville*, n° 18, avril 1976.

« Il s'agit d'assurer la plus large participation de tous aux décisions. »

Au premier niveau, celui de la préparation, sera créé un comité de développement culturel et du cadre de vie :

« Cette instance de contrôle urbain et culturel sera mise en place au niveau du quartier ou de la ville, suivant la taille de la commune. Elle sera composée de représentants élus des habitants en fonction de trois critères : en premier lieu de membres des syndicats, associations et autres organisations, en fonction de leur représentativité; en deuxième lieu des travailleurs culturels dont des animateurs, des créateurs, et des professionnels du cadre de vie (architectes, urbanistes); en troisième lieu d'habitants désireux de participer individuellement. Ces comités locaux permettront de rompre, par l'extension de leur compétence, avec l'actuelle division du travail qui sépare ceux qui sont chargés de créer le cadre de vie et ceux qui sont chargés de l'animer... Consultés obligatoirement avant toute décision, ces comités devront pouvoir, avec l'aide de moyens municipaux, faire des propositions, mener des enquêtes, suivre l'exécution des problèmes... Ce nouvel exercice de la démocratie locale pourra être mis en œuvre dès les prochaines élections municipales, notamment pour les conseils municipaux à direction socialiste... La création du cadre de vie est, plus que tout autre, affaire de démocratie locale... »

Des expériences de démocratie municipale ont d'ailleurs déjà été esquissées par des municipalités socialistes, notamment à Grenoble, et à Meylan dans la banlieue de Grenoble. A Juvisy (Essonne), la municipalité, élue en 1971 sur la base du Programme commun de la gauche, a tenté à partir de 1973 d'associer les habitants aux orientations de leur futur cadre de vie. Dès la première phase des études, les habitants ont été invités à intervenir.

« Les habitants, après un recensement des points ressentis comme névralgiques, définissent eux-mêmes le nombre de commissions, leur thème et leur orientation... Projections de films, diapositives et panneaux explicatifs à l'appui, le plan d'occupation des sols (P.O.S.) devient plus familier à tous : chacun a la possibilité de s'exprimer ensuite au cours d'une discussion générale. Constitués dans chaque quartier, des groupes de travail prennent alors en charge la réalisation de films vidéo destinés à être projetés pendant l'exposition et à servir de support à une série de débats inter-quartiers[1]. »

Néanmoins cette expérience s'est soldée par un demi-échec du fait d'abord d'un faible désir des habitants de s'intéresser activement à la vie communale (trois à quatre cents personnes sur quinze mille habitants), ensuite par l'expression souvent véhémente d'intérêts particuliers opposés. Mais à Juvisy, « on expérimentait ainsi l'apprentissage difficile de la démocratie qui ne peut éclore par génération spontanée[2] ».

Intéressante initiation à la démocratie municipale que celle provoquée également par le maire radical de gauche de Saint-Gratien (Val-d'Oise). La municipalité mit à la disposition des habitants quinze espaces à aménager et à transformer. Des réunions eurent lieu dans tous les quartiers, ainsi que des rencontres entre voisins. Une habitante qui demandait au directeur des services techniques de Saint-Gratien : « Que prévoyez-vous pour l'aménagement du nouveau parc? », s'est vu obtenir cette réponse insolite : « Nous ferons ce que vous demanderez, vous payez vos impôts, c'est à vous de décider. » Des initiatives tendant à donner une cohésion à une collectivité qui s'ignore furent organisées. Par exemple faire visiter des foyers de vieillards aux enfants. Ce qui valut cette interrogation : « Quelle est cette maison où il n'y a que des grands-mères? » Les enfants, piqués de curiosité, allèrent ensuite filmer et interroger les personnes âgées sur leur jeunesse. Des adolescents du collège technique construisirent un chariot de bois et d'acier et en firent une bibliothèque ambulante qui parcourut Saint-Gratien, chargée de livres et de bandes dessinées sur la ville[1].

---

[1] « Juvisy, an I de la participation », par Francis Kohn, *Revue de l'Association pour la démocratie d'éducation locale et sociale*, n° 153.

[2] *Ibid.*

En Italie, à Bologne, la municipalité communiste a entrepris une opération considérée par beaucoup comme un modèle de démocratie locale. Tout le centre historique ayant été sauvegardé par la municipalité, la question fut posée aux habitants : « Est-ce bon, ou préférez-vous habiter à l'extérieur dans des constructions modernes? » Suivant le vœu des habitants, des H.L.M. furent construites dans le centre de la ville. La construction coopérative, mise aussi en œuvre à Bologne, permit à des habitants de réaliser eux-mêmes la rénovation de leurs immeubles.

---

[1] Information donnée par un de mes étudiants à l'École nationale supérieure des arts décoratifs, Emmanuel Roussin. D'autres étudiants ont aussi, par leurs exposés, apporté certaines informations contenues dans ce livre, notamment Pascal Deprée et Bertrand Hirrien. Par ailleurs, trois de mes étudiants étrangers m'ont fourni les informations suivantes :

En Iran, des habitants transforment complètement les maisons qui avaient été conçues pour eux par des architectes et le gouvernement. Par exemple, ceux qui n'avaient ni cour ni jardin s'installèrent sur les trottoirs (Zoreh Fatemi, Iran). A rapprocher d'un « habitant paysagiste » du nord de la France, dont nous parle Lassus, qui, n'ayant pas de jardin, fit déborder sur le trottoir, et presque dans la rue, une profusion de pots de fleurs.

Au Maroc, certains centres ruraux sont créés du début à la fin avec la population; « Un atelier ambulant aménagé à l'arrondissement du Génie rural transporte l'ingénieur, le topographe, l'urbaniste sur l'emplacement défini à l'avance pour la création d'un centre. Une enquête est effectuée sur la zone d'influence du centre et, après discussion avec les membres des communes rurales et autorités locales et en tenant compte de leurs idées et de leurs programmes, une esquisse est faite sur place. L'implantation des installations urgentes est donnée directement et matérialisée. » (Jamal El Idrissi, Maroc.)

Dans la ville nouvelle d'Hérouville-Saint-Clair (agglomération de Caen), les mères de famille d'un bâtiment réclamaient des bacs à sable pour leurs enfants. Mais la mairie refusait, arguant d'un réglement qui interdisait tout bac à sable à cet endroit. Les mères de famille ayant constitué une délégation vinrent en groupe trouver le responsable de l'aménagement de leur secteur. Nous ne pouvons pas installer de bacs à sable, leur dit-il, en raison du bruit des enfants qui dérangerait les habitants du rez-de-chaussée de l'immeuble. Mais, répliquèrent ces dames, nous sommes les habitantes de ces rez-de-chaussée et c'est pour nos propres enfants que nous réclamons des bacs à sable afin de pouvoir les surveiller de nos fenêtres. Un petit groupe de professionnels avait donc établi un réglement qui interdisait arbitrairement l'installation de tel équipement, dans tel endroit, équipement que précisément les personnes à qui il était censé nuire venaient réclamer. (Mirjana Radikovic.)

6.

Méthodes d'initiation à la participation

Nous avons vu que, si l'idéologie de la participation suscitait l'enthousiasme de quelques minorités (minorités d'habitants, minorités d'architectes), par contre la majorité y demeurait hostile ou indifférente. Or, dans notre esprit, la participation ne présente un intérêt que si elle est l'amorce d'une véritable créativité collective, c'est-à-dire de l'autogestion (donc de l'autoplanification).

Le risque de la participation, dans l'état actuel des choses, est double : récupération gouvernementale des comités d'usagers par des méthodes de déviance que nous examinerons dans notre prochain chapitre, récupération du syndicalisme esquissé de l'habitat par des « meneurs ».

La nécessité donc de l'information générale des habitants et de la formation de militants (l'idéal serait, bien sûr, que tous les habitants deviennent des militants, sinon le risque de l'élitisme des militants professionnels ou semi-professionnels réapparaît) est donc cruciale.

Les techniques traditionnelles de l'information, y compris les spectacles de propagande dans les rues montés par certains « gauchistes », se sont révélées assez inopérantes. Par contre, certaines techniques nouvelles, notamment la vidéo, peuvent aider à la fois à l'information et à la création.

1. *La vidéo, comme aide à l'information et à la création.*

Dans le constat de demi-échec par la municipalité de Juvisy, nous notons cette réflexion :

« Il est probable pourtant qu'une participation plus active des habitants aurait pu être favorisée s'ils avaient été invités à prendre eux-mêmes en charge la réalisation et la diffusion de cette information.

« Cette hypothèse est d'ailleurs confirmée par le grand intérêt dont ont fait l'objet de la part des habitants les techniques audio-visuelles, lorsqu'elles étaient mises à leur disposition pour réaliser des films sur leur ville.. La vidéo, par son aspect « gadget », attire l'amateur et suscite l'imagination, tout en conservant au travail ce caractère ludique et récréatif indispensable. Le tournage, d'autre part, crée une animation dans la ville. Il est en effet l'occasion de multiples rencontres et de discussions spontanées avec les promeneurs. »

Conscients des grandes possibilités apportées par la télévision, et surtout la vidéo, pour une sensibilisation des habitants à leur environnement, un certain nombre de personnes de disciplines différentes, mais avec un fort appoint universitaire, se réunissaient à Bruxelles en juin 1975 à l'appel du Conseil de l'Europe.

Objectif général du colloque :

« La technologie audio-visuelle est de plus en plus utilisée pour de nouveaux types d'interventions de la population dans un esprit de démocratie active, en vue de la protection et de l'aménagement de son cadre de vie.

« Le propos de la réunion sera d'évaluer les possibilités et les limites de chacun des moyens et méthodes utilisés au niveau des villes, pour informer, former et faire participer le public aux décisions dans ce domaine. »

En ce qui concerne la télévision, le rapport établi par M. Manfred Eisenbeis[1] souligne à juste titre que « toutes les émissions de télévision s'appliquent à nos conceptions des environnements possibles ou nécessaires, dans la mesure où elles nous présentent en permanence des modèles, des architectures, des structures urbaines, des aménagements intérieurs qui contribuent à déterminer notre système de valeurs ».

Si les pages en couleurs de publicité immobilière dans les magazines à grand tirage sont productrices d'images qui orientent le choix des usagers abusés, la télévision, tout comme le cinéma, est aussi et peut-être encore plus déterminante pour la déformation de la culture populaire. A l'inverse, ils pourraient être déterminants pour sa formation.

Comment? En suscitant des productions ayant pour objet « la participation des citoyens à la planification, à la création et à la conservation de leur environnement », en « analysant l'importance de l'aspect esthétique à l'intérieur des relations complexes de l'homme avec son environnement » (Eisenbeis).

Au colloque de Bruxelles un certain nombre de bandes vidéo nous fut montré[1]. *Le quartier Sainte-Élisabeth demain!* présentait une série d'interviews d'habitants donnant leur avis sur la restructuration d'un quartier de Freyming-Merlebach, en Lorraine. Diffusé ensuite auprès des habitants du quartier, ce document a suscité l'étude d'un nouveau projet basé sur les indications fournies par l'enquête vidéo.

Même méthode appliquée à l'île de la Giudecca à Venise : « Par le recours de la vidéo, la stratégie adoptée vise à favoriser une créativité collective, une communication communautaire sur les problèmes de l'environnement, la création d'un modèle de participation dans le contrôle de l'information. Le document vidéo comporte une série d'interviews d'habitants de ce quartier populaire qui expriment leurs points de vue. Ces bandes vidéo sont ensuite présentées à l'ensemble des habitants afin de favoriser une meilleure compréhension par l'utilisation du *feed-back*[1]. »

---

[1] Manfred Eisenbeis, « Le rôle de la télévision dans la participation des citoyens à la planification et à l'aménagement de leur environnement », Conseil de l'Europe, Comité de l'Éducation extrascolaire et du développement culturel, Strasbourg, 1974.

[1] Michel Ragon participait en effet à ce colloque du Conseil de l'Europe où il fit un exposé sur la participation des habitants au domaine construit et les méthodes possibles d'autoplanification. (Note de l'Éd.)

A Deventer, aux Pays-Bas, un réseau de télévision par câble met son studio chaque samedi, d'onze heures à douze heures, à la disposition des habitants. Ainsi des plans d'urbanisme ont pu être discutés en direct et 90 % de la population était touchée. « Les problèmes n'ont pu être esquivés étant donné que la retransmission du document faisait apparaître clairement les points précis où les réponses ou informations nécessaires n'avaient pas été fournies par les responsables. Une autre action vidéo portant sur le réaménagement d'un polder a pu aboutir à la modification par le parlement de procédures de consultation. Ces deux projections hollandaises démontrent l'efficacité de l'action-vidéo par les habitants eux-mêmes, dans la prise de décision concernant leur environnement[2]. » Notons aussi que, après ces émissions de télévision en Hollande, quatre fois plus d'habitants participèrent.

C'est aussi grâce à une enquête menée par le moyen de la vidéo par un comité de quartier de Bologne (Italie) que des crédits H.L.M. ont été utilisés pour la première fois pour la restauration du centre historique de la ville sans modifier la composition de la population.

2. *La technique des itinéraires urbains.*

Mais les techniques de l'audio-visuel ne sont pas les seules pouvant susciter l'intérêt des citoyens à leur environnement et, par là même, les inciter à participer à l'élaboration et à la gestion de leur cadre de vie.

Brian Goodey, de l'université de Birmingham, a fait par

---

[1] Rapport sur le Colloque *L'Environnement urbain et la Qualité de la vie*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, juill. 1975.

[2] *Ibid.*

exemple un rapport d'un intérêt évident sur la technique des « itinéraires urbains[1] ».

Il s'agit d'une stimulation du processus de la découverte qui peut d'ailleurs mener de concert la technique des itinéraires urbains proprement dits *(town-trail)* et l'utilisation du magnétoscope.

La technique des « itinéraires urbains » a été créée en Grande-Bretagne en 1972, et découle du « sentier de nature » apparu aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Elle tend à développer la curiosité visuelle du marcheur en créant des parcours comprenant des points d'attraction, des liaisonnements et des perspectives. « L'itinéraire est un des moyens d'apprendre à combattre la dégradation urbaine, planifiée et involontaire, non seulement dans les *beaux* sites de la ville, mais aussi dans sa propre cour » (*Itinéraire pilote de Leicester*, par Keith Wheeler).

Il n'est pas question, bien sûr, de concurrencer les guides touristiques et de s'attarder aux sites historiques ou aux architectures célèbres, mais plutôt de procéder à la découverte méticuleuse d'un quartier (son propre quartier par exemple) avec ses édifices industriels et commerciaux, ses pubs visités et décrits méticuleusement, ses immeubles dont chaque type est décrit, et ses fonctions, ses boutiques d'artisans, sa signalétique, etc.

Les images peuvent être captées soit par des appareils de photos, soit par carnets de croquis, soit par un équipement vidéo (ou les trois à la fois).

Les itinéraires urbains permettent de faire comprendre au public, d'une manière éducative amusante et à peu de frais, les problèmes de l'environnement urbain et surtout de l'environnement menacé, à sauvegarder, à rénover, etc. Il permet aussi de sensibiliser les habitants à la scène urbaine qui les entoure et à l'agencement de celle-ci, à son fonctionnement, à son caractère en perpétuelle évolution; et à démontrer la relation entre l'environnement social et l'environnement physique.

---

[1] Brian Goodey, « L'Expérience des itinéraires urbains », rapport pour le Conseil de l'Europe, Comité de l'Éducation extrascolaire et du développement culturel, Strasbourg, janv. 1975.

Les services d'aménagement britanniques en sont bien conscients lorsqu'ils considèrent que les « itinéraires urbains » « peuvent contribuer à familiariser la population avec les quartiers sauvegardés ou avec ceux dont l'aménagement va probablement faire l'objet d'un débat public ».

7.

Méthodes de déviances

1. *Vers une récupération des luttes urbaines?*

La multiplication des associations et comités de défense de toutes sortes (on en comptait plus de 22 000 en France, en 1976) a incité, nous l'avons vu, le groupe Échange et Projets de J. Delors à proposer une Confédération des associations destinée à les officialiser, à les légitimer. De son côté, le prince, inquiet de cette prolifération « sauvage », se préoccupe de récupérer les associations de défense en les institutionnalisant.

Le président de la République déclarait au journal *Le Point*, en mai 1975 : « Il faut organiser l'expression des habitants. » En réalité cette organisation fait déjà l'objet d'études très poussées dans les milieux gouvernementaux comme en témoigne ce rapport de M. Delmon, président des Houillères du Nord-Pas-de-Calais, membre du Conseil économique et social, où l'on peut lire[1] :

« Déjà dans le passé, il a été nécessaire de favoriser les mécanismes de représentation qui se situent en dehors du schéma classique de la démocratie représentative. C'est ainsi qu'il a été jugé nécessaire d'accepter le développement du syndicalisme pour défendre les intérêts des citoyens en tant que travailleurs. Il s'agit aujourd'hui d'accepter le développement d'associations pour défendre les intérêts des citoyens en tant qu'usagers, consommateurs, habitants. »

---

[1] Cité par *Libération*, 19 mai 1976.

M. Delmon propose « d'intégrer toute cette énergie dans le cadre des objectifs de la société libérale avancée », de « stimuler et d'organiser » le volontariat, de former des « responsables », mis à la disposition des associations, des techniciens « capables de transcrire les réactions du public dans des ébauches de contre-projet ».

Autrement dit, il s'agit d'organiser la contestation. Comme l'écrivait Jean Cocteau à propos de toute autre chose, mais ceci s'applique parfaitement à cette volte-face du prince : « Puisque ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs. »

Ce que tout pouvoir craint particulièrement, c'est le spontanéisme, le débordement des cadres structurant la société. Il en est des comités de quartier comme des comités de soldats, comme des comités de prostituées, comme des grèves sauvages. Deux attitudes possibles pour tout pouvoir face aux soviets : l'offre de places dans l'administration ou Cronstadt.

Déjà à Lyon, à Marseille, les mairies ont tenté d' « organiser » la contestation, de la transformer en « concertation ». Certaines associations qui aspirent à devenir « représentatives » ont répondu à cette main tendue et se sont réunies à Marseille puis à Paris pour constituer un « carrefour national des comités de quartier » et pour établir un « statut de la participation ».

La tentation est grande puisque les comités de quartier doivent, de toute manière, être sans cesse à la recherche d'une double reconnaissance de représentativité : vis-à-vis des habitants qui n'ont pas toujours envie de se mobiliser et vis-à-vis des pouvoirs publics qu'il faut convaincre que l'on est représentatif. Les comités de quartier doivent d'une part insister auprès de leurs mandants sur la nécessité de ne formuler que des revendications « réalistes », « sérieuses », « acceptables » par les pouvoirs publics, afin de ne pas être repoussées dès les premières tractations; d'autre part, une fois les

pouvoirs publics « accrochés », elles sont amenées à surestimer leurs effectifs (parfois ridiculement faibles). C'est ce que François Bonnier appelle le « bluff de la représentativité » auquel il reconnaît d'ailleurs la vertu d'être un élément dynamique[1].

Les responsables municipaux ne sont en général pas dupes de ce bluff et préfèrent de beaucoup discuter avec quelques responsables d'associations de quartiers, avec lesquels ils finissent par tisser des liens amicaux que de subir les assauts de mobilisations de masse. Les tractations et démarches personnelles de quelques représentants des associations de quartier sont, par ce fait, souvent plus couronnées de succès que les manifestations de rues. Il est aussi facile au pouvoir municipal de favoriser une association de quartier « compréhensive » que d'étouffer une association jugée « irrécupérable ».

« Il est fréquent que tel comité jugé trop agressif ou trop politisé soit totalement ignoré par la mairie — lettres sans réponse, demandes sans suite. Tel autre bénéfice de la présence d'un conseiller municipal à ses réunions[2]... »

Le but du pouvoir est de détourner les associations d'habitants de leur action revendicative et de les pousser vers une fonction « animatrice ». Pour cela, on procède à une sélection préalable, en éliminant les associations gênantes par un refus de les considérer comme représentatives et en favorisant les associations « compréhensives » en leur accordant des subventions. S'il n'existe, dans tel quartier, qu'un comité « sauvage », on le doublera par une association « animatrice » subventionnée par la mairie.

Autrement dit, si les municipalités « souhaitent » la participation des habitants aux problèmes de l'aménagement urbain, ce n'est pas sans voir dans ce corps intermédiaire un adversaire possible, voire un substitut. En réalité, les pouvoirs municipaux et nationaux, placés devant le fait de ce débordement populaire, tentent de créer, au sein des associations « sauvages », de nouvelles instances représentatives, de transformer les « meneurs » en « animateurs », donc de les intégrer et d'en faire même des « agents de contrôle de l'aménagement urbain ».

---

[1] François Bonnier, « Les pratiques des associations de quartier et les processus de " récupération " », *Espaces et Sociétés*, n^{os} 6-7, juill.-oct. 1972.

[2] *Ibid.*

« Il va donc s'agir pour les municipalités de convaincre les associations ou comités de s'engager dans une démarche technocratique utilisable. Pour cela, les municipalités disposent encore d'un moyen très efficace : le *quasi-monopole de l'information* en matière d'urbanisme et d'aménagement[1]. »

L'association de quartier, si elle ne peut bénéficier de « fuites » (et les groupes gauchistes s'emploient à organiser ces « fuites » sans lesquelles aucune action des comités de quartier ne pourrait être opérante), est à la merci du bon vouloir de la municipalité quant à la diffusion des informations. Et l'on sait que l'urbanisme, sous prétexte de ne pas dévoiler des projets dont les spéculateurs pourraient s'emparer (et eux bénéficient toujours des « fuites »), a une fâcheuse tendance à la clandestinité.

Verrons-nous apparaître un marginalisme officiel? Seul un véritable syndicalisme de l'habitat, mais un syndicalisme partant de la base et non récupéré par les classes moyennes, comme le sont souvent actuellement les comités de quartier considérés par le pouvoir comme « représentatifs », nous paraît offrir des garanties à la fois de représentativité populaire et de crédibilité auprès du pouvoir.

Car, redisons-le, tout pouvoir, de droite ou de gauche, cherchera à institutionnaliser la contestation. Ce qui est d'ailleurs absolument normal pour tout gouvernement. Aux associations d'affirmer leur marginalité et de refuser la récupération qui les viderait de leur raison d'être.

---

[1] F. Bonnier, *op. cit.*

2. *L'ambiguïté de l'animation urbaine.*

Nous avons dit que l'une des astuces du pouvoir consistait à détourner les associations d'habitants de leur action revendicatrice en les poussant vers une fonction « animatrice ».

L'animation est en effet un nouveau gadget destiné à distraire les citoyens. Les stages « d'initiation à l'expression » font fureur. Mais il en est de l'animation comme de l'érotisme, on en parle plus qu'on en fait.

Les animateurs culturels ont tendance à se considérer comme des sortes de justiciers, investis d'une mission démocratique. Malheureusement, leur position est bien fragile, contestable, contestée, et parfois même tout à fait trouble. Peu sûrs en réalité de leur statut social, ils en rajoutent quant à l'attitude gauchiste pour ne pas paraître suspects de relations avec le pouvoir qu'ils sont pourtant bien obligés d'accepter ou de solliciter. Lors d'un colloque d'architectes, un groupe d'animateurs culturels particulièrement agressif se vit attirer cette réponse de l'architecte Jean-Claude Bernard : « Je ne vois pas de quel droit vous nous attaquez. Vous êtes comme nous. Vous faites ce que les gens ne savent plus faire. Vous faites de l'animation à leur place, comme nous faisons de l'architecture à leur place. »

L'animateur culturel serait-il une résurgence du cocu de vaudeville? Cocu, battu et content. On serait tenté de le croire lorsque l'on voit la disparité entre ses ambitions politiques et ses résultats sociaux.

N'est-ce pas l'animation urbaine, mise en place par les municipalités, qui a réussi à canaliser les mouvements de protestation violents, sauvages et dispersés; à les structurer en associations d'usagers ou de locataires et à les faire passer de la « lutte urbaine » à la négociation? C'est grâce à l'animation urbaine que les contestataires, les casseurs, sont devenus des partenaires responsables.

Que cette opération soit utile pour les habitants eux-mêmes, nul doute. Bien que encore cette animation urbaine contribue le plus souvent à ramener des luttes qui, continuant leur spontanéisme, auraient peut-être pris l'ampleur d'une révolution urbaine, à de simples problèmes ponctuels finalement faciles à résorber par la municipalité.

« L'action d'animateur urbain de base ne consiste pas à nier, à ignorer ou à camoufler les mouvements sociaux urbains ou les luttes urbaines locales. Au contraire, son efficacité réside dans ses capacités à les absorber et à proposer des méthodes d'action, des modes d'organisation débouchant sur la concertation, voire la mise en place de structures *ad hoc* de concertation pour la résolution des problèmes en question (comme les commissions extra-municipales, les conseils de résidents, les comités d'usagers... les structures d'animation globale [1]). »

Il est, bien sûr, des animateurs qui ne sont pas dupes du rôle que le pouvoir leur fait jouer et qui interviennent alors au cœur des contradictions sociales. D'intégrateurs, ils deviennent subversifs et leur affrontement est fatal avec les autorités municipales ou nationales. Ce que le pouvoir entend par animation c'est de « l'activisme civique non contestataire » (Tema). D'où une tendance actuelle à « aseptiser l'animation urbaine, en la dépolitisant, en l'éloignant des contradictions [2] ».

Mais les animateurs urbains devenus subversifs sont-ils de ce fait révolutionnaires? Le pouvoir, qui leur a octroyé une tribune, les tient à l'œil. Ils lui servent en réalité de baromètre.

« Dans la situation d'animation, tu es au carrefour des contradictions sociales, dit Pierre Gaudibert [3]. Il y a des animateurs culturels conscients (ou intelligents). Ils savent les risques de leur travail : devenir de nouveaux technocrates; prendre trop d'initiatives « en attendant que les *animés* soient en mesure de le faire »; enlever par là même aux usagers leur pouvoir de décision avant qu'ils n'aient eu le temps de le prendre; d'animateurs devenir des *contrôleurs* sociaux.

« Si l'on ne donne pas dès le départ l'initiative aux habitants du quartier, on la gardera et ils ne la prendront jamais, note l'animateur d'un quartier populaire. D'où son refus de mettre sur pied des programmes, d'amorcer des actions, pour concentrer à l'inverse ses efforts à faire apparaître des lieux de parole, des " espaces ouverts " pour l'initiative et la responsabilité des habitants. Le résultat? Un foisonnement de propositions, d'amorces d'actions les plus inattendues... et le licenciement de l'animateur par le pouvoir municipal local, effrayé devant ce surgissement spontané! » (Donnelly et Lochard.)

Là, on espérait que l'animateur serait un « contrôleur », et l'on tombe sur un agitateur. Dans l'exemple suivant, c'est l'inverse, les animateurs deviennent, à leur insu, régulateurs.

« A Boston une société autoroutière voulait faire passer une autoroute dans le ghetto. Pour l'empêcher, toutes les associations se sont rassemblées et leur action commune s'est révélée payante, dans un premier temps au moins, car la société autoroutière a engagé des animateurs qui ont provoqué une nouvelle discussion dans le quartier, suscité des contre-propositions : six mois plus tard, l'autoroute passait dans le ghetto de Boston » (B. Donnelly).

On comprend la méfiance de certains comités de quartier à voir apparaître dans leurs parages des animateurs urbains.

Par ailleurs, certains animateurs culturels jouent en même temps le rôle d'animateurs commerciaux, ce qui est pour le moins ambigu. C'est une tendance très sensible dans les villes nouvelles où l'animation du centre est d'abord une animation commerciale (piazza de Marne-la-Vallée, agora d'Évry). Quel genre d'animation urbaine peut-on produire lorsque le socio-culturel et le socio-éducatif « ne sont que des appendices du centre commercial »? « De plus en plus, d'ailleurs, les commerçants, soucieux de " fidéliser la clientèle " ou d'humaniser la plus-value, prennent eux-mêmes en charge l'animation : le budget d'animation d'un centre commercial comme Rosny II est, d'ores et déjà, supérieur à celui d'une ville nouvelle » (Donnelly et Lochard).

---

[1] Jean-Marie Charon, « L'animation urbaine, ou comment désamorcer les mouvements sociaux urbains », *Espaces et Sociétés*, n° 12, mai 1974.

[2] *Ibid.*

[3] Cette citation et celles qui suivent sont extraites du n° 45 (déc. 1975) de la revue *Pour*, consacré à *L'Animation en milieu urbain*. Lire par ailleurs, de Pierre Gaudibert : *Animation culturelle. Intégration et/ou subversion*, collection M. O. dirigée par Michel Ragon, Casterman-Poche. Réédité en 1977 dans la collection « Synthèses Contemporaines », chez le même éditeur.

L'animation est devenue source de profit. Les commerçants ont compris qu'elle amenait d'abord le prestige et que le prestige pouvait augmenter la clientèle.

Néanmoins, tout n'est pas négatif dans l'animation culturelle. Joffre Dumazedier en a bien défini les perspectives positives : « On organise le public pour le défendre contre l'emprise économique, pour éviter qu'il ne soit réduit à l'état de proie économique, ou de proie électorale... pour tenter de susciter le didactisme du citoyen, l'initiative sociale et culturelle. »

Mais comment l'animateur urbain peut-il échapper à l'économique et à l'électoral?

Même dans des municipalités socialistes ouvertes à l'animation urbaine comme à la participation des habitants à l'urbanisme, l'animateur reste mal à l'aise. A Grenoble, ville exemplaire pourtant dans ce domaine, et où se produisent de multiples initiatives et expériences d'animation comme de participation, la plupart des actions spontanées de la population ont été récupérées par les syndicats et les partis politiques. Les unions de quartier y sont devenues des associations de notables appartenant soit aux partis de la majorité municipale (P.S., P.C.), soit aux partis de la majorité nationale.

3. *La pédagogie des « jeux urbains ».*

La méthode des jeux pédagogiques est ancienne. On utilisait par exemple, au XVII^e siècle, des jeux destinés à enseigner la morale. Néanmoins, les jeux de simulation se sont particulièrement développés depuis une vingtaine d'années, d'abord sous forme de « jeux de guerre », puis de « jeux de relations internationales », de « jeux d'entreprises », enfin de « jeux urbains ».

On peut considérer le Monopoly comme une sorte de jeu urbain. Mais c'est un jeu de société qui n'a pas d'autre but que d'amuser, alors que le jeu urbain dont nous voulons parler se veut instrument pédagogique pour la formation des étudiants et des cadres. Si le jeu d'échecs se réfère à une guerre entre deux royaumes tout à fait abstraits, le jeu urbain représente la réalité urbaine actuelle en attribuant aux joueurs des rôles de promoteurs, de représentants des usagers, d'architectes, etc., et en plaçant le comportement des joueurs dans les situations de complexité urbaine : élections municipales, marché foncier, etc.

Nés aux États-Unis, vers 1960, les jeux urbains sont devenus rapidement en vogue dans les universités, puis passèrent en Angleterre, en Allemagne, et n'arrivèrent en France qu'en 1970.

On compte actuellement, aux États-Unis et en Europe, une centaine de jeux urbains, savamment élaborés par des universitaires. On aurait tort de ne voir dans les jeux urbains qu'un gadget. Par ses règles, ils transmettent en effet une représentation de la ville et de ses mécanismes impliquant une idéologie. Chaque auteur de jeu urbain a une idée derrière la tête. Par exemple l'auteur d'*Urban Dynamics* veut « montrer les relations entre classes sociales et en particulier entre les minorités ethniques et les autres catégories »; l'auteur de *Trade off*, « les problèmes psychologiques de manque de pouvoir et d'anomie ressentis par les pauvres »; *Apex*, les « buts, objectifs et systèmes de valeurs sous-tendant les décisions »; *Poge*, « les interactions des contraintes politiques et du processus de planification »; *Clug*, « les divers problèmes qui peuvent se poser à une collectivité locale dans le cas d'une croissance accélérée »; etc.

Dans *Clug*, les règles du jeu sont telles que l'on ne peut pas construire des usines dans la ville si des logements n'y figurent pas au préalable. Ces logements eux-mêmes doivent avoir des commerces. Commerces et usines demandent des bureaux. Qui eux-mêmes demandent des logements.

Les jeux urbains diffusent donc l'idée d'une économie urbaine de croissance, c'est-à-dire d'une dynamique capitaliste incluant une philosophie et une politique libérales. Par là même, les jeux urbains sont bien les messagers de l'idéologie américaine.

Chaque jeu définit un certain nombre de rôles et chaque joueur doit évidemment « jouer » le rôle qui lui est imparti, avec les contraintes et les règles inhérentes à ce rôle : jeu de l'administrateur, ou du maire, ou du défenseur de la nature, ou de l'occupant d'un taudis, etc. Mais toujours les joueurs peuvent choisir entre plusieurs solutions. La « théorie de la décision » est en effet à la base même des jeux urbains. Chaque joueur vit les tensions et les conflits de la vie urbaine. « Quand un problème est résolu, un autre apparait! (...) Assez fréquemment on voit des décisions économiques engendrer des problèmes sociaux (grèves, manifestations, oppressions de minorités, sous-équipements de certains quartiers, etc.)... Les problèmes sont souvent des générateurs de décisions. Le planificateur confronté au sous-équipement d'un quartier ou à la ségrégation d'une minorité, ne peut pas ne pas réagir. Les règles du jeu vont dans ce sens : le planificateur est là pour résoudre des problèmes, c'est son rôle, il trouvera cela naturel[1]. »

Les jeux urbains sont moins une initiation à la participation qu'un éloge du planificateur. Créés pour les écoles d'urbanisme, ils font donc l'éloge de l'urbaniste qui s'est confronté à toute la complexité des problèmes socio-urbains et qui a su s'en sortir.

Tout, dans le jeu urbain, conduit le joueur vers la négociation, le compromis, le consensus. Si le pouvoir du planificateur paraît faible au départ du jeu, c'est à lui de former des alliances, des coalitions avec d'autres joueurs (le maire, ou l'industriel, ou le promoteur) et d'utiliser des convergences d'intérêts pour mener le jeu à son profit.

---

[1] Gabriel Dupuy, « L'idéologie des jeux urbains », *Espaces et Sociétés*, n° 8, févr. 1973. Voir aussi : Edmond Preteceille, *Jeux, modèles et simulations. Critique des jeux urbains*, Mouton, 1974.

Il est significatif que les jeux urbains furent introduits en France en 1970 par la D.A.F.U. qui dépend du ministère de l'Environnement dans la perspective d'un programme intitulé Méthodes de planification urbaine.

Les jeux urbains sont d'insidieux modèles de récupération de l'idée de participation à laquelle est enlevée toute réalité des conflits sociaux (jouer le jeu du promoteur, ou du financier, ou de l'homme politique, c'est oublier pendant une heure ou deux son propre statut social; s'identifier à l'autre pour mieux le comprendre et finalement admettre son point de vue s'il est logique, fonctionnel, réaliste, scientifique). Les jeux urbains, tout comme l'animation urbaine et dans une certaine mesure la sociologie, sont un avatar de l'esprit scientiste progressiste du XIX^e siècle, donc de la société industrielle et commerciale qu'ils reflètent dans leur idéologie urbaine.

Notons qu'à l'université de Vincennes, un jeu urbain critique de cette idéologie a été créé.

4. *La délation comme méthode de participation.*

Enfin, quatrième déviance de l'esprit de participation, l'association du public à des tâches de police sous la forme de jeux télévisés ou autres. Paul Virilio nous parle longuement de ce problème stupéfiant[1]. Mais la société répressive a plus d'un tour dans son sac et le prince et ses serviteurs n'ont pas encore fini de nous étonner.

Que penser en effet du « Jeu du meilleur conducteur » lancé par Radio et Télévision Luxembourg et qui consiste à associer les conducteurs et la gendarmerie pour dépister les plus sages des conducteurs épiés par ailleurs par les hélicoptères de l'armée? Ne préparait-il pas à ce « jeu » moins innocent, lancé au cours de l'été 1972 par l'armée, qui, dans le cadre des manœuvres de ses « forces de défense opérationnelle du territoire » (Beauce 72) demandait aux habitants de la région de *participer* « à la dénonciation des commandos ennemis ». Puis, en août 1973, c'est Europe nº 1 qui lance l'opération *téléphone rouge*. « On demande cette fois aux auditeurs de devenir journalistes, informateurs, en alertant ce poste périphérique dès qu'un événement important survient (prise d'otages, attentats, incendies, etc.). On a compté une moyenne de cent appels par jour et, en juin 1974, c'est une auditrice qui, contre cinq cents francs de récompense, dénonce l'affaire du prêtre marié de Beuxe » (P. Virilio, *op. cit.*).

---

[1] Paul Virilio, *op. cit.*

Au printemps 1974, c'est *France Soir* qui lance l'opération *Métro*, à savoir incitation de ses lecteurs à la *participation* de la surveillance dans le métro en relatant pour le journal tous les actes de délinquance dont ils ont pu être témoins.

En Allemagne, c'est l'émission de télévision *Référence X. Y.* « qui associe les télespectateurs à l'élucidation d'énigmes policières réelles en ouvrant devant le petit écran des dossiers d'affaires criminelles en cours, en demandant, contre une substantielle récompense, la dénonciation des suspects... Lors du putsch de la Junte chilienne en 1973, les militaires utiliseront le procédé pour obtenir la délation des membres en fuite du gouvernement populaire » (P. Virilio, *op. cit.*).

Comment oser après un tel tableau, parler encore de *participation?* Mais n'y avait-il pas un slogan de 1968 qui disait : « Participation, piège à cons! »?

8.

Une architecture pour le monde pauvre

Yona Friedman, dans ses écrits les plus récents, considère que l'humanité tout entière glisse vers la pauvreté, mais que nous ne devons pas nous en effrayer car seule la pénurie nous évitera une catastrophe mondiale[1].

Les mesures que nous devons prendre de toute urgence pour le monde pauvre pourraient donc constituer en même temps des modèles pour notre avenir.

Car le monde pauvre actuel, c'est-à-dire la plus grande partie de l'humanité, ne peut en aucun cas trouver ses modèles d'avenir dans les sociétés industrielles avancées, comme chacun feint de le croire (à plus forte raison si notre propre avenir est la pauvreté ancestrale retrouvée), mais dans l'expression de ses propres ressources, de son propre environnement. Autrement dit le Tiers Monde doit tourner résolument le dos à la technologie occidentale qui n'est qu'un mirage illusoire et construire son propre monde qui, peut-être, nous servira au contraire de modèle. Quand je dis que *nous* devons prendre de toute urgence des mesures pour le monde pauvre, c'est évidemment une manière involontairement paternaliste de parler. C'est au monde pauvre de prendre lui-même ces mesures.

Outre Friedman, deux hommes nous ont donné des théories du monde pauvre : Ivan Illich et Hassan Fathy.

---

[1] Se reporter aux deux ouvrages de Yona Friedman : *Utopies réalisables*, U.G.E., 10/18, 1976, et *Après l'architecture mobile, l'architecture de survie*, Casterman, 1977, coll. Synthèses Contemporaines, dirigée par Michel Ragon.

Pour Illich, tout comme pour Friedman, « libérer l'avenir[1] » c'est libérer le monde de l'obsession du développement. Mais ce qui paraît surtout urgent à Illich c'est de libérer le Tiers Monde de ce coûteux mirage. Car on sait que, depuis le début de la civilisation industrielle, l'Europe, puis l'Amérique du Nord n'ont cessé de vouloir exporter sous toutes les latitudes leur manière de vivre, considérée non pas comme la meilleure, mais la seule valable. D'où une architecture uniforme, dite universaliste, dite « de style international », de Sao Paulo à Tokyo, de Hawaii à Londres, des deux Berlin à Abidjan, de Paris à Tachkent.

Les nations riches, dit Illich, veulent passer de force aux nations pauvres « la camisole de force du développement ». Résultat : « Les rues de Sao Paulo s'embouteillent tandis que, pour fuir la sécheresse, près d'un million de Brésiliens du nord-est font 800 kilomètres à pied. Des chirurgiens d'Amérique latine suivent des stages dans les hôpitaux spécialisés de New York pour y apprendre des techniques qui ne s'appliqueront qu'à quelques malades, et pendant ce temps la dysenterie amibienne continue d'exercer ses ravages parmi les 90 % de la population... Chaque voiture lancée sur les routes du Brésil prive cinquante personnes de la possibilité de disposer d'un autocar. Chaque réfrigérateur mis sur le marché contribue à restreindre les chances que soit construite une chambre froide pour la communauté[2]. »

En ce qui concerne le logement, impossible d'appliquer aux pays du Tiers Monde les mêmes critères que pour les pays riches. Pour la bonne raison que les pauvres des pays riches paraîtraient riches dans les pays pauvres. Aussi la plupart des considérations de ce livre n'intéressent que la population des pays industrialisés. Que peut signifier, en effet, pour qui n'a jamais eu de vraie maison, les problèmes de la « rénovation urbaine », des cités ouvrières, des grands ensembles, de l'utopie pavillonnaire, des habitants paysagistes, des comités d'usagers, etc.? C'est pourquoi il nous a paru indispensable de consacrer un dernier chapitre au problème spécifique de l'architecture dans les pays pauvres, en étant bien conscient qu'il ne s'agit là que d'une simple indication, que de simples références, et une incitation pour d'autres auteurs à étudier plus longuement ce problème.

---

[1] Ivan Illich, *Libérer l'avenir*, Seuil, 1971. Éd. origin. aux U.S.A. en 1969.

[2] *Ibid.*

Selon l'O.N.U. un tiers de la population de la terre est condamnée à mourir jeune en raison de ses logements insalubres. Les pays les plus développés du Tiers Monde sont bien conscients de la tâche urgente consistant à donner un habitat à ceux qui vivent dans des tanières, dorment à la belle étoile, errent à la recherche d'un peu de nourriture et d'un embryon d'abri. Le Mexique, par exemple, a lancé un grand programme destiné à fournir un logement décent à tous les Mexicains. Des normes destinées à protéger les habitants contre les vices de construction furent établies. Mais, en même temps, ces normes, inspirées de celles des pays industrialisés, empêchaient les Mexicains pauvres de construire eux-mêmes leurs maisons. « De plus, dit Illich, le loyer d'un logement construit industriellement dépasse le revenu total de 80 % de la population. Ce " logement décent ", comme on dit, ne peut être occupé que par des gens aisés ou par ceux à qui la loi octroie une allocation de logement... Le code d'urbanisme (...) en prescrivant comment il faut construire les maisons (...) crée une croissante rareté de logements. La prétention d'une société à fournir des logements toujours meilleurs relève de la même aberration que celle des médecins à assurer de plus en plus de mieux être, ou à celle des ingénieurs à produire toujours plus de vitesse[1]. »

Le grand problème pour l'habitat du Tiers Monde, et sans doute pour une bonne partie également de l'habitat du monde « riche », est en effet moins une affaire de normes, moins une affaire de distribution de logements industrialisés, que la mise en application d'une aide à l'habitat « sur le tas »; que la mise au point par les designers, les architectes, les industriels, de matériaux faciles à monter, à assembler, à démonter (pour toutes possibilités de mobilité ultérieure); que l'envoi dans le Tiers Monde « d'architectes-conseils » conscients du problème que nous évoquons et dont le premier rôle sera de former des « architectes aux pieds nus ».

---

[1] Ivan Illich, *La Convivialité*, Seuil, 1973.

Si « l'important n'est pas de donner aux affamés du poisson, mais de leur apprendre à pêcher », de même, l'important est d'apprendre aux populations sans maison comment en construire elles-mêmes, avec leurs matériaux locaux. Ce qu'elles firent autrefois à la perfection. Ce qu'elles ont désappris.

Architectes aux pieds nus? C'est évidemment aux « médecins aux pieds nus » chinois que nous pensons. En 1965, Mao Tsé-toung constatait que la Chine produisait d'excellents médecins de 1^{re} classe, mais que ceux-ci servaient uniquement les minorités urbaines, au détriment de cinq cents millions de paysans qui ne disposaient pas d'un service de santé suffisant. En 1971, un million de « médecins aux pieds nus » furent donc formés en Chine. Il s'agit de paysans auxquels on avait donné, pendant la saison creuse, des cours accélérés de médecine : dissection, analyses de laboratoires courantes, acupuncture, hygiène, etc. Devenus « médecins aux pieds nus », ils conservent leur travail agricole antérieur mais s'en absentent dès qu'un besoin apparaît de vaccinations, de soins urgents, d'accouchements, d'avortements. Ce sont eux aussi qui sont chargés d'enseigner l'hygiène et le contrôle des naissances.

La Chine a ainsi formé un « travailleur de santé » pour huit cents habitants. Pourquoi ne formerait-on pas, dans un même esprit, des « travailleurs de l'habitat »? Ne serait-il pas plus urgent, au lieu de chercher des moyens de financement d'un habitat populaire dans les pays pauvres, d'apprendre aux pauvres à se construire une maison?

« Pourquoi, dit Ivan Illich, ne pas concevoir un abri familial dont les éléments seraient préfabriqués et pourquoi ne pas obliger chaque citoyen à apprendre, au cours d'une année de service civil, comment construire un habitat décent? »

Même son de cloche chez l'architecte égyptien Hassan Fathy :

« Aucun de ces apôtres de la production de masse et du préfabriqué ne semble réaliser à quel point le paysan égyptien est pauvre. Aucune usine au monde n'est en mesure de produire des maisons que ces paysans pourraient acheter. Le revenu moyen du paysan égyptien est de quatre livres par an. Une étude portant sur quatorze villages types en haute et basse Égypte révèle que 27 % du nombre total de pièces n'a pas de toit. Or, les toits sont d'habitude en tiges de roseaux posées sur un ou deux bâtons de bois. Les paysans sont souvent trop pauvres pour se procurer ces tiges de roseaux et les producteurs de préfabriqués escomptent les voir acheter du béton[1]. »

Évidemment, lorsque l'on arrive à un tel degré de pauvreté que l'on ne peut même pas se procurer des tiges de roseaux, il est inutile d'évoquer la liberté des oiseaux construisant leurs nids puisque les oiseaux trouvent toujours le moyen de se procurer gratuitement les matériaux de leur habitat. On est même alors tenté de se dire : pourquoi les pauvres, outre le désagrément d'être pauvres, devraient-ils, en plus, apprendre à être maçons et charpentiers? Ne serait-il pas plus simple d'en faire des riches qui, tout comme les riches le font communément, commanderaient des maisons à des spécialistes? Faisons la révolution et il n'y aura plus que des riches. Malheureusement, par un étrange et maléfique phénomène, après les révolutions, il n'y a plus que des pauvres. Soyons juste, après une vraie révolution socialiste, il n'existe quand même pas de pauvres aussi pauvres qu'ils ne puissent se procurer des tiges de roseaux.

La misère de l'habitat rural dans les pays pauvres ne viendrait-elle pas du fait que les paysans ont parfois perdu les recettes qui faisaient à la fois la solidité et la beauté de leur habitat traditionnel? Pendant des siècles les fellahs égyptiens ont construit leurs maisons avec de la boue ou de la brique de boue séchée au soleil (ce que faisaient déjà les Sumériens et les Babyloniens dans les premières villes qui naquirent voilà sept mille ans). Hassan Fathy proposa en 1937 que cette technique soit reprise pour édifier rapidement et à bon marché des villages en Égypte. Or, il s'aperçut très vite que les maçons ne savaient plus construire des voûtes sans cintres, comme le faisaient les anciens. Malgré toute leur bonne volonté, les voûtes qu'ils tentaient d'édifier s'écroulaient aussitôt. Comment se faisait-il qu'à Louxor, les greniers du Ramesseum, vieux de 3 400 ans, disposaient toujours de leurs voûtes en briques de boue, sans supports? A force de recherche, Hassan Fathy trouva à Assouan deux maçons ruraux qui, bien que n'utilisant ni mesure ni instruments, savaient tracer à l'œil nu une parabole parfaite et couvraient une pièce en un jour et demi pour le quart du prix d'une couverture en béton.

---

[1] Hassan Fathy, *Construire avec le peuple*, Éd. J. Martineau, 1970.

Enthousiasmé, Hassan Fathy voulut étendre la méthode de ses deux maçons à toute l'Égypte, ce qui lui valut un certain nombre de démêlés avec l'administration qui constituent l'élément anecdotique de son livre. Néanmoins il put, en 1945, tenter une expérience d'autoconstruction coopérative pour les sept mille paysans du village de Gourna, près de Louxor. Expérience qui se solda par un échec dû à l'hostilité de l'administration corrompue par les entrepreneurs « modernes », à l'incompréhension par les fellahs du système coopératif de Fathy, contraire aux bénéfices individuels qu'ils escomptaient d'une opération de « rénovation », au refus par les paysans des coupoles en briques crues (tout comme le gouvernement, ils exigeaient du « moderne »). En réalité, dit Hassan Fathy, « les familles sans abri s'attendaient à ce que le gouvernement leur procure de nouvelles maisons comme une bonne fée ».

Apprendre aux gens à ne pas tout attendre du pouvoir, de l'État père; leur démontrer qu'ils fortifient ainsi le pouvoir en abandonnant leur propre pouvoir de décision et de création, c'est une des premières tâches des architectes aux pieds nus. Le besoin d'architectes ruraux, d'architectes-conseils pouvant former des architectes aux pieds nus et lancer un mouvement d'autoconstruction dans le Tiers Monde est immense.

Hassan Fathy demande que le gouvernement guide les gens sans expérience, les assiste, leur donne la formation nécessaire pour construire. « Le plus grand service qu'il pourra rendre à son peuple est de donner à chaque famille la possibilité de construire sa propre maison, de décider à tous les stades de ce qu'elle sera... Pour que la construction rurale soit vraiment peu coûteuse, elle doit être faite par les paysans communautairement, volontairement et non par des ouvriers spécialisés. »

Or, les méthodes d'assistance architecturale pour le Tiers Monde sont tout à fait à l'opposé de ce que préconise Hassan Fathy et Illich.

Les agences des Nations Unies ont, par exemple, particulièrement soutenu la méthode dite « d'aide aux initiatives locales ». Les Nations Unies, ou le gouvernement local, fournit aux habitants d'une région défavorisée tout le matériel et les équipements nécessaires pour construire des maisons « modernes ». En échange, les habitants apportent gratuitement leur main-d'œuvre. « Le désagrément, dit Hassan Fathy, c'est que cette aide ne dure pas... Les paysans apprennent la fonction d'un mélangeur de ciment, à poser un toit préfabriqué, puis, dès que le matériel cesse d'arriver, ils se trouvent aussi mal en point qu'avant — sauf bien sûr qu'ils ont déjà construit des bâtiments. »

Comment, en effet, utiliser les connaissances « modernes » acquises si l'on ne peut ensuite acquérir les matériaux adéquats? Que faire quand les machines se cassent? Une telle méthode éloigne encore plus les ruraux de l'utilisation de leurs matériaux locaux, la plupart du temps gratuits ou de faibles coûts; les éloigne encore plus de l'artisanat traditionnel en les initiant artificiellement à un métier parachuté d'une lointaine civilisation industrielle; et finalement en fait des chômeurs progressistes et frustrés.

Utiliser des techniciens volontaires, des étudiants, l'armée, pour édifier villages, routes, installations sanitaires, etc., est également un pis-aller. Une fois ces pères Noël partis, les constructions se dégraderont au cours des années sans que les habitants, qui n'ont été que des spectateurs de la réalisation, ne fassent rien pour les entretenir, soit qu'ils en soient incapables, soit qu'ils attendent le retour du père Noël.

Enfin, le troisième système, celui du « noyau », consiste en l'édification par les pouvoirs publics d'une maison modèle, puis dans la construction d'un village qui ne comporte que les noyaux de cette maison, c'est-à-dire la structure et le sanitaire. A charge pour les habitants de remplir cette structure à leur gré et avec les matériaux de leur choix.

Ce troisième système est meilleur dans la mesure où il implique une participation de l'habitant comportant une assez grande part d'initiative personnelle. Avec néanmoins le handicap de la « maison modèle » (modèle souvent imposé en fait par le pouvoir local) et le manque de souplesse de la structure, en général en béton.

A l'opposé de ces trois méthodes, Hassan Fathy propose que les villages soient construits en coopération par les paysans et les artisans locaux. Pas de système de charité comme ceux des Nations unies, mais des méthodes qui puissent à la fois préparer les gens à l'autoconstruction et stimuler les artisans locaux en réhabilitant des matériaux dont le progressisme mondial avait réussi à leur faire honte.

« Si un village doit être construit par ses futurs habitants, dit encore Hassan Fathy, il faut leur donner les compétences nécessaires... Nous avons besoin d'une méthode qui enseigne au paysan les éléments pratiques de la construction... mais nous ne voulons pas transformer un fermier actif en maçon hautement qualifié sans travail. »

Une de mes anciennes étudiantes, Gloria Montenegro, m'a fait le grand plaisir de revenir en France en m'apportant une semblable méthode (une brochure à laquelle elle avait participé, polycopiée, bourrée de dessins très didactiques avec textes explicatifs en regard), conçue par un groupe de jeunes diplômés guatémaltèques après le tremblement de terre qui ravagea leur pays. Le tremblement de terre démontrait en effet que les constructions modernes résistaient au séisme alors que les constructions traditionnelles s'effondraient, causant des milliers de morts dans la population rurale. La « bonne construction » paysanne serait-elle un mythe? En réalité, en examinant les ruines, les jeunes architectes et ingénieurs guatémaltèques s'aperçurent que ces constructions ne représentaient plus qu'une expression populaire dégénérée. Les arbres servant de poutres pour les toitures n'étant plus dégrossis pesaient trop lourdement sur les murs d'*adobe* (terre séchée). La tâche la plus urgente qui apparut à cette équipe d'étudiants, dans laquelle travaillait Gloria Montenegro, fut de réapprendre aux Mayas à construire solide, avec des matériaux locaux.

Histoire fort voisine, on le voit, des coupoles en terre séchée que les maçons égyptiens ne savaient plus construire. Le C.E.M.A.T. (Centre mésoaméricain des étudiants du Tiers Monde) a donc réalisé une brochure que les maçons de villages mayas puissent comprendre aisément, ceci d'autant plus que ces maçons ont, bien sûr, participé à la réalisation de la brochure avec les étudiants.

L'étude, la mise au point, la rédaction et la diffusion de méthodes d'autoconstruction, voire de réhabilitation des constructions locales traditionnelles, voilà encore une belle tâche pour les écoles d'architecture, pour leurs étudiants, pour leurs nouveaux diplômés.

Conclusion en forme d'aphorismes

Résumé des propositions

Nous avons tenté de constituer un dossier pour une démocratisation de l'architecture. D'où l'abondance des citations et des références bibliographiques (les preuves à l'appui). Bien que nos conclusions et nos propositions soient contenues dans chaque chapitre, il nous a semblé plus commode pour le lecteur de les résumer ici.

Une construction n'est pas forcément de l'architecture. Construire, c'est réaliser un édifice (maison ou palais) selon certaines techniques et avec certains matériaux.
Il n'y a architecture qu'à partir du moment où la construction passe au stade de l'expression. L'architecture est donc un art et nous nous excusons de devoir rappeler une telle évidence que beaucoup d'architectes, eux-mêmes, semblent avoir oubliée. Un couvent, disait Ruskin, n'est pas seulement fait pour abriter une communauté, mais pour émouvoir.
Or, l'habitat moderne est presque toujours de la construction, presque jamais de l'architecture.

Limites et aberrations des « spécialistes ». Les salles de musique, fonctionnelles, fonctionnent moins bien que des lieux non conçus pour l'enregistrement, mais dont l'acoustique est parfaite. Aussi les musiciens enregistrent-ils de préférence leurs concerts dans des églises, des réfectoires de couvent, voire dans des salles de boxe (Samson François, salle Wagram), plutôt que dans les studios réalisés par des « spécialistes » pour cette fonction précise. Les musiciens disent que les studios d'enregistrement ont une acoustique parfaitement conditionnée, mais sans « esprit ». D'où la limite du travail de l'ingénieur. D'où les limites du « fonctionnalisme ». Les jeunes ingénieurs agronomes sont-ils plus « savants » que les vieux paysans empiristes? Si l'on en croit les remembrements et les déboisements qui s'ensuivent, la destruction des chemins creux abrités du vent et des haies à oiseaux destructeurs d'insectes, l'insipidité des produits provenant des cultures à haut rendement, etc., il semble bien que les écoles d'agronomie soient à la fois une calamité pour l'agriculture et pour l'écologie. Un sottisier de l'ingéniérie, du saint-simonisme à nos jours, serait éloquent. Dernière trouvaille fonctionnaliste et polytechnicienne : l'automatisme du métro parisien et l'insécurité qui s'en est suivie.

C'est la publicité qui impose des archétypes architecturaux au grand public. Que peuvent trente lignes de critique architecturale dans un journal contre une double page de photos couleurs sur papier glacé qui les contredisent? L'acheteur de logement est un consommateur aussi manipulé que l'acheteur d'un réfrigérateur ou d'un poste de télévision.

L'abondance des guides et des revues pratiques de décoration, d'aménagement intérieur, de bricolage, de jardinage, répond à un besoin. Et à une frustration. Besoin de participer, de modifier, de créer son environnement. Frustration d'un logement imposé, rigide, impersonnel.

Le « logement social » est un progrès sur le taudis ou, pire, sur l'absence de logement. Mais s'il implique la destruction d'un quartier ancien, qui dans la majorité des cas peut parfaitement être rénové, et la déportation de la population en banlieue, il est tromperie, mirage. La « rénovation » ne doit être ni muséographique ni restauration spéculative. Elle ne doit pas non plus aboutir à un génocide culturel. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : rénover les vieux quartiers n'est-ce pas vouloir rénover la vie des habitants des taudis et faire avec des asociaux des progressistes; les faire accéder de la « culture du pauvre », à la culture bourgeoise?

La « rénovation urbaine » n'est acceptable que si l'assainissement et l'amélioration de l'habitat s'inspire du mode de vie et des aspirations des habitants des vieux quartiers, sans détruire la structure générale du tissu urbain et sans déloger définitivement les occupants.

Mais la recherche d'une expression populaire authentique s'est opérée dans tous les domaines, excepté l'architecture. H.B.M. et H.L.M. ont été construites sans étudier au préalable la « culture du pauvre ». Tout comme le colonialisme prétendait faire accéder des populations de civilisations dites « inférieures » à la civilisation occidentale considérée comme la seule digne d'être universalisée, H.B.M. et H.L.M. ont eu la prétention d'apprendre aux populations pauvres à habiter d'une manière bourgeoise. Ils y ont d'ailleurs pratiquement réussi.

Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, ce n'est pas vrai que l'habitat collectif soit plus agréable que le logement individuel, ni que les transports en commun soient plus pratiques que la voiture individuelle. Du moins dans la forme actuelle de l'immeuble collectif et du transport en commun. Que notre société, dite « avancée », ne puisse offrir à tous une maison individuelle et une voiture particulière, est une autre histoire que l'on masque sous des affabulations : l'habitat collectif et les transports en commun seraient progressistes alors que la maison individuelle et la voiture privée seraient passéistes. Mais, sans doute, le bonheur lui-même est-il de nature réactionnaire.

Les similitudes sont nombreuses entre la banlieue pavillonnaire et le bidonville. La banlieue pavillonnaire, c'est le bidonville en dur. Tous les deux expriment une utopie individualiste, une utopie du loisir, une utopie écologique et le besoin de l'homme de s'identifier à une maison. Se sentir chez soi, disposer d'un espace modifiable, extensible.

Le cabanon le plus rudimentaire, le pavillon le plus miteux donnent à leurs occupants cette poétique de l'habiter dont nous ont parlé Heidegger et Bachelard. Une éthique du bonheur est sous-jacente chez le pavilionnaire, comme chez l'occupant du bidonville. Tant que les architectes modernes ne sauront pas répondre aux fonctions psychiques de l'habiter dans leurs immeubles collectifs, le pavillon aura plus de séduction que l'appartement.

Que l'on puisse faire un éloge de l'organicité, de la flexibilité du bidonville; que l'on puisse y étudier, en tout bénéfice pour l'architecture et l'urbanisme, son spontanéisme, sa démarche aléatoire, éphémère, périssable, est une chose. Mais attention de ne pas tomber dans la contemplation esthète du déchet, ni dans un misérabilisme populiste. Le spontanéisme de l'habitat en bidonville est d'ailleurs en grande partie une illusion. Tout bidonville se réfère en effet à un modèle culturel et spatial préexistant. Rigidité, fixité, immobilisme, historicisme, nationalisme, sont aussi des traits inhérents au bidonville.

N'oublions pas que, si les habitants des H.L.M. rêvent de pavillons, les habitants des bidonvilles rêvent d'H.L.M.

Pour le droit à la différence. Toutes les cultures sont valables y compris la nôtre. Ce qui n'empêche d'aspirer à l'universalité.

En réalité l'immeuble collectif n'a jamais été inventé. Il n'y a pas de spécificité de la maison urbaine qui, dès ses origines, fut imitée de la maison rurale. Première anomalie. La maison rurale fut simplement doublée en ville, triplée, quadruplée en hauteur par des étages. L'immeuble urbain n'est donc rien d'autre que la superposition, l'entassement de maisons rurales reliées par des escaliers. De ses origines rurales, la maison urbaine conserva pendant longtemps ses dépendances : caves, greniers, étables, écuries, granges. Au cours des âges, ces dépendances, lorsqu'elles n'auront pas brûlé ou ne se seront pas effondrées, vont devenir logements. Avec l'afflux rural dans les villes, au XIX^e^ siècle, tout devient logement, des caves aux greniers. Aujourd'hui encore, nombre de logements, parfois très chics, ont été aménagés dans d'anciennes écuries ou dans des greniers. Et le plan de la plupart des immeubles n'a guère changé depuis des siècles, le même plan simple, pour ne pas dire simpliste, se répète d'étage à étage. Ce plan souligne qu'à l'origine la plupart des immeubles anciens que nous avons « lotis » n'étaient faits que pour loger une famille et leur domesticité. Le plus extraordinaire, c'est que les immeubles neufs, construits au XX^e^ siècle, et tout récemment, sont eux aussi des maisons rurales agrandies, parfois monstrueusement agrandies, rabotées, hygiénisées, mais sans aucune spécificité urbaine. Seul modernisme : l'ascenseur.

Amusant et consternant à la fois de constater que les immeubles à loyer n'ont suscité au XIX^e^ siècle chez les architectes qu'une idée de décor. Un architecte donne la recette : « La maison à loyer de 1^re^ classe doit comporter des cariatides représentant des personnages engainés qui montrent toute la partie supérieure du corps; celle de 2^e^ classe laisse passer le buste seulement; pour la 3^e^ classe, et naturellement pour celles qui suivent, la statuaire disparaît au profit d'ornements plus économiques. »

L'architecture-monument, l'architecture-objet, l'architecture-symbole a fait ses preuves et continue à les faire. Le pouvoir, pouvoir politique, religieux, économique, ne manque pas d'architectes de talent. Nous ne manquons pas de monuments modernes, mais nous n'avons pas inventé un habitat collectif qui réponde aux besoins collectifs des citoyens ordinaires.

Trois voies devraient être étudiées : la rénovation de l'habitat traditionnel dans le milieu rural et dans les villes anciennes, la maison individuelle, la création de mégastructures hautement équipées dégageant l'habitant de ces « structures spatiales » de tout souci ménager et familial.

Pour la maison individuelle, il faudrait dessiner des modules permutationnels permettant l'autoconstruction. Si les dessins de modules sont beaux, s'ils sont étudiés de manière à ce que leurs assemblages produisent fatalement un effet esthétique heureux, si les matériaux employés comportent déjà leur revêtement, il ne devrait plus y avoir de maisons laides. Mais laideur et beauté sont le résultat d'un consensus collectif. Qui choisit? Le désigner ou la collectivité? Et comment?

Ce que nous appelons mégastructure diffère totalement des immeubles urbains actuels. Les immeubles urbains actuels, trop petits, ne permettent aucun équipement collectif. On y vit comme dans des maisons individuelles superposées, mais sans l'agrément de la maison individuelle. Alors que la superposition de logements devrait permettre une vie collective réelle, un autre mode de vie tout à fait différent de celui de la maison individuelle. Dès les origines de la société industrielle et l'entassement humain qui s'ensuivit, Fourier, Considérant, Godin, Cabet, tous les « socialistes utopiques » ont multiplié les projets d'habitat collectif disposant de services communs. Dès les débuts de la révolution soviétique, les architectes russes ont repris cette idée et édifié des « maisons communes ». A leur exemple, Le Corbusier a construit à Marseille une Unité d'habitation qui comprend un équipement commercial, une école maternelle et des installations sportives. Cette voie, faiblement ouverte, reste la seule valable pour un habitat collectif[1]. La mécanisation actuelle, voire l'autonomie des énergies, la rend tout à fait possible. Dans un immeuble

collectif, non plus conçu comme une superposition de maisons individuelles, mais comme un tout organique, un immeuble collectif dont la forme et la taille n'ont plus rien de commun avec nos maisons rurales agrandies, crèches, garderies d'enfants, services de nettoyage et de dépoussiérage, restaurants et plats chauds préparés pouvant être emportés dans son logement, piscines, tennis, gymnases, salles de réunions, etc., débarrasseraient le citadin, s'il en a envie, de la plupart des soucis ménagers et ne lui imposeraient pas des distances à parcourir pour des tâches journalières familiales dont il pourrait parfaitement être dispensé.

Le choix d'une maison individuelle, éloignée du centre de la ville, ou le choix d'une résidence dans une mégastructure socialement équipée dans la ville, prendrait ainsi tout son sens.

Nous assistons aujourd'hui à une révolte inattendue de la plèbe contre l'architecture élitique. Mais ce courant nouveau, en contradiction totale avec l'idéologie du pouvoir, reste marginal.

Les luttes urbaines s'inscrivent dans le grand mouvement ouvrier d'autogestion et d'action directe dont elles ne constituent encore qu'une branche mineure. Verrons-nous un parti politique populaire naître à partir des luttes urbaines?

Pour les pays industrialisés tout vient du modèle américain (architecture sans architectes, architecture marginale, architecture écologique, idéologie pavillonnaire, luttes urbaines, comités d'usagers, *advocacy planning*, jeux urbains, *pattern language*, etc.). Tout part du modèle américain et arrive en France avec cinq ou dix ans de retard, le temps d'établir une tête de pont en Grande-Bretagne et d'envahir le continent par l'Allemagne.

Les problèmes de l'architecture et de l'urbanisme sont devenus trop complexes pour les laisser aux mains d'un seul homme, fût-il génial. L'artiste génial peut construire des monuments dans la ville, mais la structure même de la ville, comme la structure de l'habitat imposent trop de connaissances diverses pour qu'un seul homme puisse suffire.

---

[1] A condition d'en exclure l'aspect coercitif = réfectoires et dortoirs obligatoires, etc. A condition aussi que dans ces mégastructures l'habitant ait la possibilité de modeler son propre habitat, de le transformer et d'y assumer sa propre créativité.

Les habitants d'une ville, d'un quartier, d'un immeuble, doivent être consultés pour les plans d'architecture et d'urbanisme qui font partie de leur quotidienneté immédiate.

Ce ne sont pas « les gens » qui doivent apprendre à habiter, mais les architectes qui doivent apprendre à construire pour « les gens ».

L'obsession de la modernité a conduit à vouloir faire toujours différent, alors qu'il faut penser d'abord, pour l'habitat, à ce qui est permanent.

L'important n'est plus d'imaginer une architecture ordinaire pour un homme idéal, mais une architecture idéale pour un homme ordinaire.

S'il faut enlever le monopole du discours architectural aux architectes, ce n'est pas pour le donner aux sociologues, mais pour l'offrir aux usagers. Donner la parole aux habitants est l'impératif premier.

Construire un immeuble habitable en ne se souciant *que* d'esthétique est une erreur, comme c'est une erreur de construire un immeuble habitable *sans* se soucier d'esthétique.

Au logement marchandise, opposer le logement fonction sociale.

A l'habiter fonctionnaliste, opposer l'habiter poétique.

Au terme moderne d' « usager », qui sous-entend utilisateur et qui s'insère donc dans une idée d'architecture-machine, voire d'architecture-marchandise, opposer le terme traditionnel d' « habitant ».

L'architecture conçue par et pour un usager/habitant déterminé implique-t-elle un blocage, une absence d'avenir, l'usager/habitant suivant risquant d'avoir d'autres attitudes et d'autres désirs? Faudrait-il donc démolir chaque construction après que l'usager/habitant pour lequel elle a été conçue n'en a plus l'usage? Non, bien sûr, mais à condition de concevoir des structures permettant des modifications multiples. Aucune participation/autogestion de l'habitat n'est possible à long terme sans la mise au point d'une réelle architecture évolutive.

Afin de constituer un « Inventaire sonore de la pratique musicale en 1976 » France-Musique donne rendez-vous, le 29 mai, aux musiciens amateurs. Cet appel suscite 1 200 manifestations publiques et 2 000 heures d'enregistrement. Rien d'étonnant si l'on sait que la Confédération musicale de France, qui ne regroupe que des musiciens amateurs, compte 2 070 harmonies, 2 030 fanfares, 300 chorales, 240 orchestres, etc. Mais si l'on admet la créativité populaire en musique, en peinture, en sculpture, pourquoi pas en architecture? Il a suffi qu'un journaliste, Pierre de Lagarde, lance à la télévision l'idée des « chefs-d'œuvre en péril » pour qu'un grand élan de solidarité active, pour que des équipes de jeunes résultant souvent d'initiatives locales, se mettent en devoir et en joie de sauver le patrimoine immobilier français. Pourquoi ne pas encourager une même passion pour l'architecture du présent et de l'avenir?

Pour la première fois l'idée d'une architecture et d'une ville réellement démocratique apparaît. Mais une participation active, et à plus forte raison une autogestion de l'habitat et de la ville ne peuvent exister que par la mise au point des structures nécessaires à cette participation et à cette autogestion; comprenant notamment une information détaillée et claire des projets d'urbanisme envisagés et une culture architecturale plus générale commençant dès l'école et se poursuivant toute la vie par la télévision, la radio, le cinéma, la presse, le livre. Information, consultation sont les préalables à toute participation. Information qui, dans les villes nouvelles notamment, pourrait parfaitement être faite par des chaînes de télévision sur câbles. Mais il ne suffit pas seulement d'informer. Faut-il encore que cette information soit reçue, perçue, réfléchie.

L'information générale des habitants et la formation de militants pour les comités de quartier, peut être facilitée par l'emploi de la vidéo. La vidéo permet à la fois de sensibiliser les habitants à leur environnement, de les aider à s'exprimer et à participer. La technique des « itinéraires urbains » peut être aussi un stimulateur du processus de la découverte. Quant à la télévision et au cinéma, leur rôle pourrait être capital. Et c'est parce que la télévision et le cinéma ne jouent pas ce rôle positif permettant une créativité collective (bien au contraire ils assument un rôle anesthésiant destiné à détourner les citoyens vers la passivité, en ne les invitant qu'à être spectateurs) que la créativité populaire et marginale s'exprime par la vidéo.

La participation des usagers/habitants au domaine construit sous-entend un dialogue fécond entre utilisateurs et réalisateurs. Tant que les usagers ne comprendront pas aisément le langage technique des réalisateurs, l'usager sera « assisté ». C'est pourquoi il est nécessaire de créer un code architectural et des techniques simples, des manuels de planification et d'autoconstruction, des systèmes de « modèles » combinatoires, des méthodes ou, mieux, une méthodologie. C'est pourquoi il est nécessaire de créer des méthodes et des techniques d'architecture flexible, évolutive, aléatoire. C'est pourquoi il est nécessaire, en réponse aux associations d'usagers et aux comités de quartiers, de susciter des « architectes de quartier », comme il existe des médecins de quartier; de susciter des « architectes des pauvres » comme il existe des médecins et des avocats des pauvres. Les usagers groupés en collectif ont besoin d'architectes-conseils.

Les formules gaullistes et postgaullistes de « participation », qui s'insèrent dans le mouvement international du capitalisme libéral, ont trouvé leur écho dans les propositions de « participation des habitants au domaine construit ». De même les formules gauchistes autogestionnaires ont suscité certains « Lip de l'habitat ».

Mais la participation ne présente un intérêt réellement prospectif que si elle est l'amorce d'une véritable créativité collective, c'est-à-dire de l'autogestion, donc de l'autoplanification.

La participation n'est acceptable que si elle est l'acte premier qui peut conduire à l'autogestion. Une participation qui se satisferait de son système ne serait qu'une autogestion tombée en panne.

Si des comités de quartiers et des associations diverses se préoccupent de l'autogestion de leur ville, c'est que la démocratie municipale est devenue une fiction. Une nouvelle forme de démocratie urbaine apparaît, en marge, comme un contre-pouvoir.

Mais cette esquisse de démocratie urbaine moderne est menacée d'être récupérée par les classes moyennes et les partis politiques. Le pouvoir lui-même s'emploie à tenter d'officialiser la contestation et de susciter une sorte de marginalisme officiel.

Seul un véritable syndicalisme de l'habitat, mais un syndicalisme partant de la base et récupéré ni par les classes moyennes ni par des groupuscules gauchistes, nous paraît offrir des garanties à la fois de représentativité populaire et de crédibilité auprès du pouvoir.

Si le contrôle urbain doit précéder l'autogestion du domaine bâti, il ne peut être sérieusement question d'autogestion de l'architecture et de l'urbanisme dans le contexte actuel des horaires de travail. La participation elle-même ne peut être effective qu'avec un temps spécialement affecté à cette activité de contrôle et de création. Le facteur temps-loisirs est capital pour l'autogestion de l'espace.

Le monde pauvre actuel, c'est-à-dire la plus grande partie de l'humanité, prend ses modèles d'avenir dans les sociétés industrielles avancées. C'est une catastrophique erreur. Le monde pauvre doit tourner le dos à la technologie occidentale et construire son propre monde qui peut-être servira dans l'avenir de modèle à un monde occidental à son tour appauvri.

Designers, architectes, industriels doivent s'attacher à mettre au point des matériaux faciles à monter, assembler, démonter; à rédiger des manuels pour les maçons de villages tendant notamment à réhabiliter les matériaux et les techniques traditionnelles.

Par ailleurs, il devrait être envoyé d'urgence dans le Tiers Monde des architectes-conseils ayant pour mission de former ce que nous proposons d'appeler des « architectes aux pieds nus » sur le modèle des « médecins aux pieds nus » chinois. Cela afin de lancer un mouvement d'autoconstruction dans le Tiers Monde. Apprendre aux populations sans maisons comment en construire elles-mêmes, avec leurs matériaux locaux, ce qu'elles firent autrefois à la perfection, mais qu'elles ont désappris; initier les populations urbaines du Tiers Monde aux matériaux modernes industrialisés et à leurs méthodes d'agencement; dessiner des modules à la fois pratiques, faciles à assembler et qui restent beaux dans toutes les combinaisons possibles; rédiger et diffuser des manuels d'autoconstruction, voire de réhabilitation des méthodes de constructions locales traditionnelles, voilà qui est sans doute aussi l'un des avenirs de l'architecture.

Bibliographie

ARCHITECTURE ET URBANISME (GÉNÉRALITÉS)

Alexander et Chermayeff, *Community and Privacy.*

Gaston Bachelard, *Poétique de l'espace*, P.U.F., 1957.

Philippe Boudon, *Pessac de Le Corbusier*, Dunod, 1969.

Françoise Choay, *L'Urbanisme, utopies et réalités*, Seuil, 1965.

F. Choay, G. Baird, A. van Eyck, etc., *Le Sens de la ville*, Seuil, 1972.

Chombart de Lauwe, *Des hommes et des villes*, Payot, rééd. 1970.

P. Deffontaines, *L'Homme et sa maison*, Gallimard, 1972.

Léonard Duhl, *Cities and Space, The future use of Urban Land*, 1963.

Jézabelle Ekambi-Schmidt, *La Perception de l'habitat*, Éd. Universitaire, 1972.

Roger H. Guerrand, *Les Origines du logement social en France*, Éd. ouvrières, 1967.

Edward T. Hall, *La Dimension cachée*, Seuil, 1971.

Martin Heidegger, « Bâtir, habiter, penser », et « L'homme habite en poète », in *Essais et Conférences*, Gallimard, 1958; éd. allemande, 1954.

Norris Kelly-Smith, *F. L. Wright*, 1966.

Anatole Kopp, *Ville et Révolution*, Anthropos, 1967.

Anatole Kopp, *Changer la vie, changer la ville*, 10/18, 1975.

Anatole Kopp, « C'est la faute à Corbu », in *Traverses*, n° 4, spécial « Fonctionnalisme en dérive », mai 1976.

Le Corbusier et Fr. de Pierrefeu, *La Maison des hommes*, la Palatine, 1942.

Le Corbusier, *La Charte d'Athènes des Ciam*, Éd. orig. 1943; rééd. Éd. de Minuit, 1957, et Points-Poche, Seuil.

Olivier Marc, *Psychanalyse de la maison*, Seuil, 1972.

Alexander Mitscherlich, *Psychanalyse et urbanisme*, Gallimard, 1970, éd. allemande, 1965.

Raymonde Moulin, *Les Architectes*, Calmann-Lévy, 1973.

Abraham Moles et E. Rohmer, *Psychologie de l'espace*, Casterman, 1972.

Lewis Mumford, *La Cité à travers l'histoire*, Seuil, 1964; éd. américaine, 1961.

Lewis Mumford, *The Marseille Folly*, 1964.

Michel Ragon, *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes*, 2 vol., Casterman, 1971 et 1972.

Michel Ragon, *Les Erreurs monumentales*, Hachette, 1971.

Michel Ragon, *L'Homme et les Villes*, Albin Michel, 1975.

Simone Roux, *La Maison dans l'Histoire*, Albin Michel, 1976.

Sullivan, *Kindergarten Chats and other writings*, 1901.

C. Topalov, *Les Promoteurs immobiliers*, Mouton, 1974.

C. Topalov, *Contribution à l'analyse de la production capitaliste du logement en France*, École pratique des Hautes Études et C.N.R.S.

GRANDS ENSEMBLES

René Kaës, *Vivre dans les Grands Ensembles*, Éd. ouvrières, 1963.

Georges Michel, *Structures des grands ensembles et santé mentale*, thèse soutenue devant l'institut de l'université de Paris, s. d.

Ch. Zygel, « Note critique sur structure des grands ensembles et maladies mentales », *Bulldoc*, n^{os} 4-5, 1968.

SOCIALISME ET HABITAT

Victor Considérant, *Description du phalanstère, considérations sociales sur l'architectonique*, 1848.

F. Engels, *La Question du logement*, articles écrits en 1872, édités en 1887, trad. française aux Éditions sociales.

Karl Marx, *Le Capital*, 1867.

Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.

Alfred Sauvy, *Le Socialisme en liberté*, Denoël, 1970.

P.S., P.C., Mouvement des Radicaux de gauche, *Programme commun de gouvernement*, Flammarion, 1973.

LES PAVILLONNAIRES

M.-G. Raymond, N. Haumont, H. Raymond, A. Haumont, *Les Pavillonnaires, La Politique pavillonnaire, L'Habitat pavillonnaire*, préface d'Henri Lefebvre, 3 vol., C.R.U., 1966.

H. Raymond, N. Haumont, M.-G. Raymond, A. Haumont, *L'Habitat pavillonnaire*, préface d'H. Lefebvre, C.R.U., 1966.

Nicole Haumont, *Les Pavillonnaires*, C.R.U., 1966.

Antoine Haumont, « Univers concentrationnaire ou urbanisme socialiste », débat avec Michel Ragon et Ionel Schein, *Cahiers du Centre d'Études Socialistes*, n^{os} 74-75, janvier 1968.

Wladimir Mitrofanoff, « *L'habitat, un art populaire* », revue, *H*, n° 3, décembre 1975.

G. Bauer et J.-M. Roux, *La Rurbanisation, ou la ville éparpillée*, Seuil, 1976.

BIDONVILLES

Milton Santos, *Vue actuelle sur le problème des bidonvilles*, Informations géographiques, 1966.

Colette Pétonnet, *Ces gens-là*, Maspero, 1968.

Colette Pétonnet, « La ville vue en dessous », *L'Année sociologique*, vol. XXI, 1970.

Colette Pétonnet, « Espace, distance et dimension dans une société musulmane », *L'Homme*, École pratique des Hautes Études.

Les Formes de Croissance sous-intégrées. Secrétariat des Missions d'urbanisme et d'habitat, Université de Vincennes, Département de Géographie, docum. n° 3, juin 1970.

Isabelle Herpin et Serge Santelli, *Bidonvilles à Nanterre*, Institut de l'Environnement, 1971.

Monique Hervo et Marie-Ange Charras, *Bidonvilles, l'enlisement*, Maspero, Cahiers Libres, 1971.

Renée Gagnon, « Les Musseques de Luanda ou la civilisation du déchet, version africaine », revue *Colloquio Artes*, n° 26, Lisbonne, février 1976.

ARCHITECTURES SANS ARCHITECTES

Gilles Ehrmann, *Les Inspirés et leurs demeures*, préface d'André Breton, Éditions du Temps, Paris, 1962.

Bernard Rudofsky, *Architecture without architects*, musée d'Art moderne de New York, 1964.

Bernard Lassus, « Les habitants face aux structures dans la création du paysage urbain », *Bulldoc*, n^{os} 25-26, janvier 1970.

Bernard Lassus, « Paysages quotidiens, de l'ambiance au démesurable », Catalogue musée des Arts décoratifs, janvier 1975.

Bernard Lassus, *Une Poétique du paysage*, brochure réalisée pour la conférence des Nations unies à Vancouver, 1976.

Art Boericke et Barry Shapiro, *Handmade Houses. A guide to the Woodbrechers Arts*, Serimshaws Press, 1973. Diffusé en France par les Éditions du Chêne.

RÉNOVATION URBAINE

Henri Coing, *Rénovation urbaine et Changement social*, Éd. ouvrières, 1966. Rééd. 1973.

Francis Godard, M. Castells, H. Delayre, C. Dessane, C. O'Callaghan, *La Rénovation urbaine à Paris. Structure urbaine et logique de classe*, Mouton, 1973.

LUTTES URBAINES

Manuel Castells, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Maspero, 1972.

Manuel Castells, *La Question urbaine*, Maspero, 1972.

Manuel Castells et Francis Godard, *Monopolville, l'entreprise, l'État, l'urbain*, Mouton, 1974.

Université de Saint-Étienne, *Le Problème des taudis*, 1972.

MÉTHODES D'INITIATION À LA PARTICIPATION

Pierre Gaudibert, *Animation culturelle. Intégration et/ou subversion*, Casterman-Poche, 1972. Rééd. augmentée dans la collection Synthèses Contemporaines, Casterman 1977.

Manfred Eisenbeis, « Le rôle de la télévision dans la participation des citoyens à la planification et à l'aménagement de leur environnement », Conseil de l'Europe, 1974.

Edmond Preteceille, *Jeux, modèles et simulations. Critique des jeux urbains*, Mouton, 1974.

Brian Goodey, « L'Expérience des itinéraires urbains », Conseil de l'Europe, Strasbourg, janvier 1975.

« Rapport sur le Colloque, l'Environnement urbain et la Qualité de la Vie », Conseil de l'Europe, Strasbourg, juillet 1975.

VILLE ET PARTICIPATION

Henri Lefebvre, *Le Droit à la Ville*, vol. 1, Anthropos, 1968.
Espace et Politique, vol. 2, Anthropos, 1972.

Raymond Ledrut, *Sociologie urbaine*, P.U.F., 1968, rééd. 1973.

Xavier Arsène-Henry, *Notre ville*, Mame, 1969.

Bernard de la Rochefoucauld, *L'Homme dans la ville, à la conquête de sa liberté*, Dunod, 1971.

Paul Granet, *Changer la ville*, Grasset, 1975.

Opération Habiter c'est vivre, en Anjou. Brochure de l'Association Architecture et Construction, septembre 1973-novembre 1974.

Jacques Dreyfuss, *La Ville disciplinaire*, Éd. Galilée, 1976.

AUTOGESTION

Daniel Chauvey, *Autogestion*, Seuil, 1970.

Milejko Drulovic, *L'Autogestion à l'épreuve*, Fayard, 1973.

Manifeste P.S.U., 1973.

AUTOGESTION ET ARCHITECTURE

N.J. Habraken, *The Supports and the people. The end of the housing project*, Scheltema et Holtema, Amsterdam, 1961, texte polycopié.

Yona Friedman, *L'Architecture mobile*, Casterman-Poche, 1970.

Yona Friedman, *Pour l'architecture scientifique*, Belfond, 1971.

Yona Friedman, *Où va l'architecture?* Brochure de l'institut de l'Environnement, Paris, s. d.

Yona Friedman, *Utopies réalisables*, 10/18, 1975.

Yona Friedman, « Une utopie réalisée ». Catalogue musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 1975.

Philippe Vuarnesson, Atelier 3, *Recherche pour un habitat personnalisé à structures traditionnelles et équipements industrialisés*, D.G.R.S.T., 1970.

Christopher Alexander, *Une expérience d'urbanisme démocratique*, Seuil, 1976.

TIERS MONDE ET AUTOCONSTRUCTION

Hassan Fathy, *Construire avec le peuple*, J. Martineau, 1970.

Ivan Illich, *Libérer l'avenir*, Seuil, 1971; éd. américaine, 1969.

Ivan Illich, *La Convivialité*, Seuil, 1973.

Maisons Économiques en Afrique, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, 1976.

Fichas tecnicas para la vivienda popular de zonas sismicas, C.E.M.A.T. Centro Mesoamericano de Estudios del Tercer Mundo — Guatemala, 1976.

Yona Friedman, *L'Architecture de survie*, Casterman, 1977.

FILMS, THÉÂTRE

Francesco Rosi, *Main basse sur la ville*.

Fournier, Gébé, *L'An 01*.

J. Baratier, *La ville bidon*.

Serge Poljinski, *La Ville est à nous*.

Bertucelli et Lefebvre, *Vivre sa ville*, C.C.I.

Troupe de l'Aquarium, *Les Marchands de ville*.

AUTRES OUVRAGES CITÉS

Thomas More, *L'Utopie*, 1516.
Nietzsche, *Humain, trop humain*, 1875-1879.
Maurice Halbwachs, *La Classe ouvrière et les niveaux de vie*, P. Alain, 1913.
Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, Gallimard, 1948.
Richard Hoggart, *La Culture du pauvre*, Éd. de Minuit, 1970; éd. anglaise, 1957.
Blaise Cendrars, *La Banlieue de Paris*, Seghers, 1966.
Jean Cayrol, *De l'espace humain*, Seuil, 1968.
Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Gallimard, 1975.
Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne en France*, Albin Michel, 1974.
André Glucksmann, *La Cuisinière et le Mangeur d'hommes*, Seuil, 1975.
Pierre Jakez-Helias, *Le Cheval d'orgueil*, Plon, 1975.
Paul Virilio, *L'Insécurité du territoire*, Stock, 1976.

REVUES, JOURNAUX ET PUBLICATIONS DIVERSES

Esprit, octobre-novembre 1953, « Dialogue avec le public. Scandale du logement et espoirs de l'urbanisme », par Chombart de Lauwe.
Architectural Design, décembre 1962.
Journal of American Institute of Planners, novembre 1965, « Planification pluraliste et planification par plaidoyer », par Paul Davidoff.
Espaces et Sociétés, éd. Anthropos :
  N° 1, novembre 1970, « La rénovation urbaine aux États-Unis », par Manuel Castells.
  N° 2, 1971, « Le centre de direction de Bologne, ou comment le parti communiste italien gère le problème urbain », par Michelis et M. Venturi.
  N° 3, 1971, « L'urbanisation sauvage en Colombie », par Ramiro Cordona Guttierrez.
  « Structure urbaine et marginalité sociale. »
  N° 4, 1971, « Utilisation de l'espace chez les travailleurs immigrés », par Jean Rémy.
  Nos 6-7, juillet-octobre 1972, « Les pratiques des associations de quartier et les processus de “ récupération ” », par François Bonnier.
  N° 8, février 1973, « L'idéologie des jeux urbains », par Gabriel Dupuy.
  N° 9, juillet 1973, « Le mouvement d'occupation des maisons vides en France », par Eddy Cherky.

  N° 12, mai 1974, « L'animation urbaine, ou comment désamorcer les mouvements sociaux urbains », par J.-M. Charon.
  Nos 13-14, octobre 1974-janvier 1975, « Rénovation urbaine et stratégie de classe », par Jean Ceaux.
  N° 15, avril 1975, « Les luttes urbaines en Italie », par Andreina Daolio.
Annales de l'Institut technique du bâtiment et des travaux publics, nos 295-296, juillet-août 1972, « Le logement à la carte. Expérience et réalisation », par Luc Arsène-Henry.
Autogestion et Socialisme, Éd. Anthropos, nos 22-23, janvier-mars 1973.
Échange et Projets, 1974, « Pour un nouveau pouvoir de l'association », par Paul Harvois.
  N° 6, 1975, « Autogestion de la vie quotidienne ».
Perspectives psychiatriques, n° 11 (46), 1974, « Sur l'habiter des classes populaires, quelques cas de résistance à l'idéologie dominante », par Jeannine Verdés-Leroux.
Art vivant, n° 56, mars-avril 1975. Numéro spécial : « La Ville ».
Place, revue consacrée aux luttes urbaines, depuis le 2e trimestre 1975 :
  N° 2, 4e trim. 1975, « Un an d'appropriation populaire de la Palazzina de Milan. »
  N° 4, 2e trim. 1976, « Sur le comité de coordination des 47 foyers Sonacotra en grève. » « Luttes du logement et luttes du peuple au Québec à Montréal. »
Tribune socialiste, 21 juin et 28 juin 1975.
Le Monde, 27 février 1975, Lettre à M. Jacques Chirac par Valéry Giscard d'Estaing.
Pour, n° 45, décembre 1975, « Animation en milieu urbain ».
Études, février 1975, « La ville programme ou projet », par Xavier Arsène-Henry.
Plan Construction, Documents 4, mai 1975.
Architecture d'aujourd'hui, janvier-février 1975, n° 177.
Techniques et Architecture, n° 307, décembre 1975, « La Rénovation inverse. Interview Aillaud ».
Neuf, Bruxelles, n° 57, septembre-octobre 1975, Interview de Giancarlo de Carlo par P. Korosec-Serfaty.
  Janvier-février 1976, « Comités de quartiers ».
  Mars-avril 1976, « L'urbanisme et la démocratie », par P. Puttemans.
Le Nouvel Observateur, 2 février 1976, « Tir groupé rue Monsieur-le-Prince », par François Dupuis.
Bulletin d'information des Archives de l'architecture moderne, Bruxelles, n° 5, février 1976 et mai 1976.
Architecture, n° 396, avril 1976, « Feu! sur Alexander ».
La Ville, n° 18, avril 1976.
  n° 19, juin-juillet 1976.
Urbanisme, nos 153-154, 1976, numéro spécial sur la participation des habitants.

Revue de l'Association pour la Démocratie d'éducation locale et sociale, n° 153, s. d., « Juvisy, an I de la participation », par Francis Kohn.
Autrement, n° 6.
Techniques et Architecture, n° 311, octobre 1976, n° spécial : « Du rêve participationniste à la flexibilité ».

La composition
et l'impression de ce livre ont été effectuées
par l'Imprimerie Floch à Mayenne
pour les Éditions Albin Michel

AM

Achevé d'imprimer le 9 février 1977
N° d'édition 5874. N° d'impression 14796
Dépôt légal 1^{er} trimestre 1977

IMPRIMÉ EN FRANCE

L'Architecte, le Prince et la Démocratie est le premier ouvrage
nsemble sur le thème de la participation et de l'autogestion appli-
ées à l'architecture. Il ne s'agit donc pas seulement d'un essai théo-
ue et sociologique sur l'architecture, mais d'un livre politique qui
nscrit dans la pensée sociale de pointe.

Critique et historien de l'art, de l'architecture et de l'urbanisme,
tamment auteur de *L'Homme et les villes*, Michel Ragon établit ici
dossier complet du conflit entre architectes et usagers, c'est-à-dire
tre ceux qui font l'architecture et ceux qui la subissent.

C'est, dit-il, un phénomène nouveau que cette révolte populaire
ntre l'architecture élitique : révolte contre la "rénovation urbaine",
èves des loyers, luttes urbaines diverses, et parfois de très grande
pleur comme en Amérique latine, bidonvilles autogérés, comités de
artiers, comités de locataires, points de vue des "pavillonnaires",
.

Les solutions ne peuvent naître que d'un dialogue entre archi-
ctes et usagers. Quant aux méthodes, Michel Ragon examine celles
oposées par des architectes : changement des techniques de cons-
ction de l'habitat collectif, mobilité, évolutivité... ; et par des muni-
palités (en France Grenoble, en Italie Bologne).

Cet ouvrage remarquable fait le point des idées et des expérien-
s les plus récentes, tant aux Etats-Unis qu'en Europe. Pamphlet,
is aussi livre d'histoire, *L'Architecte, le Prince et la Démocratie* se
ace à l'avant-garde des recherches actuelles, et nous en donne la
sion la plus claire et la plus humaine.

ISBN 2-226-00443-2

3146 6

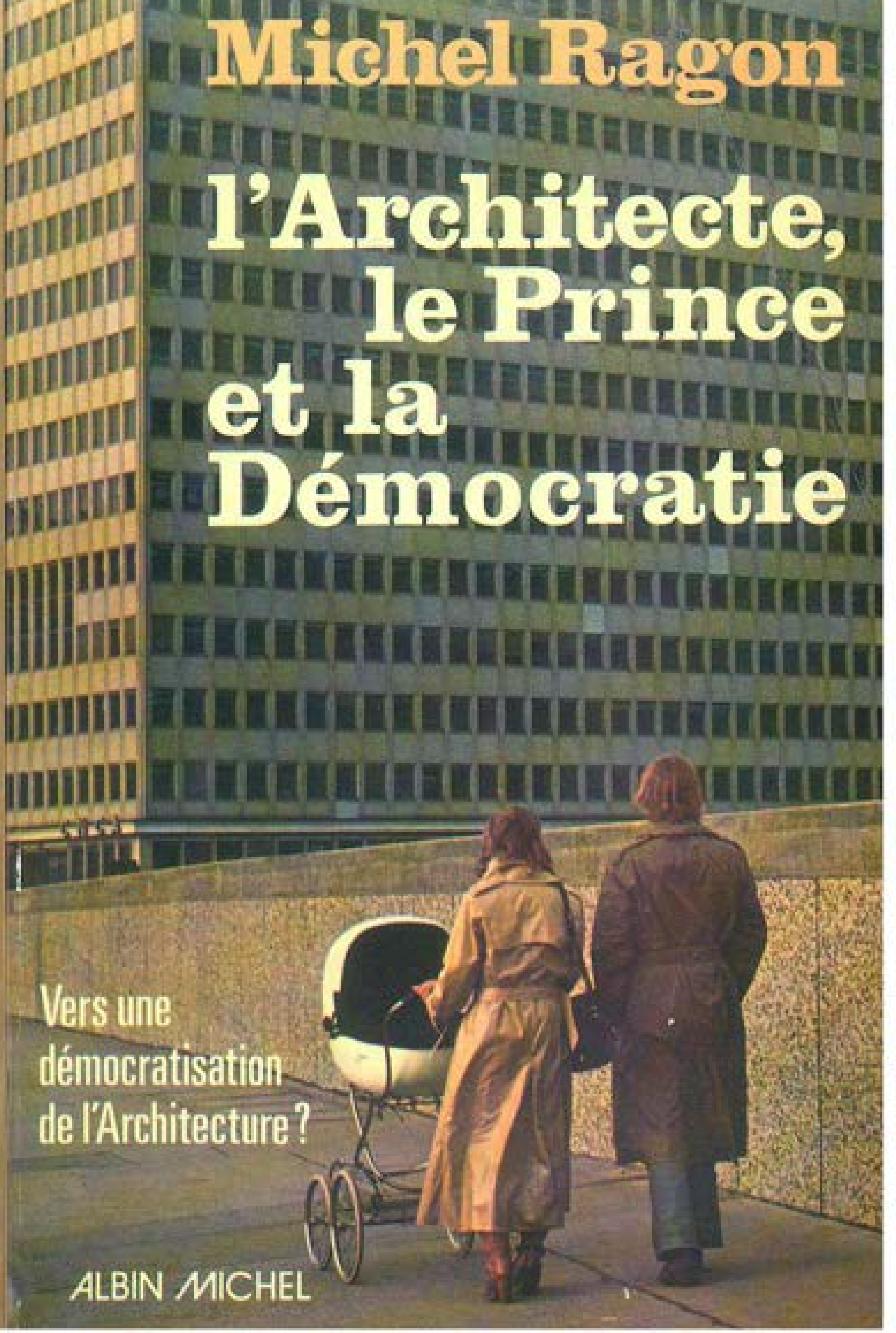
l'Architecte, le Prince et la Démocratie

Michel Ragon

AM

Michel Ragon

l'Architecte, le Prince et la Démocratie



Vers une démocratisation de l'Architecture ?

ALBIN MICHEL